



Revue de théorie et de pratique politiques

Éditeurs

Fondation « pour le peuple et l'État serbe », Belgrade
Institut d'études politiques, Belgrade

Pour les éditeurs

Tatjana Vukić, directrice
Dr Miša Stojadinović, conseiller scientifique, directeur

RÉDACTION

Rédacteur en chef

Prof. Dr Zoran Jevtović

Politique

Prof. Dr Uroš Šuvaković
Dr Miša Stojadinović, conseiller scientifique
Prof. Dr hab. Ewa Bujwid-Kurek

Politique étrangère et relations internationales

Ivan Mrkić, ambassadeur
Doc. Dr Aleksandar Vranješ

Droit européen et système politique de l'UE

Prof. Dr Branko Rakić
Prof. Dr Zoran Čupić

Géopolitique

Dr Ljubiša Despotović, conseiller scientifique

Défense et sécurité

Prof. Dr Obrad Stevanović
Dr Marija Đorić, chercheuse senior

Histoire

Prof. Dr Marko Atlagić
Prof. Dr Dalibor Elezović

Culture

Mr Bojana Borić Brešković

Écologie

Prof. Dr Darko Nadić

Médias et société

Prof. Dr Dejan Vuk Stanković

La revue est publiée trois fois par an.

Le premier numéro de la revue *Progrès* est paru
à Vidovdan, le 28 juin 2020.

Tirage : 200 exemplaires • Impression : Birograf, Belgrade

Adresse de la rédaction : Palmira Toljatija 5, Belgrade

<http://fondacijasnd.rs/casopis-napredak/>

Les articles doivent être soumis en ligne.

Ce numéro de la revue est publié en serbe, anglais et français.

CIP - Каталогизација у публикацији
Народна библиотека Србије, Београд

32(497.11)

НАПРЕДАК : часопис за политичку теорију
и праксу / главни и одговорни уредник Зоран Јевтовић. -
[Штампано изд.]. - Vol. 1, no. 1 (2020)- . - Београд :
Фондација „За српски народ и државу“ : Институт за
политичке студије, 2020- (Београд : Бирограф). - 24 cm

Три пута годишње. - Повремено са тематским бр. -
Друго издање на другом медијуму: Напредак (Београд.
Online) = ISSN 2683-6114. - Има издање на другом
језику: Progress (Belgrade) = ISSN 3042-0261
ISSN 2683-6106 = Напредак (Београд

COBISS.SR-ID 15570185

Vol. VI / No. 1 2025.

Sommaire

Numéro thématique

AIMONS LA FRANCE COMME ELLE NOUS A AIMÉS

Rédaction

Aimons la France comme elle nous a aimés 5

Articles

Slobodan M. Zečević

La France dans l'Union européenne 9

Nikola N. Perišić

**Contexte et conséquences des élections législatives anticipées en France en 2024 :
L'ascension des acteurs de la droite et de la gauche politiques 21**

Matthieu Grandpierron

La France et la géopolitique : une histoire complexe menacée par l'adhésion à l'UE et à l'OTAN. 37

Andrea D. Matijević

**Les relations commerciales et d'investissement entre la République de Serbie et la République
française – tendances contemporaines 53**

Biljana Lj. Stojić Radović

Georges Clemenceau et la question nationale serbe 69

Dejan V. Gavrilović

L'influence de la France sur le sport au Royaume de Serbie. 91

Amarante Szidon

Dado en expansion 103

Laurent Le Bon

A comme amitié 123

Milica V. Stojčić

**Le rôle de l'Institut d'études politiques dans la coopération scientifique et la diplomatie
culturelle franco-serbe 127**

Témoignages

Régis Debray
Lettre d'un voyageur au Président de la République143

Philippe Morillon
Audition du général Philippe MORRILLON à l'Assemblée nationale française153

Exposé

Dejan V. Ajdačić
Les études de la bande dessinée comme un regard historico-culturel global
et un modèle pour l'avenir167

Aimons la France comme elle nous a aimés

Les relations franco-serbes remontent au Moyen Âge, à l'époque où Hélène d'Anjou épousa Stefan Uroš I^{er}, devenant ainsi reine de la Serbie. Bien que l'historiographie contemporaine conteste son lien avec la dynastie angevine, dans le cas où cette affirmation s'avérerait exacte, l'amitié et les relations étatiques entre la Serbie et la France ont commencé il y a un peu plus de sept siècles.

D'une manière formelle, cette année s'achève 186 ans de l'établissement des relations diplomatiques officielles entre la Serbie et la France en 1839, sous le règne de Miloš Obrenović, alors que la Serbie était encore une principauté vassale. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été établies immédiatement après le Congrès de Berlin et l'acquisition de l'indépendance. Mais même avant l'établissement des relations diplomatiques, l'influence française en Serbie était très forte. Les efforts de Karađorđe pour établir des relations avec la France ont été remarqués, tandis que c'est sous l'influence du climat révolutionnaire français que Dimitrije Davidović a écrit et que la Grande

Assemblée nationale de Kragujevac a adopté le premier acte constitutionnel moderne de la Serbie en 1835 - la Constitution de la Chandeleur. Bien qu'elle soit restée en vigueur pendant une période extrêmement courte en raison de la pression des grandes puissances, la Constitution de la Chandeleur a laissé une marque profonde dans l'histoire juridique, politique et sociale de la Serbie, et la date de son adoption est aujourd'hui célébrée en Serbie comme le Jour de l'État.

Le développement historique des relations serbo-françaises (ou franco-serbes, c'est au lecteur de choisir ce qui lui convient le mieux) il a eu ses hauts et ses bas. Il est certain que l'alliance franco-serbe pendant la Première Guerre mondiale et la lutte acharnée pour la liberté des mouvements antifascistes des deux pays pendant la Seconde Guerre mondiale ont laissé une marque indélébile dans l'histoire serbe, aussi bien que la forte lutte pour la liberté des mouvements antifascistes des deux pays pendant la Seconde Guerre mondiale, de la même manière que la tache impardonnable est représentée par la participation

française à l'agression de l'OTAN contre la République Fédérale de Yougoslavie, principalement la Serbie, en 1999. Les Français ajouteraient à ces taches le soutien yougoslave à l'indépendance algérienne, et les Serbes la reconnaissance française de l'indépendance du faux „Etat du Kosovo“. Cependant, les Serbes se souviennent aussi du débarquement de Mitterrand et du déblocage de l'aéroport de Sarajevo sur Vidovdan en 1992, qui a non seulement ouvert la voie à l'arrivée de l'aide humanitaire à Sarajevo, mais a également empêché l'intervention annoncée de l'OTAN. Ce manœuvre ayant en vue, le président français a été critiqué par de nombreux membres de la Commission européenne, principalement par des représentants du gouvernement allemand, tandis que les Serbes ont été mécontents de sa recommandation de nommer Robert Badinter président de la commission consultative de la Conférence de La Haye sur la Yougoslavie.

La Commission Badinter a ensuite rendu son avis que les frontières des républiques yougoslaves étaient immuables. Même si à l'époque cela s'est fait au détriment de l'unité du Corps national serbe, aujourd'hui, sur la question du séparatisme albanais au Kosovo, la Serbie peut se référer à l'avis d'une commission présidée par le président du Conseil constitutionnel français, qui était aussi un proche de Mitterrand.

Dans la phase contemporaine des relations entre États, la France est l'un des sept pays avec

lesquels la Serbie a signé un accord de partenariat stratégique. Deux hommes d'État, les présidents Vučić et Macron, ont apporté une contribution particulière à sa mise en œuvre et à son accélération. Leurs relations personnelles, leurs communications fréquentes et leur désir de développer des relations, conformément à l'amitié traditionnelle entre les deux peuples sont une garantie du développement futur réussi des relations entre les deux États. Malheureusement, nous constatons parfois que la diplomatie n'est pas toujours capable de suivre les leaders, mais c'est une règle importante que le succès se mesure par les dirigeants.

Nous consacrons ce numéro thématique, pour toutes les raisons mentionnées et non mentionnées mais implicites, aux relations franco-serbes, avec le désir de rapprocher le public académique de Serbie des relations entre les deux pays non seulement à travers l'histoire mais aussi dans le présent, ainsi que de souligner la position de la France dans le monde, sa scène politique intérieure et de rappeler les grands Français et Serbes qui ont scellé l'amitié entre les deux peuples. *Liberté, Égalité et Fraternité* ne représentent pas seulement les idées directrices de la révolution bourgeoise française, elles sont aussi les fondements de l'identité nationale serbe. Selon notre jugement, ces trois mots révèlent les raisons de la proximité des deux nations, qui a traversé des épreuves, mais s'est confirmée à maintes reprises.

Articles



La France dans l'Union européenne

Résumé : L'État français est l'un des fondateurs et le pilier sur lequel repose l'Union européenne actuelle. L'Union européenne a survécu au départ du Royaume-Uni et pourrait peut-être subsister même en cas de séparation d'autres États membres. Toutefois, il est presque certain qu'elle ne pourrait exister sans la France en son sein. Le concept constitutionnel et le système politique français se distinguent de ceux des autres membres de l'Union européenne par l'héritage gaulliste – la volonté de préserver l'indépendance nationale dans des domaines tels que la politique étrangère, la défense, l'énergie, la santé, la culture et l'éducation. Cependant, les Français ont compris depuis longtemps qu'ils ne peuvent pas rivaliser à armes égales avec des puissances comme les États-Unis, la Chine, la Russie et bientôt l'Inde. L'Union européenne autonome sous influence française est le seul acteur qui disposerait des ressources nécessaires à cet effet, et c'est précisément le programme et l'idée politique que la France tente, pour l'instant en vain, de concrétiser.

Mots-clés : France, constitution, parlementarisme, système présidentiel, Union européenne.

Introduction

Avec près de 68 millions d'habitants, la France est la deuxième nation la plus peuplée de l'Union européenne après l'Allemagne^[2]. En termes de puissance économique, elle occupe également la deuxième place derrière l'Allemagne, avec une part de 17 % du produit intérieur brut de l'Union, et se classe au

septième rang mondial. La France est la première puissance agricole de l'Union européenne et, grâce à son riche patrimoine culturel et historique, la première destination touristique au monde. L'essentiel de ses échanges commerciaux se réalise au sein du marché intérieur européen, et parmi ses dix principaux partenaires économiques, huit sont européens.

[1] szecevic5@gmail.com; <https://orcid.org/0000-0002-3393-8076>

[2] https://france.representation.ec.europa.eu/qui-sommes-nous/la-france-dans-lue_fr (consulté le 09/07/2024).

À ce jour, la France est le seul État membre de l'Union européenne à détenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. En outre, elle est la première puissance militaire de l'Union européenne et, sur le continent européen, la plus puissante après la Fédération de Russie^[3]. L'armée française compte 200.000 soldats et 40.000 réservistes, dispose de 290 ogives nucléaires pouvant être lancées depuis des sous-marins nucléaires ou des chasseurs Rafale, et possède des bases militaires sur les cinq continents. La France dispose d'une industrie militaire développée, ce qui signifie qu'elle est capable de produire de manière autonome tous types d'armements. De plus, son armée possède une expérience de combat acquise lors d'interventions dans des zones de crise en Afrique.

De ces éléments découle le fait que la France est un des États fondateurs et le pilier sur lequel repose l'Union européenne actuelle. L'Union européenne a survécu au départ du Royaume-Uni et pourrait peut-être perdurer même après le retrait d'autres États membres. Toutefois, il est presque certain qu'elle ne pourrait pas exister sans la France en son sein. Le concept constitutionnel et le système politique français se distinguent de ceux des autres membres de l'Union européenne par leur héritage gaulliste – une volonté affirmée de préserver l'indépendance nationale dans les domaines de la politique étrangère, de la défense, de l'énergie, de la santé, de la culture et de l'éducation.

I. Le concept constitutionnel de la Cinquième République

Depuis 1875, la République française reposait sur un régime parlementaire, synonyme de libertés démocratiques (Ardant, Mathieu, 2021, p. 233). Le régime parlementaire, considéré comme la mère de toutes les démocraties, est le régime démocratique par excellence en raison de sa large diffusion. Il est en vigueur dans les démocraties libérales telles que le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Japon, ainsi que dans les pays scandinaves. Ses principes sont également inscrits dans la Constitution de la Serbie. Cependant, il ne suffit pas qu'un pays ait un parlement pour qu'on puisse parler du régime parlementaire, car ce n'est qu'une des conditions nécessaires. Ce régime se caractérise par une collaboration entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, le premier étant à la fois indépendant et responsable devant le second. Ainsi, dans un système parlementaire, le gouvernement est politiquement responsable devant l'assemblée.

Pourquoi alors le général Charles de Gaulle, fondateur de la Cinquième République française, s'opposait-il au régime parlementaire (Zečević, 2022, p. 66) ? Certains ont cherché l'origine de cette réticence dans les opinions monarchistes et nationalistes de sa famille, mais les raisons étaient bien plus profondes. Sous la Troisième République parlementaire, et surtout sous la Quatrième République, caractérisée par un système électoral

[3] <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-esprit-public/l-armee-francaise-a-t-elle-encore-les-moyens-de-faire-la-guerre-5495099> (consulté le 09/07/2024).

proportionnel, la composition du gouvernement, en tant qu'organe exécutif, dépendait des accords entre partis, lesquels étaient souvent rompus plus rapidement qu'ils n'étaient conclus. De Gaulle n'oubliera jamais ce que lui avait dit le président américain Franklin Roosevelt pendant la guerre : « Je m'intéressais à la politique intérieure française dans les années 1930, mais je n'ai pas pu la suivre. Les Premiers ministres changeaient sans cesse. »



Charles de Gaulle, 1963.

Photo: Wikipedia

De Gaulle était convaincu que la défaite face à l'Allemagne nazie était le résultat des déformations du régime parlementaire. Le pouvoir, entièrement détenu par l'Assemblée nationale, avait usurpé la souveraineté nationale, la transférant aux mains des chefs de partis, qui se guidaient par des intérêts politiques et matériels mesquins. Il en conclut que l'Assemblée ne devait pas avoir le pouvoir d'entraver le fonctionnement du pouvoir exécutif, et qu'il était nécessaire d'introduire une deuxième chambre (le Sénat), qui vérifierait le travail législatif de la chambre basse (Ardant, Mathieu, 2021, p. 418).

Il y avait plusieurs raisons pour que l'établissement politique français soutienne le régime parlementaire. Les Français étaient influencés par la démocratie britannique, plus ancienne que la leur, où le parlement détenait tous les pouvoirs politiques. Le système présidentiel était perçu comme une innovation américaine, adaptée à un nouveau monde, et donc inadapté à la tradition démocratique européenne. La seule expérience que les Français avaient eue avec le système présidentiel avait mal tourné. Napoléon III avait été élu président de la Deuxième République, mais il avait rapidement instauré un régime personnel en se proclamant empereur.

L'engagement de De Gaulle à la fin des années 1950 et dans les années 1960 en faveur de l'introduction d'un système présidentiel suscita une avalanche de critiques à son égard. Ses opposants étaient les partis de gauche et de droite modérée de la Quatrième République, ainsi que des journalistes, des intellectuels et des professeurs de droit constitutionnel. François Mitterrand publia un livre dans lequel il accusait De Gaulle d'être un homme

de coup d'État permanent (Mitterrand, 1964, p. 85). Les experts juridiques affirmaient que son système était *bonapartiste*, c'est-à-dire qu'il détruisait les acquis démocratiques et qu'il n'aurait aucun bienfait après le départ du général du pouvoir, car il avait été conçu sur mesure pour lui.

De Gaulle, dans son discours à Bayeux le 16 juin 1946, a défini son concept de l'organisation constitutionnelle. Il se concentrait sur le renforcement du rôle du président de la République, estimant que ce dernier devait disposer de pouvoirs à la hauteur de sa fonction (Chevallier, Carcassonne, Duhamel, Benetti, 2017, p. 12). Le président devait orienter les grandes politiques nationales, être un arbitre, au-dessus des partis et de leurs jeux politiques, et disposer du droit de dissoudre l'Assemblée nationale. Les causes de la décadence ayant conduit à l'effondrement de la Troisième et de la Quatrième République, selon Michel Debré, auteur de la Constitution et premier Premier ministre de la Cinquième République, résidaient précisément dans la faiblesse de la fonction présidentielle. L'intensification des pouvoirs présidentiels devait reposer sur une légitimité démocratique, que le président tirerait directement du peuple, ce qui signifie qu'il serait élu au suffrage universel direct.

Le président, disposant de pouvoirs considérables, d'une légitimité électorale et d'un mandat de sept ans, avec la possibilité de se représenter indéfiniment, est devenu une sorte de *monarque républicain*. Selon les dispositions de la Constitution de la Cinquième République, toujours en vigueur aujourd'hui, le président est habilité à diriger la politique étrangère, à garantir l'application des traités internationaux, à commander l'armée et à déterminer les grandes orientations de la po-

litique intérieure (Chevallier et al., 2017, p. 12). Il n'est responsable ni devant l'Assemblée nationale ni tenu de lui rendre des comptes, car sa légitimité émane directement du peuple. En tant qu'arbitre souverain de la vie politique, garant du respect de la Constitution et du bon fonctionnement des institutions (Constitution de la République française, article 5), il a la possibilité, s'il estime qu'une crise politique existe dans le pays, de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer de nouvelles élections législatives, sauf dans l'année suivant les dernières élections législatives (Constitution de la République française, article 12). En cas de menaces graves sur les institutions, l'indépendance ou l'intégrité territoriale de l'État, le président peut décider de l'instauration de l'état d'urgence, transférant temporairement tous les pouvoirs entre ses mains, bien que l'Assemblée nationale conserve le droit de se réunir régulièrement (Constitution de la République française, article 16). Le président a également le pouvoir de s'adresser au peuple et de l'inviter à prendre des décisions souveraines par référendum, faisant ainsi primer la décision populaire dans certaines matières définies par la Constitution sur l'adoption de lois par l'Assemblée nationale.

De Gaulle ne souhaitait pas imposer aux Français une constitution de type américain, selon laquelle le président, détenteur du pouvoir exécutif, et son cabinet seraient surveillés par un Congrès bicaméral. Le concept de l'exercice du pouvoir dans la Cinquième République reposait sur l'idée que le président de la France donnait les orientations pour l'action politique, qui étaient ensuite mises en œuvre par le gouvernement. Il s'agissait donc d'un système semi-présidentiel, dans lequel le gouvernement, en tant qu'autre branche du pouvoir

exécutif, disposait de l'administration publique, des forces armées et de la compétence pour mener la politique nationale (Constitution de la République française, article 20). Le gouvernement bénéficie de la confiance de l'Assemblée nationale, qui contrôle son action. Les élections législatives en France sont donc très importantes, mais il existait une certaine logique dans ce processus. Après son élection, le président nouvellement élu dissoudrait l'Assemblée nationale et organiserait des élections législatives. Les Français donneraient une majorité à son parti, car il serait illogique d'élire un président dont le Parlement restreindrait les pouvoirs et qui ne pourrait pas mettre en œuvre son programme politique. D'ailleurs, le système électoral majoritaire à deux tours facilitait en soi la victoire des candidats soutenus par le président, qui, dans l'enthousiasme suscité par sa victoire, obtenaient des voix dans les circonscriptions, voire la majorité absolue à l'Assemblée.

II. Deux courants dans la politique étrangère française – gaulliste-mitterrandien et atlantiste.

En juin 1940, après son départ en exil à Londres où il fonde l'organisation France Libre, le général de Gaulle se trouve confronté au défi suivant. En raison de la défaite militaire humiliante de l'été 1940, la France a été déclassée et marginalisée aux yeux des facteurs influents aux États-Unis et en Grande-Bretagne. De Gaulle était affecté par le fait que la France, autrefois grande puissance mondiale, ne pouvait pas rivaliser avec les Anglo-Saxons et les Russes, qui s'étaient opposés au fascisme avec

succès et courage. Le président américain Franklin Roosevelt estimait que l'organisation de De Gaulle n'avait pas de poids politique et militaire, et que par conséquent, les Français ne devraient pas jouer un rôle important dans la géopolitique mondiale après la victoire des Alliés. C'est alors que commence la lutte de De Gaulle pour que, dans le cadre de l'alliance des démocraties dirigées par les États-Unis, son pays regagne le respect et l'indépendance. De Gaulle a par la suite reconnu qu'il craignait que la position de la France dans le monde d'après-guerre ne soit similaire à celle de la République italienne. La France perdrait sa liberté d'action dans les relations internationales, devenant entièrement subordonnée, tant sur le plan militaire qu'économique, aux États-Unis. D'où ses conflits pendant la guerre avec Roosevelt et ses vives querelles avec Churchill, avec qui il était par ailleurs relativement proche. Ces derniers ne respectaient pas la souveraineté française sur les colonies en Afrique ni sur les îles près de la côte canadienne, et ils ne l'informaient pas à temps du débarquement des troupes alliées sur le sol français en Normandie à l'été 1944. Compte tenu des circonstances, l'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU a été un grand succès diplomatique pour De Gaulle.

Dès décembre 1944, De Gaulle tente d'établir un certain équilibre dans sa politique étrangère, et en tant que président du gouvernement provisoire, il se rend à Moscou (Laloy, 1982, p. 141). Au cours d'une semaine de négociations qu'il mène jusqu'aux heures tardives avec les dirigeants soviétiques, De Gaulle demande à Staline des concessions territoriales au détriment de l'Allemagne. Il s'agit de l'annexion des régions de la Ruhr et de la Sarre à la France, ce qui avait également été une demande de Georges

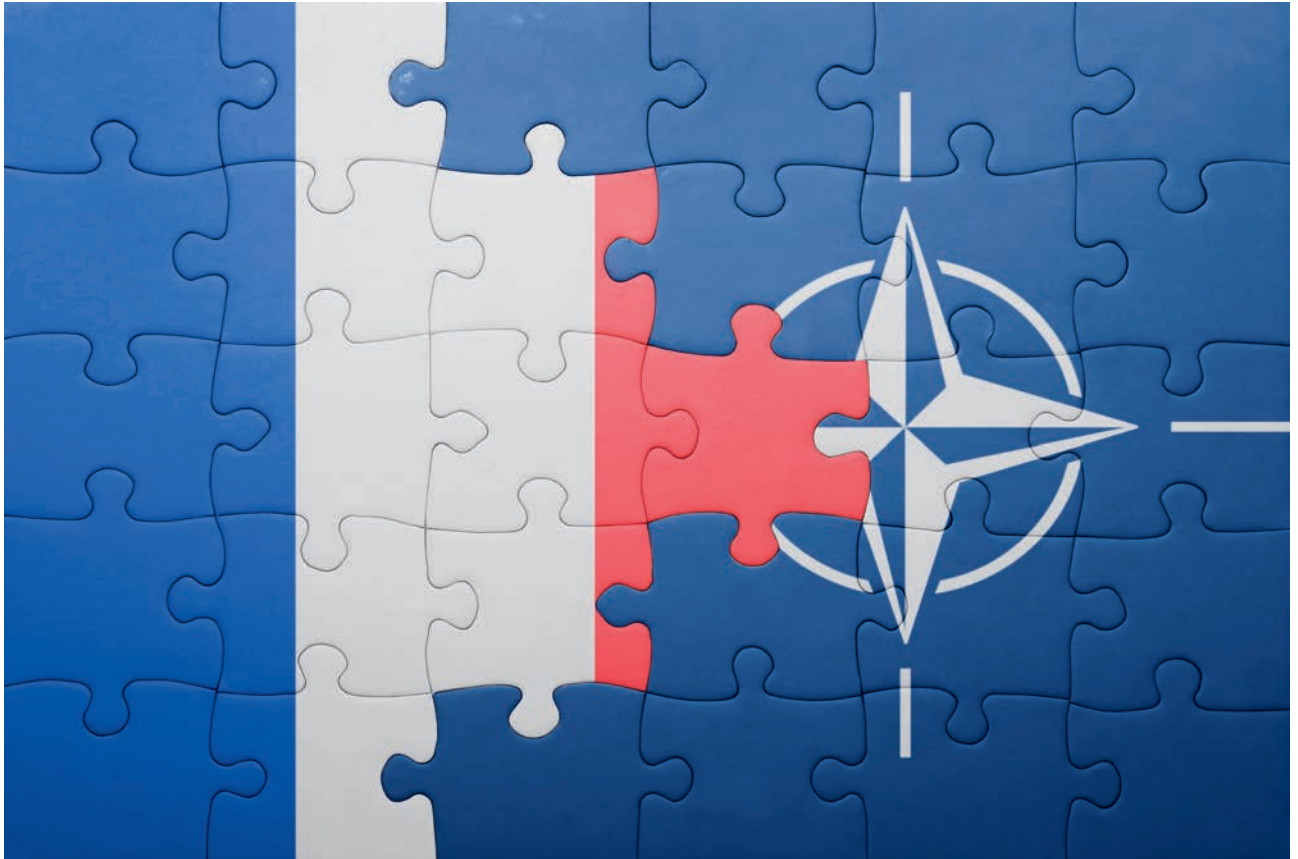


Photo: Shutterstock

Clemenceau, le président du gouvernement français pendant la Première Guerre mondiale et dans les années qui ont suivi. Clemenceau avait été rejeté par ses alliés de guerre, le président américain Woodrow Wilson et le Premier ministre britannique David Lloyd George. Comme Clemenceau, De Gaulle développe l'idée que si ces régions restent au sein de l'Allemagne, celle-ci demeurera économiquement

puissante et continuera donc de représenter un danger géostratégique pour la paix en Europe. Staline reste prudent, il est d'accord en principe avec De Gaulle, mais lui fait remarquer que cela dépendra de l'acceptation des États-Unis et du Royaume-Uni. Le 10 décembre 1944, De Gaulle signe un traité d'alliance avec l'URSS. Cela a donné naissance à l'embryon de ce qui sera plus tard appelé la conception

gaulliste-mitterrandienne de la politique étrangère française. Celle-ci reconnaît l'alliance avec les États-Unis comme un facteur clé, tout en prônant l'indépendance et le renforcement de l'influence de la France dans les relations internationales.

Après le départ de De Gaulle du pouvoir, en janvier 1946, une autre conception *atlantiste* de la politique étrangère française^[4] prédomine au Quai d'Orsay^[5]. Elle reposait sur l'idée qu'il fallait suivre la politique étrangère américaine, c'est-à-dire qu'il était nécessaire d'être un allié fiable des États-Unis, car dans le monde contemporain, la France ne pouvait plus, pour des raisons objectives, jouer un rôle indépendant. Il est intéressant de noter que dans les années 1960, François Mitterrand, alors homme politique d'opposition, était un fervent défenseur de la politique étrangère *atlantiste*, avant de mener une politique étrangère *gaulliste* lorsqu'il arriva au pouvoir dans les années 80. Mitterrand considérait en effet que la fin de la guerre froide rendait l'OTAN obsolète et qu'il fallait se concentrer sur la construction d'une défense européenne commune.

Les fondements de la politique étrangère et de défense *gaulliste* ont été établis avec le retour de De Gaulle à la tête du pays en 1958 et l'établissement de la Cinquième République. Cette période a été marquée par le développement de l'armement nucléaire français en 1960 et le retrait du commandement intégré de l'OTAN en 1966.^[6]

III. Tentative de restitution de la puissance perdue de la France à travers une alliance avec l'Allemagne et l'intégration européenne

Il existe une thèse selon laquelle l'Union européenne a été fondée pour servir de relais aux intérêts américains, et aujourd'hui au globalisme. En lien avec ce qui précède, il convient de prendre en compte le contexte historique de la division de l'Europe après la guerre, entre *l'Ouest* capitaliste et *l'Est* communiste. En 1947, les Américains ont accordé une aide financière aux pays de l'Europe de l'Ouest par le biais du *plan Marshall*, d'une valeur de 16,5 milliards de dollars, ce qui correspondrait aujourd'hui à environ 173 milliards de dollars (Mioche, 1997, p. 33, 34). L'objectif des États-Unis était non seulement de reconstruire économiquement leurs alliés occidentaux et de renforcer leur position face aux pays du bloc soviétique, mais aussi de leur permettre de participer aux échanges commerciaux mondiaux, en achetant des produits sophistiqués américains. C'est de là que proviennent les initiatives américaines pour créer des organisations européennes de coopération économique régionale, par lesquelles les fonds seraient distribués de manière centralisée et contrôlée.

Une contribution importante à la création de l'Union européenne d'aujourd'hui a été apportée

| 15

[4] Eloi Thiboud, *Du Gaullisme au néo-conservatisme, comment la diplomatie française est devenue atlantiste*, consultable sur : <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/2017/06/02/31002-20170602ARTFIG00174-du-gaullisme-au-neo-conservatisme-comment-la-diplomatie-francaise-est-devenue-atlantiste.php> (consulté le 21/07/2024).

[5] Le quai à Paris où se trouve le ministère français des Affaires étrangères.

[6] Thomas Wieder, 1966 : *la France tourne le dos à l'OTAN* consultable sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2009/03/10/1966-la-france-tourne-le-dos-a-l-otan_1165992_3210.html (consulté le 23/07/2024).

par ses initiatives politiques de Jean Monnet, un haut fonctionnaire français proche des Américains. Monnet avait été impliqué pendant la Première Guerre mondiale dans l'organisation de l'approvisionnement des armées britannique et française, et pendant la Seconde Guerre mondiale, en plus des tâches logistiques, il a joué un rôle de médiateur entre différents groupes du mouvement de résistance français. Après la guerre, Monnet a dirigé le commissariat français à la modernisation et à la planification. Jean Monnet a conclu que les initiatives pour la création d'un *État fédéral européen*, bien qu'elles soient fondamentalement justifiées en raison des conséquences dévastatrices du nationalisme et de l'étatisme, n'avaient pas de chances de succès en raison des différences existantes entre les États et les peuples européens, ainsi que de l'opposition des politiciens à céder une partie de leur souveraineté nationale (Vianson-Ponté, 1993, p. 27). Par conséquent, il propose d'atteindre une *fédération européenne* par un chemin indirect, en établissant des intégrations dans certains secteurs économiques. La fusion économique finirait par contraindre les politiciens européens à accepter l'unification politique. Les idées de Monnet ont trouvé un terrain favorable pour les raisons suivantes. Dès 1947, les États-Unis, avec le soutien de leur allié britannique, ont plaidé pour la reconstruction de l'Allemagne divisée et occupée. Les Américains estimaient en effet que l'occupation de l'Allemagne était irrationnelle, notamment en raison de la menace potentielle d'une invasion soviétique de l'Europe occidentale. Une Allemagne restaurée alourdirait moins le budget des alliés et constituerait un rempart contre l'Union soviétique. L'initiative américaine a suscité

des soupçons en France, qui avait eu deux conflits de guerre majeurs avec l'Allemagne. Cependant, les Français étaient conscients que le développement de la puissance militaire allemande reposait sur l'industrie lourde des bassins de la Ruhr et de la Sarre. Afin de maintenir sous contrôle l'industrie lourde allemande, le gouvernement français a accepté la proposition de Jean Monnet de créer un marché européen commun du charbon et de l'acier, dirigé par des organes européens supranationaux.

Après le départ du général de Gaulle du pouvoir, en janvier 1946, la France a été dirigée par des partis démocrates-chrétiens et socialistes, partisans des initiatives américaines en faveur de l'intégration européenne. Grâce à l'accord franco-allemand, les conditions ont été réunies pour que, le 9 mai 1950, le ministre des Affaires étrangères français, Robert Schuman, lance officiellement l'initiative de création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Dans la déclaration du ministre français des Affaires étrangères, qui est considérée comme le point de départ de l'Europe unie après la guerre, il est souligné qu'il est nécessaire de prendre des mesures concrètes en faveur de l'intégration européenne pour préserver la paix sur le continent et dans le monde (Zečević, 2015, p. 30). La production commune de charbon et d'acier entre l'Allemagne, la France et les États qui les rejoindraient sous la supervision de la *Haute Autorité supranationale* de la Communauté serait le premier pas vers l'établissement d'un État fédéral européen. La déclaration du gouvernement français a été acceptée par l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Le Royaume-Uni a également reçu

une invitation, mais son gouvernement a décidé de ne pas participer à la Communauté, ne souhaitant pas placer son industrie lourde sous l'autorité d'organes européens supranationaux.

Le général de Gaulle croyait que seules les nations étaient éternelles et que les thèses concernant le transfert de la souveraineté nationale à une autorité supranationale européenne étaient irréalistes. Les gaullistes ont empêché la création de la Communauté européenne de défense, puis de la Communauté politique européenne en 1953, précisément parce qu'ils ne voulaient pas que l'armée française soit subordonnée à une autorité européenne. Initialement, la position de de Gaulle vis-à-vis de la création de la Communauté économique européenne en 1957 était négative. Il disait officieusement qu'une fois au pouvoir, il déchirerait son traité fondateur et le jetterait à la poubelle. C'est pourquoi les partisans de l'Europe unie ont suivi avec appréhension son retour au pouvoir en 1958 dans le contexte de la crise algérienne.

La création des Communautés européennes en 1951 et 1957 coïncidait avec l'effondrement de l'empire colonial français. Après la défaite de Diên Biên Phu en 1954, la France a été contrainte de quitter ses colonies en Asie (Indochine française), tandis qu'en même temps commençait la guerre pour la décolonisation de l'Algérie. En 1956, les Français acceptent l'indépendance pacifique du Maroc et de la Tunisie^[7].

Le processus d'intégration européenne devait compenser la perte de territoires coloniaux et servir de *multiplicateur* pour le développement économique de la France. Au début des années 1960, le président de Gaulle modifie sa position envers les Communautés européennes, qu'il considère désormais comme un moyen potentiellement utile. En mettant en œuvre le traité de la Communauté économique européenne, il souhaitait imposer un leadership français^[8] à ses partenaires européens. La stratégie de de Gaulle était d'utiliser le processus d'intégration européenne pour atteindre : un développement économique fort ; un contrôle sur l'État allemand reconstruit ; transformer les Communautés européennes en une *Union européenne* sous domination française, avec des compétences élargies en matière de politique étrangère et de défense, capable de rivaliser sur un pied d'égalité avec les États-Unis et l'URSS (Zečević, 2015, p. 433).

Cependant, avec l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés en 1973, la réunification de l'Allemagne en 1989 et l'adhésion de nouveaux États membres d'Europe de l'Est en 2004, l'influence politique de la France au sein des institutions de l'Union européenne s'est affaiblie. En raison de l'augmentation du nombre de ministres au sein du Conseil de l'UE, le poids politique de la voix française dans cet organe est devenu de plus en plus faible. De plus, depuis 2004, les grands États membres ne proposaient plus deux, mais un seul membre de la Commission

[7] *Chronologie de la décolonisation : ses enjeux géopolitiques et son impact sur le processus de l'intégration européenne (1944/1975)*, consultable sur : https://www.cvce.eu/content/publication/2015/12/14/16fdo103-6844-47b7-9998-56c6e2433f6c/publishable_fr.pdf (consulté le 27/07/2024.).

[8] Pierre Velruise, *France/UE : le malaise, pourquoi ?* consultable sur : <https://www.diploweb.com/France-UE-le-malaise-pourquoi.html> (consulté le 28/07/2024).

européenne (Zečević, 2018, p. 103). La crédibilité de la France a été également compromise par l'échec de l'adoption de la constitution européenne. En effet, la France a été l'initiatrice et l'inspiratrice de ce projet, étant donné que l'ancien président français, Valéry Giscard d'Estaing, avait dirigé la Convention européenne qui préparait le texte constitutionnel (Giscard d'Estaing, 2003, p. 11). Cependant, lors du référendum de 2005, les électeurs français ont rejeté la ratification du traité international établissant la constitution européenne. Par ce geste, la France a effectivement trahi ses partenaires européens, en particulier l'Allemagne, qui avait déjà ratifié le traité proposé au Bundestag.

Au cours des dernières décennies, la France a connu une croissance économique plus lente et s'est profilée comme la deuxième puissance géostratégique de l'Union européenne. Les anciens objectifs de la France gaulliste sont désormais loin d'être réalisés. Dans le contexte d'un monde globalisé et d'un marché européen néolibéral, la France a permis la fermeture ou le déplacement de ses installations industrielles à l'étranger. Le contrôle politique sur l'Allemagne unifiée et économiquement renforcée est devenu une tâche irréalisable. De plus, la France n'a pas réussi à convaincre ses partenaires européens de la nécessité de construire une défense européenne autonome. L'idée initiale était que l'industrie militaire française soit mobilisée et développée pour créer un bouclier de défense européen indépendant. Dans ce contexte, il faut également prendre en compte la déclaration du président Emmanuel Macron de novembre 2019,

selon laquelle l'OTAN est *cliniquement morte* ^[9]. L'Allemagne lui a rapidement fait savoir qu'elle estimait qu'il ne pouvait pas y avoir de défense crédible pour l'Union européenne en dehors de l'OTAN, et qu'elle était elle-même déterminée à se protéger militairement par les États-Unis et à acheter du matériel militaire américain.

Dans certaines institutions de l'Union européenne, la France est représentée en fonction de son poids démographique. Le nombre de députés français au Parlement européen est de 81, ce qui en fait le deuxième plus grand nombre après l'Allemagne. Comme les autres États membres, la France dispose d'un membre de la Commission européenne et d'un représentant au Conseil des ministres de l'UE et au Conseil européen. Dans ces deux organes, le représentant de la France dispose d'un droit de veto, principalement en matière de politique étrangère, de défense et de fiscalité. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que le général de Gaulle, dans les années 1960, s'est opposé au vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil des ministres de la Communauté économique européenne, c'est-à-dire à la prise de décision par majorité qualifiée. En janvier 1966, le compromis de Luxembourg a été adopté, prévoyant qu'il n'y ait pas de passage au vote à la majorité qualifiée lorsque des intérêts nationaux vitaux d'un État membre sont en jeu, mais que les discussions doivent se poursuivre jusqu'à ce qu'une solution acceptable pour tous soit trouvée. En pratique, *le compromis de Luxembourg* a été peu utilisé, les États membres respectant les dispositions du traité fondateur qui prévoient une prise de décision à la

[9] Pour Emmanuel Macron, l'OTAN est en état de mort cérébrale, consultable sur : <https://www.lefigaro.fr/international/le-president-francais-emmanuel-macron-juge-l-otan-en-etat-de-mort-cerebrale-20191107> (consulté le 01/08/2024).

majorité qualifiée. Cependant, les États membres de l'Union n'ont jamais renoncé à la possibilité de recourir à ce compromis en cas de besoin extrême.

Conclusion

L'idée gaulliste de l'exception française, d'un État-nation qui vise les plus hauts sommets dans les domaines de l'économie, de la technologie militaire, de l'énergie, de la médecine, des médias, de la culture et de l'éducation, vit encore dans la société française. Les fondements de la Constitution gaulliste, qui devait garantir l'efficacité politique et l'indépendance vis-à-vis de l'influence extérieure, sont toujours en vigueur. Cependant, rien n'est plus comme avant. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, l'État français, de force moyenne, est sous une forte influence économique, politique et médiatique des États-Unis, ce que le général de Gaulle tentait justement de prévenir.

La France a été frappée par l'affaiblissement de son industrie, des taux de croissance économiques plus bas et des migrations massives en provenance du monde islamique. D'une certaine manière, elle connaît le syndrome d'une société divisée entre les

Européens autochtones, les membres de la civilisation judéo-chrétienne, et les immigrants islamiques d'Afrique. L'État-providence dispose de moins en moins de ressources pour soutenir l'afflux massif de personnes qui ne comprennent pas son histoire, son mode de vie et ses règles de comportement.

La réputation de la France dans l'Union européenne existe encore grâce à l'héritage gaulliste. Elle est le seul membre de l'Union européenne relativement indépendant militairement et énergétiquement, principalement grâce à la technologie nucléaire qu'elle utilise à des fins civiles et militaires. La France dispose de droits sociaux développés et d'une politique de protection de sa culture nationale. Cependant, les Français savent depuis longtemps qu'ils ne peuvent pas, seuls, rivaliser avec des puissances telles que les États-Unis, la Chine, la Russie, et bientôt l'Inde. L'Union européenne, politiquement et défensivement indépendante, est la seule entité qui disposerait des ressources nécessaires pour cela, et c'est précisément ce programme et cette idée politique que la France tente de réaliser. Pour l'instant, rien n'en est sorti, car les partenaires français au sein de l'Union européenne sont trop économiquement et sécuritairement dépendants des États-Unis.

Bibliographie

- Ardant, Ph. Mathieu, B. (2021). *Droit constitutionnel et institutions politiques*, 31 édition. Paris: LGDJ
- Chevallier, J-J. Carcassonne, G. Duhamel, O. Benetti, J. (2017). *L'Histoire de la V République*, 16 édition. Paris: Dalloz
- Moreau Defarges, Ph. (1998). *Les institutions européennes*, 3 édition. Paris: Armand Colin
- Desuin, H. (2017). *La France atlantiste ou le naufrage de la diplomatie*. Paris: Cerf
- Giscard d'Etaing, V. (2003). *La constitution pour L'Europe*. Paris: Albin Michel – foundation Robert Schuman.
- Laloy, R. (1982). A Moscou: entre Stalin et de Gaulle, décembre 1944. *Revue des Études Slaves*, LIV (1-2), 137-152. Available at: https://www.persee.fr/doc/slave_0080-2557_1982_num_54_1_5218
- Mioche, Ph. (1997). *De l'idée européenne à l'Europe*. Paris: Hachette.
- Mitterrand, F. (1964). *Le coup d'état permanent*. Paris: Plon.
- Prokopijević, M. (2009). *European Union*. Beograd: Službeni glasnik. [In Serbian]
- Viasson-Ponté. (1993). *Jean Monnet: l'homme aux idées claires*. Paris: L'Europe de Yalta à Maastricht. Le Monde éditions.
- Samardžić S. (2022). *The Political System of the European Union*. Beograd: Službeni glasnik & Fakultet političkih nauka. [In Serbian]
- Zečević, S. (2015). *The Institutional System and Law of the European Union*. Beograd: Institut za evropske studije. [In Serbian]
- Zečević, S. (2018). *Tell me the story about Serbia and the European Union*. Beograd: Akademska knjiga – Institut za evropske studije. [In Serbian]
- Zečević, S. (2022). *About Gaullism and the Serbs*. Beograd: Akademska knjiga – Institut za evropske studije. [In Serbian]

Sitographie

- https://france.representation.ec.europa.eu/qui-sommes-nous/la-france-dans-lue_fr
- <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-esprit-public/l-armee-francaise-a-t-elle-encore-les-moyens-de-faire-la-guerre-5495099>
- <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/2017/06/02/31002-20170602ARTFIG00174-du-gaullisme-au-neo-conservatisme-comment-la-diplomatie-francaise-est-devenue-atlantiste.php>
- https://www.lemonde.fr/international/article/2009/03/10/1966-la-france-tourne-le-dos-a-l-otan_1165992_3210.html
- https://www.cvce.eu/content/publication/2015/12/14/16fd0103-6844-47b7-9998-56c6e2433f6c/publishable_fr.pdf
- <https://www.diploweb.com/France-UE-le-malaise-pourquoi.html>
- <https://www.lefigaro.fr/international/le-president-francais-emmanuel-macron-juge-l-otan-en-etat-de-mort-cerebrale-20191107>



Nikola N. Perišić^[1]

Institut d'études politiques
Belgrade (Serbie)

UDC 342.8(44)"2024"

323(44)"2024"

Article de revue

Reçu: 20.8.2024.

Accepté: 9.4.2025.

doi:10.5937/napredak6-52882

Contexte et conséquences des élections législatives anticipées en France en 2024 : L'ascension des acteurs de la droite et de la gauche politiques

Résumé : Après les mauvais résultats de sa formation politique aux élections européennes, le président français Emmanuel Macron a décidé de convoquer des élections législatives anticipées. Une telle initiative est inhabituelle dans le fonctionnement du système politique français, car ces élections anticipées sont rarement organisées. Le mécontentement des électeurs face aux différentes décisions prises par Macron au cours de ses deux mandats présidentiels a été exploité par les forces politiques de droite et de gauche pour accroître leur soutien électoral. Cependant, grâce au système électoral et aux calculs post-électoraux, le mouvement politique dirigé par Macron a conservé une influence importante au sein du Parlement. En conséquence, les forces d'opposition n'ont pas été en mesure de constituer une majorité susceptible d'aboutir à une cohabitation, situation qui ne s'est plus produite depuis l'an 2000, lorsque la réduction du mandat présidentiel de sept à cinq ans a conduit à la synchronisation des élections présidentielles et législatives la même année. En convoquant des élections législatives anticipées, si les élections devaient à l'avenir se tenir à leur échéance normale, elles seraient désormais dissociées, augmentant ainsi la possibilité de cohabitation dans les années à venir. La manière dont le système politique français fonctionnera dans une telle configuration, ainsi que l'évolution future de la popularité des forces politiques de droite et de gauche, seront analysées et étudiées dans cet article.

Mots-clés : système politique français, élections législatives en France, Emmanuel Macron, Rassemblement national, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon.

[1] nikola.perisic@ips.ac.rs ; <https://orcid.org/0000-0002-3642-0731>

Introduction

Le cadre juridique actuel de la Cinquième République définit le système politique français comme un régime semi-présidentiel, dans lequel le président de la République est la figure politique dominante. Il dispose ainsi du pouvoir de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer des élections législatives anticipées (Knapp et Wright, 2006, pp. 88-89). Les raisons des changements du système politique et électoral doivent être recherchées dans le fait que, sous la Quatrième République, un système électoral proportionnel était en vigueur, ce qui entraînait la formation de gouvernements de coalition instables (Petrović, 2013, p. 96). Durant cette période de la Quatrième République, en l'espace de treize ans (1945-1958), pas moins de vingt-cinq gouvernements se sont succédé (Vasović, 2008, p. 119). Les élections législatives anticipées n'ont pas été une caractéristique fréquente de la Cinquième République, et cette possibilité a été encore plus réduite après l'adoption de l'amendement constitutionnel de 2000, qui a ramené le mandat présidentiel de sept à cinq ans. Cette réforme a conduit à la synchronisation des élections présidentielles et législatives la même année, à seulement quelques semaines d'intervalle. Cela a favorisé la formation politique dont le candidat remporte l'élection présidentielle, car, porté par cette dynamique de popularité, il parvient à obtenir un résultat électoral suffisant pour assurer une majorité à son camp. Ainsi, la possibilité de cohabitation est réduite au minimum, malgré l'utilisation d'un système électoral majoritaire à deux tours et la personnalisation du vote. Toutefois, après les élections européennes du

9 juin, le président français Emmanuel Macron, en raison des mauvais résultats de son parti, Renaissance, a décidé de convoquer des élections législatives anticipées. Macron a été critiqué pour cette décision, car elle était perçue comme une source d'instabilité supplémentaire, étant donné que les élections ont été convoquées seulement quelques semaines avant le début des Jeux olympiques de Paris, un événement qui accaparait toute l'attention de la société. Le premier tour s'est tenu le 30 juin et le second le 7 juillet. Comme il est mentionné ci-dessus, le système électoral est majoritaire à deux tours dans des circonscriptions uninominales (au total 577). Si aucun candidat ne remporte la majorité absolue au premier tour, tous ceux ayant obtenu plus de 12,5 % des suffrages des électeurs inscrits peuvent accéder au second tour. C'est là l'une des spécificités majeures du système électoral français, car elle permet à plus de deux candidats de se qualifier pour le second tour dans une même circonscription. Cette configuration peut entraîner des dynamiques de coopération entre les candidats et favoriser des repositionnements stratégiques entre les deux tours. C'est pourquoi il est crucial pour tous les candidats qualifiés pour le second tour d'obtenir le soutien des candidats éliminés au premier tour ou de ceux dont les chances de succès au second tour sont très faibles (Orlović, 2011, p. 37). C'est précisément pour cette raison que le succès électoral d'une formation politique au premier tour ne garantit pas qu'il se traduira de la même manière au second tour en termes de sièges remportés.

Les élections législatives anticipées de 2024 ont eu lieu à un moment où la France, comme de nombreux autres pays d'Europe de l'Ouest, est touchée

Nikola N. Perišić

Contexte et conséquences des élections législatives anticipées en France en 2024 : L'ascension des acteurs de la droite et de la gauche politiques



Banderoles des candidats aux élections législatives, Versailles, France, le 26 juin 2024.

Photo: Shutterstock

par une crise économique et alors que deux conflits se déroulent dans le monde : l'un en Ukraine et l'autre dans la bande de Gaza. Il convient également de rappeler qu'après son élection pour un second mandat présidentiel, Emmanuel Macron a mis en œuvre une réforme des retraites, portant l'âge légal de départ de 62 à 64 ans. Cette mesure a suscité un profond mécontentement parmi une partie de la population et a favorisé l'unité des forces politiques

de gauche. Cependant, cette situation, raison électoral. En conséquence du contexte des élections et de leur importance, la participation a dépassé les 66 % des citoyens, ce qui peut être considéré comme l'une des plus fortes participations aux élections législatives en France. À titre de comparaison, lors des élections législatives précédentes en 2022, la participation était inférieure à 50 %, précisément autour de 47 %^[2]. Les premières indications de changements

[2] <https://data.ipu.org/parliament/FR/FR-LC01/election/FR-LC01-E20220612/> (приступљено 16.8.2024.)

dans les rapports de force sur la scène politique française sont apparues lors des élections européennes, où le Rassemblement national a obtenu le plus de soutien, suivi par la France Insoumise, dirigée par Jean-Luc Mélenchon. C'est précisément cet événement qui a conduit à la convocation d'élections législatives anticipées en France.

Croissance de la droite - une opportunité pour le rassemblement national

24 |

Les formations politiques situées à droite du spectre politique se caractérisent par leur orientation vers des valeurs traditionnelles telles que la nation, l'État, l'idéal de l'ordre et de la hiérarchie (Ignazi, 2020, p. 12). Dans leur discours politique, elles recourent fréquemment au populisme. Cependant, il convient de noter que ce mode de communication politique avec les électeurs est devenu dominant pour toutes les options idéologiques. La domination du populisme est apparue en 2016, lorsque Donald Trump a utilisé cette stratégie électorale et est devenu président des États-Unis (Anderson et Secor, 2022, p. 3). Au cours des dernières années, on a observé une croissance de la popularité des acteurs politiques de droite, même dans des contextes traditionnellement orientés politiquement différemment, le meilleur exemple étant la Suède, où les Démocrates suédois (une option politique de droite) sont le plus grand parti gouvernemental dans la coalition actuelle. Ce qui a favorisé la montée de la droite, ce sont les différentes crises qui ont eu lieu en Europe, à commencer par la crise économique de 2008, suivie de la crise migratoire à laquelle l'Europe n'a pas eu de réponse unifiée, qui

a duré de 2011 à 2015, époque où plusieurs conflits ouverts ont éclaté au Moyen-Orient, le plus intense étant la guerre civile en Syrie. Par la suite, la crise du COVID-19 s'est ajoutée, suivie de tout ce qui a découlé du conflit en Ukraine. Souvent, dans le discours public ces options politiques sont qualifiées d'« extrêmes », ce qui n'est pas tout à fait vrai, car la plupart de ces options appartiennent à la « droite modérée ». L'atténuation des positions des acteurs politiques de droite devient évidente lorsqu'ils accèdent au pouvoir, et le meilleur exemple en est la Première ministre italienne Giorgia Meloni, qui a été présentée comme la « héritière de la politique de Mussolini », mais qui a poursuivi une politique similaire à celle de ses prédécesseurs, en insistant davantage sur les intégrations dans l'OTAN. Un comportement similaire de la droite est également observable en Suède, qui n'a pas interrompu le processus d'adhésion à l'OTAN.

De manière similaire, l'opinion publique en France attribue à Rassemblement national l'étiquette de « droite extrême ». Ce mouvement politique, à l'époque où Jean-Marie Le Pen l'a fondé en 1972, avait en effet des positions extrêmes sur certaines questions. Il était basé sur un leader fort et prônait le nationalisme, qui se reflétait dans l'idée que l'État devait d'abord se tourner vers la population locale (Mudde, 2007), et encensait la stigmatisation de certains groupes minoritaires, considérés comme une menace pour certaines valeurs traditionnelles, en particulier les groupes migratoires (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2013, p. 166). Pendant la crise économique qui a frappé la France dans les années 1980, le Rassemblement national, à travers ses critiques et ses propositions de solutions pour surmonter cette situation, a acquis

pour la première fois le statut de parti parlementaire (Hubé et Baloge, 2021, p. 26). De cette manière, il s'est établi dans la vie politique française, mais n'a jamais réussi à obtenir un succès électoral significatif. Il a souvent obtenu environ 15% des voix, et le président du parti, Jean-Marie Le Pen, s'est qualifié pour le second tour des élections présidentielles de 2002 (Perrineau, 2003, p. 27). Sa fille Marine Le Pen l'a succédé à la tête du parti en 2011, et depuis lors, le Rassemblement national a enregistré une croissance progressive de sa popularité, mais sans victoire électorale concrète. Les échecs électoraux ont motivé Marine Le Pen à adoucir ses positions avant les élections présidentielles de 2022, passant de l'idée que la France devrait quitter l'Union européenne à l'idée qu'une « réforme souverainiste »

était nécessaire pour l'Union européenne. Le changement définitif de cette option politique a été mis en œuvre avant les élections législatives anticipées de 2024, lorsque Bardella a pris la présidence du Rassemblement national et a été leur candidat au poste de Premier ministre de la France. Pendant sa campagne, il a parlé de la nécessité pour la France de maintenir ses liens avec l'OTAN et d'abandonner la politique de retrait des troupes françaises du commandement militaire stratégique de l'OTAN (RFE, 2024). Ce repositionnement du Rassemblement national permet de conclure qu'il ne s'agit pas d'une option « extrême », mais plutôt d'une option « modérée », surtout que la position de « droite extrême » est désormais occupée par le mouvement politique d'Éric Zemmour.



Le changement de leader du Rassemblement national ne peut pas être considéré comme fondamental, mais uniquement comme un changement symbolique visant à modifier l'image du parti et à attirer les électeurs plus jeunes. En même temps, il ne faut pas oublier que la France se prépare pour les élections présidentielles de 2027, où on peut s'attendre à une nouvelle candidature de Marine Le Pen, qui pourra plus facilement se préparer pour cette campagne si elle réduit ses obligations de partis avant les élections. Tout cela doit être perçu comme des raisons pour lesquelles il y a eu des changements à la tête de cette option politique.

La gauche unie – une menace potentielle pour Macron

Il est considéré que la gauche trouve ses racines dans l'action politique en France et s'est développée pendant la Révolution française avec le désir d'assurer l'égalité (Venizelos and Stavrakakis, 2023, p. 290). Plus tard, au cours du XX^e siècle, différentes variantes de la gauche ont émergé, allant de celles totalement radicales, comme le communisme et le socialisme, à des options plus modérées comme la social-démocratie (Ramiro, 2016, p. 2). La gauche moderne prend de plus en plus la forme de partis politiques écologiques, communément appelés « verts ».

La France a une expérience de plusieurs décennies avec des options politiques de gauche, ce qui se reflète peut-être le mieux dans les deux mandats présidentiels de François Mitterrand de 1981 à 1995 (Milić, 2021). Avec le renforcement d'autres forces politiques, la gauche entre en crise et se divise en plusieurs partis, mouvements et organisations. Il

semble que ces forces aient été unifiées par Jean-Luc Mélenchon au sein du parti La France Insoumise avant les élections présidentielles de 2022, où il a été le principal concurrent de Marine Le Pen pour entrer au second tour. Grâce à la réforme des retraites mise en œuvre par Emmanuel Macron après son second mandat présidentiel, Mélenchon émerge comme le leader de la gauche après l'organisation d'un grand nombre de manifestations à travers la France en raison de cette décision de Macron. La communication politique de Mélenchon est également caractérisée par le populisme. Le populisme de gauche trouve ses racines dans l'action de divers dictateurs latino-américains, et en Europe, son précurseur peut être considéré comme Alexis Tsipras et son mouvement politique Syriza (Jager et Borriello, 2020, p. 740–741). Le « plus réussi » représentant du populisme de gauche peut être considéré comme le mouvement espagnol Podemos (Mazzolini et Borriello, 2022, p. 285). Dans la littérature spécialisée, Jean-Luc Mélenchon est justement cité comme un exemple de « populisme de gauche » en France (Marlière, 2019, p. 98). En tenant compte des pays où le « populisme de gauche » s'est le plus développé, on peut dire qu'il est principalement dominant dans les pays méditerranéens. La caractéristique principale du populisme utilisé par les gauchistes est l'argument de la lutte des classes et la critique du système capitaliste qui a évolué en un système néolibéral, ce qui entraîne une augmentation des différences de classe et la disparition de la « classe moyenne » (Venizelos and Stavrakakis, 2023, p. 291). C'est pourquoi il atteint son pic de popularité pendant la crise économique de 2008, mais de nombreux politiciens utilisent toujours cette approche aujourd'hui. Ainsi, chaque populisme recherche un « ennemi » et le trouve dans les entreprises et d'autres indivi-

duc qui favorisent le capitalisme et le néolibéralisme (Bonansinga, 2022, p. 512). Il se réfère souvent à l'enseignement marxiste, ce qui peut être observé dans l'action publique de Mélenchon, qui a déclaré qu'il s'était « intellectuellement construit sur le marxisme » (Chloé, Bristielle et Chazel, 2021, p. 936).

Jean-Luc Mélenchon est un homme politique français de longue date, qui a commencé sa carrière au sein du Parti socialiste, avant de participer pour la première fois à l'élection présidentielle de 2012 sous la coalition Front de gauche, sans grand succès électoral (Chloé, Bristielle et Chazel, 2021, p. 934). Actuellement, il est probablement l'un des politiciens les plus réussis à utiliser le « populisme de gauche », et il décrit Macron comme « le président des riches », car il a été un économiste à succès et un produit de l'école néolibérale. De plus, la plupart des manifestations organisées contre lui ont eu une composante économique, comme les manifestations des « gilets jaunes » contre l'augmentation du prix du carburant ou les protestations récentes contre la réforme des retraites. Sur la base de ces événements, les Insoumis de Mélenchon ont maximisé leur nombre de voix. Le fait que la gauche en France se soit stabilisée est montré par une série de cycles électoraux depuis 2022. En effet, elle a été la deuxième option politique après le Rassemblement National lors des élections pour le Parlement européen, et a amélioré ses résultats lors des deux élections législatives en France. Cependant, l'incapacité de Mélenchon à se positionner par rapport aux phénomènes mondiaux et aux défis l'a probablement empêché d'obtenir un résultat électoral plus significatif (Venizelos and Stavrakakis, 2023, p. 292), malgré le fait qu'il ait réussi en relativement peu de temps à devenir l'un des leaders politiques les plus influents en France.

Résultats électoraux – (im)possibilité de cohabitation

La spécificité du système politique français se reflète également dans le système électoral utilisé lors des élections législatives. Il s'agit d'un système électoral majoritaire à deux tours avec des circonscriptions uninominales. La particularité réside dans le fait que tous les candidats ayant obtenu plus de 12,5 % des voix au premier tour sont qualifiés pour le deuxième tour, et non seulement les deux premiers candidats, ce qui est généralement une caractéristique des systèmes électoraux majoritaires à deux tours. Ce système électoral favorise les grands partis politiques et seuls les partis ayant une infrastructure bien développée à l'échelle nationale peuvent obtenir des mandats. Ce système électoral est appliqué en France depuis la création de la Cinquième République en 1958, tandis que sous la Quatrième République (1945–1958), un système électoral proportionnel était utilisé (Orlović, 2011, p. 37). Étant donné que le système politique français est semi-présidentiel et que la personnalité politique la plus importante est le président, les élections législatives ne peuvent pas être considérées comme les plus significatives (Dupoirier and Sauter, 2010, p. 26). Toutefois, malgré ce fait, il est dans l'intérêt de chaque président de la République de minimiser la possibilité de cohabitation, car cela affecte l'efficacité de la prise de décision dans le pays et peut entraîner des crises indésirables. La France a des expériences négatives de cohabitation, datant de l'époque où le président était Mitterrand, tandis que les Premiers ministres étaient d'abord Chirac, puis Balladur, ainsi que lorsque Chirac était président et Jospin Premier ministre. La principale

raison de la cohabitation était la séparation des processus électoraux, et c’est pourquoi, après les amendements constitutionnels de 2000, le mandat présidentiel a été réduit de sept à cinq ans, ce qui a permis que les élections présidentielles et législatives se tiennent la même année, à quelques semaines d’intervalle (Elgie, 2001, p. 113-114). En déclenchant des élections législatives anticipées, Macron a augmenté la possibilité de cohabitation. Sa popularité a chuté depuis 2022, lorsqu’il a rem-

porté son second mandat présidentiel, en raison de diverses décisions qui n’ont pas été approuvées par les citoyens. Or, il semble que Macron ne se soucie pas trop de cela, car il est conscient de ses pouvoirs constitutionnels et de l’impossibilité d’activer un mécanisme qui pourrait conduire à sa destitution, tout en étant également conscient du fait que sa carrière politique en France prendra fin lorsqu’il achèvera son mandat en 2027, et qu’il poursuivra sa carrière au sein d’une institution internationale.

28 |

NOM DU PARTI POLITIQUE	POURCENTAGE DES VOTES OBTENUS
Rassemblement National – Marine Le Pen	33,2%
Coalition de gauche – Jean-Luc Mélenchon	28%
Renaissance – Emmanuel Macron	20%
Les Républicains	6,6%
Extrême droite – Éric Zemmour	0,7%

Tableau 1. Résultats du premier tour des élections législatives en France en 2024^[3]

The first cycle of the parliamentary election in France was held on 30th June. According to the data from Table 1, it can be concluded that Rassemblement national won the largest number of votes in the first cycle of the parliamentary election. The results were somewhat surprising because they were not Le premier tour des élections législatives en France a eu lieu le 30 juin. D’après le tableau 1, on peut conclure que le Rassemblement National a obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour des

élections législatives. Les résultats ont été quelque peu surprenants, car ils n’étaient pas entièrement en ligne avec les élections pour le Parlement européen qui se sont tenues seulement trois semaines auparavant en France. À ce moment-là, le Rassemblement National de Marine Le Pen avait obtenu 31,9 %, Renaissance d’Emmanuel Macron 14,6 %, et la Coalition de gauche de Jean-Luc Mélenchon 9,89 %^[4]. Des résultats électoraux similaires ont obtenus les Républicains, qui ont obtenu 7,25 %,

[3] Résultats extraits du site <https://www.euronews.com/my-europe/2024/07/01/french-election-results-winners-and-losers-in-paris> (consulté le 16.8.2024.)
[4] <https://results.elections.europa.eu/en/france/> (consulté le 16.8.2024.)

tandis que les Socialistes ont enregistré un résultat bien meilleur par rapport aux élections législatives de juin, avec 13,83 %^[5]. Néanmoins, il convient de noter que les élections pour le Parlement européen sont considérées comme des élections « de second ordre », et les électeurs ne ressentent pas le même degré de responsabilité que lors des élections nationales (Samardžić, 2015, p. 11). Le taux de participation était relativement élevé pour les élections législatives, avec 67 % des électeurs inscrits ayant voté. Le degré d’incertitude du processus électoral est également illustré par le fait que, dans 306 circonscriptions électorales (ce qui représente presque la moitié du nombre total de circonscriptions), plus de deux candidats ont passé le premier tour. On considère que cette situation avantage les partis politiques qui ont obtenu le plus grand soutien au premier tour des élections législatives. D’autre part, dans 76 circonscriptions électorales, les sièges ont été attribués après le premier tour, dont 38 ont été attribués au Rassemblement National. Comparé aux élections de 2022, on remarque qu’à ce moment-là, seulement

cinq sièges avaient été attribués après le premier tour. Cette différence entre les deux processus électoraux, en seulement deux ans, peut être expliquée par le fait que les élections de 2024 ont connu un taux de participation beaucoup plus élevé et que les électeurs ont clairement exprimé leurs préférences en faveur de l’un des trois principaux blocs politiques (droite, centre et gauche). Cependant, à la fin du premier tour, des négociations publiques ont eu lieu entre le Renouveau d’Emmanuel Macron et le leader de la gauche, Jean-Luc Mélenchon. Le Premier ministre français, Attal, issu du parti de Macron, a déclaré qu’« aucun vote ne doit être donné à Marine Le Pen » lors du deuxième tour. Cela correspond pleinement à ce que Macron avait exprimé après le premier tour, en soulignant qu’une large coopération était nécessaire pour stopper la montée du Rassemblement National. Cette rhétorique exacerbée avant le second tour des élections législatives a conduit à des collaborations dans de nombreuses circonscriptions électorales entre les candidats représentant les options politiques de Macron et de Mélenchon.

NOM DU PARTI POLITIQUE	POURCENTAGE DES VOTES OBTENUS	NOMBRE DES SIÈGES REMPORTÉS
Rassemblement National – Marine Le Pen	33,35%	143
Coalition de gauche – Jean-Luc Mélenchon	28,28%	182
Renaissance – Emmanuel Macron	21,79%	168
Les Républicains	7,25%	60

Tableau 2. Résultats du deuxième tour des élections législatives en France en 2024^[6]

[5] <https://results.elections.europa.eu/en/france/> (consulté le 16.8.2024.)
[6] Résultats extraits du site <https://www.france24.com/en/france/20240704-2024-french-legislative-elections-results-of-the-second-round> (consulté le 16.8.2024.)

Au deuxième tour, une grande participation a été enregistrée, similaire à celle du premier tour, avec plus de 66,5 %, ce qui représente la plus grande participation au second tour des élections législatives depuis 1997. Dans le tableau 2, on peut voir qu'il n'y a pas eu de grands changements en pourcentage entre les résultats obtenus par les trois options politiques les plus populaires en France. Néanmoins, une grande disproportion est observée pour le Rassemblement National entre le nombre de voix et les mandats qu'ils ont obtenus. Cela constitue l'une des conséquences négatives du système électoral majoritaire, car il ne suffit pas d'avoir un large soutien des électeurs, ce soutien devant être réparti aussi équitablement que possible entre les circonscriptions pour maximiser le nombre de mandats (Nohlen, 1992, p. 89). La campagne négative menée contre le Rassemblement National a porté ses fruits, et lorsque l'on ajoute les différentes alliances d'autres participants aux élections, cela a contribué à leur défaite électorale. Toutefois, un problème se pose désormais concernant la direction que prendra la formation du nouveau gouvernement. Selon l'actuelle configuration des forces, personne n'a de majorité absolue, même pas dans une coalition avec des partis politiques plus petits. C'est pourquoi Macron tarde à former un nouveau gouvernement, n'ayant aucune échéance légale. Il est clair qu'il évitera de convoquer de nouvelles élections, car beaucoup s'attendaient à ce qu'il soit battu, mais il a néanmoins « survécu » politiquement. Pourtant, l'instabilité dans la vie politique française persiste. En septembre 2024, après plus de deux mois suivant les élections, Michel Barnier a été élu Premier ministre. Il avait occupé deux mandats en tant que commissaire européen pour la politique régionale

et le marché intérieur, et a été l'un des principaux négociateurs lors du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en 2016. Barnier a également exercé plusieurs fonctions ministérielles à différentes périodes, lorsque divers hommes politiques occupaient les plus hautes fonctions de l'État, tels que François Mitterrand, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy. Barnier est arrivé à la fonction de Premier ministre en tant que membre des Républicains, et son positionnement politique peut être caractérisé comme étant légèrement à droite, ce qui a servi de base à de nombreux arguments affirmant que Macron avait fait une certaine concession à la droite. Les membres de son option politique l'ont souvent décrit comme un « macroniste déçu », qui, au cours des années précédentes, avait fréquemment critiqué Macron, mais le consensus public était que, sur de nombreuses questions clés telles que l'économie et les perspectives de fonctionnement de l'Union européenne, il s'accordait avec les solutions proposées par Macron. Les conflits avec Macron ont commencé en 2019, lorsqu'il n'a pas soutenu sa candidature à la présidence de la Commission européenne, ainsi qu'en 2020, lorsqu'il a conditionné son accession au poste de Premier ministre à la condition qu'il quitte les Républicains, pour remplacer Édouard Philippe.

Pourtant, ce gouvernement a été renversé le 4 décembre. La motion de censure a été votée par 331 députés, ce qui représente une large et stable majorité, étant donné que la majorité minimale est de 289 députés. Le gouvernement a été renversé par des forces politiques des deux bords, à la fois de la gauche et de la droite, et l'élément déclencheur de ce vote a été l'adoption de la loi sur le budget. Après seulement quelques jours, Macron a proposé un nouveau candidat pour le poste de Premier

Nikola N. Perišić

Contexte et conséquences des élections législatives anticipées en France en 2024 : L'ascension des acteurs de la droite et de la gauche politiques



Journal français *Le Monde*, carte des résultats des élections, Paris, le 24 avril 2017

Photo: Shutterstock

| 31

ministre, en la personne de François Bayrou, qui est le leader du Mouvement Démocrate centriste, l'un des plus petits partis politiques en France. Il possède également une expérience politique de plusieurs décennies dans divers gouvernements français et à la Commission européenne. Le besoin que le gouvernement ne dure pas peu de temps se reflète dans le fait que Bayrou a nommé d'anciens premiers ministres, Élisabeth Borne et Manuel Valls, comme membres de son gouvernement. Le gouvernement a été choisi grâce à un soutien minoritaire, ce qui signifie que la question d'un vote de censure peut facilement être inscrite à l'ordre du jour à tout

moment. Ainsi, Bayrou est devenu le quatrième Premier ministre français de l'année 2024, et le sixième depuis l'élection de Macron à la présidence, c'est-à-dire depuis 2017. C'est précisément cette question de la confiance au gouvernement au parlement français qui a été soulevée au début de février 2025. L'ordre du jour du parlement comprenait la question du budget, que l'Assemblée n'a pas adoptée en 2024, mais les partis de gauche, dirigés par La France Insoumise, ont réussi à inscrire également un vote de confiance au gouvernement. La motion de censure a été soutenue par 128 députés, ce qui n'a pas suffi à renverser ce gouvernement. Bayrou

a conservé son poste de Premier ministre grâce au fait que le Rassemblement National et les Socialistes n'ont pas soutenu la proposition de vote de censure.

Bien que l'image publique donnée soit celle d'une stabilité politique instaurée avec Bayrou à la tête du gouvernement en France, il est clair que ce gouvernement pourrait s'effondrer à tout moment. D'autant plus qu'il faut s'attendre à une montée des tensions entre les acteurs politiques à mesure que les élections présidentielles de 2027 approchent. Il ne serait donc pas surprenant que, d'ici la fin du mandat de Macron, il y ait d'autres changements à la tête du gouvernement. Il faut également prendre en compte un autre facteur, à savoir la redistribution du pouvoir politique au niveau géopolitique avec l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis et son désir de limiter le pouvoir de l'Union européenne et des principaux États membres de l'UE, dont la France fait partie. Par conséquent, Macron sera concentré sur les questions de politique étrangère, ce qui pourrait entraîner une négligence du statut du gouvernement, que des hommes politiques expérimentés comme Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon tenteront d'exploiter. Ainsi, se réalise pleinement l'observation de De Gaulle selon laquelle il est difficile de « gouverner un pays qui produit 246 fromages différents » (Vasović, 2008, p. 534).

Ce qui pourrait avoir les conséquences les plus grandes et les plus lointaines pour le futur du fonctionnement de la vie politique française est la séparation des élections présidentielles et législatives. Pendant plus de 40 ans, les experts français ont tenté de trouver une solution pour fusionner ces processus électoraux et réduire la possibilité de cohabitation. Si la France entre dans des cycles électoraux réguliers, la séparation des processus

électoraux pourrait augmenter la possibilité de cohabitation dans la période à venir, ce qui pourrait avoir un impact sur l'efficacité de la prise de décision et influencer le positionnement de la France au sein de l'Union européenne ainsi que sur d'autres questions géopolitiques importantes, où un rôle proactif de la France est attendu. En même temps, la cohabitation pourrait augmenter le niveau de crise politique en France et conduire à des changements fréquents de gouvernement.

Conclusion

Les élections législatives anticipées en France ont mis en évidence plusieurs tendances dans les processus politiques. Tout d'abord, les différentes crises sociales et politiques ont eu un impact sur le fonctionnement du système politique français, rendant nécessaire un changement majeur. La décision de Macron de convoquer des élections doit être perçue comme courageuse, surtout dans une situation où il a subi une défaite aux élections européennes et où tous les sondages indiquaient une forte probabilité d'un revers aux législatives. Cependant, cette décision doit également être mise en relation avec le fait qu'il ne dispose pas d'une autorité politique suffisante et qu'il ne pouvait résoudre autrement la crise au sein de la société française. Les élections ont montré que la gauche fait un retour en force en France, malgré la crise évidente que traverse cette orientation politique dans de nombreux pays. Mélenchon, grâce à son discours populiste, a réussi à rallier un grand nombre d'électeurs. Toutefois, l'évolution de sa carrière politique dépendra de la manière dont il parviendra à se positionner à l'avenir.

NOM DU PARTI POLITIQUE	POURCENTAGE DES VOTES OBTENUS	NOMBRE DES SIÈGES REMPORTÉS
Rassemblement National – Marine Le Pen	17,3%	89
Coalition de gauche – Jean-Luc Mélenchon	31,6%	131
Renaissance – Emmanuel Macron	38,57%	245
Les Républicains	7,29%	61

Tableau 3. Résultats des élections législatives en France en 2022^[7]

Un autre élément clé à souligner à la lumière de ces élections est la progression de la droite en France, suivant une tendance observée dans toute l’Europe. Cela apparaît clairement dans le tableau 3, où l’on voit que le soutien au Rassemblement national a presque doublé en seulement deux ans. Il semble que ce soutien aurait pu se traduire par un nombre encore plus important de sièges si les votes avaient été répartis plus uniformément et s’il n’y avait pas eu de coopération électorale entre d’autres acteurs politiques. On observe également un net déclin du soutien à Emmanuel Macron, qui se trouve dans son dernier mandat présidentiel et pour qui cette baisse de popularité ne semble pas être une préoccupation majeure. Il est intéressant de noter que la gauche de Mélenchon a obtenu un pourcentage de voix inférieur lors des élections de 2024, mais qu’elle a su tirer parti du système électoral pour accroître son nombre de sièges. Cette maximisation s’est faite au détriment du Rassemblement national, pour les raisons évoquées précédemment.

Il est une fois de plus confirmé que le système électoral majoritaire entraîne une disproportion

entre le pourcentage des voix obtenues et le nombre de sièges attribués. Il est évident que De Gaulle et les législateurs à l’origine du système électoral actuel en France ont voulu favoriser la formation de gouvernements monocolores et structurer le paysage politique (Duverger, 1964, p. 219). Toute-

| 33

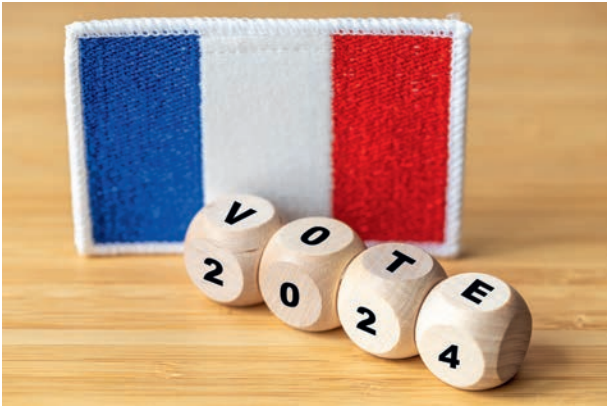


Photo: Shutterstock

fois, l’expérience des gouvernements de coalition en France, notamment ces dernières années, laisse penser que cela n’a pas nécessairement conduit à un

[7] Résultats extraits du site <https://data.ipu.org/parliament/FR/FR-LCo1/election/FR-LCo1-E20220612/> (consulté le 16.8.2024.)

fonctionnement plus efficace du système politique français. En effet, lors de la précédente législature, les Républicains ont dû soutenir Renaissance pour assurer une majorité, et une dynamique similaire semble se dessiner après les élections législatives anticipées de 2024. Une tendance positive se dégage également en matière de participation électorale, qui a nettement augmenté par rapport aux élections précédentes de 2022. À l'échelle européenne, une tendance croissante à l'abstention électorale est déjà observable, souvent liée à la défiance et à l'insatisfaction envers les élites politiques (Medel, 2024, p. 226). En revanche, le niveau élevé de culture politique propre à la France a joué un rôle déterminant dans la prise de conscience par les électeurs du contexte du processus électoral et, par conséquent, de son importance. Cette compréhension a favorisé leur mobilisation et contribué à l'augmentation du taux de participation (Voinea, 2023, p. 2296).

L'un des effets les plus significatifs de ce processus électoral réside dans la configuration des positions initiales en vue de l'élection présidentielle de 2027. Étant donné qu'Emmanuel Macron ne peut pas se représenter, la place du candidat

centriste demeure vacante, tandis que Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon apparaissent désormais comme les prétendants les plus sérieux. L'ancien Premier ministre Gabriel Attal, issu du parti de Macron, semble être un candidat fragile, et il est incertain qu'il parvienne à se qualifier pour le second tour. Dès lors, les choix stratégiques de Macron, notamment son rapprochement avec des figures politiques expérimentées comme Michel Barnier et François Bayrou, indiquent clairement que l'un d'eux pourrait devenir le candidat à la présidentielle de 2027 bénéficiant de son soutien. Tous les deux gravitent autour du centre dans leur action politique et partagent des positions similaires à celles d'Emmanuel Macron sur les questions les plus cruciales. C'est précisément pour ces raisons qu'ils pourraient obtenir son soutien indispensable, un facteur qui pourrait s'avérer déterminant dans la campagne présidentielle. Ainsi, la France sera confrontée à de nombreux défis politiques et sociaux dans les années à venir. Dans ce contexte, l'unité des principaux acteurs politiques sur les questions fondamentales serait essentielle, mais à l'heure actuelle, un tel consensus semble difficilement envisageable.

Bibliographie

- Anderson, B., and Secor, A. (2022). "Propositions on right-wing populism: Available, excessive, optimistic". *Political Geography*, XCVI, 1-10. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2022.102608>
- Bonansinga, D. (2022). "A threat to us: The interplay of insecurity and enmity narratives in left-wing populism". *The British Journal of Politics and International Relations*, XXIV (3), 511-525. DOI: <https://doi.org/10.1177/13691481221078187>
- Chloé, A., Bristielle, A. and Chazel L. (2021). "From The Front de gauche to La France insoumise: causes and consequences of the conversion of the French Radical Left to Populism". *Partecipazione e conflitto*, XIV (2), 933-953. DOI:10.1285/i20356609v14i2p933

- Dupoirier, E., and Sauger, N. (2010). „Four rounds in a row: The impact of presidential election outcomes on legislative elections in France“. *French Politics*, VIII (1), 21–41. DOI:10.1057/fp.2009.41
- Duverger, M. (1964). *Political Parties: Their Organization and Activity in the Modern State*. London: Methuen.
- Elgie, R. (2002). “La Cohabitation de Longue Durée: Studying the 1997-2002 Experience”. *Modern & Contemporary France*, X (3), 297–311. DOI:10.1080/09639480220151136
- Hubé, N., and Baloge, M. (2021). “France: Two separate Populist Parties; Two Separate Networks and one go-between Group”. *Studia Politica Slovaca*, XIV (2-3), 22–34. DOI:10.31577/SPS.2021-2.2
- Ignazi, P. (2020). “The four knights of intra-party democracy: A rescue for party delegitimation”. *Party Politics*, XXVI (1), 9-20. DOI:10.1177/1354068818754599
- Jager, A., and Borriello, A. (2020). “Left-populism on trial: Laclauian politics in theory and practice”. *Theory & Event*, XXIII (3), 740–764. DOI: 10.1353/tae.2020.0042
- Knapp, A., and Wright, V. (2006). *The Government and Politics of France*. London: Routledge.
- Marlière, P. (2019). “Jean-Luc Mélenchon and France Insoumise: The manufacturing of populism”. In: G. Katsambekis & A. Kioupiolis (eds.), *The populist radical left in Europe*. (93–112). London: Routledge
- Mazzolini, S., and Borriello, A. (2022). “The normalization of left populism? The paradigmatic case of Podemos”. *European Politics and Society*, XXIII (3), 285–300. DOI:10.1080/23745118.2020.1868849
- Medel, R. (2024). “When do active citizens abstain from the polls? Civic associations, non-electoral participation, and voting in 21st-century democracies”. *Acta Politica*, LIX (1), 220–244. DOI:10.1057/s41269-023-00290-x
- Mudde, C. (2007). *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mudde, C., and Rovira Kaltwasser, C. (2013). “Exclusionary vs. Inclusionary Populism: Comparing Contemporary Europe and Latin America”. *Government & Opposition*, XLVIII (2), 147–174. DOI: <https://doi.org/10.1017/gov.2012.11>
- Nohlen, D. (1992). *Electoral law and the party system*. Zagreb: Školska knjiga. [In Croatian]
- Orlović, S. (2011). “The electoral system and institutional design”. In: Z. Stojiljković and D. Spasojević (eds.), *Recommendations for amendments to electoral legislation in Serbia*, (31–50). Belgrade: National Democratic Institute for International Affairs, Serbia [In Serbian]
- Perrineau, P. (2003). *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et Législatives de 2002*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Petrović, D. (2013). *Geopolitics of France*. Beograd: Institut za međunarodnu politiku i privredu. [In Serbian]
- Ramiro, L. (2016). “Support for radical left parties in Western Europe: Social background, ideology and political orientations”. *European Political Science Review*, VIII (1), 1–23. DOI: <https://doi.org/10.1017/S1755773914000368>
- Samardžić, S. (2015). “The parliament’s powerlessness in times of crisis”. *Godišnjak FPN*, IX (13), 9–22. [In Serbian] Available at: <https://scindeks-clanci.ceon.rs/data/pdf/1820-6700/2015/1820-67001513009S.pdf>
- Vasović, V. (2008). *Modern Democracies*. Beograd: Službeni glasnik. [In Serbian]
- Venzelos, G., and Stavrakakis, Y. (2023). „Bound to fail? Assessing contemporary left populism.“ *Constellations*, XXX (3), 290–308. DOI: 10.1111/1467-8675.12638
- Voinea, C. F. (2023), “On the Challenge of Immigrant Integration. A political culture perspective on Western and Central Eastern Europe”. *European Quarterly of Political Attitudes and Mentalities EQPAM*, XII (1), 1-35. Available at: <https://ssrn.com/abstract=4366669>

Sources internet

<https://data.ipu.org/parliament/FR/FR-LC01/election/FR-LC01-E20220612/>

<https://results.elections.europa.eu/en/france/>

<https://www.euronews.com/my-europe/2024/07/01/french-election-results-winners-and-losers-in-paris>

<https://www.france24.com/en/france/20240704-2024-french-legislative-elections-results-of-the-second-round>

Milić, D. (2021). <https://novitreciput.org/propast-francuske-levice/>

Radio Slobodna Evropa. (2024). <https://www.slobodnaevropa.org/a/francuska-desnica-izbori-bardella-macron/33002796.html>



Matthieu Grandpierron¹

Université catholique de Vendée
Vendée (France)

UDC 327::911.3(44)

327(100)

Article de revue

Reçu: 18.11.2024.

Accepté: 28.3.2025.

doi: 10.5937/napredak6-54842

La France et la géopolitique : une histoire complexe menacée par l'adhésion à l'UE et à l'OTAN

Résumé : Dans cet article, l'auteur examine la géopolitique française, en particulier la position actuelle de la France dans le contexte de son adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. L'hypothèse de départ est que l'appartenance à ces organisations limite la position française et restreint les possibilités de réactualisation de la géopolitique française, qui mettait au premier plan les intérêts nationaux et la souveraineté de l'État. Étant donné que l'UE et l'OTAN constituent une menace pour une véritable géopolitique française, l'auteur expose d'abord sa thèse en analysant la position de la France au sein de l'UE et de l'OTAN, puis en relation avec l'idéologie du libéralisme internationaliste positiviste. Dans la seconde partie de l'article, l'auteur étudie l'introduction de la géopolitique dans le système éducatif français et identifie les avantages et les lacunes de ce système. Enfin, il propose une solution pour ancrer la pensée géopolitique française, qui devrait s'appuyer sur une histoire glorieuse et une élite patriotique.

Mots-clés : France, géopolitique, éducation, positivisme, histoire, Union européenne, OTAN

Introduction

La géopolitique française devient de moins en moins visible et centrée sur les intérêts français et sur une vision du monde spécifique depuis que la structure de l'UE s'est orientée vers le fédéralisme après le traité de Maastricht et l'émergence d'une élite

politique (transcendant les partis politiques) autour d'Emmanuel Macron, qui a placé l'UE au-dessus des intérêts français, entraînant ainsi le retour de la France dans l'OTAN. Par ailleurs, l'étude de la géopolitique dans les programmes scolaires français ne constituera probablement pas une première étape émancipatrice contre la géopolitique et l'idéologie

[1] m-grandpierron@ices.fr ; <https://orcid.org/0000-0002-2465-2455>

des États-Unis et de l'UE, mais servira plutôt à les soutenir en tant que programmes géopolitiques, malgré leur conception défailante et leurs nombreux préjugés.

Après avoir analysé l'impact négatif de l'OTAN et de l'UE sur la géopolitique française, cet article explorera l'évolution du mental et la manière dont le tournant libéral complique la réflexion autour de l'idée même d'une géopolitique française autonome. Enfin, il examinera comment la spécificité de l'histoire et de la géographie françaises peut offrir une solution aux défis auxquels la France est confrontée.

Il est essentiel de comprendre la signification de la géopolitique dans le contexte de la réactualisation ou de la naissance d'une pensée géopolitique française autonome. La géopolitique est la clé de la compréhension des relations internationales ; elle indique « comment gouverner » et comment, dans un certain contexte, élaborer des stratégies de politique étrangère afin de préserver l'intégrité nationale et la souveraineté de l'État. Ainsi, la lutte pour le développement de la géopolitique française représente un chemin vers une position internationale plus souveraine et plus indépendante pour la France. Cependant, dans le contexte actuel, cela constitue un défi, étant donné que la France est membre de l'OTAN et de l'UE, des institutions supranationales qui exigent un transfert d'une partie de la souveraineté vers un niveau supranational. Cet article adopte cette perspective et s'efforce, à travers une analyse critique de l'idéologie du libéralisme internationaliste positiviste, d'exposer l'uniformité de la perspective euro-atlantique, qui entrave l'établissement d'une géopolitique française propre.

L'UE et l'OTAN comme menace pour la « véritable » géopolitique française

Aujourd'hui, la géopolitique et la pensée géopolitique françaises sont menacées par un double mécanisme : 1) La France fait partie d'une architecture de sécurité spécifique (l'OTAN et l'UE) et 2) Le mode de pensée actuellement dominant limite et uniformise la réflexion politique. Ces éléments seront expliqués dans la suite de cet article, où la géopolitique française sera analysée dans ce contexte.

Quel cadre de sécurité choisir : une architecture de sécurité française ou les architectures américanisées de l'UE et de l'OTAN ?

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le général Charles de Gaulle a redéfini à plusieurs reprises le type d'Union européenne qu'il entendait promouvoir. Pour lui, le projet européen devait être fondé sur le respect de la souveraineté nationale des États membres et sur une indépendance totale (politique, économique et culturelle) vis-à-vis des États-Unis, à travers ce qu'il appelait « l'Europe européenne ». Il considérait que la France en particulier, mais aussi l'Europe dans son ensemble, devaient être pleinement autonomes à tous égards, défendre leur propre vision du monde et des affaires internationales et les mettre en œuvre. Cela impliquait de rejeter la tutelle (ou la vassalisation, comme l'a qualifiée Zbigniew Brzezinski dans *Le Grand Échiquier*) des États-Unis, ainsi que l'intégration fédérale qui dépolitise les relations entre les États membres.



Photo: Shutterstock

Le traité de l'Élysée, signé par la France et l'Allemagne, devait ouvrir la voie à un partenariat politique dans le cadre d'une Europe renouvelée. Cependant, le général de Gaulle a subi un revers lorsque, au moment de la ratification du traité, le Bundestag a rédigé et adopté un préambule qui, sous la pression conjointe des Américains, de Jean Monnet et de son Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, a « remodelé » l'accord en renforçant son alignement avec l'OTAN, le réduisant ainsi à un

simple traité de consultations régulières. Le refus de l'Allemagne de réévaluer le deutsche mark après la crise qui venait de frapper la France a convaincu de Gaulle que l'Allemagne était retournée à une politique de puissance. Cette analyse s'est révélée pertinente lorsqu'on observe le jeu de pouvoir de Berlin au sein de l'UE, notamment depuis la nomination d'Ursula von der Leyen et la tentative allemande d'attaquer le secteur nucléaire français via l'UE sous couvert d'arguments liés à l'« énergie

verte » (une attaque même reconnue au sein du Parlement européen UE!).^[2]

Ainsi, la confrontation entre les Atlantistes et les Supranationalistes d'une part, et les partisans de l'« Europe européenne » intergouvernementale d'autre part, a été inévitable et se poursuit jusqu'à aujourd'hui. De Gaulle était conscient de la pérennité géopolitique à long terme, qui transcendait les circonstances politiques immédiates. C'est précisément dans ce contexte qu'il faut comprendre son expression « une Europe de l'Atlantique à l'Oural », qui se tournait vers l'avenir après le communisme et rejetait cette idéologie en en marquant la limite temporelle. Cependant, les partisans de l'intégration d'une Europe plus petite ont seulement construit cette identité européenne à l'intérieur des frontières entre les deux blocs politiques, ce qui s'est révélé être un concept à court terme et destructeur en raison de leur incapacité à répondre à la chute du mur de Berlin et à l'effondrement du communisme soviétique.

L'histoire a toujours été pleine de surprises en ce qui concerne la prétendue logique de son ordre. Par exemple, le général de Gaulle s'est fermement opposé à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la communauté, affirmant que la Grande-Bretagne deviendrait le « cheval de Troie » des États-Unis en Europe. Cependant, c'est précisément la Grande-Bretagne qui a défendu la même aversion de l'entourage de de Gaulle envers la supranationalité. De même, le plan de Foucher proposé par les Français a été rapidement rejeté par ses partenaires,

bien que, selon ceux qui l'avaient conçu, ce plan aurait pu mener à une véritable union politique européenne ; ces mêmes partenaires étaient cependant en faveur de l'adhésion de la Grande-Bretagne, bien qu'elle eût un concept de l'organisation européenne totalement différent du leur.

La question de ce que devrait être le cadre de sécurité européen a de nouveau été actualisée en 2019, suite à la déclaration d'Emmanuel Macron : « L'OTAN est en état de mort cérébrale^[3]. » Le président français a voulu signifier que l'OTAN n'était plus pertinente et avait perdu son sens d'existence. C'était une analyse correcte. Cependant, au lieu de cela, la France a soutenu le concept de « boussole stratégique de l'UE » (un concept qui reste encore à définir clairement). Toutefois, ces deux concepts, tout comme l'OTAN, sont problématiques et dangereux pour la géopolitique française. L'idée même représente un chemin vers une véritable indépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis, et sous-entend que la sécurité européenne doit être garantie par les Européens eux-mêmes, et non par des acteurs extérieurs à la région. Une telle analyse ressemble aux discours et objectifs de la politique extérieure de la Chine et de la Russie concernant la résolution des conflits régionaux (voir Grandpierre & Pomès, 2024). Le problème avec les propos d'Emmanuel Macron est qu'il entend par « Europe » l'Union européenne. Si l'on entendait par Europe l'Europe dans son ensemble, une nouvelle architecture de sécurité serait exactement ce que de Gaulle avait en tête, et elle inclurait la Russie, ravivant ainsi

[2] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2023-002175_EN.html (consulté le 21/10/2024).

[3] <https://www.lefigaro.fr/international/le-president-francais-emmanuel-macron-juge-l-otan-en-etat-de-mort-cerebrale-20191107> (consulté le 22/10/2024).

l'alliance historique entre la France et la Russie, une alliance formée contre les tentatives de domination allemande à la fin du XIXe siècle (Cohrs, 2022). Un tel cadre de sécurité pourrait garantir la stabilité en Europe et empêcher les puissances extérieures (comme les États-Unis) d'utiliser l'Europe comme un « champ de bataille » pour contrer ce qu'elles considèrent comme une menace pour leur hégémonie mondiale – pour paraphraser les mots de Zbigniew Brzezinski. En outre, cette conception, en incluant la Russie et la Serbie, ouvrirait deux portes vers l'avenir : les BRICS relierait l'Europe aux territoires où l'économie mondiale se dirige. Cependant, cette vision ne correspond pas à celle d'Emmanuel Macron. Par « Europe », il entend l'Union européenne, ce qui est une tout autre réalité. Au lieu d'une Europe autonome où les États conserveraient leurs agendas stratégiques individuels basés sur leurs propres intérêts, une UE développant une véritable politique extérieure et une architecture de sécurité marquerait la fin de la souveraineté nationale des États européens. La dernière preuve en est la déclaration du président français sur l'utilisation des armes nucléaires de la France pour protéger les pays baltes contre la Russie. L'adoption de l'UE comme acteur de sécurité unifié conduirait à ce que tous les États membres de l'UE voient le monde de la même manière, qu'ils interprètent de manière identique les dangers et les opportunités. Cela n'est tout simplement pas possible, sauf à prétendre à tort que toutes les cultures, toutes les histoires nationales et toutes les philosophies politiques sont les mêmes.

Lorsque la Russie a lancé son opération militaire spéciale en Ukraine, des politiques émotionnelles européennes et nord-américaines ont suivi,

connues sous le nom de « sanctions » (un terme erroné sans véritable signification juridique), qui ont ramené l'Europe et la France à une position de vassalité des États-Unis. Le terme « sanctions » est problématique car son sens implique un jugement, une décision prise par un tribunal indépendant pour sanctionner un comportement social jugé inacceptable. Ainsi, l'utilisation de ce terme poursuit un double objectif : lorsqu'un État membre utilise ce mot, il désigne une punition d'un acteur considéré comme déviant, mais également la limitation de l'espace de manœuvre d'une puissance rivale désireuse de modifier les règles du système international. Cependant, l'utilisation du terme « sanctions » de manière vague pour désigner toutes les mesures prises contre un État dissimule une terminologie juridique souvent incorrecte, à savoir un désir d'imposer ses propres valeurs et de maintenir l'ordre international existant (Koskeniemi, 2004; Anghie, 2004; Chimni, 2017).

L'utilisation du terme « sanctions » dans le discours politique nécessite une distinction entre les sanctions adoptées dans un cadre institutionnel multilatéral (comme les Nations Unies, etc.) et les contre-mesures décidées unilatéralement par des États. Dans les deux cas, il s'agit de mesures coercitives dont l'objectif est d'influencer le comportement d'un État jugé en violation des règles internationales. Cependant, le terme « sanctions » devrait être limité aux mesures coercitives adoptées par un organe d'une organisation internationale en conformité avec son acte fondateur. Les « sanctions » ne protègent nullement une vision d'un ordre international universellement accepté, mais au contraire, elles font partie de l'imposition d'une interprétation du système international

(Sur, 2018). Le droit international est en réalité principalement compris comme la capacité à réguler les relations internationales, c'est-à-dire à limiter le comportement des États. Il est implicite que la plupart des soi-disant sanctions imposées par les États européens violent leurs propres intérêts vitaux, en particulier en ce qui concerne l'énergie.

La pensée géopolitique entravée par l'expansion des idéologies du libéralisme internationaliste positiviste

La France et les États européens dans leur ensemble sont également prisonniers d'une manière particulière de penser qui les empêche de développer leur propre géopolitique. Il s'agit d'une évolution d'un mode de pensée dominant dans la politique américaine et européenne entre 1860 et 1914, qui a inévitablement conduit à l'autodestruction de la civilisation européenne pendant la Première Guerre mondiale. Le mode de pensée politique et les communications ont établi une position raciale claire pour créer un « nationalisme civilisationnel » dans lequel les puissances occidentales (Royaume-Uni, France et États-Unis) s'opposent à ceux jugés sous-développés (sphère coloniale, Chine) ou immoraux et décadents (Empire allemand et Empire austro-hongrois). Le politologue Max Weber a expliqué que, pendant cette période, les élites des « nations les plus avancées » étaient également obsédées par la mesure de la hiérarchie mondiale, l'« ascension et la chute » des nations et des empires, ainsi que par toutes sortes de progrès. La réflexion sur le progrès était liée au darwinisme

social, créant ainsi un « darwinisme civilisationnel ». La combinaison du « nationalisme civilisationnel » et du « darwinisme civilisationnel » a poussé les élites politiques à centrer leurs discours (implicitement ou explicitement) sur l'idée que les peuples et les États sont essentiellement engagés dans une lutte pour la survie de la civilisation « la mieux adaptée » (Cohrs, 2022).

Il existe des similitudes entre ces éléments et ce qui a été observé aux États-Unis et en Europe lors des élections de 2024, principalement lors des élections européennes, des élections législatives en France, et des élections présidentielles aux États-Unis. Ces élections montrent que les discours politiques sont de plus en plus idéologisés. Il ne s'agit pas de la même idéologie que celle observée entre 1860 et 1914, mais d'une version développée, fondée sur l'idée que l'Occident possède les meilleurs systèmes politiques et valeurs parce qu'il a « gagné la guerre froide ». Cette idéologie, combinée avec un nouveau culte de la science (le positivisme), crée une forme particulière de « libéralisme internationaliste positiviste » selon laquelle la paix et le développement mondiaux ne peuvent être garantis que par l'expansion des régimes politiques et des valeurs occidentales face aux pays considérés comme des rivaux et des menaces (Chine, Russie, Iran, etc.).

Le positivisme est né d'un mouvement qui militait pour des bases solides dans la recherche des sciences sociales. À partir de l'œuvre de Waltz et de son livre *Man, the State, and War* (1959), les sciences politiques se sont tournées avec enthousiasme vers les règles formelles et le positivisme. Finalement, les sciences politiques sont devenues égales aux sciences exactes, telles que les protocoles

analytiques, la transformation de la pensée en raisonnement quasi-mathématique organisé autour de variables dépendantes et indépendantes. Cela a permis à la science politique de reconnaître des règles générales qui déterminent le comportement humain et les phénomènes politiques, tels que les causes des guerres, les motivations électorales, etc. Cependant, l'effet inverse, qui est en réalité ce qui est étudié depuis plus de deux jours, est que l'histoire est devenue un ensemble de données. Dès que les faits peuvent être insérés dans des cases préconçues, utilisées pour justifier deux événements opposés, nous aboutissons à une pensée pré-déterminée, une pensée automatique, une pensée transformée en équation.

Le positivisme appliqué à la méthode de recherche en science politique a contribué à éliminer les facteurs du comportement humain identifiés dès Thucydide (Hanink, 2019). Par conséquent, la culture, la philosophie, la perception et les émotions ont été définies comme non scientifiques et, de ce fait, ne méritaient pas d'être des objets d'étude. Lorsque les émotions sont prises en compte dans l'analyse des relations internationales, elles doivent souvent être étudiées d'un point de vue utilitariste ou, à tout le moins, rationaliste. Hans Morgenthau en est en partie responsable, car, allant sans doute à l'encontre de sa propre logique, il a introduit la peur dans un modèle de dissuasion nucléaire fondamentalement rationaliste (Morgenthau, 1946).

Cette approche rejette toute subjectivité, les relations sociales et les émotions dans les relations sociales. Le positivisme nous conduit à imaginer le pire scénario possible : cela est particulièrement vrai dans le réalisme et le libéralisme intransigeants. Selon de nombreux experts en

sécurité positivistes, les acteurs internationaux sont influencés par des forces extérieures qui les dirigent dans une certaine direction. Les menaces futures sont déterminées sur la base des tendances du passé, comme si le monde social progressait de manière linéaire. Finalement, l'alarmisme suppose des acteurs rationnels, égoïstes et stratégiques qui luttent pour le pouvoir et les ressources. Dans un monde aussi compétitif, il n'y a pas de place pour une véritable coopération, des liens sociaux ou pour ce que l'on pourrait appeler une société internationale avec des « structures constitutionnelles » ou le développement d'un nouvel ordre régional. Cet alarmisme est rationnel dans la mesure où les actions menaçantes ne sont pas attribuées à des acteurs agissant par passion ou par vengeance, mais à des intérêts froids et égoïstes ou à des forces historiques. L'argument existant dans la littérature d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord est appelé « la menace chinoise » ou « la menace russe » (Lindemann, 2023). Ces États sont souvent présentés comme des acteurs homogènes, qui « se lèvent » et agissent prêts à imposer leur volonté au monde dans un avenir proche en mettant en œuvre un plan stratégique de longue durée.

Le positivisme nie complètement l'espace pour l'hétérogénéité, la créativité et les liens sociaux entre les acteurs. D'abord, en ce qui concerne le sujet de la discussion, les approches positivistes ont généralement une approche homogénéisante et unificatrice des sujets, qui nie l'individualité. Bien que dans chaque science, une certaine catégorisation et classification soient nécessaires pour « connaître » certains aspects de la réalité sociale, le positivisme nomologique tente d'objectiver ces catégories et, par exemple, de personnifier ces agrégations par des

intérêts et des émotions donnés, tels que « le désir de la Chine » de dominer. Cette unification peut amener à ce que les acteurs semblent particulièrement puissants et dangereux. Lorsque les acteurs sont perçus comme unifiés, par exemple la Russie, la Chine, la Corée du Nord ou l'Iran, il est plus facile de leur attribuer une volonté cohérente. On oublie généralement que l'action politique extérieure est bien plus souvent le résultat d'un compromis que d'une politique coordonnée.

La logique positiviste conduit souvent à la compréhension des concepts selon la perspective euro-atlantique. C'est pourquoi la « démocratie » ne peut être qu'une construction politique perçue de manière euro-atlantique. Tout autre modèle n'est pas « véritablement » une démocratie, il ne peut être qualifié comme tel, et il est en réalité une tentative manipulatrice des élites corrompues de simuler la démocratie. Il est erroné de supposer que toutes les cultures, histoires et civilisations sont égales.

Dans son livre *Le naufrage des civilisations*, Amin Maalouf explique que la mondialisation, facilitée et soutenue par le développement technologique, impose un rapprochement des différentes composantes de l'humanité à un tel point que ces composantes deviennent de plus en plus uniformes. Cependant, il existe un paradoxe : les gens adhèrent à des doctrines et des idéologies qui glorifient la spécificité. Les gens se rapprochent de plus en plus chaque jour, et le conflit des identités devient de plus en plus intense. Pourtant, il ne peut être dit que nous n'avons pas été avertis. Zamiatine, Huxley et Orwell nous ont avertis. Tous les trois voulaient alerter leurs contemporains sur les tyrannies futures et la possible utilisation totalitaire des outils technologiques pour détruire la liberté et

la dignité humaine. Dans son roman *Nous autres*, Zamiatine décrit un monde où chaque aspect est soigneusement planifié, chronométré et traduit en formules mathématiques représentées dans l'emploi du temps (temps personnel, temps consacré à une activité particulière, etc.).

Allons-nous vers un monde où *Big Brother* voit et entend tout ? Un monde où la langue est tellement contrôlée et déformée que nous pouvons exprimer uniquement des opinions qui correspondent à la pensée officielle ? Cela se passe déjà dans l'Union européenne (depuis sa création, voir Laughland, 1998) et aux États-Unis : l'étouffement des médias (des médias russes, tandis que les médias israéliens sont autorisés à exprimer leur vision pleine de préjugés, CNews, etc.) et des opinions qui ne correspondent pas à la vision délirante de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine. Toutes ces mesures portent gravement atteinte à la démocratie. En effet, le pilier fondamental sur lequel repose la démocratie est la transparence. Mearsheimer le montre parfaitement dans son dernier livre *The Great Delusion* (Mearsheimer, 2018). La transparence signifie que chacun a accès aux informations nécessaires pour prendre des décisions. La guerre met fin à cela sous le prétexte de la protection de la confidentialité des opérations (il serait dommage que l'ennemi découvre les plans militaires). Les informations sont surveillées, contrôlées et reconstruites. En faisant semblant d'essayer d'intercepter les conversations entre territoires, nous profitons de l'occasion pour écouter les appels téléphoniques des concurrents économiques, identifier les opposants politiques, et ainsi de suite.

Pendant la guerre froide, Henry Kissinger distinguait deux types de politique étrangère. La

politique étrangère occidentale était fondée sur l'utilisation de données rationnelles et objectives obtenues à partir de télégrammes diplomatiques faciles à interpréter, et sur la base desquelles chacun pouvait faire un calcul des coûts et des avantages. En revanche, la politique étrangère orientale reposait sur des facteurs opaques, internes, irrationnels et émotionnels. On peut conclure qu'il n'y avait rien de nouveau à l'Ouest, et en ce qui concerne les désirs irrationnels, ceux-ci devaient être traduits en un langage scientifique, neutre et crédible. Aujourd'hui, la situation est inversée : la diplomatie « orientale » est rationnelle et fondée sur la *realpolitik*. Le dernier exemple en date est l'influence clé de la Chine dans le rapprochement saoudo-iranien, tandis que la diplomatie occidentale devient silencieuse car elle est de plus en plus émotionnelle : il n'est pas question de négocier avec Poutine, car dans les discours publics et officiels, Poutine est présenté comme l'incarnation du mal.

Ce n'a pas toujours été le cas. Pendant la guerre froide, la France a pu maintenir son influence dans le monde car elle suivait une politique étrangère indépendante fondée sur les intérêts français. C'est pourquoi elle est restée un acteur respecté et a pu orienter son chemin vers des moments clés. L'un d'eux fut la visite du général De Gaulle en Union soviétique au sommet de la guerre froide et la reconnaissance de la République populaire de Chine comme la véritable Chine, bien des années avant que Nixon et Kissinger ne le fassent.

Le libéralisme internationaliste positiviste est fondé sur l'interprétation selon laquelle l'Occident a « gagné » la guerre froide. Ainsi, non seulement il a acquis du prestige, mais il est aussi convaincu que le modèle occidental représente la dernière

étape du développement humain. C'est ce qu'a écrit Fukuyama (Fukuyama, 2020). Cette position néo-kantienne suppose que les états ayant un système politique démocratique représentent l'idéal auquel le reste du monde tendra, car un tel système offre le meilleur avenir pour un ordre mondial pacifique. Plus il y a de sociétés démocratiques, plus il y aura de paix dans le monde ; moins il y a de démocratie, moins il y a de paix dans le monde (Russett, 1994). Ces idées font désormais partie intégrante de la politique étrangère des pays européens et de l'Amérique du Nord, connues sous les concepts d'intervention humanitaire et de responsabilité de protéger (Orford, 2013), mais elles sont l'objet de vives critiques de la part des autres pays, comme ceux du BRICS (Sahakyan & Gärtner, 2022 ; Maalouf, 2023), ainsi que des pays que l'Occident méprise en les appelant le « tiers monde », ce qui constitue la base du « révolte contre l'Occident » (Buzan, 1977 ; Wight, 1977 ; Badie, 2013).

Cette manière de penser ravive la croyance coloniale selon laquelle l'Occident est de nouveau devenu le centre de la civilisation. L'idéologie libérale rend difficile pour les dirigeants libéraux d'accepter toute contestation ou répartition du pouvoir, que ce soit sur le plan national ou international. Dès le début, les penseurs libéraux ont écrit sur la nécessité d'éviter la perte de pouvoir, en particulier de la part du peuple. La véritable question, selon Publius (pseudonyme commun des essayistes américains Alexander Hamilton, James Madison et John Jay) dans *Le Fédéraliste*, est de savoir comment maintenir le pouvoir entre les mains des citoyens d'une société juste. À l'époque, il s'agissait d'optimiser le système politique et électoral, et depuis lors, la pensée politique s'est développée, en particulier

grâce aux approches critiques. Gramsci (2001), Foucault (1995) et Steven Lukes (1974) ont souligné le pouvoir de l'idéologie dans la formation des masses populaires. L'État est ensuite devenu le gardien au service de la classe dominante : il doit se protéger en introduisant périodiquement des réformes pour montrer aux classes subordonnées que le système capitaliste est le seul moyen d'améliorer leurs conditions de vie.

Recourir au positivisme combiné au libéralisme international conduit à la négation de l'histoire et des spécificités des peuples, des cultures et des civilisations. Cela mène à l'uniformité et, par conséquent, au rejet des différences. La conclusion est que l'Europe perd lentement son indépendance en adoptant des modes de pensée et des visions du monde contraires à sa longue histoire. Cela se voit dans le programme actuel du secondaire en France, en particulier dans le programme d'histoire et de géopolitique.

La géopolitique dans les programmes éducatifs en France : une bonne idée gaspillée par l'élite «française» libérale et mondialiste

La géopolitique est revenue sur la scène en 2019 dans le cadre du programme scolaire du lycée. La géopolitique, en tant que partie du groupe de matières «histoire-géographie, géopolitique, sciences politiques», est l'une des trois matières au choix les plus populaires lors du baccalauréat. Le retour de la géopolitique dans l'enseignement est sans aucun doute une bonne chose, mais elle présente un certain nombre de lacunes et de préjugés cognitifs.

Quel rôle joue l'étude de la géopolitique en France ?

L'enthousiasme pour la géopolitique en tant que matière est unique et caractéristique des Français. Il leur est également propre de transformer la géopolitique en une matière quasi-universitaire (la géopolitique n'étant pas une matière universitaire distincte car elle n'est pas précisément définie par le Conseil National des Universités). En effet, aucun autre système éducatif ne confère à la géopolitique une telle importance comme le fait le système français.

L'enthousiasme français pour la géopolitique est sans aucun doute historiquement lié à l'influence et à la place de la géographie dans les universités françaises. Les géographes se sont longtemps vigoureusement opposés à l'émancipation de la géopolitique de la géographie. Au 20^e siècle, les géographes ont cherché à établir une géographie scientifique et «sérieuse». Ainsi, la priorité a été donnée à la géographie physique en raison de sa nature technique : elle possède son propre vocabulaire complexe, sa propre méthodologie – tout ce qu'il faut pour en faire une science dans un contexte intellectuel hautement positiviste. En repoussant les aspects humains et politiques de la géographie, les géographes ont, au début du XX^e siècle, cherché à oublier l'influence qu'Emmanuel de Marton avait eue sur Clemenceau lorsqu'il a redéfini les frontières européennes à partir de 1919. Cependant, il semble qu'Emmanuel de Marton ait aussi fait en sorte que son influence soit oubliée.

Aujourd'hui, la situation est tout à fait différente. On pourrait même dire que nous sommes passés d'un extrême (le rejet de la géopolitique) à un autre (la présence excessive de la géopolitique) : le terme

«géopolitique» est utilisé de manière indifférenciée par les journalistes et les essayistes. Cet intérêt renouvelé pour la géopolitique peut être expliqué par les aspects politiques internationaux du programme d'histoire et de géographie en France. Une raison beaucoup plus profonde pour l'intérêt de la France pour la géopolitique pourrait être la préoccupation du pays face à la perte de son initiative stratégique après la guerre froide, son retour dans l'OTAN et les derniers événements au sein de l'Union européenne. L'intérêt pour la géopolitique serait donc une expression inconsciente de la nostalgie pour la période où la France retrouvait une importance redécouverte sous la présidence du général de Gaulle, époque où la France acquies une puissance civile et militaire, voire nucléaire, lorsque Paris collaborait autant avec Washington qu'avec Moscou, et lorsque la Chine maoïste était reconnue comme la «vraie» Chine, bien avant que les États-Unis ne fassent de même, avant la visite de Nixon à Pékin en 1972.

En effet, enseigner et appliquer la géopolitique signifie avant tout observer son propre pays sur la scène internationale, prendre en compte ses propres intérêts et réfléchir de manière autonome aux possibilités et aux dangers. D'autres pays européens (d'Europe centrale et orientale) ont choisi de dépendre stratégiquement des États-Unis et ont ainsi accepté de voir le monde de la même manière que leur protecteur.

La géopolitique dans le programme scolaire :
une initiative désorganisée pleine de préjugés

Depuis 2019, la géopolitique est enseignée dans le cadre de la réforme du baccalauréat et de l'introduction des matières spécialisées. La géopolitique

n'est pas enseignée séparément, mais est combinée avec d'autres matières dans le cadre du groupe spécialisé « histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques ». Bien qu'il soit évident qu'au lycée, seule une introduction, c'est-à-dire une « idée générale », puisse être donnée sur ces disciplines académiques, le programme qui a été élaboré soulève de nombreuses questions.

La définition de la géopolitique donnée dans les directives officielles du ministère de l'Éducation est restrictive, car elle « traite des rivalités et des problèmes de pouvoir entre les territoires dans leur profondeur historique, ainsi que des représentations qui les accompagnent ». Cependant, la géopolitique est bien plus que cela. Le programme semble davantage être une juxtaposition de situations empiriques, plutôt qu'un programme destiné à développer la réflexion. La preuve en est l'absence de chapitres sur les concepts, les penseurs et la méthodologie de l'analyse géopolitique. Sans concept, il est difficile de mettre les choses en perspective ou de les comparer.

Ce qui est surprenant, c'est que la France n'est pratiquement pas étudiée, à l'exception de la question de l'héritage. Dans son roman *Les Affinités électives*, Goethe dit qu'il est, du point de vue pédagogique, erroné d'enseigner aux enfants des espèces lointaines avant qu'ils ne connaissent la flore et la faune de leur propre pays. En fait, le programme se concentre sur les États-Unis, l'Inde et la Chine. Il est également dommage que les pays qui ne font pas partie de l'Occident - la Chine et l'Inde, soient étudiés à travers des préjugés cognitifs. Leurs politiques étrangères sont analysées à l'aide de modèles d'affirmations utilisés par les puissances européennes au 19^e siècle et les États-Unis après

1945, sans tenir compte de leurs propres systèmes de pensée, de leur histoire et de leur culture. Ces préjugés cognitifs créent un piège de conviction selon lequel les pays non occidentaux sont motivés par le même appétit pour la domination mondiale que les pays de l'Occident – ce qui est certes possible, mais pas le plus probable.

Enfin, certains sujets, comme les frontières, ne sont pas bien conçus. Le sujet des frontières est abordé à travers une approche réduite à une simple dichotomie interne/externe ou nous/eux, ce qui nous permet implicitement d'imaginer les frontières comme une source de danger et de conflit – ce qui est parfois vrai, mais pas toujours. Il est également dommage que les frontières soient étudiées sans mentionner leur but : définir un certain État.

Histoire glorieuse et la nécessité d'une élite patriotique comme solution géopolitique pour saisir les opportunités et éviter les défis

Au cours des deux derniers siècles, la France a été obsédée par la peur du déclin. Cela est tout à fait compréhensible, car elle se souvient de sa puissance en tant qu'hégémon en Europe sous Louis XIV et Napoléon I^{er}, lorsque la langue française était celle de la diplomatie jusqu'au traité de Versailles, lorsqu'au cours du XVIII^e siècle, elle définissait les règles en matière de civilisation, de bon goût et de raffinement, lorsqu'au moment de la Révolution, elle était considérée comme le berceau des idées modernes sur les droits de l'homme et la souveraineté nationale, et lorsqu'au XIX^e siècle, elle était considérée comme une « grande nation », malgré le

déclin démographique, et enfin, lorsqu'au cours de la Première Guerre mondiale, elle a fait d'énormes sacrifices pour vaincre l'impérialisme allemand.

La Suède, l'Espagne et l'Autriche ont également été des puissances dominantes à leur époque, mais elles ont toutes accepté de s'adapter lorsque leur déclin est devenu évident. Cependant, la France n'a pas agi de la même manière. La France est peut-être l'un des pays les plus préoccupés par son avenir, mais la peur de la chute l'a poussée à ne pas renoncer à sa position. Le désir de repousser cette chute peut s'expliquer par l'habitude française de voir son pays comme une puissance qui doit jouer un rôle majeur dans le monde. Cela exprime une nostalgie pour une nation capable d'influencer le destin du monde, ainsi que le besoin de se renouveler pour conserver sa position. Le désir de maintenir son influence dans le monde est stimulé par l'impératif de gloire comme solution pour recouvrer une importance géopolitique.

Après chaque échec, la France a su s'adapter, retrouver de l'espace de manœuvre et surmonter les nouveaux dangers qui la menaçaient. Depuis 1958, la France est à nouveau perçue comme un état indépendant, sans dettes et respecté dans les forums internationaux. Après son retour au pouvoir, le général de Gaulle a mis en avant une souveraineté accrue par rapport aux États-Unis, s'opposant principalement au stationnement de missiles américains à portée moyenne sur le sol français. En février 1960, la première bombe atomique française a explosé dans le Sahara. En 1966, la France s'est retirée du commandement intégré de l'OTAN et a fermé les bases américaines sur son territoire. La politique de grandeur et de gloire lui a permis de redevenir une nation écoutée dans

le monde entier, en particulier par les pays arabes et les nations du « tiers-monde »; elle est devenue un fervent défenseur de l'indépendance et de la critique de l'impérialisme, ainsi qu'un partisan de l'ouverture vers l'Est et la Chine, en faveur de la coopération et du développement. Les intérêts nationaux ont désormais priorité sur les limitations imposées par la bipolarisation du monde et la confrontation idéologique entre les deux blocs. La langue française est l'une des cinq langues les plus parlées dans le monde, bien qu'elle perde lentement sa place dans les organisations internationales, tandis que l'américanisation de la culture a entraîné une diminution du nombre de locuteurs du français, même en Afrique. Le réseau diplomatique français est le troisième plus important au monde, après ceux de la Chine et des États-Unis. L'armée française est la seule en Europe capable d'agir seule dans le monde. La France possède des bases militaires en Afrique, au Moyen-Orient et dans la région Indo-Pacifique. En ce qui concerne l'économie, la France abrite de nombreuses entreprises leaders, notamment dans les secteurs de l'aéronautique (Airbus), de l'armement (Dassault, Safran, Thales), de l'industrie pétrolière (Total) et du secteur du luxe (LVMH). Le fait qu'elle ait pris conscience de ne plus être simplement une puissance de taille moyenne

explique la détermination de la France à transformer l'Europe en un multiplicateur de puissance, malgré le fait que l'élargissement continu de l'UE ait réduit son influence au sein de l'Union européenne à 27 membres.

En réalité, rien ne condamne la France à l'oubli, sauf un manque de volonté, c'est-à-dire l'incapacité de défendre l'État et la culture française contre les attaques de la mondialisation soutenue par les politiques des États-Unis et de l'Union européenne. C'est là le problème, la France est dirigée par des politiciens qui ne croient pas aux coutumes françaises, qui ne valorisent ni ne respectent la culture et la langue françaises. À cet égard, le mandat présidentiel d'Emmanuel Macron est une véritable honte – ses déclarations à l'étranger affirmant qu'il « n'existe pas de culture française »^[4], la dégradation de la fonction présidentielle par des photographies inappropriées^[5], l'humiliation de l'histoire française lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de 2024^[6], la vente de start-up françaises prospères aux États-Unis parce que cela est considéré comme « vital » pour l'industrie de défense de la France^[7], la promotion des intérêts de l'UE plutôt que ceux de la France, ainsi que la perte de respect et de confiance dans les institutions politiques après les élections législatives de 2024.

[4] <https://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/02/06/31001-20170206ARTFIG00209-emmanuel-macron-et-le-reniement-de-la-culture-francaise.php> (consulté le 25/10/2024).

[5] <https://www.leparisien.fr/politique/photo-polemique-de-macron-aux-antilles-ce-geste-n-etait-pas-contre-le-president-01-10-2018-7908261.php> (consulté le 26/10/2024).

[6] <https://www.lefigaro.fr/sports/jeux-olympiques/polemique-sur-la-ceremonie-d-ouverture-des-jo-patrick-boucheron-parle-de-cene-sUBLIMINALE-20240730#:~:text=La%20s%C3%A9quence%20a%20choqu%C3%A9%20l,en%20%C3%A9motions%20et%20universellement%20salu%C3%A9s%C2%BB>. (consulté le 29/10/2024).

[7] <https://www.lejdd.fr/economie/economie-bercy-donne-son-aval-au-rachat-de-131-entreprises-sensibles-par-letranger-en-2022-135583> (consulté le 30/10/2024).

Le principal défi pour la France est de savoir comment faire entendre la voix de la France à l'étranger si elle n'est pas considérée comme forte sur son propre sol ? La France semble être un pays de conflits, sans dialogue social, un pays dont les syndicats sont majoritairement non représentatifs, où les grèves sont constamment déclenchées et où une culture de protestation domine. Après le mouvement des « gilets jaunes » de 2018-2019, sont suivies des manifestations et grèves sur les retraites en hiver 2022-2023, puis des émeutes dans les banlieues en juin et juillet 2023. Bien que l'État ait le monopole de 58 % de la richesse qu'il produit, le service public se détériore, comme en témoigne l'état des hôpitaux pendant la crise du Covid et la baisse continue des standards de l'éducation, selon les données du Programme international pour le suivi des étudiants (PISA). Sur le plan économique, l'influence de la France a fortement diminué au cours des cinquante dernières années.

Bien plus alarmant que le classement plus bas de la France dans la hiérarchie des puissances mondiales basé sur le PIB, est la détérioration de sa position en ce qui concerne le PIB par habitant. Son PIB par habitant, aujourd'hui classé 26ème, était jusqu'en 1989 équivalent à celui de l'Allemagne, et est maintenant inférieur de 15%, ce qui accentue la crainte d'un appauvrissement à long terme. N'ayant pas réussi à mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires pour son économie, comme l'ont fait ses principaux voisins, la France constate que sa compétitivité diminue, et que son déficit commercial augmente brusquement (156 milliards d'euros en 2022), alors qu'elle avait un excédent commercial jusqu'en 2003. Le pays est confronté à la désindustrialisation, avec moins d'investissements

et d'innovations. La dette publique, qui était de 20% en 1980, a atteint 112% du PIB. Malgré une baisse significative au cours des trois dernières années, le chômage de masse reste élevé (7,3% à la fin de 2023), notamment parmi les jeunes, et les classes moyennes de la société deviennent de plus en plus pauvres.

Enfin, il est difficile pour la France de concilier ses ambitions internationales générales avec des ressources financières et humaines limitées. La magie des mots a ses limites. Sans puissance économique, les affirmations d'indépendance et de statut non subordonné sont presque insignifiantes. Encore profondément affectée par les traumatismes et problèmes du siècle dernier, la France est consciente de son déclin, mais ne peut s'y résoudre, ni prendre les mesures nécessaires pour l'arrêter. Si la chute relative est courante lorsqu'elle résulte de l'ascension de grandes puissances sur la scène mondiale, la chute absolue est grave si elle découle de la perte de moyens traditionnels tels que l'industrie, la technologie, la culture et la démographie.

La solution appliquée par le gouvernement actuel est d'intégrer pleinement la France dans les progrès d'intégration de l'UE et de l'OTAN, en invoquant l'argument selon lequel il est aujourd'hui impossible de trouver des solutions unilatérales. Cela est effectivement vrai, mais trouver des solutions dans une architecture multilatérale ne signifie pas être du côté de ceux qui ont un agenda anti-français. L'histoire est pleine de leçons qu'il faut apprendre et accepter. Il ne reste plus qu'à espérer que la nouvelle direction, dans l'avenir, sera fière de ce qui est français et prête à mettre en priorité la spécificité de la culture et de l'histoire françaises, acceptant que l'avenir soit tourné vers l'Est. En d'autres termes,

la France a plus que jamais besoin d'une élite patriotique qui cessera de croire en le positivisme du libéralisme internationaliste et acceptera que l'Est, et non les États-Unis, soit la nouvelle source d'inspiration.

La France a la chance d'avoir un territoire qui la relie à tous les continents. Cela signifie qu'un projet géopolitique ambitieux impliquerait l'utilisation des territoires ultramarins pour inclure la France dans la nouvelle mondialisation et la relier aux membres des BRICS et d'Amérique du Sud, s'éloignant ainsi de l'Europe en déclin et des États-Unis, qui sont absorbés par leurs contradictions internes. L'élite actuelle considère les territoires ultramarins comme un fardeau. C'est une dégradation pour ces

territoires, qui sont profondément patriotiques et fournissent la majeure partie de l'armée française. Au lieu de cela, il faudrait investir massivement dans ces territoires et les utiliser pour relier la France à toutes les initiatives économiques régionales, telles que la « Nouvelle route de la Soie » chinoise, le Grand Plan pour accélérer et développer l'économie de l'Indonésie (MP3EI), le projet « Initiative Singapour 2030 », y compris le projet « Vision du Koweït 2035 ».

En d'autres termes, la solution réside dans un retour à la véritable définition de la géopolitique : une politique de puissance fondée sur les caractéristiques spécifiques de l'État, de sa population et de son histoire.

Bibliographie

- Anghie, A. (2004). *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*. Cambridge: Cambridge University Press
- Badie, B. (2013). *Le Temps des Humiliés. Pathologie des Relations Internationales*. Paris: Odile Jacob.
- Brzezinski, Z. (2016). *The Grand Chessboard*. New York: Basic Books
- Bull, H., (1977). *The anarchical society: A study of order in world politics*. New York: Columbia University Press.
- Chimni, B. (2017). *International Law and World Order: A Critique of Contemporary Approaches*. 2nd ed. Cambridge University Press.
- Cohrs, P. (2022). *The new Atlantic order: The transformation of international politics 1860-1933*. Cambridge: Cambridge University Press
- Foucault, M. (1995). *Discipline and Punish: The Birth of the Prison*. 2nd edition. New York: Vintage Books.
- Fukuyama F (2020) *The End of History and the Last Man*. London: Penguin Books.
- Grandpierronn, M. and Pomès, E. (2024). China's Discursive Strategies during the Syrian Civil War: Communicating Opposition to Western Understanding of Human Rights and R2P. In: M. Zreik (ed) *Soft Power and Diplomatic Strategies in Asia and the Middle East* (75-88). Hershey: Igi Global.
- Goethe, J. (1978). *Elective Affinities*. London: Penguin Classics.
- Gramsci, A. (2021). *Cahiers de Prison: Anthologie* (ed. J-Y Frétygné). Folio 674. Paris: Gallimard.

- Hanink, J. (2019). *How to Think About War. An Ancient Guide to Foreign Policy*. Princeton: Princeton University Press.
- Koskenniemi, M. (2004). International Law and Hegemony: A Reconfiguration. *Cambridge Review of International Affairs*, 17 (2), 197-218. <https://doi.org/10.1080/0955757042000245852>
- Laughland, J. (1998). *The Tainted Source. The Undemocratic Origins of the European Idea*. New York: Warner Books.
- Lindemann, T. (2023). Theorising Danger or Dangerous Theories? Positivist Data and the Making of the China Threat. *Political Anthropological Research on International Social Sciences*, 4 (2), 142-172. <https://doi.org/10.1163/25903276-bja10049>
- Lukes, S. (1974). *Power. A Radical View*. London: Macmillan Press.
- Maalouf, A. (2019). *Le Naufrage des Civilisations*. Paris: Grasset.
- Maalouf, A. (2023). *Le Labyrinthe des Égarés*. Paris: Grasset.
- Mearsheimer, J. (2018). *The Great Delusion. Liberal Dreams and International Relations*. New Haven: Yale University Press.
- Morgenthau, H. (1946). *Scientific Man Versus Power Politics*. Chicago: University of Chicago Press.
- Orford, A. (2013). Moral Internationalism and the Responsibility to Protect. *European Journal of International Law*, 24 (1), 83-108. <https://doi.org/10.1093/ejil/chs092>
- Russett, B.M. (1994). *Grasping the Democratic Peace: Principles for a Post-Cold War World*. Princeton: Princeton University Press.
- Sahakyan, M. and Gärtner, H. eds., 2022. *China and Eurasia: rethinking cooperation and contradictions in the era of changing world order*. Abingdon: Routledge.
- Sur, S. (2018). Observations sur les « sanctions » internationales. *Annuaire Français de Relations Internationales*, XIX, 117-131. <https://doi.org/10.3917/epas.afom.2018.01.0117>.
- Waltz, K. (1959). *Man, State and War*. New York: Columbia University Press.
- Wight, M. (1977). *Systems of States*. Leicester: Leicester University Press.
- Zamyatin, Y. (2022). *Nous Autres*. Paris: Sinope.

Sitographie

- https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2023-002175_EN.html
- <https://www.lefigaro.fr/international/le-president-francais-emmanuel-macron-juge-l-otan-en-etat-de-mort-cerebrale-20191107>
- <https://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/02/06/31001-20170206ARTFIG00209-emmanuel-macron-et-le-reniement-de-la-culture-francaise.php>
- <https://www.leparisien.fr/politique/photo-polemique-de-macron-aux-antilles-ce-geste-n-etait-pas-contre-le-president-01-10-2018-7908261.php>
- <https://www.lefigaro.fr/sports/jeux-olympiques/polemique-sur-la-ceremonie-d-ouverture-des-jo-patrick-boucheron-parle-de-ce-ne-sublinaire-20240730#:~:text=La%20s%C3%A9quence%20a%20choqu%C3%A9%20l'en%20%C3%A9motions%20et%20universellement%20salu%C3%A9s%C2%BB>
- <https://www.lejdd.fr/economie/economie-bercy-donne-son-aval-au-rachat-de-131-entreprises-sensibles-par-letranger-en-2022-135583>



Andrea D. Matijević^[1]

Institut d'études politiques
Belgrade (Serbie)

UDC 339.92(497.11:44)

Article de revue

Reçu : 25.8.2024.

Accepté : 16.4.2025.

doi : 10.5937/napredak6-52992

Les relations commerciales et d'investissement entre la République de Serbie et la République française – tendances contemporaines^[2]

Résumé : Les relations commerciales et d'investissement entre la Serbie et la France constituent un aspect essentiel de la coopération bilatérale globale entre les deux États. Basé sur l'histoire des relations économiques de 1878 à nos jours, la recherche menée dans le cadre de cet article analyse le commerce et les investissements contemporains. La méthodologie repose sur une analyse qualitative et descriptive, fondée sur les données d'institutions internationales et nationales. Les résultats mettent en évidence un échange commercial stable et dynamique, avec une croissance significative des investissements directs français en Serbie. De nouvelles contributions de cette étude résident principalement dans une analyse approfondie des tendances actuelles et des défis dans les domaines étudiés de la coopération bilatérale. L'article se termine par une perspective optimiste quant au développement futur des relations économiques bilatérales entre les deux pays.

Mots-clés : République de Serbie, République française, échanges commerciaux extérieurs, investissements directs étrangers, coopération économique

Introduction

Les relations commerciales et d'investissement entre la Serbie et la France représentent un aspect essentiel de la coopération bilatérale entre les deux États, ancrée dans l'histoire et en constante

évolution dans le contexte actuel de l'économie mondiale. La France, en tant qu'un des principaux acteurs économiques de l'Union européenne (UE), et la Serbie, candidate à l'adhésion à l'UE, ont établi des liens commerciaux et d'investissement stables et dynamiques. Cet article analyse les différentes

[1] andrea.matijevic@ips.ac.rs; ORCID: 0000-0001-8638-7653

[2] Cet article a été réalisé dans le cadre des activités de recherche scientifique de l'Institut d'études politiques, financées par le Ministère de la science, du développement technologique et de l'innovation de la République de Serbie.

dimensions de ces relations, en mettant l'accent sur les aspects quantitatifs et qualitatifs des échanges commerciaux, des investissements directs étrangers, ainsi que sur les secteurs clés contribuant au renforcement de la coopération économique entre les deux républiques. Comprendre les tendances et les défis actuels des relations commerciales et d'investissement entre la Serbie et la France est essentiel pour améliorer la coopération économique bilatérale et définir les orientations futures de leur développement.

En offrant tout d'abord un aperçu historique des relations économiques entre la Serbie et la France — indispensable pour comprendre le contexte actuel — depuis l'établissement des relations diplomatiques après le Congrès de Berlin en 1878, l'auteur fait le choix d'analyser la dynamique, l'ampleur et la structure des relations économiques bilatérales entre les deux pays, en se concentrant principalement sur les échanges commerciaux (échanges de biens) et les investissements directs étrangers (IDE). La méthodologie de recherche repose sur des méthodes qualitatives et descriptives, visant à appréhender ce sujet de la manière la plus exhaustive possible. Plus précisément, après une revue de la littérature basée sur des sources d'archives traitant de l'analyse historique des relations économiques, les chapitres centraux de l'étude, consacrés à l'analyse du volume des échanges et des investissements, utilisent une analyse descriptive des données statistiques issues des bases de données contemporaines des institutions financières et statistiques internationales et nationales. Parmi celles-ci figurent l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, la Conférence des Nations unies sur le commerce et

le développement (CNUCED), ainsi que la Banque nationale de Serbie (BNS), l'Institut de statistique de la République de Serbie (RZS), la Chambre de commerce et d'industrie France-Serbie (CCIFS), entre autres. Les conclusions de l'étude plaident en faveur d'une perspective optimiste quant à l'évolution future des relations économiques bilatérales entre la Serbie et la France.

Bref aperçu historique des relations économiques entre la Serbie et la France

Les relations bilatérales en général, et les relations économiques entre la Serbie et la France en particulier, couvrent une longue et complexe histoire, façonnée par des intérêts géopolitiques communs et des événements de la fin du XIX^e siècle à nos jours. Un tournant décisif dans ces relations a eu lieu lors du Congrès de Berlin en 1878, lorsque la Serbie a acquis son indépendance, ce qui a permis l'établissement de relations diplomatiques avec la France au niveau des ministres plénipotentiaires (Catsiapis, 2002). Les relations économiques, en tant que base de la coopération politique, se sont développées après 1878, notamment grâce à la construction du chemin de fer, financé par le capital français, ce qui a permis à la Serbie de se redresser économiquement après les guerres de libération contre l'Empire ottoman. La conclusion de la Convention franco-serbe en 1881 a représenté un pas important vers l'établissement de liens économiques durables, avec la garantie une aide financière et technique pour la construction de projets d'infrastructure majeurs (Pavlović, 2015, p. 26–37). Le succès de cette coopération a permis

à la Serbie d'éviter une dépendance totale vis-à-vis de l'Empire austro-hongrois et de la Russie, ce qui avait une grande importance stratégique à l'époque. La France est devenue un allié clé de la Serbie, non seulement sur le plan économique, mais aussi politique, et son influence dans les Balkans a été significative dans le contexte de l'opposition à l'expansionnisme allemand (Troude, 2010, p. 342–343). Cette coopération a été renforcée pendant la Première Guerre mondiale, lorsque la France, bien que de manière informelle, a fourni une aide militaire et humanitaire substantielle à la Serbie, y compris des crédits pour financer les efforts de guerre (Gnjatović, 1991).

Les relations entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, puis le Royaume de Yougoslavie, et la France pendant la période de l'entre-deux-guerres ont atteint leur apogée (Sretenović, 2009, p. 544), mais n'ont pas été accompagnées de liens économiques solides. Bien que la France ait exercé une grande influence sur la politique extérieure de la Yougoslavie, la coopération économique est restée à un niveau bas en raison de la crise économique d'après-guerre, provoquée par des mesures restrictives dans le commerce, la dévaluation des monnaies, ainsi que de la distance géographique. La France préférait importer des produits de ses colonies, tandis que la Yougoslavie, bien qu'intéressée par l'exportation de produits agricoles, rencontrait des difficultés à pénétrer le marché français. Le problème de la dette yougoslave a encore aggravé les relations économiques. La France a continué à accorder des prêts et de l'aide à la Yougoslavie, mais elle a insisté sur le remboursement des dettes d'avant-guerre et de guerre. La conclusion de l'accord commercial (c'est-à-dire la Convention sur le commerce et la navigation) en 1929, ainsi que les tentatives postérieures de

coopération économique, n'ont pas réussi à surmonter ces obstacles (Vinaver, 1985). L'expansionnisme économique allemand des années 1930 a encore affaibli les relations économiques franco-yougoslaves. Les entreprises françaises ont toutefois participé à la reconstruction d'après-guerre de la Yougoslavie, mais leur influence est restée limitée. Le capital français était présent dans les secteurs bancaire, minier et industriel, mais la concurrence d'autres pays européens a restreint son ampleur (Cvetković, 2006). Ce décalage entre les relations politiques et économiques a été crucial pour les changements politiques régionaux dans le futur. Cependant, les relations politiques fortes entre la France et la Yougoslavie n'ont pas réussi à maintenir la coopération économique à un niveau satisfaisant, ce qui a finalement conduit à un affaiblissement des relations et à un renforcement des liens de la Yougoslavie avec d'autres pays, en particulier l'Allemagne.

Après la Seconde Guerre mondiale, les relations économiques entre la France et la Yougoslavie ont été principalement définies par l'Accord de coopération économique, industrielle et technique de 1969, qui a formé un Comité mixte de coopération. Ce comité a été remplacé en 1987 par le Conseil économique franco-yougoslave (Popović-Petrović, 2000, p. 416–417). Après la guerre, la France a cherché à accroître son influence en Yougoslavie, motivée par des intérêts géostratégiques pendant la Guerre froide. D'autre part, la Yougoslavie est devenue plus ouverte à la coopération avec les pays occidentaux en raison du manque d'aide économique de l'Union soviétique (Sotou, 2003). Cependant, les biens français en Yougoslavie, comprenant des concessions, des banques et des entreprises industrielles, ont été soumis à la confiscation et à la nationalisation.

Le différend au sujet de l'indemnisation au sujet des biens nationalisés a été réglé par un accord en 1951, prévoyant une indemnisation de 15 millions de dinars à la France sur une période de 10 ans (Cvetković, 2006). Cet accord n'a cependant pas significativement modifié les investissements français en Yougoslavie, qui restaient limités en raison du système économique socialiste. Les pays occidentaux, y compris la France, ont vu la Yougoslavie comme une opportunité potentielle d'expansion commerciale et d'investissement à cause de ses ressources naturelles sous-exploitées et de son communisme moins extrême. La Yougoslavie est devenue le premier pays d'Europe de l'Est à entamer une coopération industrielle avec des entreprises occidentales en 1967, mais cette coopération était limitée aux secteurs tels que l'industrie, l'agriculture, le tourisme et la recherche scientifique (Milutinovich, Boseman, Vrbnovich, 1975). L'ampleur des échanges commerciaux entre la Yougoslavie et la France n'a pas significativement changé au cours des premières décennies après la guerre. Cependant, à la fin des années 1980, la France est devenue le troisième plus grand partenaire commercial de la Yougoslavie, après l'Allemagne et l'Italie. La part de la France dans les exportations yougoslaves a atteint près de 4 % d'ici 1990, et la France est devenue le leader en termes de taux de croissance de la coopération économique de la Yougoslavie par rapport aux autres pays développés (Popović-Petrović, 2000, p. 417-420). Cette tendance à la hausse des relations économiques a été interrompue en 1991 en raison des changements politiques et économiques en Yougoslavie.

Pendant le conflit armé en République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY) (1991-1995), l'opinion publique française a été partagée sur la nécessité d'une intervention militaire. À ce moment-là,

la France, en tant que puissance de portée moyenne, a dû s'aligner sur les actions des États-Unis (USA), de la Communauté européenne (CE) et des Nations Unies (ONU), orientant sa politique vers l'utilisation proactive de moyens diplomatiques, militaires et économiques de coercition (Wood, 1994, p. 129-131). La stratégie occidentale comprenait des sanctions contre la Yougoslavie, en vigueur de 1992 à 1994, et prolongées jusqu'en 1996. Cela a entraîné la chute de la coopération politique et des relations économiques de la Yougoslavie avec la France. Les accords de coopération ont été gelés et le travail du Conseil économique franco-yougoslave a cessé. Les échanges commerciaux ont diminué, avec une baisse de 33 % en 1991 par rapport à 1990. La tendance à la baisse s'est poursuivie, la France occupant la huitième position en tant que partenaire commercial de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) à partir de 1994 (Popović-Petrović, 2000, p. 417-418). La guerre a également eu un impact sur d'autres formes de coopération entre les deux pays, telles que les investissements communs et la coopération de production à long terme. La coopération touristique a été interrompue en 1991, et la coopération financière, y compris avec les banques, a été réduite en raison des sanctions. La levée des sanctions en 1996 a permis à la Yougoslavie de revenir sur le marché mondial, mais les défis politiques et économiques, y compris la crise du Kosovo en 1998-1999, ont aggravé les perspectives (Adamovich, 1997, p. 309-311). Avec un faible niveau de coopération économique franco-yougoslave, nous sommes entrés dans le XXI^e siècle.

Après les changements politiques en Serbie à la fin du XX^e et au début du XXI^e siècle, les relations économiques ont connu une nouvelle dynamique. La même année, après les changements du 5 octobre,

les relations diplomatiques entre la Serbie et la France ont été rétablies, et les bonnes relations politiques ont conduit à une augmentation de la coopération économique. En 2001 seulement, les exportations de la Serbie vers la France ont triplé par rapport à l'année précédente, tandis que la valeur des importations en provenance de France en Serbie a été multipliée par sept. Dans la période suivante, il y a eu une augmentation du volume du commerce extérieur, ainsi qu'une hausse des investissements français en Serbie (Rapaïć & Matijević, 2022). Aujourd'hui, la coopération entre la Serbie et la France couvre un large éventail de domaines, y compris l'industrie, les technologies de l'information, l'agriculture, le tourisme et l'éducation, ce qui contribue au renforcement de la stabilité économique et de la prospérité dans les deux pays.

Relations commerciales extérieures contemporaines

Comme cela a déjà été souligné, le 5 octobre 2000 a lancé une série de réformes politiques structurelles, mais aussi économiques en Serbie. La première décennie du XXI^e siècle a été marquée par une période de forte croissance économique, largement basée sur l'ouverture commerciale, notamment grâce à la croissance des échanges commerciaux avec les États membres de l'UE (Rapaïć, 2021, p. 148). La base de l'amélioration des relations économiques avec l'UE en général, mais aussi avec la France, réside dans la libéralisation des relations commerciales entre la Serbie et l'UE, obtenue par la conclusion de l'Accord de stabilisation et d'association (ASA). Selon les dernières données de l'OMC pour l'année 2023, toutes les économies des Balkans occidentaux, et donc la Serbie, dépendent en

grande partie du commerce avec l'UE : environ 60 à 70 % des importations totales et 70 à 80 % des exportations totales de ces économies sont liés au marché de l'UE. En ce qui concerne spécifiquement la Serbie, les données indiquent ce qui suit : 64,1 % des exportations serbes et 54,9 % des importations proviennent des États membres de l'UE (Organisation mondiale du commerce [OMC], 2023). Les données de la Chambre de commerce et d'industrie France-Serbie témoignent du fait que les échanges entre les deux pays ont été multipliés par trois depuis 2010, année où l'accord commercial transitoire entre l'UE et la Serbie est entré en vigueur (Chambre de Commerce et d'Industrie France-Serbie [CCIFS], 2023). Un grand levier pour les relations commerciales et économiques en général a également été l'entrée en vigueur de l'Accord de partenariat stratégique et de coopération entre le gouvernement de la République de Serbie et le gouvernement de la République française en 2011, dont l'article 4 prévoit des engagements spécifiques des deux parties en vue du développement de la coopération économique et des échanges commerciaux.

Si l'on examine la période après les réformes dans le domaine de la libéralisation du commerce extérieur avec les pays de l'UE (c'est-à-dire depuis 2009), on peut observer une augmentation significative du volume des échanges commerciaux entre la Serbie et la France. Au cours de cette période, et selon les valeurs en dollars, les exportations serbes ont été plus que triplées, passant de 249 à 833 millions USD, tandis que les importations en provenance de la France ont augmenté de 117%. En tant que marché relativement petit, la Serbie continue d'enregistrer un déficit commercial avec la France, mais il est important de souligner que pendant cette période, le volume total des échanges commerciaux a augmenté de 155%.

Tableau 1 - Exportations de marchandises de la Serbie et importations en provenance de la France 2009-2023 (en millions de USD)

	2009.	2010.	2011.	2012.	2013.	2014.	2015.	2016.	2017.	2018.	2019.	2020.	2021.	2022.	2023.
Exportation	249	277	309	283	351	418	409	413	494	530	526	534	716	877	833
Importation	522	482	537	516	604	575	534	585	626	721	785	731	884	1.126	1.135
Bilan	-273	-205	-228	-233	-253	-157	-125	-172	-132	-191	-259	-197	-168	-249	-302
ÉCHANGE TOTAL	771	759	845	799	955	993	943	998	1.120	1.251	1.311	1.265	1.600	2.003	1.968

Source : Institut de statistique de la République de Serbie [RZS], 2024a.

Bien que le marché serbe, en termes de taille et de population, puisse être caractérisé comme étant petit, l'avantage comparatif de l'accès à ce marché réside dans le fait que la Serbie est signataire de l'Accord de libre-échange en Europe centrale (CEFTA 2006), et a également signé des accords de libre-échange avec la Chine, la Turquie, ainsi qu'avec les pays de la Zone de libre-échange européenne (EFTA) et l'Union économique eurasienne (Russie, Biélorussie, Kazakhstan et Kirghizistan). La France s'est classée au 14^e rang en tant que partenaire d'exportation de la Serbie dans le commerce de marchandises en 2023, et au 9^e rang en tant que partenaire pour les importations de marchandises (RZS, 2024a). En ce qui concerne la structure des importations et exportations de biens par secteurs de production, les exportations françaises sont diversifiées, avec une domination des produits de l'industrie automobile, dans laquelle le plus grand taux de croissance annuel est observé ; les machines et équipements d'usage général occupent la deu-

xième position sur la liste, suivis par : les produits pharmaceutiques; les produits chimiques de base; les produits azotés; les plastiques et caoutchouc synthétique; divers produits chimiques et les produits des catégories « couteaux, outils, ferrures et divers produits métalliques » (CCIFS, 2023). Dans les exportations serbes destinées à la France, les produits de l'industrie automobile (véhicules routiers, moteurs et équipements de propulsion) dominent également, mais certaines sous-catégories, en termes de valeur en dollars, se distinguent même au-dessus des sous-catégories des produits de l'industrie automobile, telles que les fruits et légumes (90,5 millions de USD) et les produits en caoutchouc (105,2 millions de USD) (RZS, 2024b). Traditionnellement, la principale catégorie des exportations serbes sont les pneumatiques de la société Tigar Tyres de Pirot, qui appartient au groupe français Michelin (Rapaić & Matijević, 2022), l'un des plus grands investisseurs français en Serbie (ce qui sera développé plus en détail dans la suite de l'article).

Tableau 2 : Échange commercial de marchandises entre la Serbie et la France par structure des produits (2023)

	Produit	Quantité (en tonnes)	Valeur (en millions de USD)
Exportation de la Serbie, par secteurs	0 Aliments et animaux vivants	41.232,7	121,4
	1 Boissons et tabac	6.733,4	4,4
	2 Matières premières non comestibles, à l'exception des combustibles	5.215,9	6,2
	3 Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	47,1	0,04
	4 Huiles et graisses animales et végétales, cires	273,5	0,2
	5 Produits chimiques et similaires, non spécifiés ailleurs	54.543,3	77,4
	6 Produits manufacturés classés par matériau	74.088,1	251,7
	7 Machines et appareils de transport	29.423	255,4
	8 Divers produits manufacturés	15.424	116,7
	9 Autres	26,2	0,2
	TOTAL	227.007,2	833,8
Importation en Serbie, par secteurs	0 Aliments et animaux vivants	36.157,3	91,2
	1 Boissons et tabac	2.508,8	15,7
	2 Matières premières non comestibles, à l'exception des combustibles	10.817,4	36,8
	3 Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	1.769,9	8,8
	4 Huiles et graisses animales et végétales, cires	122,5	0,03
	5 Produits chimiques et similaires, non spécifiés ailleurs	35.800,7	295,9
	6 Produits manufacturés classés par matériau	19.728,1	78,4
	7 Machines et appareils de transport	52.761,8	422,3
	8 Divers produits manufacturés	3.123,9	52,2
	9 Autres	15.389,2	132,8
	TOTAL	178.179,6	1.134,7

Source : Institut de statistique de la République de Serbie [RZS], 2024b.

Relations d'investissement modernes : investissements français sur le marché serbe

Comme dans le cas du commerce extérieur, les données montrent que le processus d'intégration européenne a eu un impact positif sur la croissance des flux d'IDE dans les pays qui sont d'une manière ou

d'une autre impliqués dans ce processus (Antevski, 2008, p. 72). De plus, en Serbie, les réformes économiques du début de ce siècle, accompagnées de la libéralisation du commerce et de l'ouverture de l'économie, ont également impliqué la mise en œuvre d'une politique d'attraction des IDE. L'impulsion initiale a été la privatisation des entreprises publiques, et les entreprises françaises ont été parmi

les premières à participer à de tels projets, le premier grand investissement étant enregistré dès 2002, date à partir de laquelle la présence des entreprises françaises en Serbie a connu une croissance rapide.

La politique d’attraction des IDE, en tant que catalyseur de la croissance économique et visant à réduire le chômage, représente, on pourrait dire, une constante de la politique macroéconomique de la Serbie au XXI^e siècle. Après 2010, lorsque le processus de privatisation des plus grandes entreprises publiques de production touchait à sa fin, la Serbie a recours à de nouvelles mesures incitatives visant à attirer des entreprises étrangères. En plus des accords commerciaux et des systèmes de préférences générales, des accords bilatéraux avec certains pays (tels que les accords contre la double imposition et les accords de promotion et de protection des investissements), ainsi que la possibilité d’opérer dans des zones franches offrant des avantages fiscaux et douaniers, les incitations pour les entreprises étrangères en Serbie^[3] incluent actuellement :

- Des incitations publiques à l’investissement (qui sont accordées en fonction de critères tels que le niveau de développement de

la municipalité – destination finale de l’investissement, le nombre de nouveaux emplois créés, et le montant minimal des coûts justifiés de l’investissement), et

- Des incitations fiscales (exonération d’une partie d’impôts et cotisations payés sur les salaires nets, exonération de l’impôt sur les bénéfices, report des pertes des années précédentes dans le bilan fiscal pour les cinq années suivantes) (PKS - Chambre de commerce et d’industrie de Serbie, 2024).

Si l’on considère les montants nominaux, une telle politique montre effectivement des résultats : seulement pendant la période 2010-2020, selon les données de la Banque nationale de Serbie (NBS), environ 26 milliards d’euros ont été investis en Serbie à travers les IDE, ce qui représente un montant considérable pour un pays de moins de sept millions d’habitants (Rapaic & Matijević, 2022), et une part importante de ce montant provient des investisseurs français, ce qui peut être observé également à travers l’examen des valeurs nominales des relations d’investissement avec la France depuis 2010 (tableau 3) :

Tableau 3 - Relations d’investissement de la Serbie avec la France (présentées selon le principe des actifs et des passifs)
2010 – premier trimestre 2024 (en millions d’EUR)

	2010.	2011.	2012.	2013.	2014.	2015.	2016.	2017.	2018.	2019.	2020.	2021.	2022.	2023.	2024. (T1)
Actif	-0,6	-1,9	-0,8	1,2	-1,4	-3,2	-0,5	-1,2	-0,4	-3,6	16,7	-21,9	5,1	-10,3	0,5
Passif	107,7	179,7	131,4	99,3	51,5	76,5	72,4	85,0	716,3	-322,2	58,6	48,9	-36,6	26,8	-53,2
IDE, net (= actif – passif)	-108,3	-181,6	-132,2	-98,2	-52,9	-79,7	-72,9	-86,2	-716,8	318,7	-41,9	-70,7	41,7	-37,1	53,7

Source : NBS 2024a ; NBS, 2024b ; Fonds monétaire international [FMI], 2024.^[4]

[3] Il est important de noter que 10 % de propriété constitue le minimum qu’un investisseur étranger doit investir en Serbie pour que son investissement soit enregistré comme IDE et pour qu’il puisse, sur cette base, bénéficier de certaines incitations spécifiques pour son activité (d’après Zakić & Živaljević, 2019, p. 17)

[4] La Banque nationale de Serbie publie sur son site officiel les données sur les IDE élaborées selon la méthodologie du FMI : « La position d’investissement internationale de la République de Serbie (PII) est élaborée selon le Manuel des

Andrea D. Matijević

Les relations commerciales et d'investissement entre
la République de Serbie et la République française
– tendances contemporaines



Le président de la République de Serbie, Aleksandar Vučić, et le président de la France, Emmanuel Macron, devant le Palais de l'Élysée, lors de la visite du président Vučić en France, avril 2025.

Photo : Dimitrije Goll

Selon les dernières données disponibles de la Chambre de commerce et d'Industrie France-Serbie, plus de 130 entreprises françaises opèrent en Serbie, employant plus de 13.000 personnes. En 2018, la France a été le principal investisseur en termes d'afflux de capitaux (716,8 millions d'EUR), grâce à l'investissement de Vinci Airports. En 2019, l'entreprise Veolia a acquis la concession pour le traitement des déchets à Vinča, près de Belgrade, mais la même année, la banque Société Générale s'est retirée de Serbie, et pendant la période

2022-2023, une autre banque, Crédit Agricole, a également quitté le pays. La présence des entreprises françaises est principalement liée au secteur des équipements automobiles, avec deux usines Hutchinson, une expansion de Michelin, Le Bélier et Novares, ainsi qu'un investissement de l'entreprise Mecafor. Les principaux investisseurs français en Serbie sont Michelin, Vinci Airports, Veolia, Schneider Electric, Tarkett, Savencia et Lactalis (CCIFS, 2023).

transactions de la balance des paiements et de la position d'investissement internationale du FMI, sixième édition (Balance of Payments and International Investment Position Manual, Sixth Edition – BPM6), ainsi que les documents méthodologiques correspondants. La PII de la République de Serbie est élaborée tous les trimestres et représente la situation à la fin de la période, qui résulte des transactions de la balance des paiements réalisées, des variations de devises, des changements de prix et d'autres variations, et représente le bilan de l'actif et du passif financier extérieur » (NBS, s. d.). Par une analyse comparative des bases de données de la Banque nationale de Serbie et du FMI, il a été établi qu'il s'agit de données presque identiques (les différences sont mineures et apparaissent probablement en raison de l'arrondi des chiffres). Pour assurer l'authenticité, d'autres bases de données ont également été consultées, telles que celles de la Banque mondiale et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, mais en raison des différences dans la méthodologie appliquée, ces données ne peuvent pas être comparées entre elles.

Tableau 4 : Entreprises françaises en Serbie et montant des investissements (2002-2020)^[5]

	Investisseur	Année	Type d'investissement	Branche économique	Montant de l'investissement en euros
1	Michelin Tigar Tyres	2002.	Privatisation	Industrie automobile	132.000.000
2	Tarkett	2002.	Privatisation	Industrie du bois et du mobilier	136.000.000
3	Lafarge	2002.	Privatisation	Industrie de la construction	163.000.000
4	Biospringer RS d. o. o. (Alltech Serbia)	2002.	Autre	Alimentation et agriculture	53.000.000
5	Le Belier / LBK Kikinda	2003.	Privatisation	Industrie automobile	35.000.000
6	Soufflet Group	2004.	Privatisation	Alimentation et agriculture	8.000.000
7	Bongrain SA	2004.	Autre	Alimentation et agriculture	25.000.000
8	Intermarche	2004.	Greenfield	Commerce	44.000.000
9	Axereal Serbia	2004.	Brownfield	Alimentation et agriculture	394.000
10	Sicoberry	2005.	Greenfield	Alimentation et agriculture	2.000.000
11	Crédit Agricole Banka Srbija	2005.	Privatisation	Finances	259.000.000
12	InterEX	2006.	Greenfield	Commerce	6.000.000
13	Lohr	2008.	Privatisation	Industrie automobile	3.200.000
14	Schneider Electric DMS NS	2008.	Acquisition	ICT	61.900.000
15	Tigar Tyres Michelin Expansion	2010.	Greenfield	Industrie automobile	16.000.000
16	Mecaplast	2011.	Greenfield	Industrie automobile	10.000.000
17	Mekaplast/Novares	2011.	Greenfield	Industrie automobile	15.000.000
18	BIG TIGAR	2011.	Greenfield	Industrie automobile	215.000.000
19	Sagem Telecommunications Paris	2011.	Greenfield	ICT	5.000.000
20	Rai Swellen	2012.	Greenfield	Industrie de la construction	Il n'y a pas de données
21	Saint-Gobain	2012.	Autre	Industrie de la construction	Il n'y a pas de données
22	Quivogne	2013.	Brownfield	Industrie mécanique	1.000.000
23	Luxury Tannery	2013.	Brownfield	Industrie du cuir	10.000.000

[5] Le tableau contenant toutes ces données a également été publié dans l'ouvrage coécrit par l'auteure de cet article (voir Rapaic & Matijević, 2022), également sur la base de la demande d'accès à la base de données de NALED. Étant donné que cet article a été publié en 2022, l'auteure a à nouveau demandé l'accès à la base de données de NALED pour les besoins de cet article, et les données obtenues lors de cet accès ultérieur y sont présentées.

24	Streit Nova	2014.	Greenfield	Industrie automobile	6.000.000
25	Synechron SRB	2014.	Brownfield	ICT	Il n'y a pas de données
26	FKL	2015.	Privatisation	Industrie mécanique	Il n'y a pas de données
27	Hutchinson	2016.	Greenfield	Industrie automobile	10.400.000
28	Société Générale	2016.	Greenfield	Finances	47.000.000
29	Somboled – Dukat, Lactalis group	2016.	Autre	Alimentation et agriculture	26.000.000
30	J & J Metalni proizvodi (Produits métalliques)	2016	Greenfield	Industrie métallurgique	1.786.702
31	Mecafor	2016	Greenfield	Industrie métallurgique	4.000.000
32	Tigar Tyres	2018	Autre	Industrie automobile	15.600.000
33	Novares	2018	Brownfield	Industrie automobile	5.200.000
34	Irelly	2018	Autre	Industrie automobile	26.000
35	Vinci Airports	2018	Autre	Industrie aérospatiale	500.000.000
36	Tigar Tyres doo	2020	Équipements et installations	Industrie	26.290.836
TO- TAL					1.842.797.538

Source : NALED, 2024.

Étant donné qu'il n'existe pas de base de données publique fournissant des informations sur toutes les entreprises françaises en Serbie, leur montant et leur type d'investissement, l'auteur de cet article a utilisé une base de données de l'Alliance nationale pour le développement économique local (NALED), qui collecte des données sur les investissements étrangers en Serbie depuis plusieurs années. Cette base de données contient des informations sur un total de 36 entreprises françaises, dont le montant cumulé des investissements (qui additionne les données disponibles sur les valeurs des investissements lorsque ces informations existent) pour la période de 2002 à 2020 s'élève à plus de 1,8 milliard d'euros (1.842.797.538 EUR) (tableau 4).

En conclusion : perspectives
des relations commerciales
et d'investissement entre
les deux pays

Les relations économiques entre la Serbie et la France, du moins en ce qui concerne les valeurs nominales des échanges commerciaux de biens et les montants des IDE français en Serbie, ont atteint un sommet historique depuis 2010. Ayant en vue les tendances observées jusqu'à présent, il est probable qu'il n'y aura pas de changements négatifs significatifs dans le domaine de la coopération économique. Il semble également qu'après les récents changements politiques, la France ait pris l'initiative



Le président de la République de Serbie, Aleksandar Vučić, avec le président de la République française, Emmanuel Macron, lors de la cérémonie de dépôt de gerbes au pied du Monument de la Reconnaissance à la France, à Kalemegdan (Belgrade), en juillet 2019.

Photo : Dimitrije Goll

de l'Allemagne dans le soutien à la Serbie parmi les autres pays d'Europe de l'Ouest (Varga-Kocsicska, 2022, p. 9). La directrice générale de la Chambre de commerce et d'Industrie France-Serbie, Sanja Ivanić, a souligné que la Serbie est « le principal pays des Balkans occidentaux pour les investissements français », et selon ses déclarations, plus de 70 % du stock total des investissements français dans les Balkans occidentaux a été investi en Serbie (PKS, 2023).

Cependant, cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de possibilités pour l'amélioration des relations économiques entre les deux pays. Selon les déclarations officielles du ministère des Affaires étrangères de la République de Serbie, la coopération économique avec la France peut être considérée comme bonne, mais « en deçà de son potentiel réel » (Ministère des Affaires étrangères de la République de Serbie [MSP], s.d.). L'ambassadeur de France en Serbie,

Pierre Cochard, a souligné que les entreprises françaises sont de plus en plus présentes en Serbie, mettant en évidence la croissance significative des échanges économiques entre la France et la Serbie, mais en notant également que « tous les potentiels de coopération économique n'ont pas encore été exploités » (Biznis.rs, 2023).

Avec les technologies modernes apportées par les entreprises françaises, elles peuvent « soutenir la voie des Balkans occidentaux vers l'UE, dans les domaines de la transformation verte et numérique », a indiqué Mihailo Vesović, directeur du secteur des analyses stratégiques, des services et de l'internationalisation de la Chambre de commerce et d'industrie de Serbie (PKS, 2023). Un des secteurs d'importance stratégique pour la Serbie, où la présence française pourrait être augmentée à l'avenir, est l'agriculture, car c'est un secteur où de bons résultats peuvent être obtenus grâce à des technologies et des connaissances étrangères, ce qui constitue un avantage concurrentiel pour la Serbie (Zakić & Živaljević, 2019, p. 38). De plus, étant donné que la Serbie est considérée comme l'une des destinations les plus attractives d'Europe de l'Est pour l'externalisation, l'augmentation continue de la présence française dans l'industrie des technologies de l'information pourrait également représenter une grande contribution à l'amélioration de la coopération économique, étant donné que ce secteur est actuellement le plus dynamique en Serbie (CCIFS, 2023). L'intérêt des entreprises françaises pour le marché serbe a été confirmé lors du premier Forum France – Balkans occidentaux (France–Western Balkans Forum), qui a eu lieu les 13 et 14 juin 2024, et qui a réuni des représentants de plus de 150 entreprises

de France et des pays des Balkans occidentaux. Un accent particulier a été mis lors du forum sur l'EXPO 2027 (CCIFS 2024), ce qui montre l'intérêt des entreprises françaises pour la poursuite de leur participation à la réalisation de projets d'infrastructure en Serbie.

Il est important de souligner que l'amélioration des relations politiques entre la Serbie et la France représente un facteur significatif dans le renforcement des relations commerciales et d'investissement. À cet égard, la visite du président français Emmanuel Macron en 2019, à l'occasion du 180^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques, et 18 ans après la dernière visite du président français Jacques Chirac en Serbie, a constitué un véritable élan politique dont les effets se sont également fait sentir dans le domaine économique. En plus de marquer le début des travaux de modernisation de l'aéroport de Belgrade (voir image 1), les délégations des deux gouvernements ont signé une vingtaine d'accords de différents niveaux d'engagement visant à renforcer la coopération économique (Miladinović, 2019).

La visite du président français en 2019 revêt une importance particulière en raison des projets futurs concernant la construction du métro de Belgrade, qui est actuellement l'un des projets d'infrastructure les plus importants pour la ville de Belgrade et la Serbie dans son ensemble. Parmi les accords signés figurait une Déclaration d'intention sur le projet du métro de Belgrade entre les gouvernements de la France et de la Serbie et la ville de Belgrade, confirmant que la France est un partenaire stratégique pour la réalisation de ce projet (Président de la République de Serbie, 2019).

Cela a également consolidé le rôle des entreprises Alstom et Egis Rail, dont la position avait été mise en question en raison des accords ultérieurs concernant l'exécution des travaux de construction du métro signés avec des entreprises chinoises. Selon les résultats des négociations entre les parties serbe, française et chinoise, les entreprises françaises fourniront les sous-systèmes électromécaniques et les véhicules, tandis que les partenaires chinois (la société Power China) seront responsables des travaux de construction (Martinović, 2021).

En prenant en compte les trajectoires positives identifiées dans le développement de la coopération économique entre la Serbie et la France dans le cadre de cet article, ainsi que l'importance des visites du président français en Serbie en 2019 et en 2024, les relations entre la Serbie et la France doivent être abordées avec un optimisme justifié, du point de vue des orientations futures du développement des échanges commerciaux, des investissements et des relations économiques entre les deux pays, ainsi que du point de vue de la coopération bilatérale globale entre les deux États.

Bibliographie

- Adamovich, S. (1997). The Revival of Yugoslav Foreign Trade after the Suspension of Sanctions. *International Journal of Politics, Culture and Society*, XI (2), 301-324. Available at: <https://link.springer.com/article/10.1023/A:1025195608397>
- Antevski, M. (2008). Foreign Direct Investments: Characteristics, Patterns, and Effects. *Međunarodni problemi*, LX (1), 61-92. doi: 10.2298/MEDJP0801061A [In Serbian]
- Biznis.rs (2023, March 20). French Companies are Increasingly Present in Serbia. Biznis.rs. Available at: <https://biznis.rs/vesti/srbija/francuska-preduzeca-sve-prisutnija-u-srbiji/> [In Serbian]
- Catsiapis, J. (2002). French Politics towards the Balkans during the XX century. *Études Helleniques*, X (2), 57-106. Available at: <https://ejournals.lib.uoc.gr/hellst/article/view/1261> [In French]
- [PKS] Chamber of Commerce of Serbia (2023). Excellent Economic Cooperation between Serbia and France – By the End of the Year Two Billion Euros of Trade Exchange. Beograd: Privredna komora Srbije. Available at: <https://pks.rs/vesti/odlicna-privredna-saradnja-srbije-i-francuske-do-kraja-godine-dve-milijarde-evra-trgovinske-razmene-8915> [In Serbian]
- [PKS] Chamber of Commerce of Serbia (2024). General Benefits for Investment in the Republic of Serbia. Beograd: Privredna komora Srbije. Available at: <https://pks.rs/strana/pogodnosti-za-ulaganja> [In Serbian]
- [CCIFS] Chambre de commerce et d'Industrie France-Serbie (2023). French economic presence in Serbia. Beograd: Francusko-srpska privredna komora. Available at: <https://www.ccfs.rs/sr/publikacije/francusko-ekonomsko-prisustvo-u-srbiji-2023.html> [In Serbian and French]
- [CCIFS] Chambre de commerce et d'Industrie France-Serbie (2024). Newsletter. Beograd: Francusko-srpska privredna komora. Available at: <https://marketing.ccifi.net/view.html?x=a62e&m=wR8&mc=s&s=wG98&u=d&z=yGKo1KZ&> [In Serbian]

- Cvetković, V. (2006). *Economic Relations between Yugoslavia and France 1918–1941*. Beograd: Institut za noviju istoriju Srbije. [In Serbian]
- Gnjatović, D. (1991). *Old state debts: A contribution to the economic and political history of Serbia and Yugoslavia 1862–1941*. Beograd: Ekonomski institut. [In Serbian]
- [IMF] International Monetary Fund 2024. IMF Data: Access to Macroeconomic & Financial Data. Washington D.C.: International Monetary Fund. Available at: <https://data.imf.org/?sk=388dfa60-1d26-4ade-b505-a05a558d9a42&sid=1479329334655>
- Martinović, I. (2021, January 22). The Chinese and the French Are Building the Subway Together in Belgrade. *Radio Slobodna Evropa*. Available at: <https://www.slobodnaevropa.org/a/kinezi-i-francuzi-zajedno-grade-metro-u-beogradu/31063895.html> [In Serbian]
- Miladinović, A. (2019, July 15). Macron in Belgrade: Remedial Exams of Serbia and France in All Fields. *BBC News Srbija*. Available at: <https://www.bbc.com/serbian/lat/srbija-48997875> [In Serbian]
- Milutinovich, J, Boseman, G, Vrbanovich, D. (1975). Investment in Yugoslavia: Western Opportunities and Difficulties. *Management International Review*, XV (1), 51–60.
- [MSP] Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Serbia n.d. France. Beograd: Ministarstvo spoljnih poslova Republike Srbije. Available at: <https://www.mfa.gov.rs/spoljna-politika/bilateralna-saradnja/francuska>
- [NALED] National Alliance for Local Economic Development (2024). “Investments Database”. Beograd: Nacionalna alijansa za lokalni ekonomski razvoj. [In Serbian]
- [NBS] National Bank of Serbia n.d. Methodological Explanations: International Investment Position of the Republic of Serbia. Beograd: Narodna banka Srbije. Available at: https://www.nbs.rs/export/sites/NBS_site/documents/statistika/metodologija/II-EOI-MIP.pdf [In Serbian]
- [NBS] National Bank of Serbia 2024a. Foreign Direct Investments, by Country, 2010–2023. (BPM6). Beograd: Narodna banka Srbije. Available at: https://nbs.rs/sr_RS/drugi-nivo-navigacije/statistika/platni_bilans/ [In Serbian]
- [NBS] National Bank of Serbia 2024b. Foreign Direct Investments, by Country, Q1 2024 (BPM6). Beograd: Narodna banka Srbije. Available at: https://nbs.rs/sr_RS/drugi-nivo-navigacije/statistika/platni_bilans/ [In Serbian]
- Pavlović, V. (2015). *From Serbia to Yugoslavia – France and the Birth of Yugoslavia 1878–1918*. Beograd: Balkanološki institut. [In French]
- Popović-Petrović, I. (2000). France as the Foreign Trade Partner of Yugoslavia. In: R. Levi (ed.) *Yugoslavia and the World* (409–429). Beograd: Institut za međunarodnu politiku i privredu. [In Serbian]
- Rapać, S. (2021). The Economies of the Countries of the Western Balkans – The Place and Role of Serbia. *Srpska politička misao* LXXI (1), 169–199. doi: 10.22182/spm.7112021.8 [In Serbian]
- Rapać, S, Matijević, A. (2022). Economic Relations between France and Serbia – Historical Overview and Contemporary Tendencies. *Srpska politička misao* (special edition), 131–166. doi: 10.22182/spm.specijal22022.6 [In French]
- Sotou, G. (2003). France and the Balkans from 1944 to 1955. *Balkan studies: biannual publication of the Institute for Balkan Studies*, XLIV (1–2), 109–136. [In French]
- Sretenović, S. (2009). Franco–Serbian Relations in the 19th and 20th Centuries. *Međunarodni problemi*, LXI (4), 536–558. doi: 10.2298/MEDJP0904536S [In Serbian]

- [RZS] Statistical Office of the Republic of Serbia (2024a). Ranking of Destination/Origin Countries according to the value of Exports/Imports. Beograd: Republički zavod za statistiku. Available at: <https://data.stat.gov.rs/Home/Result/170401?languageCode=sr-Latn> [In Serbian]
- [RZS] Statistical Office of the Republic of Serbia (2024b). Exports of Goods by Sections of the SITC, rev. 4 – France. Beograd: Republički zavod za statistiku. Available at: <https://data.stat.gov.rs/Home/Result/170302?languageCode=sr-Latn> [In Serbian]
- Troudes, A. (2010). France and Serbia 1915–1918: Military Cooperation, Economic Settlement and Cultural Exchange. In: D. Bataković (ed.) *Serbia and France: an atypical alliance* (337–360). Beograd: Balkanološki institut. [In French]
- Varga-Kocsicska A. (2022). Serbia and France: The Special Relationship? *European Scientific Journal*, XVIII (23), 1–12. doi: 10.19044/esj.2022.v18n23p1
- Vinaver, V. (1985). *Yugoslavia and France between the Two World Wars (Was Yugoslavia a French “satellite”?)*. Beograd: Institut za savremenu istoriju. [In Serbian]
- Zakić, K, Živaljević, V. (2019). SWOT Analysis of FDI in Serbia as a Guide for Foreign Investors and State Administration. In: S. Jelisavac Trošić (ed.), *Foreign Investments in Serbia – New Perspectives* (13–44). Beograd: Institut za međunarodnu politiku i privredu. [In Serbian]
- Wood, P. C. (1994). France and the Post-Cold War Order: The case of Yugoslavia. *European Security*, III (1), 129–152. doi:10.1080/09662839408407156
- [WTO] World Trade Organization (2023). Trade Profiles. Geneva: World Trade Organization. Available at: https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/trade_profiles23_e.pdf



Georges Clemenceau et la question nationale serbe^[2]

Résumé : Cet article examine la personnalité de Georges Clemenceau, homme d'État français éminent, et son attitude envers la Serbie et le peuple serbe au cours des deux premières décennies du XX^e siècle, avec un accent particulier sur la période de la Première Guerre mondiale. Une attention particulière est accordée à des questions telles que la politique balkanique de Clemenceau, son attitude vis-à-vis du front de Salonique, l'idée yougoslave, ainsi qu'aux circonstances ayant conduit à la reconnaissance de la Yougoslavie lors de la conférence de paix de Paris. Cet article s'appuie sur des sources et des ouvrages d'origine française et serbe.

Mots-clés : Georges Clemenceau, Raymond Poincaré, Nikola Pašić, la crise d'annexion, Première Guerre mondiale, front de Salonique, conférence de paix de Paris.

Lorsqu'on se pose la question qui fut Georges Clemenceau, on peut répondre sans hésitation qu'il était l'une des personnalités politiques les plus marquantes du XX^e siècle. Aux côtés du maréchal de Gaulle, il est considéré comme l'un des *Pères de la Patrie* ou *Pères de la Nation*. Dans un discours prononcé sur Radio Londres, le 11 novembre 1941, De Gaulle, en se référant à l'héritage de Clemenceau, jura que la France serait à nouveau libre et victorieuse : *Au fond de votre tombe vendéenne, aujourd'hui 11 novembre, Clemenceau ! Vous ne*

dormez pas ! (Winock, 2018, p. 5). Chaque 11 novembre et 8 mai, tous deux sont honorés en tant que symboles de la liberté conquise lors des Première et Seconde Guerres mondiales, et la reconnaissance leur est rendue pour la victoire. Pour l'Europe et le reste du monde, Clemenceau est l'un des artisans du nouvel ordre mondial, celui de l'Europe de Versailles (Stojić, 2020a, p. 235-236).

Georges Benjamin Clemenceau est né le 28 septembre 1841 en Vendée. Sa famille était depuis longtemps connue pour ses convictions républicaines,

[1] biljana.stojic@iib.ac.rs ; <https://orcid.org/0000-0003-4406-4746>

[2] Des parties de l'article ont été présentées lors d'une conférence sur invitation, qui a eu lieu le 16 mai 2024 à la Faculté de Philosophie de l'Université de Banja Luka République serbe - Bosnie-et-Herzégovine.

une circonstance inhabituelle étant donné que la Vendée a toujours été un bastion monarchiste (Clemenceau, 1996, p. 202-203). Dans le choix de sa carrière, il suivit la voie de son père et fit des études de médecine, bien qu'il n'ait jamais exercé en tant que médecin. Dès ses années étudiantes, il se distingua par ses discours enflammés contre Napoléon III et la monarchie. À la fin de ses études, en 1865, il s'installa aux États-Unis, principalement pour se familiariser avec le système républicain américain. Lorsque la guerre franco-prussienne éclata en 1870, il retourna immédiatement en France sans hésitation (Ninčić, 1933, p. 9). Il se fit remarquer comme l'un des plus fervents partisans de Léon Gambetta. Tous deux s'opposaient ouvertement à la sécession de l'Alsace et de la Lorraine. Ils comptaient parmi les 107 délégués qui refusèrent d'accepter l'armistice et la cession des deux provinces (Minc, 1996, p. 79). Plutôt que la reddition, ils prônaient la lutte jusqu'au dernier Français. Lorsque le courant modéré l'emporta et signa la paix de Francfort, mettant ainsi fin à la guerre, ils acceptèrent la défaite comme une réalité, bien qu'« inconsolables dans leur tristesse » (Geoffroy, 1938, p. 12 ; Clemenceau, 2020, p. 16). Pendant la Commune de Paris, de mars à mai 1871, Clemenceau occupa sa première fonction publique en tant que maire du XVIII^e arrondissement. Il avait

l'ambition d'introduire certaines composantes du républicanisme américain et, en peu de temps, il gagna la sympathie des classes populaires, en particulier des ouvriers et des plus démunis. Après l'écrasement de la Commune, aux côtés de Victor Hugo, il plaida en faveur d'une amnistie pour les dirigeants communards. Tout au long de sa vie, il considéra la *Semaine sanglante*, qui marqua la suppression de la Commune, comme l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire de la France.

En tant que maire du XVIII^e arrondissement, il fut élu député à la première assemblée républicaine, mais il se sépara rapidement de ses anciens compagnons politiques, y compris Gambetta. Il se positionna à l'aile gauche du parti républicain^[3] Au début de sa carrière politique, Jules Ferry, principal représentant du républicanisme modéré, fut son plus grand adversaire. Clemenceau se distingua par ses discours contre le corpus des lois constitutionnelles de 1875, qui constituaient le fondement de la Troisième République. Il plaidait pour l'instauration d'un ordre social plus juste (Winock, 2018, p. 4). Au début des années 1880, déçu par l'indifférence de ses collègues politiques face à la profonde crise sociale de la société française, il quitta l'Assemblée et devint l'un des critiques les plus virulents du régime. Il fonda le journal *La Justice*, dans lequel

[3] Dans l'historiographie nationale serbe, il règne une conviction selon laquelle Clemenceau appartenait à l'extrême gauche (les radicaux). Cependant, Michel Winock, auteur de l'une des nombreuses biographies de Clemenceau, réfute cette affirmation. Winock classe Clemenceau dans la « gauche républicaine », celle qui aspirait à des réformes sociales, mais dans le cadre de la légalité et dans le respect de l'ordre. Clemenceau n'hésitait pas à réprimer violemment les grèves ouvrières en recourant à l'armée et à la police. Jean Jaurès, chef de l'extrême gauche, fut son principal adversaire à l'Assemblée durant la décennie précédant 1914. Il l'accusait fréquemment de trahir la classe ouvrière. La démission de Clemenceau en juillet 1909 fut saluée par le journal *L'Humanité*, dirigé par Jaurès, avec le titre : « La fin d'une dictature ». Lors de la mort de Clemenceau en 1929, le même journal écrivit qu'« un des ennemis les plus acharnés de la classe ouvrière » et un « défenseur des intérêts capitalistes » venait de disparaître (Winock, 1997, pp. 7, 448, 456).

il s'attaqua violemment à ses anciens alliés et amis politiques. On rapporte qu'à partir de cette époque, Clemenceau insistait pour que son nom de famille soit écrit sans accent. Il fut parmi les premiers à s'attaquer à Gambetta, l'accusant d'aspirer au pouvoir absolu. En 1884, le Sénat devint également la cible de ses critiques, car il n'adopta pas une Constitution officielle pour la Troisième République, mais un ensemble d'actes constitutionnels qui restèrent en vigueur jusqu'à la fin de cette République, en juin 1940. Au fil des années, Clemenceau acquit la réputation d'être le plus grand opposant à tous les gouvernements. Il affirmait toujours parler au nom de ceux qui étaient au bas de l'échelle sociale et critiquer ceux qui étaient au sommet (Dowbarn, 1915, p. 61). Il s'opposait à la politique impérialiste française, qui prit son essor au début des années 1880, et prônait le sécularisme dans l'éducation ainsi que la séparation de l'Église et de l'État (Mayeur, 1965). Tout au long de sa carrière politique, qui s'étendit sur plus de quarante ans, Clemenceau ne dévia jamais des positions qu'il avait proclamées dès le début. Une telle fermeté, parfois perçue comme une rigidité inflexible, lui valut de nombreux adversaires ainsi qu'une série de surnoms. Dans les années 1880 et 1890, il était connu sous le nom de *tombeur de ministères* ; pendant une grande partie de sa carrière politique, on le surnommait *l'enfant terrible de la presse et du parlement* (Winock, 1997, p. 479). Quant à son célèbre surnom de *Tigre*, qui lui est resté jusqu'à aujourd'hui, il lui fut attribué en 1903 par son ami intime, le journaliste Émile Buré du journal *L'Aurore*. Un peu plus tard, lors d'une visite en Inde, on rapporte qu'il tua réellement un tigre, justifiant ainsi le surnom qui lui avait été donné (Duroselle, 1994, p. 321).

La politique balkanique de Clemenceau : la crise de l'annexion

Non seulement ses adversaires politiques, mais aussi ses propres alliés considéraient Clemenceau comme un personnage extrêmement difficile à côtoyer et avec lequel il était difficile de collaborer. C'est pourquoi il n'accéda aux hautes fonctions gouvernementales qu'au début du XX^e siècle. Il fut élu sénateur en 1902 et ne se vit confier la formation de son premier gouvernement qu'en 1906. En plus de la fonction de président du Conseil, il conserva le portefeuille de ministre de l'Intérieur qu'il occupait déjà dans le cabinet de Ferdinand Sarrien. Il se plaisait à se décrire comme le « premier policier de France » (Winock, 2007, pp. 10, 425). Son gouvernement, qui dura jusqu'en juillet 1909, fut d'une grande importance pour la Serbie, car il reflétait de manière exemplaire la position de Clemenceau sur les Balkans, mais aussi son attitude envers la Russie, alliée de la France. Il est essentiel de souligner que Clemenceau rejeta la politique de *revanchisme* adoptée par ses prédécesseurs. Cette politique reposait sur l'idée que la France devait patienter jusqu'au moment opportun pour prendre sa revanche sur l'Allemagne. La conviction dominante était que, même deux décennies après la guerre, l'Empire allemand restait le principal ennemi de la France. Contrairement à ses prédécesseurs, Clemenceau choisit la voie de la réconciliation. Il estimait que la France et l'Allemagne avaient bien plus d'intérêts communs que de raisons de conflit et de confrontation. Dans un esprit de réconciliation et afin de renforcer les relations économiques entre les deux pays, il nomma en 1907 Jules Cambon

ambassadeur à Berlin. Ce dernier, tout comme Clemenceau, prônait l'idée de tourner la page du passé pour construire un avenir franco-allemand commun (Carroll, 1931, p. 256).

L'épilogue de son premier gouvernement fut que sa politique de réconciliation avec l'Allemagne s'effondra comme un château de cartes, tant à cause de la confrontation avec l'Allemagne au Maroc que pendant la crise d'annexion. L'Allemagne n'accepta pas la main tendue par Clemenceau. La question du Maroc, qui pesait sur les relations franco-allemandes depuis la Première crise marocaine (1905) et la conférence d'Algésiras (1906), fut au centre des tensions. En septembre 1908, un nouvel incident survint lorsqu'un groupe de six soldats déserteurs de la Légion étrangère française se réfugia à l'ambassade allemande de Casablanca. L'Allemagne tenta d'exploiter cet événement pour créer une nouvelle crise diplomatique, mais Clemenceau resta réservé et remit l'affaire à l'arbitrage de la Cour internationale de justice à La Haye, qui rendit finalement un jugement en faveur de la France. La décision fut rendue le 22 mai 1909. L'épilogue de cet incident fut le départ démonstratif de l'ambassadeur allemand, le prince Radolin^[4], de Paris, ainsi qu'un nouvel accord franco-allemand sur le Maroc, ratifié fin février 1909. La crise marocaine se chevaucha chronologiquement avec la crise de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, ce qui aggrava davantage les antagonismes entre Paris et Berlin. Pendant la crise

d'annexion, l'Allemagne se rangea du côté de son allié, l'Empire austro-hongrois, et se montra prête à le soutenir, même dans une intervention militaire contre la Serbie. D'un autre côté, Clemenceau a refusé le soutien diplomatique à la Russie. Lors de la crise d'annexion, il a interprété littéralement le texte de l'alliance franco-russe, qui, des obligations et des intérêts alliés, excluait l'Alsace-Lorraine du côté français et les Balkans du côté russe. Clemenceau estimait que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine ne menaçait en aucune manière les intérêts vitaux de la Russie, sans prendre en compte les conséquences de l'annexion sur le prestige de la Russie parmi les Slaves des Balkans (Stojić, 2017, pp. 30-32). Il faut également ajouter que Clemenceau croyait que la Russie était un « dangereux allié ». Il entretenait des réserves personnelles vis-à-vis de l'autoritarisme du régime tsariste et de l'incapacité militaire de l'armée russe, qui était devenue évidente après la défaite contre le Japon, mais ce qui le préoccupait le plus étaient les conseillers bellicistes du tsar. Parmi eux, il redoutait particulièrement Alexandre Izvolski/Iswolsky, qui, après l'échec de la crise d'annexion, avait trouvé abri à l'ambassade russe à Paris. Clemenceau reprochait un peu plus tard à son principal opposant politique pendant la Première Guerre mondiale, Raymond Poincaré, sa trop grande ouverture à Izvolski, qui lui murmurait sans cesse ses plans bellicistes et ses idées auxquelles Poincaré finit par céder (Winock, 1997,

[4] Une anecdote liée au départ du prince Radolin raconte qu'à la tentative de lui remettre une note de protestation et de lui menacer de quitter la France s'il ne la recevait pas, Clemenceau lui aurait répondu qu'il ferait bien de se dépêcher, car le train pour Berlin partait dans deux heures. Clemenceau a plus tard démenti ces propos, soulignant que de tels comportements étaient en dessous de son niveau. Le successeur de Radolin, le baron Wilhelm Eduard von Schoen, entretenait de bien meilleures relations avec Clemenceau que son prédécesseur. Il le décrivait souvent comme étant bienveillant (Winock, 1997, pp. 452-453).



Dirigeants alliés européens lors de la Conférence de la paix à Paris en 1919. De gauche à droite : le maréchal français Ferdinand Foch, le président du Conseil Georges Clemenceau, le Premier ministre britannique Lloyd George, le président du Conseil italien Vittorio Orlando et le Ministre italien des Affaires étrangères Sidney Sonnino.

Photo: Shutterstock

p. 477 ; Stojić, 2017, pp. 71–72). Bien qu'il estimât que la crise d'annexion n'était pas le moment pour que la France se mette en avant sur la scène internationale, Clemenceau ne pouvait cacher sa profonde déception vis-à-vis de la politique austro-hongroise et des actions de l'empereur François-Joseph. Il exprima sa déception personnellement lors de leur rencontre en août 1909 à Carlsbad, une ville ther-

male qu'ils fréquentaient tous deux (Winock, 1997, pp. 463–464). Dans une lettre privée à une amie de la famille, Clemenceau confia sa crainte que l'annexion soit « l'étincelle susceptible de faire sauter le tonneau de poudre » (Winock, 1997, p. 477).

Dans l'historiographie serbe, il reste une conviction selon laquelle la position rigide de Clemenceau envers la Russie et son refus de lui offrir

un soutien allié à un moment décisif ont eu des conséquences considérables pour la Serbie et ses intérêts. Il est bien connu que le ministre des Affaires étrangères serbe, Milovan Milovanović, dans une tentative d'atténuer les conséquences de l'annexion, a voyagé dans les capitales européennes en octobre 1908, dans le but d'obtenir le consentement des puissances signataires du traité de Berlin pour que la Serbie reçoive une compensation adéquate sur le territoire de l'ancien sandjak de Novipazar (Stojić, Radović, 2022, pp. 191–199).

Avant l'arrivée de Milovanović dans la capitale française, Momčilo Ninčić, Jovan Skerlić et Grgur Jakšić avaient été envoyés pour mener une campagne de sensibilisation contre l'acte de reconnaissance de l'annexion, en collaboration avec l'ambassade serbe dirigée par Milenko Vesnić. Grgur Jakšić a noté que la Serbie avait accueilli l'acte de proclamation de l'annexion de manière désorganisée, et que la mission envoyée n'avait pas pu provoquer un tournant significatif dans la position de la France. Les délégués ont été reçus avec courtoisie et écoutés partout, mais « ils n'ont reçu de véritables promesses de personne ». Raymond Poincaré, alors ministre de la Justice, leur a demandé s'il existait un traité international qui s'opposait à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. En réponse, les Serbes se sont référés aux dispositions du traité de Berlin. Poincaré leur a répondu que les grandes puissances, en tant que signataires du traité de Berlin, se prononceraient collectivement sur une éventuelle violation de ce dernier, et que la France « n'était pas en position de faire quoi que ce soit séparément ». Cela constituait un message clair : la Serbie, qui n'était pas signataire du traité de Berlin, n'avait aucune base pour revendiquer

quoi que ce soit, même en cas d'annexion des deux provinces occupées. Jakšić a attribué l'échec de la mission diplomatique à l'incompétence de ses collègues négociateurs, Ninčić et Skerlić, malgré leurs bonnes relations avec les cercles intellectuels et politiques français. L'un des leaders du parti catholique a sévèrement réprimandé Ninčić, qui avait, sans tact, qualifié les prêtres catholiques de Bosnie de mercenaires autrichiens devant lui. À une autre occasion, Skerlić, devant Jean Jaurès, avait qualifié le meurtre du roi Alexandre Obrenović et de la reine Draga de « justifié », sans savoir que Jaurès avait autrefois condamné cet acte dans les termes les plus forts. Dans le journal *L'Humanité*, il avait publié un « article terrifiant » à propos de l'élection du roi Pierre, intitulé *Le roi rouge*. Avant début novembre, il était clair que toute agitation supplémentaire serait inutile. Les autres membres de la mission spéciale furent rappelés en Serbie, tandis que Jakšić resta seul à Paris pour « prolonger la mission » (NBS, P558/III/91).

Dans le développement de la crise, Jakšić a réorienté la propagande nationale dans une autre direction. Il estimait qu'il était inutile d'insister davantage pour que la France défende les intérêts serbes. Sa position fut confirmée par la déclaration de l'ambassadeur de France à Vienne, Philippe Crozier, qu'il donna à l'attaché militaire russe local : « Il serait extrêmement compliqué d'expliquer à un citoyen français qu'il doit marcher pour la Bosnie-Herzégovine, et non pour l'Alsace-Lorraine » (Nintchitch, 1937, pp. 361–363 ; Stojić, 2017, p. 31). Jakšić a soutenu l'idée qu'il fallait mettre en avant d'autres questions qui compromettraient davantage l'Autriche-Hongrie. Il considérait comme le plus pertinent Veleizdajnički proces (*Procès d'Agram*)

lancé en octobre contre les Serbes en Croatie et en Slavonie. La traduction de *l'Acte d'accusation* et les circonstances mêmes du procès furent chaleureusement accueillies et publiées par de nombreux journaux français tels que *Journal des Débats*, *Revue de Paris*, *La Courrier européen*, et d'autres. Jakšić réussit à compromettre l'Empire austro-hongrois lors du procès de haute trahison et à exposer sa politique répressive envers tous les Serbes, peu importe où ils résidaient dans la Monarchie. Contrairement à sa position mesurée sur l'annexion, Clemenceau condamna fermement la persécution des Serbes et les représailles contre eux dans le cadre du *Procès d'Agram* (NBS, P558/III/91). Le fait de détourner l'attention de la France de l'annexion vers le Procès d'Agram fut également approuvé par Milovanović, qui, après l'échec de sa mission dans les capitales européennes, plaçait plus d'espoir dans le soutien diplomatique de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne que dans la France, qu'il qualifiait de « peu fiable et montrant des sympathies incompréhensibles pour l'Autriche-Hongrie » (Stojić, Radović, 2022, p. 198).

La confrontation de deux politiques balkaniques : Clemenceau et Poincaré

La politique balkanique de Clemenceau lors de la crise de l'annexion s'est retournée contre lui comme un boomerang. Les relations entre Paris et Saint-Petersbourg s'étaient détériorées. La crise sociale, accompagnée de nombreuses grèves, s'était aggravée, et les critiques sur la manière dont la France avait géré la révolte des légionnaires au Maroc s'étaient multipliées. Toutes ces tensions ont fini par épuiser

la patience déjà limitée de Clemenceau. Ainsi, à la fin du mois de juillet 1909, en pleine période de vacances, il décida de démissionner et de retourner dans l'opposition. En 1913, il lança un nouveau quotidien, *L'homme libre*. La principale cible des attaques de ce journal était Raymond Poincaré, président du Conseil depuis janvier 1912, puis président de la République à partir de janvier 1913. Poincaré incarnait tout ce que Clemenceau critiquait : un catholique fervent et un partisan dévoué de l'alliance franco-russe qu'il considérait comme le principal rempart de la France contre la montée du germanisme. La politique balkanique de Poincaré était en tout point opposée à celle de Clemenceau. Poincaré considérait la Russie comme un allié indispensable et estimait qu'il était du devoir de la France de la soutenir dans toutes ses entreprises, y compris dans la péninsule balkanique. Cette politique fut mise à l'épreuve lors d'une nouvelle crise dans les Balkans – la Première Guerre balkanique. Bien qu'il ait affirmé que la France ne se battrait pas pour les intérêts balkaniques de la Russie, il estimait néanmoins que c'était son devoir de soutenir diplomatiquement son alliée. Poincaré assumait ainsi le rôle de médiateur entre la Russie et les puissances de la Triple Alliance. Il fut le premier à initier l'organisation de conférences de paix où les parties en conflit, ainsi que les grandes puissances, devaient régler leurs différends. Le bilan de la politique de Poincaré fut un renforcement de l'alliance avec la Russie, mais aussi une prise de contrôle économique dans les Balkans, où la France devint le principal créancier des États balkaniques victorieux (Stojić, 2017, pp. 437–442).

Depuis le changement dynastique en Serbie, la France *évinçait* progressivement l'Autriche-Hongrie

et prenait sa place dans les prêts contractés par l'État pour l'équipement et l'armement de l'armée. Cependant, avant la création de la Banque franco-serbe en 1910 et les guerres balkaniques (1912–1913), la présence économique française en Serbie pouvait être qualifiée de modérée. Dans tous les prêts accordés avant 1913, la France participait aux côtés d'autres grandes puissances, considérant l'investissement en Serbie comme risqué. La Russie était la garante de tous ces prêts.

Le prêt de septembre 1913 fut le premier entièrement financé par des banques françaises, sans participation d'autres puissances, et il est considéré comme un tournant marquant l'établissement de la domination économique française. Avec ce prêt, la France détenait 75 % de la dette extérieure totale de la Serbie (Stojić, 2017, pp. 399-400). Parallèlement, la France conclut des accords lucratifs avec les autres vainqueurs de la Deuxième Guerre balkanique, principalement la Grèce et la Roumanie, en leur accordant des crédits pour remédier aux conséquences des guerres. Ainsi, à la veille de la Première Guerre mondiale, les Balkans occupaient la deuxième place à la Bourse de Paris en termes de capitaux investis. La Russie restait toutefois, de manière incontestée, le premier pays bénéficiaire des investissements français (Stojić, 2017, pp. 400-404).

Après août 1913, Poincaré était au sommet de sa popularité, malgré les avertissements sévères de Clemenceau et d'autres socialistes, qui mettaient en garde contre le risque qu'un attachement excessif à l'Empire russe entraîne la France dans un conflit aux conséquences incalculables. Le matin du 29 juillet 1914, lorsque le navire de la délégation officielle française accosta au port de Dunkerque,

de retour d'une visite d'État en Russie, la Serbie et l'Autriche-Hongrie étaient déjà en état de guerre, et la Russie avait ordonné une mobilisation partielle. La déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, le 3 août, suivit comme une conséquence de cette réaction en chaîne (Stojić, 2015, p. 103). Poincaré appela alors tous ses opposants politiques à mettre leurs désaccords de côté et à unir leurs forces au nom de l'*Union sacrée*, dans la lutte contre l'Allemagne. Pourtant, Clemenceau fut l'un des rares à ignorer cet appel. Le déclenchement de la guerre mondiale ne changea en rien sa politique : il rebaptisa *L'Homme libre* en *L'Homme enchaîné* et utilisa le journal comme une tribune pour attaquer Poincaré et les gouvernements qui se succédaient (Clemenceau, 1916). Durant les trois premières années de la guerre (1914–1917), Clemenceau présida la commission militaire à la Chambre des députés. Cette position lui permit de suivre de près les opérations militaires ainsi que le travail du ministère de la Guerre. Ses critiques à l'encontre de l'État-Major étaient parfois si virulentes que plusieurs hauts officiers demandèrent qu'il soit jugé pour haute trahison. Ne se souciant guère de sa propre sécurité, il continua d'exiger l'augmentation du budget militaire et la mobilisation de toutes les ressources du pays au service de l'effort de guerre. Selon lui, tout devait être subordonné au conflit. Les soldats de base le respectaient, car son fils, son neveu et son frère combattaient à leurs côtés dans les tranchées, tandis que sa fille aînée servait comme infirmière bénévole (Tomei, 2018, p. 1). Alors que la popularité de Clemenceau ne cessait de croître, celle de Poincaré déclinait. D'août 1914 à novembre 1917, quatre gouvernements se succédèrent sans parvenir

à maintenir le moral et l'ardeur au combat des soldats. L'armée française était sur la défensive, subissant des défaites et de lourdes pertes, car la guerre se déroulait principalement sur le sol français. Dans une situation où le pays était au bord de l'effondrement, Poincaré prit une décision cruciale à l'automne 1917 : il plaça les intérêts de la nation au-dessus de son orgueil personnel. Il fit appel à Clemenceau, considéré comme la dernière solution, pour former un cinquième gouvernement (Miquel, 2004, p. 8). Son arrivée au pouvoir fut saluée par toute la presse, à l'exception des journaux socialistes, pour qui Clemenceau restait « l'ennemi des travailleurs » et « le premier flic de France » (Winock, 1997, p. 517).

Dès son arrivée au pouvoir, le 16 novembre 1917, Clemenceau établit un précédent. En plus de la fonction de Premier ministre, il prit également le portefeuille de ministre de la Guerre, bien qu'il ne fût ni militaire de carrière ni doté d'une expérience militaire. Son premier acte fut de consacrer toutes les ressources restantes de l'État à l'effort de guerre. Au lieu de *l'Union sacrée*, il proclama le slogan *Guerre intégrale*. Il mobilisa les dernières forces de défense du pays et fit venir 70.000 travailleurs italiens pour stabiliser l'économie française. Il se rendit personnellement dans les tranchées pour remonter le moral des soldats. Il était convaincu que les simples soldats devaient voir et entendre leurs dirigeants parmi eux pour croire qu'ils combattaient pour une cause commune. En l'espace d'un an, il passa 90 jours sur le front et effectua 360 visites sur différents champs de bataille (SHD, *Voyages de Monsieur Clemenceau* ; Duroselle, 1994, pp. 316–317).

Clemenceau et le front de Salonique

À l'intérieur des frontières de la France, le patriotisme était considéré comme la plus grande vertu de Clemenceau, mais pour les autres peuples qui combattaient pendant la Première Guerre mondiale, c'était sa plus grande faiblesse. Clemenceau était totalement et exclusivement orienté vers le front occidental et le destin de la France. Il croyait que la guerre serait décidée à l'ouest et que les autres fronts n'étaient qu'une distraction.

Il était particulièrement critique envers le front de Salonique. Pour Clemenceau, le front de Salonique n'était rien d'autre qu'une « perte de soldats et d'argent » (Feyler, 1921, pp. 12–13). À plusieurs reprises, en tant que président du Comité militaire de la Chambre, il demanda que ce front soit dissous et que les troupes soient transférées à l'ouest. Il en parla pour la première fois dans *L'Homme enchaîné* et à la tribune de l'Assemblée. Il critiqua, dans son style caractéristique, l'inactivité de l'armée française retranchée à Salonique. Il demanda que cette armée, inutile sur les Balkans, soit renvoyée sur le front national. Jovan Žujović, qui séjournait en France en tant qu'émissaire spécial du gouvernement serbe depuis la fin avril 1915, était visiblement perturbé par l'appel de Clemenceau en novembre 1915. Vesnić le calma en affirmant que Clemenceau était seul dans son avis et que l'armée française ne se retirerait pas des Balkans (Žujović, 1986, p. 226).

Il est important de souligner que Clemenceau respectait personnellement l'armée serbe. Il admirait son héroïsme et ses souffrances pendant le Calvaire albanais (Albanska golgota). Lors du retrait de l'armée et du peuple serbe, il attaqua vivement

le gouvernement français pour ses manquements qui conduisirent à l'effondrement de l'État serbe à l'automne 1915, ainsi que pour la mauvaise gestion de l'opération d'évacuation de l'armée serbe et des civils depuis la côte albanaise (*L'Homme Enchaîné*, 1915, p. 1 ; *L'Homme Enchaîné*, 1917, p. 1). Il écrivit que la chute de la Serbie était de la responsabilité de la France, et en raison de l'influence qu'il exerçait sur l'opinion publique, nous pouvons affirmer avec certitude qu'il força l'État-major français à créer, en décembre 1915, une mission de sauvetage spéciale dirigée par le général Piarron de Mondésir, qui dirigea le processus de réorganisation de l'armée serbe à Corfou de décembre 1915 à mai 1916 (Stojić, 2016, pp. 405–427).

Lorsqu'il a formé son gouvernement et pris la tête du ministère de la Guerre, il a également assumé le commandement direct de l'Armée d'Orient. En effet, en 1915, lors de la création du corps expéditionnaire français envoyé à Gallipoli, le ministère de la Guerre était responsable en coopération avec les ministères britannique et russe. Lorsque le reste du corps expéditionnaire français, accompagné de son commandant, le général Maurice Sarrail, a été transféré à Salonique, la chaîne de commandement n'a pas été modifiée. Il subsistait une anomalie selon laquelle le ministre de la Guerre nommait et révoquait directement le commandant en chef de l'Armée de l'Est, tandis que les commandants des armées sur le front occidental étaient décidés par l'État-major français basé à Limoges.

Clemenceau avait effectivement l'intention de retirer les troupes françaises de Salonique, mais il en fut dissuadé par les stratèges militaires, qui le convinrent qu'en faisant cela, il remettrait directement Salonique, le point stratégique le plus

important de l'Est de la Méditerranée, entre les mains de l'ennemi. Au lieu de cela, Clemenceau décida de révoquer le général Sarrail, qui était son ami intime, mais ses conflits avec tous les autres commandants ne pouvaient plus être ignorés. Il envoya le général Adolphe Guillaumat à Salonique, qui ne resta à la tête de l'Armée de l'Est que pendant six mois. Pendant ce temps, le général Guillaumat réussit à transformer l'économie du front (Pavlović, 2018, p. 34). Il utilisa les champs riches où l'armée commença sa propre production alimentaire, car l'approvisionnement en nourriture pour les soldats et les chevaux était compromis par les attaques constantes des croiseurs autrichiens en Méditerranée. Le plan de Guillaumat réussit : à l'été 1918, les soldats avaient semé plus de mille hectares de terres cultivables, récoltant 339.000 kg de fruits et légumes, ainsi que 113.000 balles de foin. En même temps, l'exploitation minière commença en Chalcidique et plusieurs expéditions archéologiques recueillirent avec succès des œuvres d'art et des antiquités dans la région de la Macédoine grecque. Cependant, tous ces succès n'empêchèrent pas Clemenceau de se moquer des soldats de l'Armée de l'Est, les qualifiant de « jardiniers de Salonique » (Ancel, 1920, pp. 891, 895).

En mai/juin 1918, lors de la troisième bataille d'Aisne (bataille du chemin des Dames), les armées française et britannique subirent une lourde défaite. La France était au bord de l'effondrement militaire. Clemenceau et le maréchal Ferdinand Foch (chef d'état-major général) rejetèrent la responsabilité de cette défaite sur le général Franchet d'Espèrey, qui commandait un des ailes de l'armée (D'Espèrey, 2018, p. 34). En punition, le général d'Espèrey fut nommé commandant en chef de l'Armée de l'Est

sur le front de Salonique, tandis que le général Guillaumat, chargé de la défense de Paris, fut renvoyé en France (D'Espèrey, 2018, p. 150–151). Lors de sa nomination, d'Espèrey était un officier révoqué. Clemenceau l'envoya à la tête de l'Armée de l'Est en raison des éloges de Charles de Freycinet, dont le général d'Espèrey était un ami proche. La décision de nommer d'Espèrey fut prise par Clemenceau seul, sans consulter David Lloyd George, qui lui reprocha vivement cet égoïsme lors de la conférence de paix à Quai d'Orsay (Clemenceau, 2020, p. 103). La mission de d'Espèrey était de préparer les troupes françaises à être transférées par étapes sur le front occidental, tout en laissant à Salonique un nombre de soldats suffisant pour maintenir les positions (Clemenceau, 1930, pp. 104-105). L'événement que Clemenceau n'avait ni prévu ni anticipé était que d'Espèrey gagnerait en peu de temps la confiance des commandants de toutes les autres armées, en particulier de l'armée serbe. En seulement trois réunions, d'Espèrey, le régent Alexandre, le général Živojin Mišić et le commandant britannique George Francis Milne ont esquissé un plan de percée du front qui allait renverser le cours de la guerre, tant à l'est qu'à l'ouest (Stojić, 2020b, p. 459).

Le plan a été esquissé au début du mois d'août, mais il est resté sur le bureau du Premier ministre et ministre de la Guerre français pendant un mois entier. Sidney Sonnino et David Lloyd George ont donné leur accord au nom des armées italienne et britannique, tandis que Clemenceau fut le dernier à le faire, le 10 septembre seulement. La nuit précédant le début de l'offensive, il envoya un télégramme au général d'Espèrey, lui signifiant que l'opération du lendemain serait menée exclusivement sous sa responsabilité. D'Espèrey ordonna à son ordon-

nance de brûler le télégramme à la flamme d'une bougie et confirma que tous les ordres restaient inchangés (Delaye, 1956, p. 52 ; Stojić, 2020a, p. 244).

Même la percée du front des Balkans le 15 septembre 1918 n'a pas modifié l'attitude hostile de Clemenceau envers d'Espèrey et l'Armée d'Orient. Immédiatement après la percée, Clemenceau envisagea de renvoyer Guillaumat sur les Balkans, mais il abandonna cette idée lorsqu'on le convainquit que le remplacement de d'Espèrey, alors que l'armée était au sommet de la victoire, compromettrait le succès déjà obtenu. Il décida que Guillaumat dirigerait une mission spéciale visant à évaluer combien de divisions françaises et britanniques pouvaient être transférées sur le front occidental, tout en étant remplacées sur les Balkans par des unités serbes, grecques et bulgares. Il considérait que la guerre sur les Balkans était terminée avec la percée du front, mais que la guerre finale devait encore être gagnée à l'ouest. Il était furieux lorsqu'il apprit que d'Espèrey avait donné l'autorisation à l'armée serbe de pénétrer sur le territoire austro-hongrois et d'y déployer des troupes sur des positions en territoire yougoslave. Cette opération échappa à son contrôle, mais il réussit à stopper un autre ordre de d'Espèrey concernant l'envoi d'une partie de l'armée en direction de Vienne et Berlin. En coopération avec l'État-major britannique, il redirigea ces troupes vers Constantinople et le Moyen-Orient (Stojić, 2020b, pp. 461–463).

Clemenceau et l'idée yougoslave

Comme la plupart des hommes politiques français, Clemenceau n'avait pas une position clairement

définie sur l'idée yougoslave, et il ne souhaitait pas en adopter une. Cette attitude correspondait à sa maxime de guerre : « ne s'associer ni avec les militaires, ni avec les civils » (Clemenceau, 2020, p. 18). Il voulait accéder au pouvoir sans aucun compromis, et l'opinion publique croyait largement qu'il avait réussi, car son autorité et sa réputation étaient crues sans réserve.

Juste avant d'accéder au pouvoir, dans *L'Homme enchaîné*, Clemenceau écrivait que le Comité yougoslave devait réduire ses attentes de guerre, car aucun peuple n'avait réussi à réunir tous ses compatriotes au sein des frontières d'un même État. Il estimait que les Yougoslaves ne devaient pas insister sur les frontières tracées, d'autant plus qu'il était impossible de déterminer l'appartenance ethnique des habitants dans les régions frontalières (*L'Homme enchaîné*, 1917, p. 1). Il répéta les mêmes mots à Žujović lors de leur première rencontre, le jour de la Saint-Pierre en 1915. Lorsque Žujović lui exposa le souhait des autorités serbes de réunir tous les Serbes dans un seul État sans aucun reste à l'extérieur des frontières, Clemenceau lui répondit, avec un léger sourire : « Avez-vous déjà eu un chapeau sous lequel tous les cheveux seraient couverts, sans qu'aucune mèche ne dépasse ? » (Žujović, 1986, p. 146). Aucun gouvernement français, y compris celui de Clemenceau, ne souhaitait discuter de possibles changements de frontières tant que la guerre était en cours. Les intellectuels avec lesquels Žujović s'était entretenu durant l'été 1915 avaient la même position. Le plus ferme d'entre eux était l'historien et ancien fonctionnaire Gabriel Hanotaux, qui avait dit un jour à Žujović : « Vous tous, Slaves et non-Slaves, venez avec vos prétentions, vous voulez nous engager pour ceci ou cela.

Eh bien, nous ne nous engagerons ni pour l'un ni pour l'autre. Vos aspirations ne sont pas à l'ordre du jour. Votre panslavisme, panrussisme, panroumanisme, ce sont tous des rêves, des phrases. [...] Nous couperions la main droite, mais vous là-bas vous faites la publicité de vos cantons » (Žujović, 1986, p. 177).

En ce qui concerne les contacts des représentants diplomatiques serbes avec Clemenceau, avant 1917, ils peuvent être caractérisés comme sporadiques. Vesnić, en tant que plus haut représentant diplomatique, évitait les contacts avec Clemenceau « parce qu'il était surveillé par le gouvernement ». Ignorant les avertissements de Vesnić, Žujović, dès son arrivée à Paris, insista pour rencontrer Clemenceau, parmi d'autres personnalités de renom. Il le visita deux fois et, à chaque fois, il eut une très bonne impression de lui et des conversations qu'ils avaient eues. Le style de conversation de Clemenceau était de maintenir son interlocuteur à une « distance courtoise » (Clemenceau, 2020, p. 17). Clemenceau affirma à plusieurs reprises qu'il « comprenait nos arguments, qu'il les approuvait tous, mais qu'il n'avait pas le pouvoir de nous aider », car il était contre lui tout l'appareil gouvernemental. Žujović lui répondit que s'il n'avait pas d'influence sur le gouvernement, il en avait sur l'opinion publique « car il ne rédige pas avec une plume, mais avec des flèches d'acier, qui tuent » (Žujović, 1986, p. 170).

En plus de son influence sur les fonctionnaires et les cercles français influents, certains Serbes soutenaient l'idée qu'il fallait entretenir des liens plus étroits avec les Tchèques et les Slovaques. Božidar Marković rappelait régulièrement à Žujović, pendant sa mission à Paris, qu'il devait rencontrer

Tomáš Masaryk et que, lors de ses entretiens avec lui et d'autres représentants tchèques et slovaques, il devait toujours souligner la parallèle entre le programme yougoslave et celui de la Tchécoslovaquie. Žujović n'était pas opposé à ces contacts, et toutes les initiatives venant du comité des Tchèques et Slovaques, y compris l'idée d'une union personnelle proposée par les Tchèques, étaient acceptées et soutenues dans ses discussions avec les Français. Cependant, la rencontre entre Žujović et Masaryk n'eut lieu ni en France ni à Genève, où Masaryk passait beaucoup de temps, mais à Londres. Le 19 octobre 1915, Žujović assista à la conférence de Masaryk au King's College, mais le leader tchèque laissa une très mauvaise impression sur lui. Dans son journal, il nota que Masaryk l'avait abordé juste avant le début de la conférence, ce qui ne laissait pas de temps pour une discussion. Lors de cette brève rencontre, Masaryk ne l'invita pas à venir le voir ni ne proposa de se rencontrer pour discuter davantage de la complémentarité entre le programme yougoslave et celui de la Tchécoslovaquie. Après la conférence, Žujović donna raison à l'ambassadeur de Londres, Mateja Bošković, qui n'accordait pas une grande estime au leader tchécoslovaque (Žujović, 1986, p. 211). Si, durant 1914 et au premier semestre 1915, il y avait eu une complémentarité dans les actions des deux mouvements, après avril 1915, avec l'entrée de l'Italie dans la guerre, les deux mouvements commencèrent à diverger de plus en plus. L'Italie soutenait sans réserve Tchécoslovaques et l'idée de la création de leur État commun. D'autre part, les attitudes hostiles de l'Italie envers l'idée de créer un État yougoslave sur la côte orientale de l'Adriatique, sur laquelle l'Italie revendiquait des droits, sont bien connues dans l'historiographie et,

en tant que telles, dépassent le cadre de cet article. Pour les besoins de cette étude, il est important de souligner que non seulement en Italie mais aussi en France, le mouvement tchécoslovaque était beaucoup plus respecté que le mouvement yougoslave. Tomáš Masaryk et Edvard Beneš, anciens élèves et professeurs d'université en France, avaient toutes les portes ouvertes à Paris (Kšišan, 2019, pp. 191–196). Clemenceau considérait Beneš comme « l'un des meilleurs hommes, l'homme de la Tchécoslovaquie renaissante, qui avait gagné la confiance de tous par la sincérité de ses paroles et la noblesse de son intelligence » (Clemenceau, 2020, p. 121).

Contrairement à la cohérence des actions des Tchèques et des Slovaques, le Comité yougoslave et les émissaires serbes en France introduisaient une confusion dans l'opinion publique française avec deux idées divergentes concernant l'organisation future de l'État yougoslave. La France, tant officielle que non officielle, penchait davantage en faveur d'une organisation fédérale ou confédérale de l'État. En tant que république dominée par les partis socialistes, l'idée de créer une monarchie multinationale et centralisée lui était totalement répugnante. Les ambassadeurs les plus influents à Londres, Washington et Rome soutenaient Ante Trumbić et le Comité yougoslave, tandis qu'ils critiquaient le conservatisme de Pašić. Du côté du concept unitaire de Pašić se trouvaient les cercles militaires, car du point de vue militaire, il était plus favorable pour la France d'avoir un État sur la côte orientale de l'Adriatique politiquement et économiquement dépendant de la France, qui servirait de contrepoids à l'Italie (SHD, Fonds Clemenceau, 6 N 235 ; Vujović, 1987, p. 77–103).

Clémenceau : Vainqueur et Perdant

La phase finale de la guerre sur le front occidental a ouvert un nouveau conflit sur la relation Clémenceau–Poincaré. Inspirées par la victoire des Alliés sur le front de Salonique, les troupes franco-britanniques-américaines ont lancé le 26 septembre une offensive en trois directions. En quelques jours seulement, elles ont réussi à inverser complètement la situation en leur faveur et à repousser l'armée allemande hors du territoire français et belge (Duroselle, 1994, p. 400). À ce moment-là, Poincaré a demandé que la guerre soit transférée sur le sol allemand dans le but d'occuper des lieux stratégiquement importants qui serviraient de gage lors des négociations de paix. En revanche, Clémenceau a vu dans la prolongation de la guerre un simple gaspillage de ressources et de vies humaines. Il a adopté une position intransigeante, affirmant qu'il ne voulait pas retarder la fin de la guerre pour des « raisons de nature impérialiste » (Clémenceau, 1996, p. 202–203). Il estimait que ce faisant, il violerait les principes qu'il avait proclamés tout au long de sa carrière politique. De plus, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, il avait promis que la guerre ne durerait pas un jour de plus que nécessaire. Le conflit s'est intensifié au point que Clémenceau a menacé de démissionner, ce qui a obligé Poincaré à abandonner son projet initial (Duroselle, 1994, pp. 316–317).

À long terme, cette décision de Clémenceau s'est avérée erronée et lui a coûté une perte de popularité. Selon un sondage effectué après la démobilisation, seulement 5 % des Français souhaitaient un armistice à tout prix, tandis que 90 % voulaient transférer la guerre sur le sol allemand et se venger des souffrances endurées pendant les quatre années

de conflit. Les Français n'étaient même pas entrés en Alsace et en Lorraine (Duroselle, 1994, p. 404). À l'Assemblée, l'opposition a violemment attaqué Clémenceau en l'accusant de ne pas avoir « désarmé l'Allemagne ». On réclamait une reddition cérémonielle des armes, où tout l'équipement militaire devait rester sur le champ de bataille. Clémenceau appelait ses critiques des « guerriers de la presse » et considérait le protocole de « désarmement cérémonial » comme inutile. Pour lui, la priorité était le maintien de la paix qui profitait à la France et à ses alliés (Clémenceau, 2020, p. 96–97). Lorsque le maréchal Foch a signé l'armistice à Compiègne le 11 novembre, le public a été profondément déçu. L'impression générale était que la France n'était pas encore victorieuse, mais qu'elle devait le devenir à la table des négociations (Tomei, 2018, p. 1). Le mécontentement face à la fin de la guerre ne s'est pas apaisé, comme en témoigne l'attentat contre Clémenceau le 19 février 1919. Clémenceau a été touché par trois balles, l'une d'elles perforant un lobe de ses poumons (Vallaud, 2011, p. 427 ; Duroselle, 1988, p. 945). Malgré la gravité de ses blessures, il s'est remis rapidement et, dès le 14 mars, il a repris la présidence de la conférence (Geffroy, 1938, p. 204–205 ; Porte, 2011, p. 580). Les contemporains sont une fois de plus restés étonnés par sa vitalité. Le Premier ministre britannique, Lloyd George, a déclaré à un moment donné à Franchet d'Espèrey : « Chaque fois que je vois Clémenceau, il semble avoir une année de moins et une dent de plus » (D'Espèrey, 2018, p. 139).

La conférence de paix a commencé le 18 janvier 1919. Elle ressemblait à un conglomerat de nations et de délégués. Vingt-sept nations avaient leurs représentants autour de la table des négociations.

Pendant les six mois de sessions, le travail a été mené à travers 53 commissions et comités, impliquant plus de 1.000 délégués. Les questions prioritaires concernaient les conditions de paix entre la France et l'Allemagne, tandis que toutes les autres étaient traitées comme secondaires. Clemenceau est resté fidèle à lui-même tout au long de la conférence, concentré exclusivement sur les intérêts de la France. Pour la délégation serbe et yougoslave, qui comptait à un moment donné 110 membres, l'absence de la Russie à la table des négociations a été ressentie comme un grand handicap. En cours de conférence, Pašić écrivait avec appréhension depuis Paris : « Le destin de notre peuple sera décidé par les mêmes puissances qui ont signé le traité de Londres avec l'Italie, à l'exception des États-Unis, mais ceux-ci ne peuvent ni nous protéger ni remplacer la Russie » (Milošević et Dimitrijević, 2005). Les sessions se sont tenues dans les locaux du ministère des Affaires étrangères à Paris (Quai d'Orsay), tandis que le traité final a été signé dans la Galerie des Glaces au château de Versailles. C'est précisément dans cette même Galerie des Glaces qu'en 1871, l'unification de l'Allemagne a été proclamée, et Clémenceau, en tant que contemporain des deux événements, voulait, par ce geste symbolique, s'assurer que les Allemands ne menaceraient plus jamais les Français.

Clemenceau ne faisait pas partie de la tendance qui croyait que la Russie et la Serbie étaient responsables du déclenchement de la guerre, une théorie parmi de nombreuses autres avancées sur les causes et les motifs du début du conflit. Cependant, au début de la conférence, il adopta une position très rigide envers la délégation serbe/yougoslave. Il insista pour que les traités d'alliance soient interprétés

à la lettre. Étant donné que la Serbie n'avait pas de traité, il considérait que sa délégation ne pouvait pas obtenir une place à la table principale des négociations, mais qu'elle devait être traitée comme les autres alliés associés, comme le Brésil, qui était entré en guerre en 1916. Ce n'est que grâce à l'intervention des autres, notamment de Lloyd George, qui qualifia Pašić de « l'homme le plus intelligent de l'Europe de l'Est », que la Serbie obtint une place à la table des négociations et le droit de participer aux décisions concernant les questions les plus importantes (Geffroy, 1938, p. 9).

Sachant qu'ils ne pouvaient pas trop compter sur Clemenceau, les délégués serbes/yougoslaves se sont concentrés sur le fait de gagner le soutien des autres délégations, en particulier des États-Unis. Le problème était que le président américain Woodrow Wilson n'était présent qu'au début de la conférence. Wilson a certes défendu le droit de la Serbie à avoir un accès à la mer, mais ses 14 points ne prévoyaient pas la création de la Yougoslavie, mais plutôt l'autonomie pour la Croatie et la Slovénie au sein d'une Autriche-Hongrie réformée (Radojević, 2001, pp. 223–237).

Il convient d'ajouter à cela la position personnelle de Clemenceau selon laquelle l'Autriche devait être préservée sous une forme quelconque, car son existence était cruciale pour l'équilibre des puissances en Europe centrale. Il estimait que l'effondrement de la monarchie des Habsbourg entraînerait la création d'États artificiels incapables de survivre indépendamment et que l'Allemagne les absorberait un par un. Il voulait à tout prix éviter une réaction en chaîne, car si on permettait aux Slaves, aux Tchèques, aux Hongrois et autres de créer leurs propres États, la même revendication ne

pourrait être refusée aux Allemands autrichiens. Ce scénario s'est presque réalisé lorsque le 12 novembre 1918, Karl Renner proclama la République autrichienne comme une partie de l'empire allemand. Clemenceau et les autres dirigeants de l'Entente réussirent à annuler cet acte d'unification, mais la menace persistait (Becker, 2012, p. 148). Ce n'est que lorsque l'Empire austro-hongrois commença à se désintégrer de l'intérieur que Clémenceau dut accepter son effondrement comme un fait accompli.

La reconnaissance de la Tchécoslovaquie le 21 octobre 1918 a également ouvert la voie aux Slaves du Sud. Clemenceau était personnellement contre la reconnaissance de la Yougoslavie, qui n'avait pas de frontières définies et était au bord d'un conflit ouvert avec l'Italie. Lors des sessions de la conférence, il a souligné qu'il reconnaissait le Traité de Londres, mais malgré l'insistance d'Orlando, il n'a pas soutenu les prétentions italiennes sur Rijeka, qui ne faisaient pas partie du traité de Londres. L'ambassadeur français à Rome, Victor Barrère, était profondément déçu par la position de Clemenceau. Dans l'un de ses rapports, il a souligné que Clemenceau avait été l'objet d'un immense culte en Italie jusqu'à ce moment-là, mais qu'après son refus de prendre ouvertement le parti de l'Italie dans le différend concernant Rijeka, il avait irrémédiablement détruit sa propre réputation et celle de la France. Orlando quitta Rome avant la signature officielle du traité de paix (Winock, 1997, p. 572).

Lors des délibérations, Clemenceau exprima à plusieurs reprises sa gratitude envers Nikola Pašić, qui l'avait visité dans les moments les plus difficiles pour son pays, bien qu'il fût alors seulement un membre de l'opposition. En effet, lorsque, en

hiver 1915, le président du gouvernement serbe, Nikola Pašić, était à Paris pour faire du lobbying auprès des personnalités influentes afin d'obtenir de l'aide pour l'État serbe, il consulta Milenko Vesnić pour savoir s'il devait rendre visite à Clemenceau, bien qu'il ne fût pas membre du gouvernement. Vesnić s'opposait à cette idée, assurant à Pašić que Clemenceau était un « opposant farouche » qui attaquait « tout le monde » (Geffroy, 1938, p. 7). Pašić ne tint pas compte de son avis et rencontra Clemenceau. Cette rencontre fut plus protocolaire, mais elle eut une grande importance pour le destin de la Yougoslavie lors de la conférence de paix. Leur deuxième rencontre eut lieu en novembre 1917, lorsque Clemenceau venait tout juste de prendre la tête du gouvernement. À cette occasion, Clemenceau exprima son admiration pour l'héroïque armée serbe (Sretenović, 2008, p. 89).

Les États-Unis furent les premières grandes puissances à reconnaître l'existence de l'État yougoslave. La reconnaissance officielle par la France arriva à la fin du mois de juin, juste avant la fin du travail de la conférence de paix. En expliquant sa décision, Clemenceau déclara que pour lui, la Yougoslavie était synonyme de Nikola Pašić et qu'il reconnaissait le nouvel État par respect pour lui (SHD, 6 N 235, N° 3717 ; Porte, 2011, p. 589 ; Vallaud, 2011, p. 454).

Conclusion

La conférence de paix de Paris a été à la fois le sommet de la carrière politique de Clemenceau et sa fin. Lors de la conférence elle-même, il a été couronné d'un nouveau surnom – « le père de la

victoire », mais en décembre, il a subi une défaite écrasante lors des élections présidentielles, après quoi il a décidé de se retirer de la politique et de la vie publique (Becker, 2012, pp. 160, 168–169). Les dernières années de sa vie ont été consacrées à l'écriture de mémoires et à des règlements de comptes avec des adversaires politiques, et même des alliés qui l'attaquaient et remettaient en question sa politique de guerre. Quelques mois avant sa mort, il a publié son œuvre mémorielle *Grandeurs et misères d'une victoire*, qui était une réponse aux accusations et aux attaques du maréchal Foch, son plus proche collaborateur militaire. Il est mort le 24 novembre 1929, déçu et incompris. Avec beaucoup d'amertume, dans *Grandeurs et misères*, il a écrit « qu'il n'y a rien que les Français aiment plus que l'oubli » (Clemenceau, 2020, p. 118).

Si nous comparons la perception de la politique balkanique de Clemenceau et Poincaré dans le contexte actuel, nous pourrions conclure que la France contemporaine est l'enfant de Clemenceau. L'historiographie française contemporaine privilégie la vision du monde et la politique de Clemenceau pendant la crise d'Annexion par rapport à la politique de Poincaré pendant les guerres balkaniques. On estime que sa politique durant les années 1908/1909 a été menée avec ruse, mesure et prudence. Il a réussi à résoudre la crise d'Annexion sans compromettre les intérêts de la France. La reconnaissance de l'intelligence politique de Clemenceau est même parvenue de la part des vaincus. Les mots les plus marquants sont ceux de l'empe-

reur allemand Guillaume II, qui, après la défaite de 1918, a déclaré : « Si nous avions eu Clemenceau, nous n'aurions pas perdu cette guerre » (Greilsamer, 2018, p. 2).

Si nous devons résumer la relation de Clemenceau avec la Serbie et la question nationale serbe, nous devrions à nouveau rappeler son patriotisme ardent envers la France. Clemenceau est l'un des rares politiciens qui appartenait de tout cœur et de toute âme à la France et au peuple français. Les circonstances en dehors de sa patrie ne l'affectaient que dans la mesure où elles nuisaient ou servaient les intérêts de la France. Dans les nombreuses biographies qui traitent de la vie et de l'œuvre de Georges Clemenceau, la Serbie n'est presque jamais mentionnée. Il en va de même pour le front de Salonique et l'État yougoslave. L'historien Michel Winock, qui est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de Clemenceau, mentionne la Serbie une seule fois – dans le contexte du nombre de victimes – et la Yougoslavie dans le contexte de la « question de Rijeka » et du conflit avec l'Italie. Comme Clemenceau, son biographe Winock n'a d'yeux que pour la France. Bien qu'il soit considéré comme le fondateur du nouvel ordre mondial, Clemenceau souhaitait véritablement être le créateur d'une France nouvelle, plus socialement juste. C'était un homme en avance sur son temps, ses horizons politiques étaient bien au-delà de ceux de ses contemporains, mais c'est pourtant les générations futures qui lui ont rendu hommage et reconnaissance.

Bibliographie

- Ancel, J. (1920). L'Effort français: La croisade de Salonique (12 Octobre 1915 – 13 Novembre 1918): II. *Revue Des Deux Mondes (1829-1971)*, 55 (4), 875–918. Available at: <http://www.jstor.org/stable/44820793>
- Becker, J-J. (2012). *Clemenceau – chef de guerre*. Paris: Armand Colin.
- Carroll, E. M. (1931). *French Public Opinion and Foreign Affairs 1870–1914*. London: Archon.
- Clemenceau, G. (1916). *La France devant L'Allemagne*. Paris: Librairie Payot.
- Clemenceau, G. (1930). *Grandeurs et misères d'une victoire*. Paris: Plon.
- Clemenceau, G. (1996). *Vendée and les Vendéens. Sermons: the most beautiful speeches from world oratory*. Beograd: Uzvišena misao. [In Serbian]
- 86 | Clemenceau, G. (2020). *Grandeurs et misères d'une victoire*. Edition *Serbia 1914–1918*. Novi Sad: Prometej; Beograd: Radio-Televizija Srbije. [In Serbian]
- D'Espèrey, F. (2018). *Memoirs: Thessalonica front, Serbia, Balkans, Central Europe: 1918–1919*. Novi Sad: Prometej. [In Serbian]
- Dawbarn, C. (1915). *Makers of New France*. London: Mills & Boon Ltd.
- Delaye, Th. J. (1956). *Franchet d'Espèrey – Maréchal de France*, Cahiers Charles de Foucauld. Vol. 41, 11e série.
- Duclert, V. (2010). *La République imaginée 1870–1914*. Paris: Belin.
- Duroselle, J-B. (1988). *Clemenceau*. Paris: Fayard.
- Duroselle, J-B. (1994). *La Grande Guerre des Français*. Paris.
- Feyler, F. (1921). *La Campagne de Macédoine 1917–1918*. Genève: Éditions d'art Boissonnas.
- Geffroy, G. (1938). *Georges Clemenceau*. Beograd: Narodna kultura. [In Serbian]
- Greilsamer, L. (2018). Le verbe et la volonté. In: *14–18 Mission Centenaire – Clemenceau un Tigre*, 2.
- Kšiňan, M. (2019). *L'homme qui parlait avec les étoiles. Milan Rastislav Štefánik, héros franco-slovaque de la Grande Guerre*. Paris: Eur'ORBEM.
- L'Homme Enchaîné. (13 November 1917). *L'Italie ne pensait qu'au Carso*. № 1123, 1. Available at: <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k75910895/f1.image>
- L'Homme Enchaîné. (25 December 1915). *Pour le front français*. № 441, 1. Available at: <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k75904348>
- Mayeur, J-M. (1965). *La séparation de l'Église et de L'État*. Paris: Atelier.
- Milošević, M., Dimitrijević, B. (2005). *Nikola Pašić – to President of the Government, Confidential, personal, Paris 1919–1920. Pašić's letters form the Peace conference in Versailles*, Zaječar: Zadužbina “Nikola Pašić”. [In Serbian]
- Minc, A. (1996). *Antiporraits*. Éditions Gallimard.
- Miquel, P. (2004). *“Je fais la guerre”. Clemenceau, le père la victoire*. Paris: Jules Tallandier.
- [NBS] National Library of Serbia. The Archive of Grgur Jakšić. P558/III/91.

- Ninčić, V. (1933). *Georges Clemenceau*. Beograd: Geca Kon. [In Serbian]
- Nintchitch, M. (1937). *La crise bosniaque (1908–1909) et les puissances européennes*. Volume I. Paris: Alfred Costes.
- Pavlović, V. (2018). *Franchet d'Espèrey, commander-in-chief of the Allied forces at the Thessalonica front 1918–1919*. Introductory study (9-26). In *Memoirs: Thessalonica front, Serbia, Balkans, Central Europe: 1918–1919*. Novi Sad: Prometej [In Serbian]
- Porte, R. (2011). *Chronologie commentée de la Première Guerre mondiale*. Paris: Perrin.
- [SHD] Service historique de la Défense (January 1918 – January 1919). *Voyages de Monsieur Clemenceau*. Président du Conseil, Ministre de la Guerre aux Armées.
- SHD (15 Avril 1919). État-Major de l'armée de terre. Fond Clemenceau, 6 N 235, № 3717. Trieste.
- SHD (8 January 1918), État-Major de l'armée de terre. Fond Clemenceau. 6 N 235, № 5.1.18. Serbie.
- Sretenović, S. (2008). *France and Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes 1918–1929*. Beograd: Institut za savremenu istoriju. [In Serbian]
- Stojić, B. (2015). French policy in the Balkan peninsula on the eve of the Great War. In: S. Rudić & M. Milkić (eds.). *The First World War, Serbia, the Balkans and Great Powers* (87–108). Beograd: Istorijski institut; Institut za strategijska istraživanja. [In Serbian]
- Stojić, B. (2016). General Piarron de Mondesir and Serbian Golgotha. In: U. Šuvaković (ed.). *Century from Serbian Golgotha, History*, 1. (405–427). Kosovska Mitrovica: Filozofski fakultet Univerziteta u Prištini. [In Serbian]
- Stojić, B. (2017). *France and the Balkan Wars (1912–1913)*. Beograd: Istorijski institut. [In Serbian]
- Stojić, B. (2020a). Georges Clemenceau and Creation of Yugoslavia. In: S. Rudić & M. Milkić (eds.). *The End of the Great War – The road to new Europe*. (235–255). Beograd: Istorijski institut.
- Stojić, B. (2020b). Thessaloniki front in memoirs of General Maurice Sarrail and Marshal Franchet d'Espèrey. *Istorijski časopis*, Vol. LXIX, 443–469. DOI: <https://doi.org/10.34298/IC2069443S> [In Serbian]
- Stojić, B., Radović, D. (2022). Todor Stefanović Vilovski between Belgrade and Vienna during Annexation Crisis. *Мешовита гпађа / Miscellanea XLIII*, 191–211. DOI: 10.34298/MG2243191S [In Serbian]
- Tomei, S. (2018). Dans la fureur de la guerre. *Clemenceau – un Tigre dans la guerre*. 14–18 Mission Centenaire.
- Vallaud, P. (2011). *14–18 La première guerre mondiale*, Paris: Fayard.
- Vujović, D. (1987). How the French saw the problem of the creation of the Yugoslav state during the First World War. *Glasnik Odjeljenja društvenih nauka – CANU*, Vol. 5, 77–103. Available at: <https://canupub.me/knjiga/glasnik-odjeljenja-drustvenih-nauka-5-1987/> [In Serbian]
- Winock, M. (2018). Entretien avec Michel Winock, *Clemenceau – un Tigre dans la guerre*. 14–18 Mission Centenaire.
- Žujović, J. (1986). *Journal*, II, prepared by Dragoje Todorović. Beograd: Arhiv Srbije. [In Serbian]

Закључак

Свегаче седнице Одбора Општине Београдске
свржане на дан 30. Јануара 1921 год., на којој је изасла-
ник Председника Француске Републике, Г.
Џенерал Франсис 2'Естерс предао Општини,
Орден - Крста Почасне Легије, који је одликован
Београд



Предавао В.д. председника
Ж. Карајовановић

Секретар
Марко С. Јадаковић

Марко у 10. часова в.д. председника Ж. Карајовановић
отвара седницу овим говором:

Господе Одборници, госпође и господо!

Данашња седница, господе има нарочити значај, како за
Београд, тако и целу нашу земљу. Београд не само носица и говор-
ник идеје политичког и националног ослобођења, нашег целокупног
хришћанског народа, него и верни и истрајни политички савезник
у борби за испостизивање великих међународних принципа, правде и ис-
тине; - има данас да прими велико и ретко одликовање у знак
признатости за такво своје високо и таченичко држање у прошлом
рату. И уколико то одликовање долази од Француске, једне од
ко велике државе, не само то њеном просапансаву, него и то вели-

све оне који су се борили и све оне који су тамо заједно. Ми малости ових је и сувише!

Нека би душе тих хероја узале свој део славе, коју данас свескујемо. Ја им се клањам у име Француске.

После овог говора Ј. Генерал Д'Еаери предао је Орден Легије Часни. Председнику Ј. Карађовићу, прогласив' на француским декретом за то, а који на српском гласи:

У име Председника Републике, Крсти
Легије Часни даје се вароши Београду:

Једна од првих и најславнијих жртава, великог рата, чије установништво у пркос бамбурдовању и неаријантској Окупацији, није престало давати доказе храбрости, без малаксавања, био је Београд, великогласни симбол отпора и заједно победо једног херојског народа, одлученог да не пропадне.

По пријему високог одликовања у име захвалности одговорио је б. председник Карађовић.

Ваше Висоганство!

Господине Генерале наш Војводе!

Примајући као Председник Београдске Обштина ово високо одликовање Београда од стране Председника Француске Републике, ја Вас молим Господине Генерале, да код Њега, Француске владе и Вишњег Француског Народа будите истим најдубље захвалности, коју Вам у име Београда на овој свечаној седници најордаг није поносим.

ПРОГРАМ

242-212

свечаности откривања споменика захвалности француској у Београду.

10. н о в е м б а р :

У 8.20 часова дочек француских гостију на железничкој станици. Одело: жакет, цилиндер.

Дочеку присуствују: Одбор за подизање споменика,

Приређивачки одбор,

Преставници београдске општине,

Удружења и корпорације,

Грађанство,

Војна музика.



Г. Миланић, председник одбора за подизање споменика поздравља госте кратким говором.

У 10.30 часова свечан дочек изасланства француске Владе и осталих француских гостију. Одело: жакет, цилиндер.

Дочеку присуствују: Преставници Краљевске Владе,

Одбор за подизање споменика,

Преставници београдске општине,

Генералитет и Адмиралитет,

Музика са почасном четом,

Удружења и корпорације,

Грађанство.

Приликом доласка воза у станицу музика свира француску химну

Г. Миланић, председник одбора поздравља госте,

Музика свира француску химну,

Шеф француске делегације обилази почасни чету.

У 14.45 часова помен на француском и нашем гробљу.

Помену присуствују: Преставници Краљевске Владе,

Изасланство француске Владе и остали гости
француска колонија,

Генералитет и Адмиралитет,

Преставници београдске општине,

Више чиновништво,

Удружења, корпорације, грађанство,

Војна музика са почасном четом.

У 20.30 часова Бив мет Краљ. Владе у Гарднском Дому.

Programme des cérémonies d'inauguration du Monument de la Reconnaissance
à la France à Belgrade, 1930 (AJ 74).

Photo : Archives de Yougoslavie



Dejan V. Gavrilović^[1]

Université de Belgrade,
Faculté des sports et de l'éducation physique
Belgrade (Serbie)

UDC 796/799(497)"18"
327(497.11:44)"18"
Article scientifique original
Reçu: 7.4.2025.
Accepté: 25.4.2025.
doi: 10.5937/napredak6-58049

L'influence de la France sur le sport au Royaume de Serbie

Résumé : Alors qu'elle luttait pour son indépendance au XIXe siècle, la Serbie considérait la culture physique principalement à travers la capacité des soldats ou la formation de futurs militaires. C'est pour cela que les structures militaires ont exercé une influence dominante sur l'émergence et le développement de l'exercice physique jusqu'à la Grande Guerre. L'indépendance acquise et l'élévation de la Principauté au rang de Royaume ont encouragé la société serbe à effectuer des changements importants dans différents domaines sociaux. À partir des années 1880, la culture physique a également connu une évolution positive. Avec l'arrivée en Serbie du maître d'armes belge Charles Dousseth à la fin du XIXe siècle, la société serbe a découvert la méthode française d'escrime. Les élèves de Dousseth ont ensuite promu ce sport dans le Royaume de Serbie, puis dans le Royaume de Yougoslavie. En vue de son perfectionnement, au début du XXe siècle, l'officier Dragomir Nikolajević a été envoyé à l'École de Joinville en France. À son retour, il a travaillé au développement des mouvements Sokol et olympique. En adoptant les idées du baron Pierre de Coubertin, le Royaume de Serbie s'est classé parmi les rares pays à avoir adopté l'olympisme avant la Première Guerre mondiale. L'influence française sur les débuts du sport au Royaume de Serbie a jeté les bases du développement ultérieur de la culture physique en République de Serbie et, plus largement, dans la région.

Mots-clés : France, Royaume de Serbie, sport, École de Joinville, Dragomir Nikolajević

Introduction

Au temps de la Principauté de Serbie, l'apparition et l'essor de l'éducation physique et des premières formes de sport se déroulaient de manière spor-

dique et sans continuité. Le nombre d'enseignants dans les écoles primaires et secondaires était limité, tandis que leurs connaissances en éducation physique demeuraient modestes. Les premières activités sportives organisées apparaissaient dans

[1] dejansavate@gmail.com ; <https://orcid.org/0000-0002-0342-1420>

des écoles spécialisées d'escrime, de natation et de gymnastique. Alors que la Serbie menait sa lutte pour l'indépendance durant une grande partie du XIX^e siècle, l'État serbe accordait une importance primordiale à la culture physique au sein de l'armée. Depuis la création de l'École d'artillerie – première forme d'académie militaire – jusqu'au début de la Grande Guerre, les disciplines liées à l'éducation physique jouissaient d'un statut privilégié. Après l'acquisition de son indépendance et la proclamation du Royaume de Serbie en 1882, l'armée a également connu d'importantes transformations. En 1883 a été instauré le service militaire obligatoire de deux ans, mettant ainsi fin au dualisme entre la petite armée permanente et l'armée populaire, beaucoup plus nombreuse. L'armée a alors été divisée en corps permanent, composé d'officiers, de sous-officiers et de soldats en service ; s'y ajoutait une réserve, formée d'hommes ayant accompli leur service militaire jusqu'à l'âge de trente ans. Le corps permanent et la réserve formaient le premier appel. Le second appel concernait les citoyens de 30 à 37 ans, tandis que le troisième appel rassemblait ceux âgés de 37 à 50 ans. Jusqu'alors réservée à l'armée professionnelle, la formation militaire – désormais prise en charge par l'État – est devenue accessible à tous les jeunes hommes aptes au service. L'instruction dispensée aux soldats se divisait en enseignement militaire général, en formation technique et en éducation physique, c'est-à-dire la gymnastique (l'un des termes désignant l'éducation physique à l'époque du Royaume de Serbie). Dans tous les corps d'armée, l'éducation physique constituait une composante essentielle de chaque phase de l'entraînement. Le service mi-

litaire, tout comme le rappel des anciens soldats dans la réserve, constituaient des périodes-clés pour l'expansion de la culture physique dans la population. Depuis que la Serbie s'était proclamée Royaume, l'intérêt de l'État pour l'éducation physique dans les écoles primaires et secondaires a connu un véritable essor. Les premières sociétés de gymnastique ont vu le jour, certaines adoptant le système tchèque du Sokol. Avec le renouveau des Jeux Olympiques à la fin du XIX^e siècle, l'olympisme a commencé à gagner des adeptes en Serbie au début du XX^e siècle.

L'influence de la France sur le sport à travers les officiers et les enseignants en éducation physique dans l'armée du Royaume de Serbie

Bien que la majorité des officiers serbes ait été formée dans leur pays, certains d'entre eux ont été envoyés dans des armées étrangères pour un perfectionnement supplémentaire. Le ministre de la Guerre, Jovan Mišković, a abordé cette question dès 1879 dans la revue *Ratnik* (Guerrier) : « ... Combien d'officiers faudrait-il envoyer à l'étranger pour qu'ils étudient et observent certaines branches militaires afin de pouvoir en effectuer la mise en œuvre nécessaire chez nous, une fois revenus ? ». Cette initiative du ministre Mišković adressée au chef de l'état-major général a porté ses fruits, comme en témoignent les progrès réalisés dans la formation de l'armée serbe au cours des décennies qui ont suivi. Entre 1888 et 1898, un total de 303 officiers ont reçu une formation à l'étranger, soit entre 18, nombre minimum,

et 42 officiers, nombre maximum, au niveau annuel (Gavrilović, 2011, p. 113). Cette formation complémentaire s'est déroulée dans les armées russe, austro-hongroise, allemande, belge, mais aussi française. Le programme des activités physiques pour les officiers, sous-officiers et soldats en France, entré en vigueur en 1874, mettait l'accent sur l'entraînement à la course, à la natation, à la lutte, au chant, à la danse, à la boxe anglaise ou classique, à la savate ou boxe française, ainsi qu'à l'escrime... (Gavrilović, 2011, p. 28). Pendant la période d'onze ans de 1888 à 1898, les officiers serbes n'ont pas été envoyés en France pour se perfectionner dans la culture physique, mais ils ont certainement pratiqué ces disciplines dans les troupes françaises. Durant cette période, 26 officiers serbes ont séjourné en France. À leur retour, ils ont contribué à introduire l'influence française dans la culture physique au Royaume de Serbie. L'approche systémique à la culture physique dans l'armée serbe mise en place par ces officiers a ouvert la voie à l'impact de la culture physique française sur une partie plus large de la population serbe.

Au cours des trente premières années de son activité (1850–1880), l'Académie militaire a classé les disciplines d'éducation physique – gymnastique, lutte et natation – parmi les quatre matières les plus représentées, aux côtés de la langue française, des fortifications de campagne et de la science chrétienne (Ljušić, Bojković, Pršić & Jovović, 2000, p. 290). Plusieurs instructeurs de gymnastique, de lutte et de natation ont été recrutés à l'étranger. Jovan Zamastil, originaire de Vysoké Mýto, une ville du territoire tchèque de l'Empire autrichien, enseignait la lutte, la natation et la gymnastique dès

1851. Après lui, Đorđe Marković Koder a été engagé pour ces disciplines de 1858 à 1860. Précédemment Marković enseignait la gymnastique et l'escrime au lycée de Szeged en Hongrie (Bošković, 2014, p. 263). Le capitaine du génie Dimitrije Karadžić, fils de Vuk Karadžić, avait enseigné la gymnastique entre 1859 et 1865, en plus des fortifications, du service du génie et du service de pontage. Dimitrije Karadžić & terminé ses études à l'Académie militaire d'ingénierie de Bruck (Autriche-Hongrie), après quoi il a été nommé sous-lieutenant dans l'armée serbe, avant d'être envoyé à Berlin pour se perfectionner dans l'unité des pionniers de la Garde (Šaulić, 1988, p. 236). Lazar Cukić, capitaine d'infanterie de première classe, a également enseigné la gymnastique durant la période de 1858 à 1859, tandis que pendant la longue période de 1864 à 1887, le major d'infanterie Ferdo Mihoković a enseigné la natation et la gymnastique. Parmi ces cinq enseignants ayant exercé entre 1850 et 1880 dans les disciplines de lutte, gymnastique et natation, quatre ont acquis leurs savoirs en dehors de la Principauté de Serbie (Zamastil, Marković, Karadžić et Mihoković). Ces derniers ont obtenu leur formation principalement en Autriche-Hongrie. Dans la phase suivante du développement de l'Académie militaire (1880-1914), jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, dix enseignants ont été chargés de ces disciplines : Ljubomir Ilić (1886-1891), Miloš P. Vasić (1891-1899), Charles Dousseth (1891-1919), Stevan P. Jovanović (1892-1895), Jovan Stojanović (1893-1894), Svetislav Mišković (1895-1897), Atanasije M. Popović (1898-1901), Dragomir T. Nikolajević (1900-1902), Aleksandar Josifović (1902-1907) et Miroslav Vojinović (František Hofman) (1908-1914) (Ljušić et al., 2000, p. 299).



Cabinet d'anatomie à l'École de Joinville

Photo: archive privée de l'auteur

Parmi les instructeurs mentionnés, deux ont particulièrement contribué à transmettre les méthodes françaises d'éducation physique aux cadets de l'Académie militaire, puis à la population civile du Royaume de Serbie. Après cinq enseignants formés en Autriche-Hongrie (Zamastil, Marković, Karadžić, Mihoković et Ilić), l'Académie militaire engageait en 1891 le maître d'armes belge Charles Dousseth. Dousseth a terminé premier de sa promotion à l'École d'Escrime de Bruxelles, ouverte en 1885 sur le modèle de l'École normale militaire de gymnastique de Joinville près de Paris. À l'issue de sa formation, Dousseth, maître d'armes accompli, a été recruté en 1889 comme enseignant en Turquie. Sur les conseils de l'attaché militaire serbe à Constantinople, le colonel d'état-major Nešić, Dousseth s'est installé à Belgrade où il est devenu instructeur de combat à l'Académie militaire serbe. Avant l'arrivée de Dousseth en Serbie, l'escrime était enseignée selon l'ancienne méthode allemande ; dès sa prise de fonction, on a adopté la nouvelle méthode française (Rašić, 1909a). Le maître d'armes belge a rapidement acquis de nombreux élèves à l'Académie, mais aussi à l'école privée qu'il a ouverte à Terazije, où il a loué un étage entier pour les entraînements. Parmi les officiers, ses meilleurs élèves étaient Dragomir Nikolajević, Aleksandar Josifović et Bogoljub Dinić, qui, après de longues années de collaboration avec lui, ont été eux-mêmes engagés comme instructeurs de combat à l'Académie militaire.

Parmi les élèves de Charles Dousseth, Dragomir T. Nikolajević, devenu lui aussi professeur de combat à l'Académie, était le second enseignant à contribuer de manière significative à la diffusion

de l'influence française dans le développement du sport au Royaume de Serbie. Reconnu comme escrimeur particulièrement doué, il a été envoyé par le Ministère de la Guerre se perfectionner en France, plus précisément à l'École de Joinville près de Paris (Naumović, 1902). Fondée en 1852, l'École normale militaire de gymnastique de Joinville a marqué un tournant dans l'évolution de la culture physique européenne au XIXe et XXe siècle (précurseur de l'actuel INSEP). Nikolajević y a séjourné de 1902 à 1904 (Military Archives, 1925). Il y étudiait diverses disciplines sportives : gymnastique, athlétisme, escrime, boxe, savate, natation, plongeon, lutte, mais aussi anatomie, physiologie et biomécanique. Il avait la chance de recevoir les enseignements du célèbre Dr Georges Demenÿ. Il a également joué pour l'équipe de football de Joinville, remporté des épreuves d'aviron et participé à des compétitions d'athlétisme (Vreme, 1930). Il a perfectionné des éléments de culture physique militaire : le combat à la baïonnette, les plongeurs en uniforme, le transport de blessés sur des plateformes, le franchissement de fossés en tenue avec équipement et l'escalade de troncs d'arbres horizontaux, etc. De retour de sa formation, le capitaine Nikolajević a dirigé le cours de l'École des officiers de combat de 1904 à 1905. Avec le major d'état-major Dušan Pešić, il faisait partie de la commission d'examen de cette école. Elle rassemblait les officiers escrimeurs les plus doués. Deux rues de Belgrade (Vojvode Brane et Vojvode Bogdana) portent aujourd'hui les noms d'anciens élèves de cette école, Branivoje Jovanović et Bogdan Hajnac. Le 18 mars 1904, à son retour de France, Nikolajević a proposé, lors de la neuvième séance du Sokol de Belgrade, de former deux de ses membres à la boxe. Cette proposi-

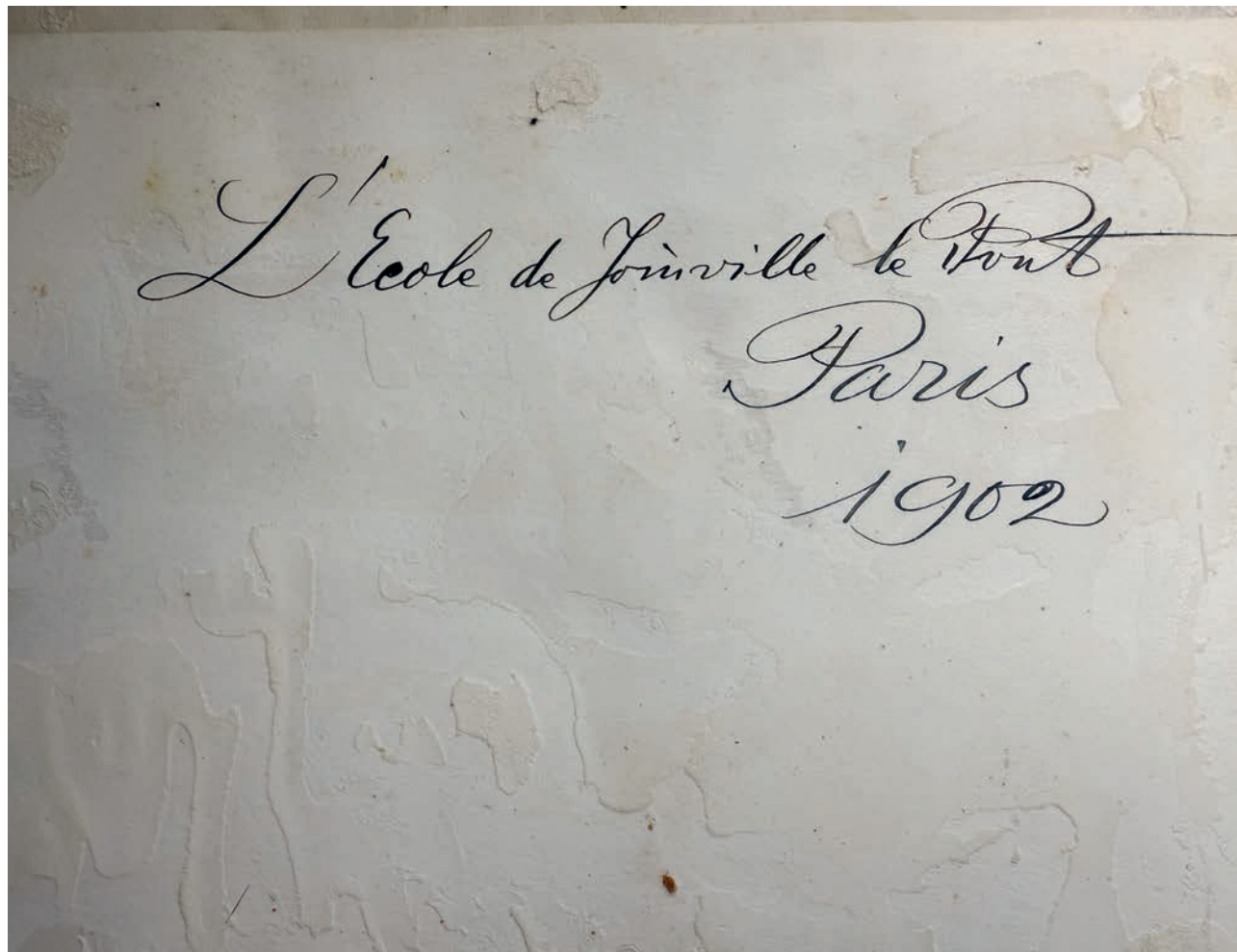


Dragomir Nikolajević s'entraîne à la savate boxe française à l'École de Joinville en France, côté recto de la photographie
(Album sportif de Dragomir Nikolajević)

Photo: archive privée de l'auteur

tion, faite par le capitaine d'artillerie, a été acceptée (Rašić, 1909b). À cette époque, deux styles de boxe étaient reconnus – le français et l'anglais. Au début de 1907, à l'occasion du centenaire des activités physiques et culturelles aux Pays-Bas, le capitaine

Nikolajević et le lieutenant Josifović avaient été envoyés en mission. Lors des festivités, Nikola-jević s'est mesuré au maître italien Zanella. Tous deux ont été décorés par la reine Wilhelmine des Pays-Bas pour la qualité de leur prestation. Cette



Dragomir Nikolajević s'entraîne à la savate boxe française à l'École de Joinville en France, côté verso de la photographie
(Album sportif de Dragomir Nikolajević)

Photo: archive privée de l'auteur

participation des officiers serbes aux Pays-Bas est,
plus d'un siècle plus tard, commémorée comme la

Journée du sport militaire au sein de l'armée de la
République de Serbie.^[2]

[2] https://www.vs.rs/sr_lat/o-vojski/tradicija/vojni-praznici (consulté le 5/4/2025).

Pendant son service à Niš, Nikolajević annonçait la préparation d'un livre sur le sport intitulé « Bibliothèque militaire du travail physique rationnel ». L'ouvrage devait couvrir des contenus sur la marche et la course, l'escrime, la natation, le water-polo, l'aviron, la lutte, la boxe française et anglaise... Dans son appel à souscription, Nikola-jević soulignait que l'ouvrage serait enrichi par des contributions de scientifiques français tels que le Dr Demenÿ, le Dr Tusseau, le Dr Mosso, ainsi que de l'École militaire de Joinville (Hadžić, 1909). À la veille de la Première Guerre mondiale, en 1914, a été publié le premier livre sur la boxe au Royaume de Serbie, intitulé *Boxe française et anglaise*. Dans les dernières pages du livre, l'auteur, lieutenant-colonel Nikolajević, souligne qu'il s'est également appuyé sur les ouvrages du Dr Tusseau, du Dr Lagrange, du Dr Paget, du Prof. Charlemont, du Prof. Leclercq, ainsi que sur l'expérience de l'École de Joinville.

En tant que diplômé de l'École de Joinville, Nikolajević avait participé activement aux travaux de la Fédération des sociétés du Sokol « Dušan le Puissant » et du Comité olympique serbe.

Les connaissances qu'il avait acquises au cours de sa formation en France, l'officier Nikolajević les a transmises avec générosité dans le domaine de la culture physique au Royaume de Serbie.

La France et le mouvement olympique au Royaume de Serbie

La France occupait, au XIXe siècle, une place de premier plan dans le renouveau de l'olympisme et dans l'émergence du mouvement olympique. Cette

initiative a été portée par le diplomate, pédagogue et baron français Pierre de Coubertin. Animé par le désir de réformer et d'élever le niveau de la culture physique dans son pays, le baron Coubertin étudiait les divers systèmes d'éducation corporelle en vigueur à travers l'Europe. En 1889, le Ministère français de l'Instruction publique l'a envoyé aux États-Unis et au Canada afin qu'il puisse s'imprégner des pratiques en matière de culture physique dans les universités nord-américaines. Dans sa conception de la réforme éducative, le sport moderne était perçu comme un vecteur essentiel de transformation (Ilić & Mijatović, 2006, str. 295). Coubertin a diffusé son idée de renouveau de l'olympisme dans des revues sportives et lors de congrès scientifiques. Après avoir trouvé des alliés en Angleterre et aux États-Unis, une commission composée de trois membres avait décidé en 1894 d'organiser à Paris un Congrès international du sport. Cet événement a réuni des délégués de onze nations, qui ont pris la décision de rétablir les Jeux Olympiques, qui ont eu lieu à Athènes en 1896. Ce renouveau olympique, sous l'impulsion déterminante de la France, a constitué une force motrice majeure pour le développement du sport et de l'ensemble de la culture physique au sein du Royaume de Serbie. La première étape a été franchie dès les premiers Jeux Olympiques d'Athènes en 1896, et a atteint son apogée lors des cinquièmes Jeux de Stockholm en 1912, lorsque le Club Olympique serbe a été enfin admis au sein du mouvement olympique international.

Bien que le Royaume de Serbie n'ait pas été un pays participant, il s'est présenté aux premiers Jeux Olympiques modernes en tant qu'invité. La délégation serbe était conduite par le jeune roi Aleksandar Obrenović, accompagné d'une délégation d'État. Cette visite royale était la première visite d'un

souverain aux Jeux Olympiques rénovés. Après avoir visité le monastère serbe de Hilandar et le monastère russe Saint-Pantéléimon au Mont Athos, le monarque serbe s'est rendu au Pirée où le roi Georges Ier de Grèce l'avait accueilli avec le prince héritier Constantin, le prince Georges et une nombreuse délégation. Après un repas au palais royal grec, les hôtes et leurs invités se sont dirigés vers les épreuves de cyclisme. Le deuxième jour de son séjour, le roi s'est présenté au stade où un orchestre jouait les hymnes de la Grèce et de la Serbie en l'honneur des souverains. Les deux souverains ont été accueillis avec enthousiasme par les présents. Le lendemain, le roi a assisté à la victoire d'un athlète grec au marathon et l'on suppose qu'il avait également pu observer la performance du lutteur Momčilo Tapavica, un Serbe engagé dans l'équipe hongroise (Šarenac, Baljkas & Borovnjak, 2020, p.39).

Parmi les accompagnateurs du roi se trouvaient le général Franasović, ministre de la guerre ; le lieutenant-colonel Ćirić, premier aide de camp ; le major Rašić, ainsi que le major Mišić, aide de camp. Le départ avec le roi Aleksandar pour le Mont Athos et les premiers Jeux Olympiques a été décrit par Živojin Mišić : « À cette époque, le roi voyageait très souvent à l'étranger. Tous les aides de camp et ordonnances se succédaient pour accompagner le roi lors de ses voyages. Il m'a fallu du temps pour être appelé, probablement parce que j'étais en même temps commandant du bataillon, tandis que les autres n'avaient pas d'autres fonctions ou étaient occupés par des tâches administratives. Finalement, il a fallu attendre avant que je puisse enfin accompagner le roi lors de son voyage vers le Mont Athos et Athènes. » (Mišić, 1969, p. 181). Le séjour de l'aide de camp et du major Živojin Mišić aux Jeux Olympiques à Athènes a eu un

impact positif sur les futures générations d'officiers en ce qui concerne l'adoption des idées olympiques. Le futur maréchal de l'armée serbe a été le premier à adopter et à transmettre la « flamme » de l'olympisme aux jeunes officiers, qui ont fondé en 1910 le Club olympique serbe.

Pendant les Jeux Olympiques à Athènes, la presse serbe publiait des rapports sur le séjour du roi et de sa suite en Grèce. Les journaux *Male novine*, *Videlo*, *Večernje novosti*, *Srpske novine* relataient chaque déplacement du roi serbe... L'exécution de l'hymne serbe et la levée du drapeau national lors des premiers Jeux Olympiques rénovés ont laissé une forte impression sur la délégation du Royaume de Serbie. Les impressions des officiers lors de ces premiers Jeux Olympiques ont donné un élan supplémentaire à l'influence de l'armée pour élever le niveau de la culture physique dans le pays.

Le 10 février 1910, le Club olympique serbe a été fondé à l'hôtel « Moscou » à Belgrade. Parmi les six membres du conseil d'administration, quatre étaient des officiers de l'armée serbe. De plus, dans les années qui ont précédé la Grande Guerre, l'armée occupait la plupart des postes au sein du comité et des conseils du Club olympique serbe (Gavrilović & Mijatović, 2020). Plus de 60 officiers et un grand nombre de soldats ont participé au développement de l'olympisme en Serbie. L'officier Svetomir Đukić a joué un rôle crucial dans le développement du mouvement olympique serbe. Dès sa jeunesse, il montrait d'excellentes capacités physiques, qu'il avait développées pendant ses études à l'Académie militaire. L'apparition de la délégation serbe aux Jeux Olympiques d'Athènes a eu un impact positif sur la culture physique de la nation serbe, mais aussi directement sur le jeune officier Đukić. Le maréchal de l'armée serbe à la Grande Guerre,

Živojin Mišić, a été présent aux Jeux à Athènes en tant qu'aide de camp du roi Aleksandar Obrenović. Dans sa carrière professionnelle ultérieure, il a propagé le sport au sein de l'armée et parmi la population. Dans ses *Mémoires des guerres balkaniques*, Svetomir Đukić écrit : « [...] En tant que sous-lieutenant, j'étais sous le commandement de Živojin Mišić à Valjevo... Nous les plus jeunes, il nous conseillait et nous enseignait l'importance de l'exercice physique. Il a eu une influence importante sur moi, la gymnastique étant devenue une partie essentielle de ma vie grâce à lui. Je lui dois d'avoir fait adhérer notre Royaume à la Société Olympique Internationale et d'avoir été admis au Comité International Olympique – un honneur pour la Serbie autant que pour moi-même. » (Đukić, 2014, p.207). Comme il l'a noté dans ses mémoires, aux cinquièmes Jeux Olympiques, qui ont eu lieu à Stockholm en 1912, le Royaume de Serbie a été officiellement présente. La Serbie y était représentée par deux athlètes – Dragutin Tomašević dans le marathon et Dušan Milošević dans la course de 100 mètres. Lors de ces Jeux à Stockholm, la Serbie a officiellement rejoint le Comité International Olympique (Ilić & Mijatović, 2006, p. 521). Un an après l'adhésion de la Serbie au Comité International Olympique, le directeur du Comité olympique serbe, Svetomir Đukić, est entré en guerre en raison du début des guerres balkaniques. Le major Đukić décrit ainsi les changements soudains dans sa vie dans ses *Mémoires* : « La vie est pleine de surprises. Il y a quelques mois, j'avais été présenté au roi de Suède comme nouveau membre du Comité International Olympique. Je n'aurais jamais imaginé la splendeur et le faste de la cour suédoise. J'étais attentif à mon comportement, sachant que ce n'était plus mon affaire personnelle, mais que je représentais mon pays,

dont beaucoup parmi les invités ne savaient rien ou avaient une idée fausse. » (Đukić, 2014, p. 211). Après sa participation aux Jeux Olympiques de Stockholm, le travail du Comité olympique serbe était ralenti par les guerres balkaniques en 1912 et 1913. Au début de 1914, le Comité olympique serbe a organisé plusieurs compétitions, telles que la course de 200 mètres, la course de 20 km et une course cycliste. En juin 1914, à la veille de la Grande Guerre, les délégués du Comité International Olympique se sont réunis au Palais de la Sorbonne à Paris. Le Congrès était présidé par Pierre de Coubertin, le créateur de l'olympisme moderne, et la Serbie y était représentée par Svetomir Đukić. En plus de Coubertin, les participants au Congrès incluaient Sloane, Balck, Guth, Edström, et le colosse *Ursus* (Svetomir Đukić), les plus proches collaborateurs du baron et humaniste français. Selon l'officier Đukić, Coubertain incarnait un mélange de finesse aristocratique et d'idéalisme démocratique, il était symbole de la lutte pour la justice, l'humanité et l'égalité. Les représentants présents respectaient Coubertin, reconnaissant son rôle majeur dans le lancement de l'olympisme, « l'allumage » de la flamme olympique et son influence sur le rapprochement des peuples pour la paix (Đukić, 2015, p. 23). Le représentant serbe Đukić considérait que les valeurs olympiques correspondaient parfaitement aux traits caractéristiques de son peuple : le courage, l'héroïsme et la bravoure. Dans ses mémoires, le major Đukić a décrit la situation au Congrès organisé avant la Grande Guerre : « Lors de la première séance, le délégué autrichien exigea autoritairement que le délégué tchèque, le Dr Guth, soit exclu du CIO, car la Tchéquie faisait partie de l'Empire Austro-Hongrois. Immédiatement, deux camps s'étaient formés : d'un côté les États germaniques, de l'autre

les nations slaves. Une vive polémique avait éclaté. Coubertin savait, avec tact, finesse et autorité, diriger même les séances les plus tumultueuses, rétablir l'unité d'une main ferme, trouver une solution sans confusion, hésitation ni agressivité – et devant lui, dans ses mains, il n'avait qu'une simple feuille de papier blanc. Finalement, après de vives discussions, il avait été décidé que le Dr Guth resterait membre du CIO. On sentait alors que l'atmosphère en Europe était chargée d'électricité. Coubertin avait pressenti l'approche d'une catastrophe terrible et réfléchissait à la manière dont, il y a deux mille cinq cents ans (776 av. J.-C.), les tribus grecques suspendaient les guerres pour organiser les Jeux Olympiques, tandis qu'aujourd'hui, les hommes suspendaient les Jeux Olympiques pour faire la guerre. » (Đukić, 2015, p. 24). Après le Congrès du CIO, les membres du CIO ont été reçus dans les jardins du Palais de l'Élysée par le président français Poincaré. En présentant le major Đukić, Coubertin avait souligné : « Voici l'un des héros de la Serbie, un petit peuple en nombre, mais grand par sa bravoure », tandis que le président Poincaré ajoutait : « Et par son humanité envers l'adversaire. » (Đukić, 2015, p. 24). Le 28 juin 1914, le major Đukić a assisté aux courses hippiques de Longchamp, où se trouvaient de nombreuses personnalités diplomatiques, ainsi que le président Poincaré et son épouse. Après le derby, Đukić est resté un moment sur l'hippodrome. À ce moment-là, une agitation soudaine s'est emparée de la foule – les vendeurs de journaux annonçaient en criant l'attentat contre l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie et son épouse à Sarajevo. Le monde entrera bientôt dans la Grande Guerre, tandis que l'officier Svetomir Đukić, accompagné de nombreux olympiens serbes, participera au plus grand conflit militaire mondial jusqu'alors.

À l'issue de la Première Guerre mondiale, le Royaume de Serbie est sorti victorieux et, le 1^{er} décembre 1918, a intégré le nouvel État des Slaves du Sud – le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Le Comité olympique serbe a poursuivi ses activités au sein du Comité olympique yougoslave, tandis que Svetomir Đukić a été élu vice-président de l'organisation.

Conclusion

Depuis l'acquisition de l'indépendance définitive au Congrès de Berlin et la proclamation du Royaume de Serbie, divers domaines sociaux de l'État serbe se développaient rapidement. Un grand nombre de jeunes revenaient au Royaume de Serbie après leurs études à l'étranger, apportant avec eux un vaste éventail de connaissances, dont celles relatives à la culture physique. L'État avait également pris diverses mesures pour sensibiliser à l'importance de l'exercice physique. Dès sa création en 1850, l'Académie militaire engageait fréquemment des instructeurs formés à l'étranger pour enseigner la gymnastique, la lutte et la natation. Elle envoyait également des officiers dans des troupes étrangères dans le but de perfectionner la culture physique. La méthode française d'escrime est arrivée en Serbie avec le maître belge Charles Dousseth. Il a beaucoup contribué au développement de cette discipline, tant à l'Académie militaire que dans la société civile. Pour parfaire sa formation en culture physique, le Ministère de la Guerre a envoyé l'officier Dragomir Nikolajević à l'école française de lutte de Joinville. À son retour, il participait activement dans la promotion du sport au sein du mouvement Sokol et du mouvement

olympique, tout en publiant des ouvrages sur la culture physique. Le renouveau de l'olympisme à la fin du XIXe siècle a élevé la conscience de la culture physique au niveau mondial. Les idées du baron Coubertin et de ses collaborateurs ont trouvé un écho en Serbie, influençant l'adhésion des olympiens

serbes au Comité International Olympique avant la Grande Guerre. La France a ainsi contribué au développement de la culture physique au Royaume de Serbie, influençant positivement son évolution ultérieure au sein du Royaume de Yougoslavie, de la RSFY et de la République de Serbie.

Bibliographie

- Bošković, D. (2014). *Đorđe Marković Koder*. Novi Sad: Izdavački centar Matice srpske. [In Serbian]
- Đukić, S. (2014). *Memoirs, Vol. 1, The Balkan Wars*. Beograd: Medija centar – “Odbrana”. [In Serbian]
- Đukić, S. (2015). *Memoirs, Vol. 2, The First World War*. Beograd: Medija centar – “Odbrana”. [In Serbian]
- Gavrilović, D. (2011). *Great Figure of Serbian Sports, Colonel Dragomir Nikolajević*. Beograd: SIA. [In Serbian]
- Gavrilović, D., Mijatović, S. (2020). Influence of the Military Academy on the Introduction and Development of Physical Exercise in the Kingdom of Serbia. In: V. Stanković, T. Stojanović, B. Cicović (eds.) *7th International Scientific Conference “Anthropologic and Theo-Anthropologic View of Physical Activities since Constantine the Great to Date”* (145-150). Kopaonik: Fakultet za sport i fizičko vaspitanje u Leposaviću, Univerzitet u Prištini – Kosovska Mitrovica. [In Serbian]
- Hadžić, S. (1909, 1 April). Military Library of Rational Physical Labour. *Službeni vojni list*, 279. [In Serbian]
- Ilić, S., Mijatović, S. (2006). *The History of Physical Culture*. Beograd: DTA trade. [In Serbian]
- Ljušić, R., Bojković, S., Pršić, M., Jovović, B. (2000). *Officers in Higher Education of Serbia*. Beograd: Vojnoizdavački zavod. [In Serbian]
- Military Archives (1925). The file of personal data of the former Yugoslav Army, K-633/624 (Nikolajević Tome Dragomir), Funds of the Army of the Kingdom of Serbia and Yugoslavia. Beograd: Ministarstvo vojno. [In Serbian]
- Mišić, Ž. (1969). *My Memories*. Beograd: VIZ. [In Serbian]
- Mišković, J. (1879, 7 July). Sending Officers Abroad for Educational Purposes. *Ratnik*, (44). [In Serbian]
- Naumović, M. (1902, 20 October). Upon the Order of the Ministry of War. *Službeni vojni list*, 1. [In Serbian]
- Rašić, V. (1909b). Belgrade Sokol. *Srpski vitez* (11-13), 15 October – 15 November, 133. [In Serbian]
- Rašić, V. (1909a). Serbian Sword – Fencing and Football Club. *Srpski vitez* (7-10), 15 August – 1 October, 100-101. [In Serbian]
- Šarenac, D., Baljkas, Ž, Borovnjak, Đ. (2020). *Momčilo Tapavica, Builder and Olympic Medal Winner*. Novi Sad: Fakultet sporta i fizičkog vaspitanja. [In Serbian]
- Šaulić, J. (1988). *Vuk and the Family*. Beograd: Stručna knjiga. [In Serbian]
- Vreme. (1930, 28. January). Sports Portrait. [In Serbian]

Sitographie

https://www.vs.rs/sr_lat/o-vojsci/tradicija/vojni-praznici



Amarante Szidon^[1]

Présidente de l'association Les Méchantes Petites Filles
Levallois-Perret (France)

UDC 75.071.1:929 Ћурић М.

75:069.9(497.1:44)

Article de revue

Reçu: 13.3.2025.

Accepté: 29.4.2025.

doi: 10.5937/napredak6-57464

Dado en expansion

Résumé : Cet article explore l'héritage du peintre monténégrin Dado (Miodrag Đurić, dit, 1933–2010), qui a passé la majeure partie de sa vie et de sa carrière en France, dans un contexte où de nouveaux récits de l'histoire de l'art émergent, offrant une visibilité accrue aux artistes d'origine non occidentale. En évoquant l'entrelacement complexe et fécond des cultures de l'Est et de l'Ouest, l'importance de la rétrospective exceptionnelle consacrée aux œuvres du peintre à la Galerie de l'Académie serbe des sciences et des arts (SANU) en 2024, ainsi que la restauration de son chef-d'œuvre *in situ*, Les Orpellières, son « Guernica en couleurs », l'autrice met en lumière toute la contemporanéité de Dado. De nouveaux éclairages, non seulement dans l'histoire de l'art mais aussi en esthétique, en philosophie et en littérature, confirment l'étonnante résonance de l'œuvre de Dado dans notre époque.

Mots-clés : Dado (Miodrag Đurić), Danilo Kiš, héritage, Catherine Millet, Les Orpellières, Germain Viatte

« Je tiens la peinture pour une aventure, mais une
aventure personnelle. »

Dado^[2]

De nouveaux récits

Travaillant depuis près de vingt-quatre ans comme éditrice au Centre Pompidou, notamment à la réalisation de nombreux catalogues d'exposition, j'observe combien le récit de l'histoire de l'art évolue au fil des années dans un monde de plus en

plus globalisé — et pas seulement en France, où je vis. En 2013, au Centre Pompidou, l'exposition « Modernités plurielles, 1905-1970 », conçue par Catherine Grenier, a constitué une tentative réussie de d'amorcer d'autres récits, mettant en avant d'autres artistes demeurés depuis longtemps dans l'ombre de la « grande » histoire de l'art — une histoire majoritairement façonnée par l'Occident, centrée sur ses propres artistes et racontée par ses propres historiens — afin de remettre « en cause les discours dominants et les hiérarchies établies »

[1] amarante.szidon@free.fr; Commissaire de l'exposition « Dado. Histoire naturelle, 1953-2000 » présentée à l'Académie serbe des sciences et des arts de Belgrade, du 21 décembre 2024 au 2 mars 2025 ; éditrice des ouvrages Dado. *Peindre debout. Entretiens, 1969-2009*. Strasbourg: Éditions L'Atelier contemporain. 2016, Dado. *Portrait en fragments. Propos recueillis par Christian Derouet, 1981-1988*. Strasbourg: Éditions L'Atelier contemporain. 2023, éditrice des sites officiels dédiés à l'artiste : www.dado.fr / www.dado.virtual.anti.museum / www.dado.me, Éditrice au Centre Pompidou à Paris, fille de l'artiste.

[2] Rajko Cerović, RTCG, *Entretien avec Dado*, 1971, Repris sur : <https://www.dado.virtual.anti.museum/interview-tv-titograd-1971-video>, 10 min, 44 s (consulté le 11 mars 2025).

(Grenier, 2013, p. 15). Plus récemment, la brillante exposition «Paris et nulle part ailleurs : 24 artistes étrangers à Paris », conçue par Jean-Paul Ameline au Musée national de l'histoire de l'immigration à Paris en 2022, a montré qu'après la Seconde Guerre mondiale, Paris et plus largement, la France, restait un pôle magnétique pour les artistes venus des quatre coins du monde. Ce fut le cas également pour Dado, encouragé à venir à Paris par son mentor Marko Čelebonović, proche ami de la sculptrice Germaine Richier, dont la carrière fut exceptionnelle en France. Ameline souligne aussi l'influence profonde que les pays d'origine exercent sur le processus créatif de nombreux artistes exilés et vivant en France, en citant, par exemple, le peintre chinois Zao Wou-Ki, le peintre sénégalais Iba N'Diaye, ou encore l'artiste haïtien Hervé Télémaque (Ameline,

2022, p. 49). Ces souvenirs— dans le cas de Dado, la texture des pierres des montagnes monténégrines — restent visibles même après de longues années d'exil. Avec ses tableaux *Les Limbes ou Le Massacre des Innocents* (1958-1959), *L'Architecte* (1959) et *Hérouval* (1967), Dado figurait dans la section des « Exilés volontaires », aux côtés d'Eduardo Arroyo, Alicia Penalba, Judit Reigl, Antonio Seguí et Hervé Télémaque. Son nom est l'un des premiers que Germain Viatte – grand spécialiste de l'œuvre de Dado et figure majeure du monde institutionnel de l'art en France au cours des cinq dernières décennies – a suggéré à Jean-Paul Ameline. Viatte, qui a contribué à la création du Centre Pompidou en 1977, fut également le commissaire de la toute première rétrospective de Dado au Centre national d'art contemporain de Paris en 1970 [ill. 1].^[3]



[ill. 1] Interview de Germain Viatte, directeur honoraire du Musée national d'Art moderne, avec le catalogue de la rétrospective au Centre national d'art contemporain en 1970, dans le cadre de l'exposition « Paris et nulle part ailleurs : 24 artistes étrangers à Paris », Musée national de l'histoire de l'immigration, 2022 (commissaire : Jean-Paul Ameline)
© Association les Méchantes Petites Filles

[3] Jean-Paul Ameline, courriel adressé à l'autrice en date du 24 février 2025.

Il apparaît dès lors logique que l'œuvre de ce « grand marginal de l'histoire de l'art^[4] », pour reprendre l'expression de Catherine Millet, connaisse un écho grandissant, alors que l'intérêt pour les artistes non occidentaux va croissant. Catherine Millet emploie le terme de « réévaluation »^[5] et souligne que l'œuvre de Dado échappe à toute classification – ce qui rend difficile son insertion dans les récits élaborés par les historiens de l'art académiques. Elle insiste également sur le caractère intemporel de l'art de Dado, car, à la différence des autres peintres de sa génération, son œuvre n'est construite autour d'un « message explicitement politique ancré dans l'actualité [...] C'est peut-être pour cela aussi que je pense que sa peinture vivra éternellement, parce qu'elle dit l'essentiel en fait. [...] Dado va à la racine du mal. Il y a des artistes qui portent un discours, qui commentent en quelque sorte le monde, qui commentent le mal que traverse ce monde, et puis il y a ceux comme Dado, qui vont à la racine du mal ».^[6]

Un héritage complexe à la croisée de l'Orient et de l'Occident

Depuis plus de quatorze ans, je me consacre à l'œuvre de mon père. Une tâche exigeante, mais aussi profon-

dément stimulante ; elle exige une dévotion quotidienne. Comme je le dis souvent, l'œuvre est d'un tel niveau qu'elle ne peut qu'inspirer l'humilité, avec elle, il est impossible de tricher – à la différence de d'autres, qui sont calibrées pour des discours convenus. Dado n'était pas seulement un artiste « total » – qui maîtrisait différentes techniques avec une virtuosité indéniable – mais sa capacité à se renouveler était également hors du commun. Il était parfaitement lucide quant à la reconnaissance de son œuvre : « La valeur d'une peinture ne peut être reconnue que 10, 30, 40, 50 ans après son exécution. Il faut que la poussière tombe sur les toiles pour qu'on puisse juger de leur qualité. L'herbe doit les recouvrir, il faut qu'il y ait une distance. C'est exactement la même chose lorsque vous voyez le lac de Skadar [*Scutari*]. Lorsqu'on nage dans le lac, on ne peut pas bien le voir. Il faut monter à Košćele^[7] pour l'admirer. Cela vaut pour les tableaux comme pour les livres. » (Dado, 2016a, p. 222). Le lac de Skadar (*Scutari*), région où a grandi Janica, la grand-mère paternelle de Dado, apparaît comme un lieu fondateur de son univers intérieur. Vision saisissante, celle de cadavres de chevaux, « le panorama le plus lyrique, le plus beau »^[8], que Dado évoque en 1969 lors d'un entretien avec Marcel Billot et Germain Viatte, commissaires de sa première rétrospective au Centre national d'art contemporain, il est aussi lié au traumatisme de

[4] Sanja Blečić et Snežana Nikčević, *Dado: ukrštanja / Métissages*, 2011, RTCG, Repris sur : <https://www.dado.virtual.anti.museum/metissages-rtcg-documentary>, 52 min 52 s (consulté le 11 mars 2025).

[5] *Ibid.*, 51 min, 54 s (consulté le 11 mars 2025).

[6] Catherine Millet, Rencontre à la galerie parisienne Jeanne Bucher Jaeger, le 1^{er} février 2024. Repris sur : <https://www.facebook.com/syndrome.dado/videos/351683657693311>, de 37 min 14 s à 38 min 27 s (consulté le 11 mars 2025).

[7] Lieu au Monténégro choisi par Dado pour y reposer, non loin de sa ville natale de Cetinje.

[8] « j'allais à ma promenade habituelle avec mes copains pour voir le lac de Skadar [*Scutari*], à dix kilomètres de là, et puis, derrière un virage, poff..., on a été..., comme assommés par une odeur..., mais alors d'une violence inouïe, de

la mort tragique survenue au bord du lac à la fin des années 1950, de son meilleur ami, Cugo. Le père de ce dernier tenait un atelier de serrurerie où les deux jeunes passaient leurs samedis après-midi à nettoyer les outils (Dado, 2024a, p. 220–221 ; Dado, 2024b, p. 263) – motifs essentiels dans la peinture de jeunesse de Dado, dans les années 1950 et 1960, qui ne sont pas également sans rappeler ceux de la célèbre usine de chaussures de la famille Đurić au Monténégro.^[9]

L'écho des œuvres de Dado, qui s'adressent à toutes les générations, à tous les publics, à toutes les cultures, s'est amplifié au cours des dernières années^[10] – tout particulièrement dans un contexte où les thématiques qui peuplent son travail sont plus actuelles que jamais : la guerre, la pauvreté, le désespoir. Mais cela reste une vision trop réductrice. Ce qui confère à ses œuvres une portée universelle, c'est aussi leur capacité à unir plusieurs cultures d'une manière profondément originale et singulière. Dado lui-même évoquait, en 2001, cette oscillation entre deux mondes : « Je suis devenu bicéphale. J'ai deux têtes : l'une monténégrine, et l'autre, soi-disant occidentale. »^[11]

Cette déclaration – qui, sans surprise, figure dans le texte introductif de la salle consacrée à Dado

lors de l'exposition « Paris et nulle part ailleurs » au Musée national de l'Histoire de l'immigration en 2022 [ill. 2] – reflète à la perfection l'ironie propre à la perception et à l'attitude que Dado avait de la vie en général. Mais elle souligne également son immense capacité d'absorption de la culture occidentale, amorcée bien avant son arrivée en France en 1956. Dès son plus jeune âge, pendant la Seconde Guerre mondiale, il découvre la peinture occidentale grâce à des officiers italiens, qui se lient d'amitié avec la famille, et lui montrent des livres d'art illustrés de reproductions d'œuvres de peintres de la Renaissance. Bien plus tard, en 1971, Dado évoquera ce premier contact avec la peinture classique dans un entretien avec Rajko Cerović, affirmant qu'aucun de ces tableaux ne pouvait rivaliser avec la beauté du paysage de Rijeka Crnojevića au Monténégro : « Mais les premières toiles à m'avoir stupéfié, vraiment, et que je n'ai pas beaucoup aimées, c'étaient des officiers italiens qui les avaient amenées, pendant la guerre – des reproductions de Raphaël et autres. De la Renaissance, mais tu m'excuseras, plutôt merdique, si tu me permets l'expression. Bien lisse et tout... une horreur ». ^[12] Ces deux témoignages expriment avec éloquence l'ambivalence profonde que Dado

putréfaction, tu vois. Alors qu'est-ce qu'il y avait ? Il y avait trois chevaux qu'on avait foutus comme ça, au bord de la route, au soleil, et derrière les trois chevaux, il y avait le lac de Skadar [Scutari], le panorama le plus lyrique, le plus beau qu'on puisse imaginer ! Parce que le lac, on le voit à vol d'oiseau, à 15 km. C'est plus du tout le bleu qu'on a sous le nez, avec des petites vagues et les poissons qui sont là-dedans..., on ne voit rien, c'est une toile de fond extraordinaire. C'est sûrement des éléments comme ça qui construisaient le mental du gosse. Entre autres, il y a ça et puis, je ne sais pas moi, pour me rappeler de tous ces machins-là... » (voir : Dado, 2024a, p. 220–221).

[9] *Le Feu Cordonnier* (1969), exposé lors de la rétrospective du Centre national d'art contemporain en 1970, puis lors de l'exposition « Dado : Histoire naturelle, 1953–2000 » à la Galerie SANU à Belgrade en 2024, fait manifestement référence à cette usine.

[10] Un exemple notable : l'influence de Dado sur des peintres allemands tels que Georg Baselitz ou Eugen Schönebeck dans les années 1960 (dans leur *Manifeste pandémoniaque* de 1962) évoqué par Gregor Jansen en 2012 (voir : Jansen, 2012, p. 18).

[11] Dado, cité au début de *Dado Métissages* (2011). Repris sur : <https://www.dado.virtual.anti.museum/metissages-rtcg-documentary> (consulté le 11 mars 2025).

[12] Rajko Cerović, *RTCG, Entretien avec Dado*, 1971, Repris sur : <https://www.dado.virtual.anti.museum/interview-tv-titograd-1971-video>, 5 min 2 s – 5 min 22 s (consulté le 11 mars 2025).

DADO

Cetinje, Monténégro, 1933
Pontoise, France, 2010

Miodrag Đurić (dit Dado) naît au Monténégro peu avant la guerre et l'occupation nazie de son pays, dont le souvenir douloureux hante tout son travail. Dans les années 1940, il étudie les Beaux-Arts à Belgrade, avant de partir en 1956 pour Paris. Il y rencontre le galeriste Daniel Cordier qui l'introduit dans la scène parisienne, impressionné par ses toiles représentant des bûches. Fasciné par le processus organique de la vie et de la mort, Dado peint avec virtuosité des êtres étranges, mutilés. Son obsession pour la représentation de la misère et de la souffrance humaines fait écho aux thèmes de la poésie orale populaire des pays slaves. À la fin des années 1960, Dado développe ses recherches par la gravure, le collage, la sculpture. Fuyant le tumulte parisien, il s'installe à Hérouval avec l'artiste cubain Hessie et fait de son atelier un lieu d'« art total » occupé par ses fresques, ses sculptures et assemblages d'objets. À partir du début des années 1990, alors qu'éclate la guerre en ex-Yougoslavie, son œuvre s'étend de plus en plus à l'espace et il investit des bâtiments abandonnés de sa peinture et de sculptures. Il s'intéresse aussi au développement des arts numériques et conçoit lui-même un « anti-musée » virtuel, comme une sorte d'œuvre testamentaire.



Dado dans son atelier, Hérouval, 1980
Photographie Christian Duroc
Musée national de l'histoire de l'immigration

« J'étais plus nostalgique quand j'étais jeune,
trop attaché au Monténégro. Avec le temps,
je suis devenu bilingue, j'ai deux têtes.
L'une monténégrine, l'autre soi-disant occidentale. »

"I was more nostalgic when I was young, too attached to
Montenegro. As time went by, I developed two heads.
One is Montenegrin, the other is so-called Western."

Miodrag Đurić (aka Dado) was born in Montenegro shortly before the war and the Nazi occupation of his country, memories of which haunt his work. In the 1940s, he studied Fine Arts in Belgrade, before leaving for Paris in 1956. There he met the gallerist Daniel Cordier who introduced him to the Parisian scene, impressed by his paintings of babies. Fascinated by the organic process of life and death, Dado masterfully painted images of strange, mutilated beings. His obsession with portraying human misery and suffering echoes the themes of the popular oral poetry of Slavic countries. In the late 1960s, Dado developed his research through engraving, collage and sculpture. Fleeing the chaos of Paris, he settled in Hérouval with the Cuban artist Hessie and turned his studio into a place of "total art" filled with his frescoes, sculptures and object assemblages. From the 1990s, with war breaking out in ex-Yugoslavia, his work increasingly extended to space and he filled abandoned buildings with his painting and sculptures. He was also interested in the development of the digital arts and designed his own virtual "anti-museum", like a sort of testimonial work.

Cetinje, Montenegro, 1933
Pontoise, France, 2010

Extrait de Dado avec Christian Duroc
dans le cadre de la préparation de l'exposition
« Dado, l'inspiration du trait »,
au Musée national de l'histoire de l'immigration,
Musée national de l'histoire de l'immigration, Centre Pompidou,
19 novembre 1991-10 janvier 1992.

| 107

[ill. 2] Texte introductif dans la salle consacrée à Dado lors de l'exposition « Paris et nulle part ailleurs : 24 artistes étrangers à Paris », Musée national de l'histoire de l'immigration, 2022

© Ph. Lebruman

ressentait toute sa vie à l'égard de la « grande » culture occidentale – mélange d'un véritable intérêt, d'une fascination profonde et d'une révolte instinctive face à sa suprématie. Vers 1946, Dado découvre l'art moderne (Francis Bacon, Ivan Albright, Ben Shahn) dans les pages du magazine *Life*, une révélation qui jouera un rôle décisif dans la construction de son vocabulaire artistique visuel (Albright, en particulier, influencera profondément la période minérale de Dado, entre 1958 et 1962). Une dizaine d'années plus tard, en France, Dado fait la rencontre de nouveaux et influents messagers de la culture française et européenne en la personne

de l'artiste Bernard Réquichot, qui lui fait découvrir la poésie d'Henri Michaux, mais aussi du couple de Liencourt, tous deux issus de familles aristocratiques françaises, ainsi que du célèbre slaviste Georges Nivat. Dans un récent entretien pour *France Culture*, Nivat a évoqué le souvenir de son ami en ces termes : « Il transformait tout en quelque chose de grotesque : sa maison, le paysage autour de sa maison, lui-même, ses enfants... Tout était grotesque, et en même temps, il y avait une sorte de lyrisme rampant par derrière »^[13] Dado personnifie précisément ce pont entre l'Est et l'Ouest – un pont d'une grande complexité – tout

[13] Georges Nivat, À voix nue, "Le sérieux et le loufoque", 4/5, France Culture, le 25 février 2025, Repris sur : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/a-voix-nue/le-serieux-et-le-loufoque-8548121>, 24 min, 57 s (consulté le 11 mars 2025).



[ill. 3] Dado, *Portrait du Père Lévêque*, 1959.

Encre sur papier, 32,5 × 43,5 cm

Collection privée

Photographie : Adam Repka

comme son cher ami, l'écrivain Danilo Kiš, avec un même savant mélange de « pathos et d'ironie » (Kiš, 2023, p. 18). La peinture française a joué un rôle crucial dans son attachement à son nouveau pays d'adoption ; à son arrivée à Paris en août 1956, Dado se rend immédiatement au Louvre. Plus de trois décennies plus tard, en 1988, il déclarait : « La peinture française me touche profondément. Alors Chardin, tout ! Fragonard, j'adore ça. En fait, je ne connais que la peinture française. Pourquoi ? Parce que je ne connais que la lumière dans ce pays. » (Dado, 2023, p. 20). Tout aussi décisive fut, en 1958, sa rencontre avec les habitants du village de Courcelles-les-Gisors, dans le Vexin, région très représentative de la France rurale de la fin des an-

nées 1950. Malgré l'hostilité dont font preuve, dans un premier temps, les villageois à son égard, Dado avouera à Christian Derouet, en 1988, qu'il avait découvert là « un monde tout à fait extraordinaire, dont j'ignorais totalement l'existence, [...] Et là, j'ai découvert le *vrai* prolétariat, atroce ! Atroce et beau en même temps » (Dado, 2023, p. 22) – un choc profond pour un artiste venu d'un État communiste fondé sur l'idéal de l'égalité entre les hommes. Dans une perspective quasi anthropologique, il réalise alors une « petite chronique d'un village qui, à l'époque, n'avait pas encore l'eau de ville » (Dado, 2023, p. 21), à travers ses dessins où il portraiture les habitants de Courcelles – qu'il représente même dans ses peintures de cette période^[14] [ill. 3 et 4],

[14] Par exemple, un marginal avec lequel Dado se lia d'amitié en 1958 à Courcelles-les-Gisors, le Père Lévêque, lui servit de modèle pour *Thomas More* (1958-1959). Dado le dessinera à plusieurs reprises [ill. 3 et 4].



[ill. 4] *Thomas More*, 1958-1959.
Huile sur toile, 162 × 130 cm
Collection privée, courtesy galerie Baudoin Lebon
© Jacques Bétan

une manière aussi pour lui de rendre leur dignité à des êtres humbles, écrasés par l'existence. Dans cette même série d'entretiens avec Christian Derouet, Dado a cette formule lapidaire et particulièrement révélatrice : « Il faut savoir si on est humaniste ou si on ne l'est pas » (Dado, 2023, p. 123). Une telle oscillation fertile et ambivalente entre deux univers n'aurait pas été possible sans l'exil – dans le cas de Dado, un exil « volontaire » – qui nourrira en profondeur son œuvre tout au long des années, du début de sa période minérale jusqu'à sa dernière série de sculptures en bronze intitulée *Les Anges du Monténégro*.^[15]

« Dado : Histoire naturelle, 1953-2000 » à la Galerie de l'Académie serbe des sciences et des arts, Belgrade, décembre 2024

Le titre de l'exposition, soutenue par la Fondation « Pour le peuple et l'État serbes » et la Fondation « Bleue », fait bien sûr référence à la fascination de Dado pour *l'Histoire naturelle* de Buffon, le naturaliste français du XVIII^e siècle, qui a inspiré toute une série de peintures des années 1980, ainsi que le *Cabinet d'histoire naturelle*, un ensemble de fauteuils « dadoisés » installés dans son atelier à Hérouval [ill. 5]. Mon intention était d'esquisser *l'Histoire naturelle* de Dado lui-même, à travers une première rétrospective de ses œuvres les plus marquantes de sa période initiale [ill. 6] – depuis



[ill. 5] Entrée de l'exposition « Dado : Histoire naturelle, 1953-2000 », Galerie SANU, Belgrade
(commissaire : Amarante Szidon)
© Enter media, Serbie



[ill. 6] Vue de l'exposition « Dado : Histoire naturelle, 1953-2000 », œuvres des années 1950
© Enter media, Serbie

[15] C'était précisément l'un de mes principaux objectifs lorsque j'ai décidé de rédiger des notes dans les deux livres d'entretiens, *Peindre debout* (2016) et *Portrait en fragments* : il me semblait important d'expliquer aux lecteurs français certains faits, voire des concepts, au cœur des origines de Dado, à travers ses jeunes années en Yougoslavie, dont on ignore encore presque tout en France. *Les Anges du Monténégro* ont été choisis comme titre de l'exposition de la collection de Novica Jovović, organisée à l'Académie des sciences et des arts du Monténégro à Podgorica (Monténégro), en février 2025 (voir : Dado, 2016b ; Dado, 2023).

le portrait de son mentor, Marko Čelebonović (1953), jusqu'à l'extraordinaire renouveau créatif des années 1990 et des années 2000 [ill. 7]. C'était la première fois qu'un si grand nombre d'œuvres issues de périodes aussi variées étaient été réunies – en particulier celles des années belgradoises, grâce au prêt exceptionnel par le Musée d'art contemporain de Belgrade de trois véritables joyaux des années 1950. La qualité exceptionnelle des collections privées serbes, que je connais et apprécie depuis une décennie, a été favorisée par les importantes acquisitions effectuées lors des ventes Cordier chez Sotheby's à Paris en 2018 et 2021.^[16] Elle a sans aucun doute contribué à la concrétisation de ce projet, rendu possible grâce à l'aide généreuse de Nikola Stojčević et Borko Petrović, véritables et sincères admirateurs de l'œuvre de Dado. Afin de rendre ces textes plus accessibles à un public plus large, j'en ai confié la traduction en anglais à Paul Buck et Catherine Petit, que j'ai rencontrés au Centre Pompidou alors qu'ils travaillaient sur un projet d'édition d'un album de dessins de Picasso (Lemonnier, 2023). Avec eux, j'ai rapidement établi des liens beaucoup plus personnels, grâce à de multiples résonances et connections – notamment à travers un ami cher de Paul, l'écrivain français Bernard Noël, auteur de deux essais importants sur Dado.^[17] Avec plus de 42 000 visiteurs, cette exposition, la première rétrospective depuis la mort de mon père, a été perçue et comprise comme il se doit : comme un cadeau à Belgrade, ville



[ill. 7] Vue de l'exposition « Dado : Histoire naturelle, 1953-2000 », œuvres des années 1990

© Enter media, Serbie

| 111

où tout a commencé pour Dado, qui y a trouvé son style inimitable, avec *Le Cycliste* (où figure la croix de Lorraine, symbole de la Résistance française !) et *La Sainte Vierge*, réalisés juste après sa sortie de prison en mai 1955, après avoir été arrêté avec d'autres marginaux lors de la visite officielle de Khrouchtchev en Yougoslavie (Dado, 2024b, p. 280).

Une œuvre en expansion :
les Orpellières, là où Dado
« s'est exprimé le mieux »^[18]

Il m'a paru essentiel d'intégrer le « Guernica en couleur » (Jouffroy, 1999, p. 40) de Dado au récit de la

[16] « Dado », Galerie Hexalab, Belgrade, du 28 mars au 15 avril 2015 ; Dado, Galerie Moderne, Valjevo, du 25 septembre 2017 au 1^{er} janvier 2018.

[17] Voir aussi : www.dado.virtual.anti.museum/bernard-noel. (consulté le 11 mars 2025).

[18] « La peinture, avec les cadres et [ce] côté "mobilier", est un art bourgeois par excellence, ce qui n'est pas le cas d'une léproserie ou d'une cave vinicole abandonnée. C'est là où je me suis exprimé le mieux » (Jorge Amat, *Dado Tagueur*, www.youtube.com/watch?v=IXroEV_ggbU, 1 h, 3 min, 24-40 s, consulté le 11 mars 2025).



[ill. 8] L'équipe de restaurateurs travaillant sur l'un des murs aux Orpellières, Sérignan, 2022

© Conservatoire du littoral / Photographie Maixent Collado

rétrospective belgradoise, à travers un film documentaire réalisé par la télévision monténégrine en 2023 consacré à ce chef-d'œuvre *in situ* qui subissait de fortes détériorations depuis son inauguration en 1999.^[19] Grâce au programme ambitieux de restauration mené en 2020 par le Conservatoire du littoral, établissement public français chargé de la conservation du littoral des zones côtières, sous la direction d'Agnès Vince, l'œuvre a été préservée – du moins pour un temps [ill. 8] (Aussilloux-Correa & Szidon, 2023). Cette prise de risque, cette lutte

contre la nature, sont profondément ancrés dans la démarche de Dado, et ce, dès ses débuts. Dans les années 1950, par manque de moyens, il privilégiait des supports rudimentaires – par exemple, son père, cadre infirmier à l'hôpital de Cetinje, lui envoyait des toiles de matelas qu'il utilisait comme supports pour peindre. Dans les années 1990, quittant le confort (tout relatif) de son atelier, Dado se mit à créer dans d'autres lieux : d'abord dans une maison de campagne en Aveyron (1992), puis aux Orpellières, à Sérignan (Hérault) (1994), dans l'ambassade de la IV^e

[19] Sanja Blečić, en collaboration avec Snežana Nikčević, *Du fugace et de l'éternel*, RTCG, 2023, Repris sur : <https://www.dado.virtual.anti.museum/orpellières>. (consulté le 11 mars 2025).



[ill. 9] La Chapelle Saint-Luc à Gisors

© Ville de Gisors

Internationale à Montjavoult (1996), dans la chapelle Saint-Luc à Gisors (1999) [ill. 9] et dans le blockhaus à Fécamp, en Normandie (2003). Pour Dado, c'était aussi une manière de s'émanciper du marché de l'art : il préférait s'appuyer sur quelques collectionneurs fidèles plutôt que de vendre ses œuvres dans le système marchand. Réalisées entre 1994 et 1999, durant la guerre en Yougoslavie (d'où l'inscription ironique « aide humanitaire » et la présence de lits d'hôpital entre autres éléments), les Orpellières offrent un aperçu du monde de Dado sous de multiples angles. En effet, ce lieu combinait deux aspects qui fascinaient Dado depuis toujours : une flore et une faune exceptionnelles, ainsi que la présence d'un langage

non académique, celui des tags qui ornaient à l'origine les murs de l'ancienne cave vinicole – le motif du mur étant également un élément crucial de ses débuts. De fait, la compréhension et la restitution du « phénomène de la vie » étaient inscrits au cœur de la démarche de Dado depuis son enfance, encouragé par ses deux grandes figures tutélaires qu'étaient son grand-père, le docteur Jovan Kujačić, et sa mère Vjera. En peignant sur les tags préexistants, Dado engageait aussi un dialogue avec des artistes anonymes, intégrant des assemblages monumentaux, notamment des éléments empruntés aux décors conçus pour *Tamerlano* (1992) et *Llanto por Ignacio Sánchez Mejías* (1996), mais aussi des carcasses de voitures,



[ill. 10] Les Orpellières, Sérignan. À gauche : les deux partisans pendus par les nazis à Cetinje en janvier 1944
Photographie : Bernard Rivière

entre autres. L'œuvre donne à voir les deux partisans pendus par les nazis à Cetinje en janvier 1944, représentés sous la forme de deux planches peintes suspendues au plafond [ill. 10]. Sur une étagère « dadoisée », on peut apercevoir *Un tombeau pour Boris Davidovitch*, livre dédié par son ami, Danilo Kiš. Dado a rendu hommage à ce dernier à plusieurs reprises : dans ses bronzes des années 2000 et dans un portrait dessiné en 1955 [ill. 11]. Les Orpellières, véritable et unique chef-d'œuvre *in situ* dont l'ouverture

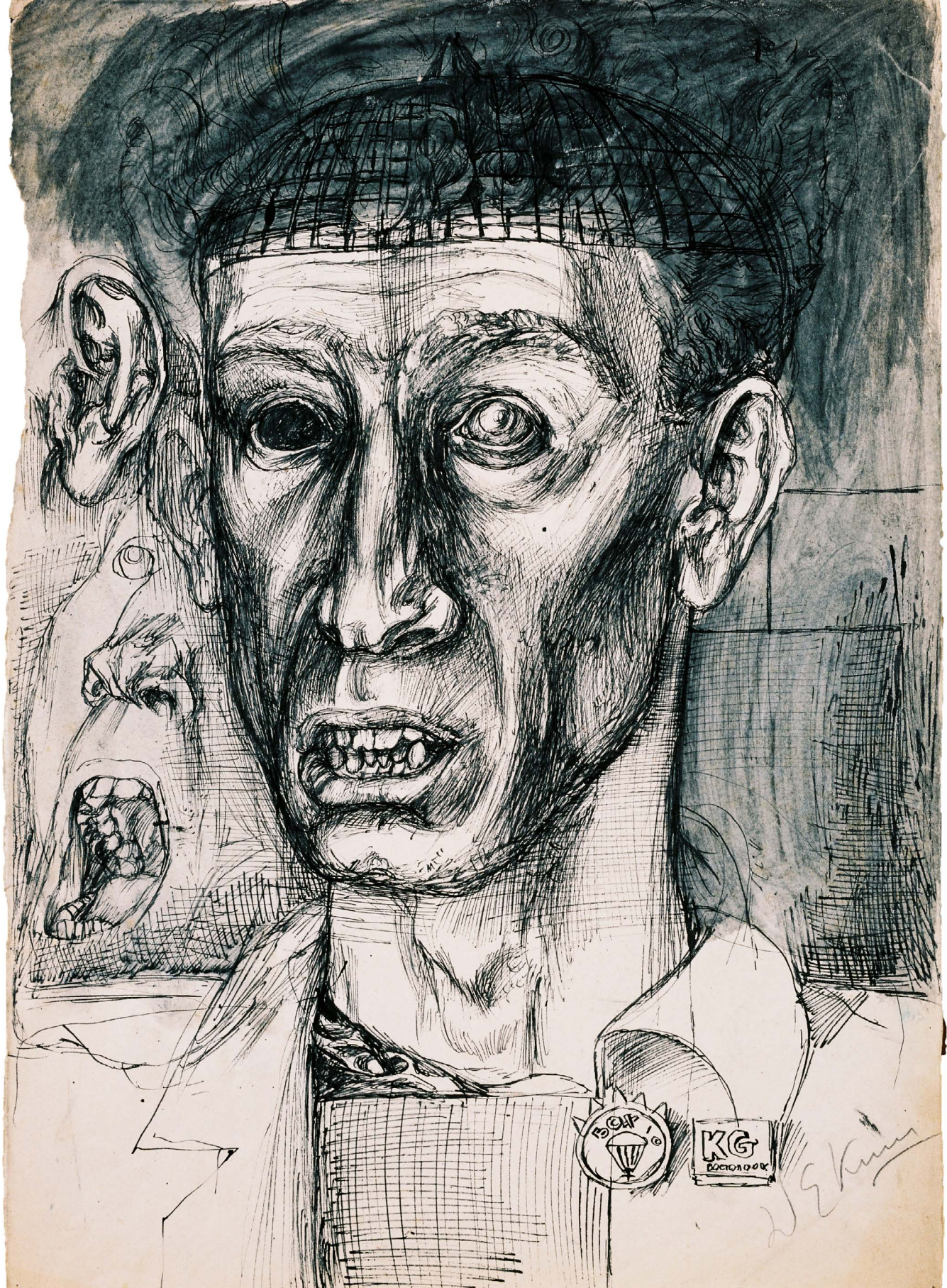
[ill. 11, p. 125]

Dado, *Portrait de Danilo Kiš*, 1955.

Encre sur papier, 41,5 × 30 cm

Ancienne collection de Jernej Vilfan

Photographie : Domingo Đurić





[ill. 12] Sans titre, 1954-1955

Huile sur toile, 70 × 92 cm

Collection de Zoran Popović

au public est prévue en 2026–2027, évoquent également la période belgradoise : ainsi, les colonnes de la toile *Sans titre*, 1954-1955 (présentée lors de l'exposition à Belgrade) [ill. 12], semblent prendre vie aux Orpellières [ill. 13] ! La cohérence de l'œuvre de Dado est ici révélée de manière magistrale.

« Être présent à jamais »^[20]

Aujourd'hui, l'influence et l'empreinte de Dado, perçu comme un modèle inspirant, sont manifestes parmi les jeunes générations de peintres et d'artistes, non seulement au Monténégro, en Serbie et

[20] Titre du poème écrit et récité par Paul Buck à la Galerie de l'Académie serbe des sciences et des arts le 31 janvier 2025



[ill. 13] Colonne aux Orpellières, Sérignan (France),
vers 1994

Photographie DR

dans l'ex-Yougoslavie, mais aussi en France. À cet égard, il est particulièrement significatif que Dado ait été choisi comme figure tutélaire dans le cadre de l'exposition « Immortelle, un regard sur la peinture figurative en France », organisée par les commissaires Amélie Adamo et Numa Hambursin à Art Paris au Grand Palais en avril 2025, grâce à la galerie

Jeanne Bucher Jaeger. Formulons le vœu que cette reconnaissance auprès des nouvelles générations puisse contribuer au développement de recherches universitaires susceptibles d'éclairer les liens multiples et uniques entre les différentes cultures, ce pont si fécond et complexe entre l'Orient et l'Occident. On peut déplorer que l'importance de chaque culture n'ait pas encore été profondément analysée ni explorée par les chercheurs du monde « opposé », ce qui est pourtant un point essentiel pour comprendre le caractère universel de l'héritage de Dado.

Comme je l'ai écrit dans la préface du catalogue de l'exposition à Belgrade, l'histoire des premières années de Dado à Belgrade restent encore à écrire (Szidon, 2024b, p. 17). Aussi étrange que cela puisse paraître, aucune archive n'a été retrouvée concernant sa présence à l'Académie des beaux-arts, et il y a encore beaucoup à découvrir sur la relation proche que Dado avait développée avec son mentor, Marko Čelebonović. Il en va de même pour la visite importante d'Henry Moore à Belgrade au printemps 1955, qui avait perçu l'originalité du travail de Dado (Szidon, 2024a, p. 90). En février 2024, lors de la présentation de deux livres publiés par les Éditions de l'Atelier contemporain (*Portrait en fragments* et *Dado, le temps d'Hérrouval*), à la galerie Jeanne Bucher Jaeger, Catherine Millet livrait cette réflexion particulièrement intéressante : « Dado a inventé la figuration gestuelle » – référence évidente à la célèbre « abstraction gestuelle ».^[21] Je pense qu'elle a probablement été aussi inspirée par la beauté des photographies de mon défunt frère, Domingo Djuric, montrant Dado dans un mouvement

[21] Catherine Millet, repris sur : <https://www.facebook.com/syndrome.dado/videos/351683657693311>, 41 min 05 s (consulté le 11 mars 2025).



[ill. 14 и 15] Dado dans son atelier, Hérouval, 1980

Photographies : Domingo Đurić

presque comparable à celui d'un danseur alors qu'il travaillait dans son atelier à Hérouval, au début des années 1980 [ill. 14 et 15], photographies qui ont été sélectionnées pour illustrer le livre *Dado, le temps d'Hérouval*.

De manière tout aussi brillante, Kamini Vellodi, du Royal College of Art [ill. 16], a donné une conférence sur Dado et le philosophe français Gilles De-

leuze à la Galerie de l'Académie des sciences et des arts de Serbie (SANU) le 31 janvier 2025. S'appuyant sur la lettre de Deleuze à Dado datée de décembre 1994, peu avant sa mort (il se suicidera l'année suivante),^[22] et en particulier sur la formule employée par le philosophe pour qualifier l'œuvre de Dado, « une terreur où la matière est l'homme », elle a évoqué des « points de résonance et d'affinité » entre la philosophie de

[22] <https://www.dado.virtual.anti.museum/gilles-deleuze-letter-to-dado>. (consulté le 11 mars 2025).

Deleuze et l'œuvre de Dado, offrant ainsi une nouvelle analyse de l'univers de Dado, où les motifs de l'animal et de la machine sont présents dès les débuts, comme en témoigne *La Crucifixion* (1955), tableau qui permet à Deleuze d'entrer dans « un rapport personnel et secret » avec le travail de Dado [ill. 17].

La relation profonde de Dado avec la littérature reste également un champ à explorer, au-delà de ses amitiés nourries avec Danilo Kiš et Henri Michaux – les correspondances avec la poésie de ce dernier étant particulièrement troublantes, comme en témoigne le choix par Dado du titre du poème de Michaux, *Meidosem* pour une série de peintures. « Orphelin de la langue », comme il se définissait lui-même, Dado avait une prédilection particulière pour la littérature russe et française.



[ill. 17] *La Crucifixion*, 1955.
Huile sur toile, 50 x 40 cm
Collection privée
Photographie : Domingo Đurić

| 119



[ill. 16]
Soirée « Dado à travers les mots et les toiles »,
Galerie SANU, 31 janvier 2025.
De gauche à droite : François-Marie Deyrolle
(Éditions l'Atelier contemporain), Amarante
Szidon, Kamini Vellodi (Royal College of Art),
Paul Buck
© Enter media, Serbie

120 | *La Grande Ferme*, son hommage à Bernard Réquichot (1962-1963, Centre Pompidou, Musée national d'art moderne, Paris), est une référence directe aux *Âmes mortes* de Nicolas Gogol, l'un de ses écrivains préférés. Il n'est guère étonnant que Dado ait à son tour inspiré les écrivains – comme le montrent ses collaborations fructueuses avec Claude Louis-Combet ou Matthieu Messagier (Louis-Combet, 1992a ; Messagier, 2004). Tout récemment, le 31 janvier, Paul Buck nous a offert un cadeau émouvant en lisant à la Galerie de l'Académie serbe des sciences et des arts un poème exprimant sa perception intime de la peinture de Dado. L'œuvre de Dado ouvre à un éventail infini d'approches. Exemple parfait d'une œuvre libre, sans concessions, elle nous invite à forger de nouveaux récits afin de parvenir à saisir son essence profonde.

Remerciements

Jean-Paul Ameline, Aude Aussilloux, Mrđan Bajić, Paul Buck et Catherine Petit, Pierre Cochard, Benoît Dagron, François-Marie Deyrolle, Lenka Dmitrović, Chloé Dupont, Jérôme Hirigoyen, Jelena Ilić, Véronique Jaeger, Milan Jazić, Natalija Jovanović, Zoran Knežević, Maja Kolarić, Ksenija Kosić, Vladimir Kostić, Laurent Le Bon, Miodrag Marković, Jelena Mežinski Milovanović, Marija Milić, Catherine Millet, Georges Nivat, Dušan Otašević, Sonja Pejović, Borko Petrović, Stojan Predović, David Radonjić, Saša Rendić, Nikola Selaković, Nikola Stojčević, Diotime Szidon, Pascal Szidon, Uranus Szidon, Danijela Vanušić, Kamini Vellodi, Agnès Vince, Tatjana Vukić, Katarina Živanović, Georges Nivat, Jean-François Paris.

Bibliographie

- Ameline, J-P. (2022). Au rendez-vous des artistes. In: J.-P. Ameline (ed.) *Paris et nulle part ailleurs* (17-51). Paris: Palais de la Porte Dorée; Hermann
- Aussilloux-Correa, A. & Szidon, A. (2023). La conservation-restauration du “Guernica en couleur” de Dado, Les Orpellières, Sérignan (Hérault), 2020-2022. *Patrimoines du Sud* (18). doi.org/10.4000/pds.12728
- Louis-Combet, C. (1992a). *Dadomorphes et dadopathes*. Paris: Deyrolle Éditeur (5 gravures)
- Louis-Combet, C. (1992b). *Le Don de langue*. Les Gouptières: Alain Controu éditeur (12 pointes sèches)
- Messagier, M. (2004). *Une clarté sessile*. Fontfroide: Fata Morgana (6 lithographies)
- Dado (2016a). Entretien avec Branko Vojičić, *Monitor*. septembre 1996. In: *Peindre debout. Entretiens, 1969-2009*. Strasbourg: Éditions L’Atelier contemporain
- Dado (2016b). *Peindre debout. Entretiens, 1969-2009*. Strasbourg: Éditions L’Atelier contemporain
- Dado (2023). *Portrait en fragments. Propos recueillis par Christian Derouet, 1981-1988*. Strasbourg: Éditions L’Atelier contemporain
- Dado (2024a). Conversation with Marcel Billot and Germain Viatte, 1969. In: A. Szidon (ed.), *Dado. The Phenomenon of Life through Painting* (211-275). Beograd: Fondacija „Za srpski narod i državu“. [In Serbian, English, French]
- Dado (2024b). Conversation with Catherine Millet and Jacques Henric, 2009. In: A. Szidon (ed.) *Dado. The Phenomenon of Life through Painting* (277-287). Beograd: Fondacija “Za srpski narod i državu” [In Serbian, English, French]
- Grenier, C. (2013). Un monde à l’envers?. In: C. Grenier (ed.) *Modernités plurielles, 1905-1970*. (15-31). Paris: Éditions du Centre Pompidou [In English, French]
- Jansen, G. (2012). Danse Macabre. In: G. Jansen (ed.) *Dado. Danse Macabre* (18-22). Düsseldorf: Kerher/Kunsthalle Düsseldorf [In English, German]
- Jouffroy, A. (1999). Dado, le 13 janvier 1943, retour en avant. *Artpress*, 248, 38-42. [In French, English]
- Kiš, D. (2023). Extrait de naissance (Courte autobiographie). In: Mark Thompson, *Extrait de naissance. L’histoire de Danilo Kiš* (17-19). Paris: Les Éditions noir sur blanc
- Lemonnier, A. (2023). *Picasso. Dessiner à l’infini*. Paris: Éditions du Centre Pompidou [In French, English]
- Szidon, A. (2024a). *Dado. The Phenomenon of Life through Painting*. Beograd: Fondacija “Za srpski narod i državu” [In Serbian, English, French]
- Szidon, A. (2024b). *Dado. Natural History, 1953-2000*. Beograd: Srpska akademija nauka i umetnosti [In Serbian, English]

Sources internet

- Amat, J. (2004). *Dado Tagueur*. www.youtube.com/watch?v=IXr0EV_ggbU
- Blečić, S., Nikčević, S. (2011). *Dado: Métissages*. Available at: <https://www.dado.virtual.anti.museum/metissages-rtcg-documentary> [In French, English]
- Blečić, S., Nikčević, S. (2023). *On the Ephemeral and the Eternal*. RTCG. Available at: <https://www.dado.virtual.anti.museum/orpellieres> [In French, English]
- Cerović, R. (1971). Interview with Dado. RTCG. Available at: <https://www.dado.virtual.anti.museum/interview-tv-titograd-1971-video> [In Montenegrin, English]
- Deleuze, G. (1994). Letter to Dado. 26 December, 1994. Available at: <https://www.dado.virtual.anti.museum/gilles-deleuze-letter-to-dado>
- Millet, C. (2024). Conversation at the Galerie Jeanne Bucher Jaeger. Available at: <https://www.facebook.com/syndrome.dado/videos/351683657693311> [In French]
- Nivat, G. (2025). À voix nue, “Le sérieux et le loufoque”. France Culture. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/a-voix-nue/le-serieux-et-le-loufoque-8548121>
- Noël, B. (1978 and 2001). Available at: www.dado.virtual.anti.museum/bernard-noel



Laurent Le Bon^[1]
Le directeur du Centre Pompidou
Paris (France)

UDC 75:069.9(497.11)"2024"
Lettre à la rédaction
Reçu : 14.2.2025.
Accepté : 28.3.2025.
doi: 10.5937/napredak6-56779

A comme amitié

La découverte de Belgrade et de la Serbie, à l'occasion de l'exposition « Dado : Histoire naturelle, 1953-2000 » à l'Académie serbe des sciences et des arts en décembre dernier, grâce à la généreuse invitation de la Fondation pour le peuple et l'État serbe, a été un moment incroyablement fort et marquant.

Ce court séjour dans la ville de Belgrade, avec son patrimoine architectural si complexe et éclectique, très imprégné du mouvement brutaliste, m'a autant captivé qu'inspiré, et j'ai pu mesurer à quel point les échanges avaient été forts et soutenus entre la France et la Serbie – une amitié vive,



Laurent Le Bon lors de sa visite en Serbie, à l'occasion de l'inauguration de l'exposition rétrospective *Dado : Histoire naturelle 1953 - 2000*, dont l'auteure est Amarante Szidon, Belgrade, le 21 décembre 2024.

Photo: Enter media

[1] contact@contact-centrepompidou.fr

humaine, culturelle, artistique, qui ressurgit avec une force nouvelle en ce début de ^{xxi}e siècle, après les tragiques événements des années 1990. Le monument de reconnaissance à la France, signé par Ivan Meštrović m'a particulièrement impressionné, tout comme l'ambassade de France, réalisation magistrale de Roger-Henri Expert, dont le mobilier est signé d'un des plus grands noms de l'art déco, Jules Leleu. La maquette du monument, *L'Élan de la France*, figure justement dans les collections du Centre Pompidou [ill.]. Ces deux lieux me paraissent comme de parfaits exemples de cette générosité, de cette fécondité intrinsèques à l'amitié franco-serbe. Fait significatif : au cours des dernières années, les travaux de restauration du monument, comme celui du mobilier de l'ambassade, ont été rendus possibles grâce à une coopération culturelle étroite entre nos deux pays, notamment avec le Mobilier national.

Autres moments forts de mon séjour : la visite du Musée d'art contemporain, avec le chaleureux accueil de sa directrice Maja Kolarić et son équipe, et cette passionnante exposition sur le surréalisme,

celle du Palais de la fédération, l'actuel Palais de Serbie, celle du Musée de Yougoslavie, avec le mausolée de Tito – sans oublier le fascinant musée Tesla et le Musée national, dont j'ai pu admirer la richesse des collections. Au cours de cette aventure, j'ai pu également rencontrer des artistes passionnants – notamment Dušan Otasević et Mrdjan Bajić, dont nous avons pu visiter l'atelier.

En ces temps incertains et troublés, l'histoire est toujours riche d'enseignements. Un regard rétrospectif, encore, sur les années 1930, nous montre combien la vitalité de ces échanges entre la France et la Serbie était manifeste. Paris, ville lumière, était un passage incontournable pour les artistes venus des quatre coins du monde, et tout logiquement pour les artistes serbes. Ainsi, le professeur à l'Académie des beaux-arts de Dado, Marko Čelebonović, formé à l'Académie de la Grande Chaumière, très proche de Germaine Richier, a eu une importante carrière en France ; comme Meštrović, il est d'ailleurs représenté dans les collections du Centre Pompidou [ill.]. Meštrović, Čelebonović : deux éclaireurs qui ont largement inspiré la génération d'artistes



III. Ivan Meštrović
L'Élan de la France, vers 1929
Maquette du Monument de la reconnaissance à la France (ou Monument pour la France) érigé à Belgrade en 1930
Bronze, 52 × 57 × 14,5 cm
Centre Pompidou,
Musée national d'art moderne, Paris
Don de l'artiste, 1933. JP 93 S



Marko Čelebonović
L'Atelier, 1939
Huile sur toile, 92,3 × 65,3 cm
Centre Pompidou,
Musée national d'art moderne, Paris
Achat de l'État, 1939 ;
attribution, 1939. JP 919 P



Laurent Le Bon, accompagné du président de l'Académie serbe des sciences et des arts, Zoran Knežević, et du ministre de la Culture de la République de Serbie, Nikola Selaković, lors de l'inauguration de l'exposition rétrospective *Dado : Histoire naturelle 1953-2000*, réalisée par l'artiste Amarante Szidon, à Belgrade, le 21 décembre 2024.

Photo: Enter media

d'après-guerre qui a séjourné en France pendant des périodes plus ou moins longues, parmi lesquels figurent de grands noms de la peinture figurative comme Vladimir Veličković, Ljuba Popović, Petar Omčikus et bien sûr Dado Đurić.

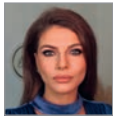
Cette superbe exposition de Dado à l'Académie serbe des sciences et des arts est la première rétrospective de l'œuvre peint depuis la mort de l'artiste. Elle offre un regard renouvelé sur son par-

cours à travers une approche à la fois thématique et chronologique fine. En la visitant, j'ai pu ainsi découvrir des œuvres de la période belgradoise, qui sont parfaitement inconnues du public français, et qui dévoilent un artiste au vocabulaire plastique et formel déjà incroyablement singulier et accompli, avant même son arrivée en France en 1956. J'ai eu le plaisir aussi de voir la période des années 1990, moment de renouveau créatif exceptionnel – dont

le chef-d'œuvre des Orpellières est le vibrant témoignage^[2] – particulièrement bien représentée. Dado est un artiste que j'admire depuis toujours. Comme Picasso, il a ce style unique et cette faculté de se renouveler propres aux grands artistes. Bien avant de le rencontrer en 2007 grâce à Amarante, sa fille, je l'ai découvert pendant mes études, puis davantage apprécié encore au fil de mes échanges avec Alfred Pacquement et Germaine de Liencourt, l'une de ses plus vieilles amies, qui était très proche de Daniel Cordier, avec son époux François, diplomate et grand spécialiste de l'URSS.

L'un des grands mérites de cette exposition est de montrer également à quel point ce passage, cet incessant va-et-vient entre deux cultures constitue une clé de compréhension essentielle de la démarche de Dado. Alors que dans deux ans, la Ville de Belgrade accueillera l'Expo 2027, au moment même où le Centre Pompidou, tout en « Constellation », fêtera son 50^e anniversaire, puisse ce très bel événement, dont le succès triomphal et mérité me réjouit, contribuer à continuer de nourrir cette belle dynamique d'échanges entre nos deux pays dans le cadre de projets futurs.

[2] Je compte parmi les intervenants dans l'excellent documentaire de la télévision monténégrine consacré à la restauration des Orpellières diffusé dans l'exposition : *Dado. Du fugace et de l'éternel*, réalisé par Sanja Blečić avec la collaboration de Snežana Nikčević en 2023.



Milica V. Stojčić^[1]
Institut d'études politiques
Belgrade (Serbie)

UDC 316.73(497.11:44)
655.413:[32::005.71(497.11)
327:316.7(497.11:44)
Article de revue
Reçu : 22.8.2024.
Accepté : 22.4.2025.
doi : 10.5937/napredak6-52936

Le rôle de l'Institut d'études politiques dans la coopération scientifique et la diplomatie culturelle franco-serbe^[2]

Résumé : La Francophonie joue un rôle crucial non seulement dans le développement de la « diplomatie culturelle », mais aussi dans l'expansion croissante de la coopération scientifique, la mise en œuvre de projets communs, l'organisation d'activités et l'échange de connaissances avec la République de Serbie, ainsi qu'avec l'ensemble de la région des Balkans occidentaux. L'objectif de cette recherche est d'évaluer l'ampleur, les résultats et les perspectives de la coopération de l'Institut d'études politiques, l'un des acteurs les plus éminents dans les relations scientifiques, professionnelles et culturelles avec les institutions françaises de recherche et d'enseignement. Pour mener cette étude, l'auteure a utilisé l'analyse de contenu et une observation participante limitée. La conclusion met en évidence le rôle clé de la Serbie dans la construction d'une coopération scientifique avec la France. Malgré des ressources très limitées allouées au financement des sciences humaines et sociales en général, l'Institut d'études politiques parvient, grâce aux échanges de connaissances, aux publications et à la mise en œuvre de projets communs, à maintenir son image de partenaire fiable.

Mots-clés : République française, République de Serbie, Institut d'études politiques, diplomatie culturelle, coopération scientifique, научна сарадња

Introduction

La fin de la guerre froide a plongé le monde entier dans une zone d'incertitude, mais aussi d'espoir que les horreurs des grands conflits, même ceux à portée territoriale limitée, ne se répéteraient plus.

Pourtant, ces dernières années, nous assistons à un retour du bruit des armes et à la renaissance des alliances militaires entre États. Les relations interétatiques se mesurent-elles uniquement par la comparaison des armements nucléaires et autres, des capacités militaires et de la force, ou existe-t-il

[1] milica.topalovic@ips.ac.rs; <https://orcid.org/0000-0002-6088-9388>

[2] L'article a été réalisé dans le cadre des activités de recherche scientifique financées par le Ministère de la Science, du Développement technologique et de l'Innovation de la République de Serbie.

encore une possibilité pour les États de collaborer dans des domaines tels que la culture, la science et le progrès commun ? La France, bien qu'étant une puissance nucléaire, un des piliers de l'Union européenne et un acteur majeur de la politique mondiale, a toujours exercé une influence culturelle et scientifique significative à l'échelle internationale. Cela s'explique notamment par son recours à la diplomatie culturelle, outil clé pour renforcer son rayonnement et améliorer ses relations internationales.

Les États des Balkans occidentaux, en particulier la Serbie, ont traversé près de trois décennies de transition, au cours desquelles ils ont tenté de surmonter l'éclatement de l'État yougoslave commun, de sortir complètement du cadre communiste et de rejoindre l'Union européenne, dans le but de se moderniser et de suivre le rythme du monde contemporain. Pour mener à bien ces transformations, il était essentiel de trouver des partenaires afin que des secteurs vitaux de l'État, tels que l'éducation, le développement technologique et la recherche scientifique, occupent une place privilégiée et puissent progresser librement. Grâce à ses liens historiques, à l'influence de la Francophonie et de la culture française, ainsi qu'à l'expérience de plusieurs décennies de la France dans le domaine de l'éducation et de la recherche, la Serbie a initié, voire poursuivi, sa coopération avec la France. Les relations bilatérales entre les deux pays ont été rétablies non seulement en raison des efforts de la Serbie pour retrouver sa place dans le cadre européen, mais aussi grâce à l'ouverture de la France et à son intérêt renouvelé pour le développement de la diplomatie culturelle avec la Serbie et le reste de la région.

La coopération scientifique et culturelle a permis le développement de ce que l'on appelle la diplomatie culturelle et / ou scientifique. La diplomatie scientifique a pris sa forme moderne et sa taxonomie en 2009 et se divise en trois catégories : 1) La science dans la diplomatie (comme outil consultatif pour améliorer les objectifs de politique étrangère) ; 2) La diplomatie pour la science (une diplomatie qui facilite et renforce la coopération scientifique internationale) ; 3) La science pour la diplomatie (une coopération scientifique qui améliore les relations politiques bilatérales et internationales) (Turekian, Gluckman, Kishi, & Grimes, 2017, p. 2). Les moyens de mise en œuvre de la diplomatie scientifique reposent essentiellement sur la coopération scientifique à travers la mobilité des étudiants et des enseignants, ainsi que l'échange de connaissances et d'expériences (Fähnrich, 2015). Il convient certainement d'ajouter que, ces dernières années, la forme de coopération la plus importante a été la mise en œuvre de projets communs, comprenant l'organisation de conférences scientifiques, de tables rondes, la publication d'ouvrages collectifs, ainsi que des visites et l'organisation d'ateliers. Cela permet non seulement une coopération institutionnelle et un échange d'expériences, mais aussi l'établissement de contacts individuels, particulièrement précieux pour les jeunes chercheurs. L'importance de la diplomatie culturelle et scientifique dans la diffusion de l'influence française et le renforcement de la puissance douce (soft power) à travers le monde est illustrée par le discours de Sylvie Retailleau au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en 2023. Elle souligne que 65 % des publications scientifiques françaises sont réalisées en collaboration avec des chercheurs étrangers et qu'en 2022,

400.000 étudiants étrangers ont entamé des études supérieures en France, ce qui place le pays en tant que sixième destination la plus prisée pour la formation académique dans le monde. (Kolaković, 2023, p. 13).

Une des institutions de recherche en Serbie qui a reconnu le potentiel de la coopération scientifique franco-serbe et qui la développe activement à travers des activités communes, des publications, des projets, des visites et des programmes est l'Institut d'études politiques de Belgrade. Depuis près de soixante ans, et grâce à des dizaines de chercheurs employés, l'Institut des études politiques s'est imposé comme l'une des principales institutions de recherche en Serbie. Compte tenu de son large champ d'expertise dans les sciences sociales et humaines, notamment en science politique, en histoire et en sociologie, l'Institut s'est forgé une réputation de partenaire fiable dans l'élaboration et l'analyse des politiques publiques nationales. En outre, l'Institut est de plus en plus reconnu comme un leader dans l'établissement de nouveaux liens scientifiques internationaux ou dans le renouvellement des anciens, comme c'est le cas avec les établissements d'enseignement supérieur français et d'autres organisations non académiques.

L'objectif de cet article est de répondre aux questions suivantes : quelle est l'ampleur de la coopération entre l'Institut des études politiques et ses partenaires français, ce que recouvre cette forme de diplomatie scientifique, et quelles sont les perspectives de cette relation. L'auteure a utilisé l'analyse de contenu ainsi qu'une observation participante limi-

tée, ayant pris part à certaines activités de coopération scientifique franco-serbe. L'article est structuré en quatre parties. Après une introduction générale, la coopération est d'abord analysée à travers une bibliographie mettant en lumière divers aspects liés à la France. Il s'agit principalement de travaux scientifiques proposant de nouvelles perspectives sur des événements majeurs, mais aussi sur les découvertes dans l'histoire commune, le développement de la coopération culturelle, économique et régionale, ainsi que les perceptions d'un avenir partagé. Ensuite, une présentation des activités de projet menées en partenariat est proposée, avant que l'auteure n'engage une réflexion critique et ne conclue l'étude par une hypothèse sur le potentiel de la coopération scientifique franco-serbe.

| 129

Les publications de l'Institut d'études politiques – reflet de la coopération scientifique franco-serbe

Il est possible de suivre très assidûment l'activité de l'Institut d'études politiques à travers ses publications, qui abordent des perspectives et des points de vue différents, mais très intéressants et importants sur les relations franco-serbes. Il est intéressant de noter qu'au cours des dernières années, de nombreux travaux scientifiques, monographies et numéros spéciaux de revues scientifiques^[3] ont été publiés, consacrés aux liens historiques entre les deux pays. Les publications traitant des relations diplomatiques actuelles, de la coopération dans

[3] La bibliographie de l'Institut d'études politiques est accessible sur le site du Référentiel de l'Institut via le lien <http://repositorijumips.rs/>.

divers domaines, ainsi que des propositions et idées pour une future coopération, sont particulièrement populaires.

Parmi toutes les publications mentionnées, il convient de souligner la revue *La pensée politique serbe* (*Srpska politička misao*), qui, selon la liste des revues scientifiques catégorisées des éditeurs nationaux, est classée en catégorie M24 (MNTRI, 2023, p. 43). Étant donné l'étendue des manuscrits, l'auteure ne présentera que certains sujets intéressants et articles dans lesquels l'Institut d'études politiques est non seulement reconnu comme un acteur important du renforcement et du développement des relations franco-serbes, mais aussi comme un partenaire nécessaire à l'approfondissement des relations de bon voisinage régionales, ce qui, comme cela a été précédemment souligné, est une priorité pour la France.

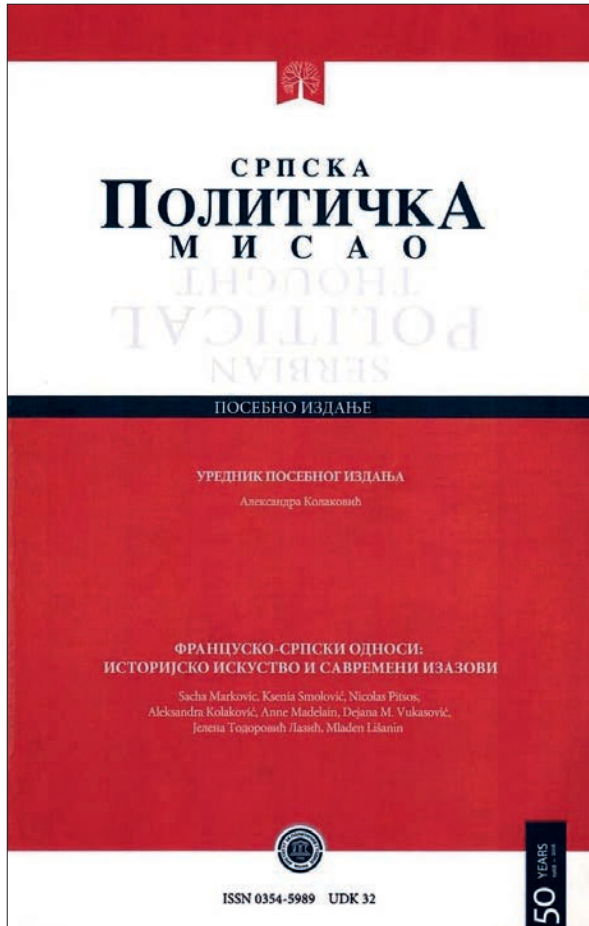
L'un des numéros intéressants de la revue *La pensée politique serbe*, sous forme d'un numéro spécial, a été publié en 2018. Ce numéro ne s'est pas seulement inscrit comme un couronnement des activités du projet commun des chercheurs serbes et français intitulé « Relations franco-serbes dans le domaine de la diplomatie et de la représentation médiatique : Expérience historique et défis contemporains » (numéro 451-03-01963/2017-09/07), mais a également symboliquement vu le jour à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fondation de l'Institut, dans l'année où a commencé la commémoration du jubilé – 180 ans depuis l'établissement des relations diplomatiques franco-serbes (MSP, 2019).

Dans ce numéro spécial de la revue, on peut observer de nombreux ouvrages scientifiques, tant rédigés par chercheurs serbes de l'Institut d'études

politiques que par chercheurs français de l'Université de la Sorbonne. Thématiquement, le recueil comprend des articles historiquement significatifs qui résument, en un seul endroit, la relation entre les deux pays, avec tous ses hauts et ses bas diplomatiques. L'article introductif traite précisément de la presse française avant le Congrès de Berlin de 1878, qui ne regarde pas du tout favorablement l'indépendance totale de la Serbie, du Monténégro et de la Roumanie. Au contraire, la presse française publie de nombreux articles « anti-slaves », cherchant à protéger l'Empire ottoman déjà affaibli et insistant sur « l'agression serbe et monténégrine » et la violence des Slaves orthodoxes contre les Turcs (Markovic, 2019, p. 7). Ils sont suivis des textes sur les réactions françaises à l'assassinat du roi en 1903, ainsi que sur la position de la société et de l'État français vis-à-vis des expansions territoriales de la Serbie pendant les guerres balkaniques. L'originalité de ces ouvrages réside dans l'analyse du contenu des journaux de l'époque, dans lesquels se reflétaient clairement les opinions publiques vis-à-vis des peuples serbe et monténégrin, mais aussi des documents d'archives et des lettres diplomatiques qui n'avaient jamais été étudiés scientifiquement auparavant. Une contribution historique et politique particulière de ces ouvrages réside dans le fait que, à travers les exemples d'autres pays, il était déjà possible d'observer la polarisation idéologique de la France. Concrètement, à travers l'exemple des expansions territoriales serbes pendant les guerres balkaniques révèle une nette différence entre la manière dont l'État est perçu par les nationalistes et les libertariens. Les nationalistes associent le terme « État » à la conception du XIXe siècle, fondée sur le concept médiéval de l'État, qu'ils continuent à

Milica V. Stojčić

Le rôle de l'Institut d'études politiques
dans la coopération scientifique
et la diplomatie culturelle franco-serbe



Revue La pensée politique serbe (*Srpska politička misao*),
consacrée aux relations entre la Serbie et la France,
publiée par l'Institut d'études politiques à l'occasion du
50^e anniversaire de sa fondation.

Photo : Institut d'études politiques

défendre, tandis que l'opposition anti-nationaliste / libertarienne considère l'État comme un construit social, et les expansions comme de simples « prétextes expansionnistes » des anciens territoires ottomans, sans reconnaissance du « droit historique » (Pitsos, 2018, p. 79).

Pour que le développement de la coopération franco-serbe à travers les siècles et les décennies soit complet, le recueil propose également un texte sur la mémoire collective de la société serbe concernant des événements historiques importants, en examinant l'opinion de la société serbe sur *l'amitié éternelle* entre la Serbie et la France. *L'amitié éternelle* a été construit sur l'alliance pendant la Première Guerre mondiale, le souvenir du rôle de la France sur le front de Salonique, la scolarisation de 5.000 élèves serbes dont le retour dans leur pays d'origine a eu une grande importance pour la réorganisation et la prospérité de l'État, mais aussi sur la coopération militaire commune pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'image a acquis une forte coloration idéologique (Kolaković, 2018, pp. 83-84). Cependant, cette image n'a pas été aussi forte et stable depuis les années 1990, ni aujourd'hui, lorsque les attentes de la société serbe dans le processus d'intégration européenne vis-à-vis de la France et de son soutien ont été déçues. L'auteure conclut que l'alliance fraternelle et le lien d'amitié construits pendant la Première Guerre mondiale dominant encore dans la société serbe « bien qu'ils aient traversé des moments de doute pendant les guerres yougoslaves des années 1990 et les bombardements de l'OTAN en 1999 » (NDT) (Kolaković, 2018, p. 101). Dans la publication de l'Institut d'études politiques, Dr Kolaković a publié en 2016 une monographie intitulée *Au service de la patrie : Coopération des intellectuels français et serbes 1894-1914 (U službi otadžbine : Saradnja francuskih i srpskih intelektualaca 1894-1914)*, expliquant de manière exhaustive les prémices de la création de l'amitié franco-serbe et de ladite diplomatie culturelle (Kolaković, 2016). De plus,

cette monographie comble des lacunes significatives dans l'histoire, la science politique et d'autres domaines connexes en Serbie, ce qui représente sa contribution scientifique particulière.

Le reste des ouvrages de cette édition de 2018 se conclut par une analyse des aspects politiques et diplomatiques des relations bilatérales contemporaines en ce qui concerne les intégrations européennes. Il est souligné que les Balkans occidentaux (et la Serbie, en tant que leader de la région) ont joué un rôle décisif dans le développement et l'affirmation de la politique de sécurité de l'UE, et qu'ils ont représenté un « territoire expérimental » pour le développement futur de cette politique, son rapport avec l'OTAN et les Nations Unies, ainsi que la direction générale de son évolution (Vukasović, 2018, p. 128). Il est également mentionné que le développement de l'euroscepticisme en France, en tant qu'État central de l'UE, repose sur des raisons historiques et l'inefficacité des institutions, tandis qu'en Serbie, en tant que candidat à l'adhésion, il repose principalement sur la fatigue et la déception causées par les « conditions préalables à l'adhésion » (Lazić, 2018, p. 181).

Le recueil spécial *La France et la Serbie : Les défis de l'amitié éternelle (Francuska i Srbija : Iza zovi večnog prijateljstva)* publié en 2021 a également été consacré aux relations franco-serbes et a consolidé la coopération scientifique déjà établie entre les institutions de la Sorbonne-Paris IV, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la République Française, l'Ambassade de la République Française en Serbie, l'Institut français de Belgrade, ainsi que l'Institut d'études politiques et le Ministère de l'Éducation, des Sciences et du Développement technologique de Serbie. Ce recueil

analyse de manière plus détaillée et approfondie les thèmes du numéro spécial de 2018, avec de nouvelles hypothèses inédites sur le passé commun. La spécificité de cette publication réside dans un intérêt accru de la part des chercheurs français et serbes, mais aussi dans l'accent mis sur les relations bilatérales actuelles et régionales, étant donné qu'en 2019, la France a adopté une nouvelle Stratégie pour les Balkans occidentaux (Kolaković & Marković, 2021, p. 11).

Certaines des thématiques intéressantes du *Recueil* portent sur les liens entre la diplomatie franco-serbe et l'industrialisation de la période allant de 1871 au début de la Première Guerre mondiale. Cet article met en avant l'expansion de 27,3 % du réseau ferroviaire en Serbie pendant cette période, ce qui a conduit à l'ouverture de nouvelles mines, d'usines, d'une banque française, ainsi qu'à l'émergence de nouvelles voies de communication. La « route de fer » a permis le développement du télégraphe et, par la suite, des lignes téléphoniques (Hassler, 2021, pp. 35–36). La Seconde Guerre mondiale a apporté de nouvelles perspectives sur les relations militaires franco-yougoslaves en raison de l'ouverture du front des Balkans (Denda, 2021, p. 177), ainsi que des relations du Royaume en exil avec la « France de Gaulle », qui se sont déroulées par des canaux diplomatiques non institutionnels et para-diplomatiques (Milikić, 2021, p. 197). La période d'après-guerre a entraîné des relations tendues avec la France en raison des liens de la Yougoslavie avec l'Union soviétique. La diplomatie culturelle a alors servi le régime communiste pour améliorer l'image de la Yougoslavie en France (Kolaković, 2021, pp. 229–230). L'aspect de la diplomatie culturelle a été enrichi par des textes intéressants sur le cinéma

serbe (Naïma, 2021), ainsi que sur la perception des arts visuels serbes en France (Mladenović, 2021).

La position de la Serbie et le rôle de la France dans le cadre des intégrations européennes ont été particulièrement soulignés dans cet ouvrage par l'ambassadeur à la retraite Dr Lopandić, qui conclut qu'il est dans l'intérêt mutuel que la Serbie devienne un État membre, c'est-à-dire qu'il est important pour la France que des États avec lesquels elle entretient des liens historiques et une bonne coopération siègent à la même table (Lopandić, 2021, p. 359), tandis que Dr Vukadinović estime que l'hésitation de l'Union et la complication du processus d'adhésion ont pour conséquence une grande influence des États non européens sur la région, tels que la Russie, la Chine et la Turquie (Vukadinović, 2021, p. 347).

Le deuxième numéro spécial de la revue *La pensée politique serbe* publié en 2022 suit l'intérêt accru de la France, qui présidait alors l'Union européenne, pour la région des Balkans occidentaux. L'innovation par rapport aux précédentes éditions réside dans l'accent mis sur les relations économiques et l'intérêt de la France pour renforcer sa présence en Serbie. Les chercheurs de l'Institut d'études politiques ont analysé les tendances du développement des relations économiques entre la Serbie et la France à différentes périodes, depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'aux temps modernes. Ils ont conclu que « le niveau plus élevé de coopération économique a conduit à une amélioration des relations politiques entre les deux États, et inversement, et que les années 1990 représentent

la période des relations économiques et politiques les plus faibles dans l'histoire des relations entre la Serbie et la France » (Rapajić & Matijević, 2022, p. 164). Les flux des investissements directs étrangers et l'arrivée des entreprises françaises ont été facilités par l'ouverture de l'économie serbe et la libéralisation des relations commerciales avec l'UE (ibid.). D'autre part, Dr Vukadinović semble poursuivre son analyse du *Recueil* de 2021, où il considère que la stratégie de la France consiste à soutenir la création d'un concept de macro-région dans les Balkans occidentaux ^[4]. L'auteure conclut que cette tactique de réseautage économique interétatique et régional au sein de la région est favorable à la France, mais aussi à l'ensemble de l'UE, car elle permet d'évincer d'autres grandes puissances de cette zone (Vukadinović, 2022, p. 197).

Le dernier numéro publié de *La pensée politique serbe* pour l'année 2023 a abordé le thème du développement régional de la science et de la coopération scientifique entre les États des Balkans occidentaux. Bien qu'il y a des manuscrits qui ne concernent pas directement la France ou les relations franco-serbes, la contribution de cette édition réside dans les résultats des recherches menées, qui n'avaient jamais été publiés auparavant. Ces résultats découlent du programme « Pavle Savić », actif depuis 2003, ainsi que de la coopération scientifique dans la région du Danube et du programme ES-Balk (Enseignement supérieur dans les Balkans occidentaux [ES-Balk]), dans lesquels l'Institut des études politiques a participé. La coopération régionale dans le domaine économique, comme

[4] Les macrorégions sont des forums de préparation et de mise en œuvre de projets communs pour les États souhaitant devenir membres à part entière de l'UE (la Serbie est membre de la macrorégion adriatico-ionienne et de la macrorégion danubienne).

l'a précédemment expliqué Dr Vukadinović, mais aussi dans les domaines culturel et scientifique, revêt une importance cruciale pour la France, pour l'augmentation de son influence et de la francophonie dans la région. Cependant, contrairement à la diplomatie culturelle française en Serbie, où la « science pour la diplomatie » – la science comme canal pour améliorer les relations diplomatiques – est la plus importante, la situation en Albanie est différente. Dans l'un des articles de ce numéro de *La pensée politique serbe*, où l'influence de la France sur la science et l'enseignement supérieur en Albanie est analysée, il est conclu que « les relations bilatérales globales entre ces deux États peuvent effectivement être qualifiées d'amicales, (mais) il est généralement observé que la présence française en Albanie est disproportionnée par rapport aux bonnes relations bilatérales » (Topalović, 2023, p. 100). Ce sujet, c'est-à-dire le développement de la diplomatie scientifique et culturelle, en particulier après 2019 et l'adoption de la stratégie susmentionnée pour les Balkans occidentaux, a été abordé par Dr Kolaković dans cette édition. Dans cet article scientifique, non seulement l'historique de la coopération scientifique est récapitulé, mais aussi les aspects contemporains et les tendances de la diplomatie scientifique française pour l'espace des Balkans occidentaux. Bien qu'une tendance mondiale dans le financement et les investissements dans les sciences naturelles soit constatée^[5], il est également encouragé de postuler et d'appliquer pour des projets et des financements dans les

domaines des sciences sociales et humaines, qui avaient jusqu'à présent reçu le moins de ressources (Kolaković, 2023).

Mise en œuvre de projets et activités communs – situation actuelle et perspectives

L'engagement par projet au cours des dernières décennies est l'une des activités les plus importantes des institutions de recherche dans le monde. Les projets ne servent pas seulement à résoudre des problèmes concrets ou à combler les lacunes (angl. *gap*) dans la recherche scientifique, mais ils jouent également un rôle crucial dans le développement de la coopération bilatérale et internationale. Que la Serbie soit un pays attractif pour la coopération scientifique et la diplomatie est prouvé par le fait qu'entre 2006 et 2020, 353 propositions de projets ont été soumises par des chercheurs serbes, dont la France a sélectionné 134 pour financement, un nombre qui augmente d'année en année (Kolaković, 2023, p. 22).

L'un des projets pionniers que l'Institut d'études politiques a menés avec ses partenaires français est « Relations franco-serbes dans le domaine de la diplomatie et de la représentation des médias : Expérience historique et défis contemporains ». Depuis le début de l'année 2018, dans le cadre de ce projet, des chercheurs serbes et français ont mené des recherches dans les archives et bibliothèques françaises et serbes, organisé une table ronde à

[5] En 2022, le Forum d'Innovation France-Serbie a été lancé pour stimuler les échanges thématiques de connaissances et d'expériences. Lors de l'une de ses premières réunions, il a mis l'accent sur les domaines de la numérisation des processus industriels, ainsi que sur la question de l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation (Institut français, 2022).

Belgrade intitulée « Idées et changements : transfert de connaissances et images d'un autre dans les relations franco-serbes », un séminaire à Paris « Les thèmes (non) explorés des relations franco-serbes » et une conférence en 2019 (Kolaković & Markovic, 2021, p. 11). Grâce à ce projet, des chercheurs serbes et français ont eu l'opportunité de publier le numéro spécial de la revue *La pensée politique serbe* de 2018, d'organiser des séjours de recherche et d'études, ainsi qu'une série de conférences sur l'histoire des relations franco-serbes au Centre culturel de Novi Sad^[6]. Le jubilé des 180 ans de l'établissement des relations diplomatiques franco-serbes a été célébré par une conférence les 26 et 27 juin 2019.

Il ne faut pas oublier non plus un autre projet commun, qui a réuni, en plus de l'Institut d'études politiques, des partenaires tels que EUR-ORBEM et l'Université Sorbonne, Paris. Le projet a donné naissance au recueil mentionné de 2021 et au numéro spécial de la revue *La pensée politique serbe* intitulé « La France et les Balkans occidentaux : l'héritage du passé et le processus d'intégration européenne » (France and the Western Balkans : the legacy of the past and the EU integration process). Comme, durant cette période, l'épidémie de COVID-19 a été déclarée, les voyages d'études, séjours et ateliers ont été annulés.

Le projet « Renforcement et perspectives de la coopération scientifique dans les Balkans occidentaux »^[7], qui est mené depuis 2021 en collaboration

avec l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) à Paris, l'Institut d'études politiques à Belgrade, la Faculté de philologie à Nikšić et la Faculté de droit à Bitola, est l'un des projets les plus importants dans la coopération actuelle. En plus de l'objectif principal qui est de renforcer et intensifier les relations de recherche scientifiques franco-serbes et de créer une école doctorale régionale, il est essentiel de souligner que ce projet vise à soutenir et faciliter l'accès à l'Union européenne, c'est-à-dire à répondre aux normes dans ces domaines. Grâce aux activités communes, de nombreux ateliers ont eu lieu, au cours desquels les participants, ainsi que le personnel des institutions partenaires du projet, ont eu l'occasion d'apprendre les bases de la rédaction de projets et de positionner les intérêts communs en sciences dans le cadre du processus d'intégration européenne.

Dans les locaux de l'Institut d'études politiques, les 3 et 4 mars 2022, un atelier intitulé « La coopération scientifique et universitaire entre la France et les Balkans occidentaux et l'expérience des écoles doctorales » a eu lieu, où ont été soulignées les bonnes et mauvaises expériences des pays participants dans la mise en œuvre des études doctorales, ainsi que les perspectives des jeunes doctorants pour leur perfectionnement (ESbalk, 2022a). Mi-septembre 2022, un atelier à la Faculté de droit « Saint Clément d'Ohrid » à Bitola, intitulé « Pour

[6] La série de six conférences de Dr. Kolaković au Centre culturel de Novi Sad peut être visionnée via le lien suivant : https://www.youtube.com/results?search_query=aleksandra+kolakovi%C4%87+kcns

[7] Le projet financé par le programme ES-Balk (Enseignement supérieur dans les Balkans occidentaux) du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a été confié à la société France Education International pour gestion. Consulter via le lien : <https://edbalk.eu/le-projet/>.

un enseignement supérieur connecté » (Edbalk, 2022b), a constitué le premier cadre commun pour le travail de tous les partenaires, offrant l'occasion de mettre en lumière les différentes perspectives des pays concernant la coopération scientifique avec la France, ainsi que l'état et la position de la science et des chercheurs en Serbie, au Monténégro, en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine. Plus tard, les 27 et 28 octobre, dans les locaux de l'Institut d'études politiques, un atelier intitulé « La place de la recherche scientifique dans le processus d'intégration européenne : identification, rédaction et réalisation des projets » a été organisé. Une telle activité a été désignée comme très importante en raison du transfert de connaissances des experts nationaux et français sur la rédaction de projets de recherche européens pour le programme « Horizon Europe », ouvrant ainsi la voie à des candidatures communes (Edbalk, 2022c). La soumission et, éventuellement, l'approbation de l'exécution de tels projets revêt une importance incommensurable non seulement pour les institutions, mais aussi pour le progrès individuel et le développement des chercheurs. De bonnes techniques de rédaction et de gestion de projets sont essentielles en raison du fait qu'il est très difficile d'obtenir de grandes subventions dans le domaine des sciences sociales et humaines. La raison en est leur impopularité, en particulier celle des sciences sociales, en raison de l'incapacité à offrir au monde moderne des solutions rapides et pratiques pour certains problèmes et besoins de la société, comme l'exige le monde contemporain. L'orientation technique vers des candidatures communes pour des financements de projets établit un avenir prometteur pour les relations scientifiques franco-serbes.

Il convient également de souligner la conférence commune tenue à Paris en novembre de la même année, où les représentants de l'Institut d'études politiques, dirigés par Dr Aleksandar Kolaković, ont eu l'occasion de discuter avec leurs partenaires du projet, d'évaluer le succès des activités passées, mais aussi de se concentrer sur les défis potentiels à venir de la coopération scientifique et de la recherche (Edbalk, 2022d). Un sujet particulièrement important était le rôle et la position des jeunes dans l'enseignement supérieur et la science, ainsi que l'organisation d'une école doctorale pour les étudiants et chercheurs des pays de la région des Balkans occidentaux. Dans le cadre de ce projet, deux webinaires ont également été organisés pour mettre en valeur l'importance des jeunes experts – doctorants et docteurs – pour la construction d'un avenir commun et le progrès des États individuels.

Conclusion

Au cours de plus de 180 ans d'histoire des relations diplomatiques franco-serbes, il y a eu de nombreux hauts et bas – de la forte « amitié éternelle » pendant et après la Première Guerre mondiale, à la désillusion du peuple serbe après les bombardements de la Serbie en 1999, jusqu'à une nouvelle coopération étroite et une confiance renouvelée envers la France dans le cadre des processus d'intégration européenne, tous étant des tests pour les relations franco-serbes. Dans cette relation chaleureuse et froide entre les deux pays, ce qui se distingue particulièrement est la coopération scientifique et éducative réussie et le renforcement

de la diplomatie culturelle et scientifique au début du nouveau millénaire. Le gouvernement français alloue des fonds importants et ouvre régulièrement des appels à projets pour la mobilité des étudiants et chercheurs serbes, qui, en plus de leur séjour temporaire en France, ont l'opportunité d'améliorer leurs compétences et de transférer les connaissances acquises à leur pays, créant ainsi un capital social important (Topalović, 2023, p. 99) et formant une partie essentielle de l'intelligentsia serbe. L'Institut d'études politiques joue un rôle majeur dans la coopération scientifique avec les institutions françaises dans le domaine des sciences humaines et sociales ces dernières années. Grâce à la mise en œuvre de nombreux projets avec des partenaires français, la science est devenue l'un des canaux diplomatiques importants. En connectant les chercheurs, l'Institut a réussi à publier un ouvrage collectif et trois numéros spéciaux de la revue *La pensée politique serbe*. En tant que maison d'édition, l'Institut a éga-

lement ouvert ses portes à la publication d'autres manuscrits sur des thèmes francophones. En outre, de nombreuses conférences, réunions scientifiques, séjours d'études et de recherche, ainsi que des ateliers ont été organisés. De plus, avec ses activités bilatérales avec les institutions serbes, la France a réussi à relier l'ensemble de la région dans le domaine scientifique, grâce à l'adoption de la nouvelle Stratégie pour les Balkans occidentaux en 2019. Par sa diplomatie culturelle et scientifique, la France maintient son influence dans ces régions, facilite le réseautage des chercheurs et soutient le processus de dépassement du fardeau du passé guerrier et des divergences individuelles dans la région. Il peut donc être conclu que la diplomatie culturelle et scientifique constitue désormais des méthodes éprouvées pour établir de bonnes relations bilatérales, mais aussi régionales, et que de solides bases ont été posées pour une coopération future, encore plus approfondie.

Bibliographie

- Denda, D. (2021). Le Royaume de Yougoslavie et les projets Français d'ouverture du Front des Balkans 1939-1940. In: A. Kolaković & S. Markovic (eds.) *La France et la Serbie: Les défis de l'amitié éternelle*, (177-195). Beograd: Institut za političke studije.
- Edbalk. (2022a). Atelier 'Workshop' à Belgrade 3 et 4 mars 2022. Available at: <https://edbalk.eu/atelier-workshop-a-belgrade-3-et-4-mars-2022>.
- Edbalk. (2022b). Atelier 'Workshop' à Bitola (Macédoine du nord) 15 et 16 septembre 2022. Available at: <https://edbalk.eu/atelier-workshop-a-bitola-macedoine-du-nord-15-et-16-septembre-2022/>
- Edbalk. (2022c). Formation 'La place de la recherche scientifique dans le processus d'intégration européenne: identification, rédaction et réalisation des projets'. Available at: <https://edbalk.eu/formation-la-place-de-la-recherche-scientifique-dans-le-processus-dintegration-europeenne-identification-redaction-et-realisation-des-projets/>
- Edbalk. (2022d). Colloque international – Paris – INALCO 17-18 novembre 2022. Available at: <https://edbalk.eu/colloque-international-paris-inalco-17-18-novembre-2022/>
- Fährnrich, B. (2015). Science diplomacy: Investigating the perspective of scholars on politics-science collaboration in international affairs. *Public Understanding of Science* XXVI (6), 688-703. doi: 10.1177/0963662515616552.
- Gluckman, P.D, Turekian, V, Grimes, R.W, & Kishi, T. Science Diplomacy: A Pragmatic Perspective from the Inside. *Science & Diplomacy*, VI (4), 1-13. Available at: <http://www.sciencediplomacy.org/article/2018/pragmatic-perspective>.
- Hassler, M. (2021). Diplomatie et industrialisation, au travers des relations Franco-Serbes (1871-1914). In: A. Kolaković & S. Markovic (eds.) *La France et la Serbie: Les défis de l'amitié éternelle* (35-47). Beograd: Institute za političke studije.
- Institut Francais en Serbie. (2022). Serbian-French Innovation Forum. Available at: <http://www.institutfrançais.rs/info/forum-za-inovacije-srbija-francuska/> [In Serbian]
- Kolaković, A. (2016). *In the Service of the Fatherland: Cooperation of French and Serbian Intellectuals 1894-1914*. Beograd: Institut za političke studije. [In Serbian]
- Kolaković, A. (2018). La France et de la Grande Guerre dans la mémoire Serbe. *Srpska politička misao*, special edition, 84-106. doi: 10.22182/spm.spec2018.4.
- Kolaković, A. (2021). Présentation de la nouvelle Yougoslavie en France de 1945 à 1973: Diplomatie et culture. In: A. Kolaković & S. Markovic (eds.) *La France et la Serbie: Les défis de l'amitié éternelle*, (229-248). Beograd: Institute za političke studije.
- Kolaković, A. & Markovic, S. (eds.) (2021). Introduction. In: A. Kolaković & S. Markovic (eds.) *La France et la Serbie: Les défis de l'amitié éternelle*, (9-11). Beograd: Institut za političke studije.
- Kolaković, A. (2023). The role of France in strengthening science in Serbia and the Western Balkans: Between scientific cooperation and science diplomacy. *Srpska politička misao*, LXXXII (4), 11-39. doi: 10.5937/spm82-46216

- Lopandić, D. (2021). Le processus de négociation d'accession de la Serbie à l'UE et le rôle de la France dans l'élargissement. In: A. Kolaković & S. Markovic (eds.) *La France et la Serbie: Les défis de l'amitié éternelle*, (349-361). Beograd: Institut za političke studije.
- Markovic, S. (2018). La presse Française et le Congrès de Berlin. *Srpska politička misao*, special edition, 7-25. doi: 10.22182/spm.spec2018.1.
- Milikić, R. (2021). Collaboration du Gouvernement du Royaume de Yougoslavie en exil avec la France pendant la Seconde Guerre Mondiale. In: A. Kolaković & S. Markovic (eds.) *La France et la Serbie: Les défis de l'amitié éternelle*, (197-209). Beograd: Institut za političke studije.
- Mladenović, M. (2021). Un nouveau Musée d'art en Europe: La réception des beaux-arts classiques et modernes Serbes dans les lettres Françaises (1945-1970). In: A. Kolaković & S. Markovic (eds.) *La France et la Serbie: Les défis de l'amitié éternelle*, (267-277). Beograd: Institut za političke studije.
- MNTRI, Ministry of Science, Technological Development and Innovation (2023). List of categorized scientific journals by national publishers for 2023. Available at: <https://www.nitra.gov.rs/images/vesti/2023/26-12-2023/Lista-naucnih-casopisa-domacih-izdavaca-za-2023-godinu.pdf>. [In Serbian]
- MSP, Ministry of Foreign Affairs. (2019). Paris: 180 years of diplomatic relations of Serbia and France, celebrated in the National Assembly. Available at: <https://mfa.rs/mediji/aktivnosti-predstavništava-srbije/pariz-180-godina-diplomatskih-odnosa-srbije-i-francuske>. [In Serbian]
- Naïma, B. (2021) La réception du cinéma Yougoslave en France, entre relations diplomatiques, choix de programmation et accueil critique: Le cas de j'ai même rencontré des Tziganes Heureux d'Aleksandar Petrović. In: A. Kolaković & S. Markovic (eds.) *La France et la Serbie: Les défis de l'amitié éternelle*, (249-266). Beograd: Institut za političke studije.
- Pitsos, N. (2018). Perceptions Françaises des occupations militaires et des revendications territoriales Serbes et Monténégrines pendant les Guerres Balkaniques de 1912-1913. *Srpska politička misao*, special edition, 40-81. doi: 10.22182/spm.spec2018.3.
- Rapajić, S. & Matijević, A. (2022). Les relations économiques entre la France et la Serbie - Aperçu historique et tendances contemporaines. *Srpska politička misao*, special edition, 131-165. doi: 10.22182/spm.specijal2022.6.
- Todorović Lazić, J. (2018). Euroscepticism in Serbia and France – similarities and differences. *Srpska politička misao*, special edition, 153-173. doi: 10.22182/spm.spec2018.7 [In Serbian]
- Topalović, M. (2023). Higher education the Republic of Albania: Cooperation with the French Republic, status and perspectives. *Srpska politička misao*, LXXXII (4), 91-110. doi: 10.5937/spm82-46598. [In Serbian]
- Vukadinovic, N. (2021). L'Union Européenne et la Serbie: Espaces et Temps. In: A. Kolaković & S. Markovic (eds.) *La France et la Serbie: Les défis de l'amitié éternelle*, (329-347). Beograd: Institut za političke studije.
- Vukadinović, N. (2022). Territorialisation et spatialisation du développement économique à la périphérie de l'Union Européenne: Les macro-régions dans les Balkans Occidentaux. *Srpska politička misao*, special edition, 167-190. doi: 10.22182/spm.specijal2022.7.
- Vukasović, D. (2018). L'union européenne, la France et les Balkans Occidentaux: Les enjeux de la politique étrangère, de sécurité et de défense commune de l'UE. *Srpska politička misao*, special edition, 127-152. doi: 10.22182/spm.spec2018.6.



Étonnant, 2008, œuvre de la peintre serbe Mira Maodus, qui a vécu et créé en France pendant près d'un demi-siècle. En plus de la Serbie, ses œuvres ont été exposées à Paris, Tokyo, Milan, Trebinje et bien d'autres villes européennes.

Photo : Mira Maoduš

Témoignages



Régis Debray

Philosophe
France

UDC 355.489(497.11)"1999"(093.3)
821.133.1-92
Matériel documentaire
Reçu:19.3.2025.
Accepté:11.4.2025.
doi: 10.5937/napredak6-57629

Lettre d'un voyageur au Président de la République^[1]

RETOUR de Macédoine, de Serbie et du Kosovo, je me dois de vous livrer une impression : j'ai peur, Monsieur le Président, que nous ne fassions fausse route. Vous êtes un homme de terrain. Vous ne prenez guère les intellectuels qui remplissent nos colonnes d'à-peu-près grandiloquents et péremptaires. Cela tombe bien : moi non plus. Je m'en tiendrai donc aux faits. Chacun les siens, me direz-vous. Ceux que j'ai pu observer sur place, dans un court séjour — une semaine en Serbie (Belgrade, Novi Sad, Nis, Vranje) du 2 au 9 mai, dont quatre jours au Kosovo, de Pristina à Pec, de Prizren à Podujevo — ne me semblent pas correspondre aux mots que vous utilisez, de loin et de bonne foi.

Ne me croyez pas partial. J'ai passé la semaine précédente en Macédoine, assisté à l'arrivée des réfugiés, écouté leurs témoignages. Ils m'ont bouleversé, comme beaucoup d'autres. J'ai voulu à tout prix aller voir «de l'autre côté» comment un tel forfait était possible. Me méfiant des voyages façon Intourist, ou des déplacements journalistiques en

car, j'ai demandé aux autorités serbes à avoir mon propre traducteur, mon propre véhicule et la possibilité d'aller et de parler à qui bon me semblait. Contrat respecté.

Important, l'interprète? Oui. Car j'ai constaté à mon grand dam — mais comment faire autrement? — qu'on peut, en Macédoine et en Albanie, s'en remettre imprudemment à des truchements locaux qui, sympathisants ou militants de l'UCK pour la plupart, prêtent leur regard et leur réseau à l'étranger fraîchement débarqué. Les récits d'exactions sont trop nombreux pour qu'on mette en doute un fond indéniable de réalité. Certains témoignages que j'ai recueillis, vérification faite ensuite sur les lieux d'origine, se sont révélés cependant outranciers, voire inexacts. Ce qui ne change rien, bien sûr, au scandale ignominieux de cet exode.

Que nous répétez-vous « Nous ne faisons pas la guerre au peuple serbe mais à un dictateur, Milosevic, qui, refusant toute négociation, a programmé de sang-froid le génocide des Kosovars. Nous nous

[1] Le texte est intégralement tiré de la revue académique *Etudes de lettres*, de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne (année 2000). Le texte a été publié pour la première fois dans *Le Monde*, le 13 mai 1999.
Illustrations avec le texte : rédaction de Progrès.



Photo n° 1: Vu de l'endroit touché par une raquette dans la rue Dušana Trivunca à Aleksinac.

limitons à détruire son appareil de répression, destruction déjà bien avancée. Et si nous continuons à frapper, malgré de regrettables erreurs de ciblage et d'involontaires dommages collatéraux, c'est que les forces serbes continuent au Kosovo leurs opération de nettoyage ethnique. »

J'ai lieu de craindre, Monsieur le président, que chacun de ces mots ne soit une duperie.

1. «Pas la guerre au peuple...» Ne savez-vous pas qu'au cœur du vieux Belgrade le théâtre pour enfants Dusan Radovic jouxte la télévision et que le missile qui a détruit celle-ci a frappé celui-là ? Trois cents écoles, partout, ont été touchées par les bombes. Les écoliers, laissés à eux-mêmes, ne vont plus en classe. Dans la campagne, il en est qui ramassent des tubes jaunes explosifs en forme de jouets (modèle CBU 87). Ces bombes à fragmenta-

tion, les Soviétiques en répandaient de semblables en Afghanistan. La destruction des usines a mis à pied cent mille travailleurs — avec un revenu de 230 dinars, soit 91 francs par mois. La moitié, à peu près, de la population est au chômage. Si vous croyez la retourner ainsi contre le régime, vous vous égarez. Malgré la lassitude et les pénuries, je n'ai pas observé de fissure dans l'union sacrée. Une jeune fille m'a dit à Pristina : «Quand on tue quatre Chinois, ressortissants d'une grande puissance, le monde s'indigne; mais quatre cents Serbes, cela ne compte pas. Curieux, non ? »

Je n'ai certes pas été témoin des carnages opérés par les bombardiers de l'OTAN sur les autobus, les colonnes de réfugiés, les trains, sur l'hôpital de Nis, et ailleurs. Ni des raids sur les camps de réfugiés serbes (Majino naselje, 21 avril, quatre morts,

vingt blessés). Je parle des quelque quatre cent mille Serbes que les Croates ont déportés de la Krajina sans micros ni caméras.

Pour m'en tenir aux lieux et moments de mon séjour au Kosovo, le général Wertz, porte-parole de l'OTAN, a déclaré: «Nous n'avons attaqué aucun convoi et nous n'avons jamais attaqué de civils.» Mensonge. J'ai vu dans le hameau de Lipjan, le jeudi 6 mai, une maison particulière pulvérisée par un missile : trois fillettes et deux grands-parents massacrés, sans objectif militaire à 3 kilomètres à la ronde. J'ai vu, le lendemain, à Prizren, dans le quartier gitan, deux autres masures civiles réduites en cendres deux heures plus tôt, avec plusieurs victimes enterrées.

2. «Le dictateur Milosevic... » Mes interlocuteurs de l'opposition, les seuls avec qui je me sois entretenu, m'ont rappelé aux dures réalités. Autocrate, fraudeur, manipulateur, et populiste, M. Milosevic n'en a pas moins été élu à trois reprises : les dictateurs se font élire une fois, non deux. Il respecte la Constitution yougoslave. Pas de parti unique. Le sien est minoritaire au Parlement. Pas de prisonniers politiques, des coalitions changeantes. Il est comme absent du paysage quotidien. On peut le critiquer sans se cacher aux terrasses de café — et on ne s'en prive pas —, mais les gens ne s'en soucient guère. Aucun charisme «totalitaire» sur les esprits. L'Occident semble cent fois plus obnubilé par M. Milosevic que ses concitoyens.

Parler face à lui de Munich, c'est inverser le rapport du faible au fort et supposer qu'un pays isolé et pauvre de dix millions d'habitants, qui ne convoite rien en dehors des frontières de l'ancienne Yougoslavie, puisse être comparé à l'Allemagne

conquérante et suréquipée de Hitler. À trop se voiler la face, on devient aveugle.

3. «Le génocide des Kosovars... » Terrible chapitre. Des témoins occidentaux, accessibles et oculaires, je n'en ai rencontré que deux. L'un, Aleksandar Mitic, d'origine serbe il est vrai, est correspondant de l'AFP à Pristina. L'autre, Paul Watson, canadien anglophone, est correspondant pour l'Europe centrale du Los Angeles Times. Il a couvert l'Afghanistan, la Somalie, le Cambodge, la guerre du Golfe et le Rwanda : ce n'est pas un bleu. Plutôt anti-Serbes, il suivait depuis deux ans la guerre civile au Kosovo, dont il connaît chaque village et chaque route. Un héros, donc un modeste. Quand tous les journalistes étrangers, au premier jour des bombardements, ont été expulsés de Pristina, il s'est planqué pour rester, anonymement. Sans cesser de circuler et d'observer. Son témoignage est pondéré et, recoupé avec d'autres, convaincant. Sous le déluge des bombes, les pires exactions ont été commises, les trois premiers jours (24, 25 et 26 mars), avec incendies, pillages et meurtres. Plusieurs milliers d'Albanais ont alors reçu l'ordre de partir. Il m'a assuré n'avoir pas trouvé trace, depuis, d'un crime contre l'humanité. Sans doute ces deux scrupuleux observateurs n'ont-ils pas tout vu. Et moi encore moins. Je ne puis témoigner que de paysans albanais de retour à Podujevo, de soldats serbes montant la garde devant des boulangeries albanaises — dix rouvertes à Pristina —, et des blessés des bombardements, albanais et serbes côte à côte, dans l'hôpital de Pristina (deux mille lits).

Alors, que s'est-il passé? A leur avis, la superposition soudaine d'une guerre aérienne internationale à une guerre civile locale, celle-ci d'une

Lettre d'un voyageur au président de la République

Suite de la première page

Certains témoignages que j'ai recueillis, vérification faite ensuite sur les lieux d'origine, se sont révélés cependant outranciers, voire inexacts. Ce qui ne change rien, bien sûr, au scandale ignominieux de cet exode.

Que nous répétez-vous ? « Nous ne faisons pas la guerre au peuple serbe mais à un dictateur, Milosevic, qui, refusant toute négociation, a programmé de sang-froid le génocide des Kosovars. Nous nous limitons à détruire son appareil de répression, destruction déjà bien avancée. Et si nous continuons à frapper, malgré de regrettables erreurs de ciblage et d'involontaires dommages collatéraux, c'est que les forces serbes continuent au Kosovo leurs opérations de nettoyage ethnique. »

J'ai lieu de craindre, Monsieur le président, que chacun de ces mots ne soit une duperie.

1. « Pas la guerre au peuple... » Ne savez-vous pas qu'au cœur du vieux Belgrade le théâtre pour enfants Dusan-Radevic jouxte la télévision et que le missile qui a détruit celle-ci a frappé celui-là ? Trois cents écoles, partout, ont été touchées par les bombes. Les écoliers, laissés à eux-mêmes, ne vont plus en classe. Dans la campagne, il en est qui ramassent des tubes jaunes explosifs en forme de jouets (modèle CBU 87). Ces bombes à fragmentation, les Soviétiques en répandaient de semblables en Afghanistan.

La destruction des usines a mis à pied cent mille travailleurs - avec un revenu de 230 dinars, soit 91 francs par mois. La moitié, à peu près, de la population est au chômage. Si vous croyez la retourner ainsi contre le régime, vous vous égarez. Malgré la lassitude et les égrures, je n'ai pas observé de fissure dans l'union sacrée. Une

réquippée de Hitler. A trop se voiler la face, on devient aveugle.

3. « Le génocide des Kosovars... » Terrible chapitre. Des témoins occidentaux, accessibles et oculaires, je n'en ai rencontré que deux. L'un, Aleksander Mitic, d'origine serbe il est vrai, est correspondant de l'AFP à Pristina. L'autre, Paul Watson, canadien anglophone, est correspondant pour l'Europe centrale du *Los Angeles Times*. Il a couvert l'Afghanistan, la Somalie, le Cambodge, la guerre du Golfe et le Rwanda : ce n'est pas un bleu. Plutôt anti-Serbes, il suivait depuis deux ans la guerre civile au Kosovo, dont il connaît chaque village et chaque route. Un héros, donc un modeste. Quand tous les journalistes étrangers, au premier jour des bombardements, ont été expulsés de Pristina, il s'est planqué pour rester, anonymement. Sans cesser de circuler et d'observer.

Son témoignage est pondéré et, recoupé avec d'autres, convaincant. Sous le déluge des bombes, les pires exactions ont été commises, les trois premiers jours (24, 25 et 26 mars), avec incendies, pillages et meurtres. Plusieurs milliers d'Albanais ont alors reçu l'ordre de partir. Il m'a assuré n'avoir pas trouvé trace, depuis, d'un crime contre l'humanité. Sans doute ces deux scrupuleux observateurs n'ont-ils pas tout vu. Et moi encore moins. Je ne puis témoigner que de paysans albanais de retour à Pudajevo, de soldats serbes montant la garde devant des boulangeries albanaises - dix rouvertes à Pristina -, et des blessés des bombardements, albanais et serbes côte à côte, dans l'hôpital de Pristina (deux mille lits).

Alors, que s'est-il passé ? A leur avis, la superposition soudaine d'une guerre aérienne internationale à une guerre civile locale, celle-ci d'une extrême cruauté. Je vous rappelle que, en 1998, 1 700 combattants albanais, 180 policiers et 120 soldats serbes

Kosovo convaincues d'exactions. Maquillage ? Alibi ? Mauvaise conscience ? Ce n'est pas à exclure. Après, l'exode a continué, mais à plus petite échelle. Sur jonction de l'UCK, désireuse de récupérer les siens, par crainte de passer pour des « collabos », par peur des bombardements - qui ne distinguent pas, à 6 000 mètres, entre Serbes, Albanais et autres -, pour rejoindre les cousins déjà partis, parce que le bétail est mort, que l'Amérique va gagner, que c'est l'occasion d'émigrer en Suisse, en Allemagne ou ailleurs... Propos entendus sur place. Je vous fais mention, non caution.

Aurais-je trop écouté « les gens d'en face » ? Le contraire serait du racisme. Définir *a priori* un peuple - juif, allemand ou serbe - comme collectivement criminel n'est pas digne d'un démocrate. Après tout, il y a eu, pendant l'occupation, des divisions SS albanaise, musulmane et croate - jamais de serbe. Ce peuple philosémita et résistant - plus de dix nationalités coexistent en Serbie même - serait-il devenu nazi avec cinquante ans de retard ? Nombre de réfugiés kosovars m'ont dit qu'ils avaient échappé à la répression grâce à des voisins, des amis serbes.

4. « La destruction bien commencée des forces serbes... » Désolé : celles-ci semblent se porter comme un charme. Un jeune sergent pris en stop sur l'autoroute Nis-Belgrade et servant au Kosovo m'a demandé pour quelle raison stratégique l'OTAN s'acharnait sur les civils. « Nous, quand on va à la ville, où il n'y a plus d'électricité, on est forcé de boire du Coca tiède. C'est embêtant, mais on peut faire avec. » Je suppose que les unités ont leur groupe électrogène.

Vous avez, au Kosovo, cassé des ponts, que l'on contourne aisément par des gués - quand on ne passe pas dessus, entre les trous. Endommagé un aéroport sans im-

frontière face à l'Albanie et les documents d'identité des partants m'ont indigné. C'est de crainte, m'a-t-on répliqué, que les « terroristes » ne s'infiltrèrent à nouveau, en les subtilisant pour maquiller voitures et papiers. Beaucoup a pu échapper à mes modestes observations, mais le ministre allemand de la défense a menti, le 6 mai, lorsqu'il a déclaré qu'« entre 600 000 et 900 000 personnes déplacées ont été localisées à l'intérieur du Kosovo ». Sur un territoire de 10 000 kilomètres carrés, cela ne passerait pas inaperçu aux yeux d'un observateur en déplacement, le même jour, d'est en ouest et du nord au sud. A Pristina, où vivent encore des dizaines de milliers de Kosovars, on peut déjeuner dans des pizzerias albanaises, en compagnie d'Albanais.

Nos ministres ne pourraient-ils interroger là-bas des témoins à la tête froide - médecins grecs de Médecins sans frontières, ecclésiastiques, popes ? Je pense au Père Stéphane, le prier de Prizren, singulièrement pondéré. Car la guerre civile n'est pas une guerre de religion : les mosquées, innombrables, sont intactes - sauf deux, à ce que l'on m'a rapporté.

On peut acheter la politique étrangère d'un pays - ce que font les Etats-Unis avec ceux de la région -, non ses rêves ou sa mémoire. Si vous voyiez les regards de haine que jettent, aux postes-frontières, les douaniers et les policiers macédoniens sur les convois de chars qui remontent chaque nuit de Salonique à Skopje, sur leurs escortes arrogantes et inconscientes de ce qui les entoure, vous comprendriez sans peine qu'il sera plus facile de rentrer sur ce « théâtre » que de s'en extraire. Aurez-vous, à l'instar du président italien, la vaillance, ou l'intelligence, de renoncer à des postulats irréels, pour rechercher, avec Ibrahim Rugova, et selon ses propres termes, « une solution politique sur des bases réalistes » ?

En ce cas, un certain nombre de réalités s'imposeront à votre attention. La première : pas de salut en dehors d'un *modus vivendi* entre Albanais et Serbes, comme le demande M. Rugova, parce qu'il n'y a pas une mais deux, et même plusieurs communautés au Kosovo. Sans entrer dans la bataille des

Parler face à M. Milosevic de Munich, c'est inverser le rapport du faible au fort et supposer qu'un pays isolé et pauvre de dix millions d'habitants,

les pénuries, je n'ai pas observé de fissure dans l'union sacrée. Une jeune fille m'a dit à Pristina : « Quand on tue quatre Chinois, ressortissants d'une grande puissance, le monde s'indigne ; mais quatre cents Serbes, cela ne compte pas. Curieux, non ? »

Je n'ai certes pas été témoin des carnages opérés par les bombardiers de l'OTAN sur les autobus, les colonnes de réfugiés, les trains, sur l'hôpital de Nis, et ailleurs. Ni des raids sur les camps de réfugiés serbes (Majino Maselje, 21 avril, quatre morts, vingt blessés). Je parle des quelque quatre cent mille Serbes que les Croates ont déportés de la Krajina sans micros ni caméras.

Pour m'en tenir aux lieux et moments de mon séjour au Kosovo, le général Wertz, porte-parole de l'OTAN, a déclaré : « Nous n'avons attaqué aucun convoi et nous n'avons jamais attaqué de civils. » Mensonge. J'ai vu dans le hameau de Lipjan, le jeudi 6 mai, une maison particulière pulvérisée par un missile : trois fillettes et deux grands-parents massacrés, sans objectif militaire à 3 kilomètres à la ronde. J'ai vu, le lendemain, à Prizren, dans le quartier gitan, deux autres masures civiles réduites en cendres deux heures plus tôt, avec plusieurs victimes enterrées.

2. « Le dictateur Milosevic... » Mes interlocuteurs de l'opposition, les seuls avec qui je me sois entretenu, m'ont rappelé aux dures réalités. Autocrate, fraudeur, manipulateur, et populiste, M. Milosevic n'en a pas moins été élu à trois reprises : les dictateurs se font élire une fois, non deux. Il respecte la Constitution yougoslave. Pas de parti unique. Le sien est minoritaire au Parlement. Pas de prisonniers politiques, des coalitions changeantes. Il est comme absent du paysage quotidien. On peut le critiquer sans se cacher aux terrasses de café – et on ne s'en prive pas –, mais les gens ne s'en soucient guère. Aucun charisme « totalitaire » sur les esprits. L'Occident semble cent fois plus obnubilé par M. Milosevic que ses concitoyens.

Parler face à lui de Munich, c'est inverser le rapport du faible au fort et supposer qu'un pays isolé et pauvre de dix millions d'habitants, qui ne convoite rien en dehors des frontières de l'ancienne Yougoslavie, puisse être comparé à l'Allemagne conquérante et su-

de dix millions d'habitants, qui ne convoite rien en dehors des frontières de l'ancienne Yougoslavie, puisse être comparé à l'Allemagne conquérante et suréquipée de Hitler

ont été tués. L'UCK a kidnappé 380 personnes, en a remis en liberté 103, les autres étant mortes ou disparues, parfois après torture – parmi elles 2 journalistes et 14 ouvriers. L'UCK revendiquait 6 000 clandestins à Pristina, et ses snipers, m'a-t-on dit, sont entrés en action aux premières bombes. Les Serbes, jugeant qu'ils ne pouvaient se battre sur deux fronts, auraient alors décidé d'évacuer manu militari la « cinquième colonne de l'OTAN », sa « force terrestre », c'est-à-dire l'UCK, en particulier dans les villages où elle se confondait avec et se fondait dans la population civile.

Localisées mais certaines, ces évacuations, dites là-bas « à l'israélienne », et dont l'ancien d'Algérie que vous êtes se souvient certainement – un million de civils algériens furent déplacés et enfermés par nous dans des camps barbelés, pour « vider l'eau du poisson » –, ont laissé des traces à ciel ouvert, ici et là : maisons brûlées, villages déserts. Ces affrontements militaires ont entraîné des fuites de civils – pour la plupart, m'a-t-on dit, des familles de combattants – avant les bombardements. Elles étaient, selon le correspondant de l'AFP, en nombre très limité. « Les gens trouvaient refuge dans d'autres maisons voisines, a constaté ce dernier. Personne ne mourait de faim, ne se faisait tuer sur les routes, ne fuyait vers l'Albanie et la Macédoine. C'est l'attaque de l'OTAN qui a bel et bien déclenché, en boule de neige, la catastrophe humanitaire. De fait, il n'était pas besoin, jusqu'alors, de camps d'accueil aux frontières. » Les premiers jours, tous en conviennent, ont vu un déchaînement de représailles de la part d'éléments dits « incontrôlés », avec la complicité probable de la police locale.

M. Vuk Draskovic, vice-premier ministre qui a aujourd'hui pris ses distances, et d'autres m'ont dit avoir fait, depuis, arrêter et inculper trois cents personnes au

portance, détruit des casernes vides, enflammé des camions militaires hors d'usage, des maquettes d'hélicoptère et des pièces d'artillerie en bois posées au milieu des prés. Excellent pour l'image-vidéo et les briefings en chambre, mais après ? Souvenez-vous que la défense yougoslave, formée par Tito et ses partisans, n'a rien d'une armée régulière : disséminée et omniprésente, avec ses PC souterrains, préparée de longue main aux menaces conventionnelles – jadis, soviétique. On y déplace même les canons avec des bœufs, pour éviter la détection à la chaleur.

Il y a au Kosovo – ce n'est pas un secret – 150 000 hommes en armes, de vingt à soixante-dix ans – il n'y a pas de limite d'âge pour les réservistes –, dont seulement 40 000 à 50 000 pour la III^e armée du général Pavkovic. Les talkies-walkies en relais paraissent en bon état, et ce sont les Yougoslaves eux-mêmes qui brouillent les réseaux – l'UCK se servait de portables pour renseigner les bombardiers US.

Quant à la démoralisation espérée, n'en croyez rien. Au Kosovo, on attend nos troupes, je le crains, de pied ferme, non sans une certaine impatience. Comme me disait un réserviste de Pristina qui allait acheter son pain, son AK à l'épaule : « Vivement l'intervention terrestre ! Dans une vraie guerre, au moins, il y a des morts des deux côtés. » Le wargame des planificateurs de l'OTAN se déroule à 5 000 mètres au-dessus du réel. Je vous en conjure : n'envoyez pas nos sensibles et intelligents saintcyriens sur un terrain dont ils ignorent tout. Leur cause est peut-être juste mais ce ne sera jamais pour eux une guerre défensive et encore moins sacrée, comme elle le sera, à tort ou à raison, pour les volontaires serbes de Kosovo et Metohija.

5. « Ils continuent le nettoyage ethnique... » Les plaques d'immatriculation accumulées au poste-

plusieurs communautés au Kosovo. Sans entrer dans la bataille des chiffres due à l'absence de recensement fiable, j'ai cru comprendre qu'il y avait un million et plus d'Albanais, deux cent cinquante mille Serbes et deux cent cinquante mille personnes appartenant à d'autres communautés – Serbes islamisés, Turcs, gorans ou montagnards, romanis, « Égyptiens » ou gitans albanophones –, lesquelles craignent la domination d'une grande Albanie et ont pris le parti des Serbes. La deuxième : prévenir la renaissance d'une guerre intérieure féroce, épisode d'un aller-retour séculaire, l'acte I sans lequel l'acte II d'aujourd'hui est incompréhensible, mais qui succédait lui-même à une oppression antérieure.

Les politiques au présent se mènent toujours par analogie avec le passé. Encore faut-il trouver la moins mauvaise possible. Vous avez choisi l'analogie hitlérienne, avec les Kosovars en juifs persécutés. Permettez-moi de vous en suggérer une autre : l'Algérie. M. Milosevic n'est certes pas de Gaulle. Mais le pouvoir civil a affaire à une armée qui en a assez de perdre et rêve d'en découdre. Et cette armée régulière côtoie elle-même des paramilitaires autochtones qui pourraient bien ressembler un jour à une OAS.

Et si le problème n'était pas à Belgrade, mais dans les rues, les cafés, les épiceries du Kosovo ? Ces hommes-là, c'est un fait, n'ont rien de rassurant. Ils m'ont, une fois ou deux, pris sévèrement à partie. Et je dois à la vérité de dire que ce sont des officiers serbes qui, arrivant à la rescousse, m'ont à chaque fois sauvé la mise.

Vous vous souvenez de la définition par de Gaulle de l'OTAN : « Organisation imposée à l'Alliance atlantique et qui n'est que la subordination militaire et politique de l'Europe occidentale aux États-Unis d'Amérique. » Vous nous expliquerez un jour les raisons qui vous ont conduit à modifier cette appréciation. En attendant, je dois vous avouer une certaine honte quand, demandant, à Belgrade, à un opposant démocrate serbe pourquoi son actuel président recevait avec empressement telle personnalité américaine et non française, il me répondit : « De toute façon, mieux vaut parler au maître qu'à ses domestiques. »

Régis Debray

extrême cruauté. Je vous rappelle que, en 1998, 1 700 combattants albanais, 180 policiers et 120 soldats serbes ont été tués. L'UCK a kidnappé 380 personnes, en a remis en liberté 103, les autres étant mortes ou disparues, parfois après torture — parmi elles 2 journalistes et 14 ouvriers. L'UCK revendiquait 6 000 clandestins à Pristina, et ses snipers, m'a-t-on dit, sont entrés en action aux premières bombes. Les Serbes, jugeant qu'ils ne pouvaient se battre sur deux fronts, auraient alors décidé d'évacuer manu militari la «cinquième colonne de l'OTAN», sa «force terrestre», c'est-à-dire l'UCK, en particulier dans les villages où elle se confondait avec et se fondait dans la population civile.

Localisées mais certaines, ces évacuations, dites là-bas «à l'israélienne», et dont l'ancien d'Algérie que vous êtes se souvient certainement — un million de civils algériens furent déplacés et enfermés par nous dans des camps barbelés, pour «vider l'eau du poisson» — ont laissé des traces à ciel ouvert, ici et là : maisons brûlées, villages déserts. Ces affrontements militaires ont entraîné des fuites de civils — pour la plupart, m'a-t-on dit, des familles de combattants — avant les bombardements. Elles étaient, selon le correspondant de l'AFP, en nombre très limité. «Les gens trouvaient refuge dans d'autres maisons voisines, a constaté ce dernier. Personne ne mourait de faim, ne se faisait tuer sur les routes, ne fuyait vers l'Albanie

et la Macédoine. C'est l'attaque de l'OTAN qui a bel et bien déclenché, en boule de neige, la catastrophe humanitaire. De fait, il n'était pas besoin, jusqu'alors, de camps d'accueil aux frontières». Les premiers jours, tous en conviennent, ont vu un déchaînement de représailles de la part d'éléments dits «incontrôlés», avec la complicité probable de la police locale.

M. Vuk Draskovic, vice-premier ministre qui a aujourd'hui pris ses distances, et d'autres m'ont dit avoir fait, depuis, arrêter et inculper trois cents personnes au Kosovo convaincues d'exactions. Maquillage ? Alibi ? Mauvaise conscience ? Ce n'est pas à exclure. Après, l'exode a continué, mais à plus petite échelle. Sur injonction de l'UCK, dési-

reuse de récupérer les siens, par crainte de passer pour des «collabos», par peur des bombardements — qui ne distinguent pas, à 6 000 mètres, entre Serbes, Albanais et autres — pour rejoindre les cousins déjà partis, parce que le bétail est mort, que l'Amérique va gagner, que c'est l'occasion d'émigrer en Suisse, en Allemagne ou ailleurs... Propos entendus sur place. Je vous fais mention, non caution.

Aurais-je trop écouté «les gens d'en face»? Le contraire serait du racisme. Définir a priori un peuple — juif, allemand ou serbe — comme collectivement criminel n'est pas digne d'un démocrate. Après tout, il y a eu, pendant l'occupation, des divisions SS albanaise, musulmane et croate — jamais de serbe.



Photo n° 2: Pont Varadinski, Novi Sad

Ce peuple philosémita et résistant — plus de dix nationalités coexistent en Serbie même — serait-il devenu nazi avec cinquante ans de retard ? Nombre de réfugiés kosovars m'ont dit qu'ils avaient échappé à la répression grâce à des voisins, des amis serbes.

4. «La destruction bien commencée des forces serbes... » Désolé: celles-ci semblent se porter comme un charme. Un jeune sergent pris en stop sur l'autoroute Nis-Belgrade et servant au Kosovo m'a demandé pour quelle raison stratégique l'OTAN s'acharnait sur les civils. «Nous, quand on va à la ville, où il n'y a plus d'électricité, on est forcé de boire du Coca tiède. C'est embêtant, mais on peut faire avec ». Je suppose que les unités ont leur groupe électrogène.

Vous avez, au Kosovo, cassé des ponts, que l'on contourne aisément par des gués — quand on ne passe pas dessus, entre les trous. Endommagé un aéroport sans importance, détruit des casernes vides, enflammé des camions militaires hors d'usage, des maquettes d'hélicoptère et des pièces d'artillerie en bois posées au milieu des prés. Excellent pour l'image-vidéo et les briefings en chambre, mais après? Souvenez-vous que la défense yougoslave, formée par Tito et ses partisans, n'a rien d'une armée régulière : disséminée et omniprésente, avec ses PC souterrains, préparée de longue main aux menaces conventionnelles — jadis, soviétique. On y déplace même les canons avec des bœufs, pour éviter la détection à la chaleur.



Photo n° 3: Photographie du deuxième wagon du train détruit en route ver Leskovac lors de l'attaque à la roquette sur le pont de la gorge de Grdelica

Il y a au Kosovo — ce n'est pas un secret — 150 000 hommes en armes, de vingt à soixante-dix ans — il n'y a pas de limite d'âge pour les réservistes — dont seulement 40 000 à 50 000 pour la IIIème armée du général Pavkovic. Les talkies-walkies en relais paraissent en bon état, et ce sont les Yougoslaves eux-mêmes qui brouillent les réseaux — l'UCK se servait de portables pour renseigner les bombardiers US.

Quant à la démoralisation espérée, n'en croyez rien. Au Kosovo, on attend nos troupes, je le crains, de pied ferme, non sans une certaine impatience.

Comme me disait un réserviste de Pristina qui allait acheter son pain, son AK à l'épaule: « Vivement l'intervention terrestre Dans une vraie guerre, au moins, il y a des morts des deux côtés ». Le wargame des planificateurs de l'OTAN se déroule à 5 000 mètres au-dessus du réel. Je vous en conjure : n'envoyez pas nos sensibles et intelligents saint-cyriens sur un terrain dont ils ignorent tout. Leur cause est peut être juste mais ce ne sera jamais pour eux une guerre défensive et encore moins sacrée, comme elle le sera, à tort ou à raison, pour les volontaires serbes de Kosovo-et-Metochie.

5. «Ils continuent le nettoyage ethnique... » Les plaques d'immatriculation accumulées au poste-frontière face à l'Albanie et les documents d'identité des partants m'ont indigné. C'est de crainte, m'a-t-on répliqué, que les « terroristes » ne s'infiltrèrent à nouveau, en les subtilisant pour maquiller voitures et papiers. Beaucoup a pu échapper à mes modestes observations, mais le ministre allemand de la défense a menti, le 6 mai, lorsqu'il a déclaré qu'« entre 600 000 et 900 000 personnes déplacées ont été localisées à l'intérieur du Kosovo ». Sur un territoire de 10 000 kilomètres carrés, cela ne passerait pas inaperçu aux yeux d'un observateur en déplacement, le même jour, d'est en ouest et du nord au sud. A Pristina, où vivent encore des dizaines de milliers de Kosovars, on peut déjeuner dans des pizzerias albanaises, en compagnie d'Albanais.

Nos ministres ne pourraient-ils interroger là-bas des témoins à la tête froide — médecins grecs de *Médecins sans frontières*, ecclésiastiques, popes ? Je pense au Père Stéphane, le prieur de Prizren, singulièrement pondéré. Car la guerre civile n'est pas une guerre de religion : les mosquées, innombrables, sont intactes — sauf deux, à ce que l'on m'a rapporté.

On peut acheter la politique étrangère d'un pays — ce que font les Etats-Unis avec ceux de la région — non ses rêves ou sa mémoire. Si vous voyiez les regards de haine que jettent, aux postes frontières, les douaniers et les policiers macédoniens sur les convois de chars qui remontent chaque nuit de Salonique à Skopje, sur leurs escortes arrogantes et inconscientes de ce qui les entoure, vous comprendriez sans peine qu'il sera plus facile de rentrer sur ce « théâtre » que de s'en extraire. Au-

rez-vous, à l'instar du président italien, la vaillance, ou l'intelligence, de renoncer à des postulats irréels, pour rechercher, avec Ibrahim Rugova, et selon ses propres termes, « une solution politique sur des bases réalistes » ?

En ce cas, un certain nombre de réalités s'imposeraient à votre attention. La première: pas de salut en dehors d'un modus vivendi entre Albanais et Serbes, comme le demande M. Rugova, parce qu'il n'y a pas une mais deux, et même plusieurs communautés au Kosovo. Sans entrer dans la bataille des chiffres due à l'absence de recensement fiable, j'ai cru comprendre qu'il y avait un million et plus d'Albanais, deux cent cinquante mille Serbes et deux cent cinquante mille personnes appartenant à d'autres communautés — Serbes islamisés, Turcs, Gorans ou montagnards, Romanis, «Égyptiens» ou Gitans albanophones — lesquelles craignent la domination d'une "grande Albanie" et ont pris le parti des Serbes. La deuxième: prévenir la renaissance d'une guerre intérieure féroce, épisode d'un aller-retour séculaire, l'acte I sans lequel l'acte II d'aujourd'hui est incompréhensible, mais qui succédait lui-même à une oppression antérieure.

Les politiques au présent se mènent toujours par analogie avec le passé. Encore faut-il trouver la moins mauvaise possible. Vous avez choisi l'analogie hitlérienne, avec les Kosovars en Juifs persécutés. Permettez-moi de vous en suggérer une autre: l'Algérie. M. Milosevic n'est certes pas de Gaulle. Mais le pouvoir civil a affaire à une armée qui en a assez de perdre et rêve d'en découdre. Et cette armée régulière côtoie elle-même des paramilitaires autochtones qui pourraient bien ressembler un jour à une OAS^[2].

Et si le problème n'était pas à Belgrade, mais dans les rues, les cafés, les épiceries du Kosovo? Ces hommes-là, c'est un fait, n'ont rien de rassurant. Ils m'ont, une fois ou deux, pris sévèrement à partie. Et je dois à la vérité de dire que ce sont des officiers serbes qui, arrivant à la rescousse, m'ont à chaque fois sauvé la mise.

Vous vous souvenez de la définition par de Gaulle de l'OTAN : « Organisation imposée à l'Alliance atlantique et qui n'est que la subordination

militaire et politique de l'Europe occidentale aux États-Unis d'Amérique ». Vous nous expliquerez un jour les raisons qui vous ont conduit à modifier cette appréciation. En attendant, je dois vous avouer une certaine honte quand, demandant, à Belgrade, à un opposant démocrate serbe pourquoi son actuel président recevait avec empressement telle personnalité américaine et non française, il me répondit : « De toute façon, mieux vaut parler au maître qu'à ses domestiques ».

Bibliographie

Debray, R. (2000). Lettre d'un voyageur au président de la République. *Etudes de lettres*, 1-2, 194-202. Available at https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_15062.P001/REF.pdf

[2] OAS – Organisation de l'armée secrète (French secret paramilitary formation)



Philippe Morillon^[1]

Général français, ancien député
du Parlement européen
France

UDC 355.426(497.6)"1992/1995"(093)
341.322.5(497.6)"1995"(093)
355:929 Морион Ф.(093)
Matériel documentaire
Reçu:19.3.2025.
Accepté:11.4.2025.
doi: 10.5937/napredak6-57630

Audition du général Philippe MORRILLON à l'Assemblée nationale française^[2]

(Jeudi 25 janvier 2001)

Présidence de M. François Loncle, Président

Le Président François Loncle : Pour resituer exactement le contexte alors que nous venons d'entendre le général Janvier qui commandait les forces de paix des Nations unies en ex-Yougoslavie en 1995, au moment des événements de Srebrenica, je rappelle que le général Morillon, que je remercie, qui est un collègue maintenant puisque parlementaire européen, commandait la FORPRONU d'octobre 1992 à juillet 1993, puis la Force d'action rapide de 1994 à 1996.

Mon Général, merci d'être venu à cette audition. Vous connaissez les circonstances qui nous ont amenés à faire en sorte que cette audition soit à huis clos alors que nous pensions l'ouvrir à la presse. Nous avons reçu un communiqué du ministère de la Défense dont vous avez eu connaissance. Nous

sommes très heureux de vous écouter, Mon Général, puis nous vous poserons des questions.

Général Philippe Morillon : Je crois qu'il est indispensable, même si vous êtes bien au courant, que je rappelle dans quelles conditions, avant d'être nommé au commandement de la Force d'action rapide, je m'étais engagé personnellement dans le cadre de la mission de la force de protection des Nations unies, dans ce qui a été à l'origine du drame de Srebrenica.

Srebrenica est sur cette ligne par laquelle l'empire ottoman a pénétré la région et est séparée de la province du Sandjak, en majorité musulmane, en Serbie, par la rivière Drina. C'est une zone dans laquelle il y avait une majorité de population musulmane, y compris dans les campagnes alentours.

Après le déclenchement de la crise, marquée par une action initiale des Serbes qui s'étaient

[1] Commandant de la FORPRONU (octobre 1992-juillet 1993), commandant de la Force d'action rapide (1994-1996)

[2] Le texte de l'audition du général Morillon à l'Assemblée nationale française a été repris du site web: <https://www.voltairenet.org/?lang=fr>

emparés de Srebrenica, cette ville a été reprise et l'enclave s'est trouvée sous la maîtrise des forces bosniaques et de Naser Oric. Ce dernier, qui était le commandant des forces de l'armée bosniaque dans cette enclave, reconnaît lui-même qu'il a été amené à conduire à partir de cette enclave une guerre qui a provoqué des massacres de la population serbe des villages environnants. Il était ainsi devenu pour les Serbes l'ennemi public numéro un, à la suite en particulier d'une action qu'ils n'ont jamais voulu lui pardonner et qui s'était passée dans la nuit du Noël orthodoxe, nuit sacrée de janvier 1993, où il a mené des raids sur des villages serbes et commis des massacres de population. J'ai été moi-même amené à me rendre sur les lieux et à voir les fosses communes qui ont été exhumées au printemps 1993, lorsque les Serbes ont repris l'offensive dans cette région.

Il y avait un degré de haine accumulée qui me faisait craindre ce qui, malheureusement, s'est produit deux ans plus tard, c'est-à-dire que, si Srebrenica tombait sous le pouvoir des Serbes, il y aurait des massacres épouvantables. C'est même pour cette raison que j'ai pris l'initiative, après en avoir rendu compte aux autorités au sein des Nations unies, c'est-à-dire au général Wahlgren d'abord, puis à Kofi Annan lui-même qui, à l'époque, était Secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix, de me rendre sur le terrain pour y mener l'action que vous connaissez avec les suites que vous connaissez.

Contrairement à ce que l'on a dit sur le fait que j'avais outrepassé mon mandat, cette action était autorisée par la mission qui m'avait été confiée, qui était de porter assistance à toute personne en

danger. Or, j'avais la conviction que les dizaines de milliers d'habitants réfugiés dans la ville étaient en danger de mort, de mourir de faim, de froid ou des massacres suscités par le désir de vengeance exacerbé des Serbes m'a également conduit à cette action la médiation qui m'avait été confiée par la conférence internationale pour la paix en Yougoslavie et la mission de Cyrus Vance et Lord Owen, puis celle de Martti Ahtisaari et Stoltenberg ensuite, qui négociait à Genève la mise en œuvre de ces accords Vance-Owen. Vous vous souvenez d'ailleurs qu'ils ont fini par être signés à Athènes par Milosevic lui-même, par Izetbegovic, un peu à son corps défendant, et par Karadzic, et qu'ils prévoyaient la mise en œuvre d'un accord peu différent de ceux qui ont été deux ans plus tard les accords de Dayton.

J'avais la conviction qu'il y avait une population gravement en danger. J'avais des interlocuteurs qui me disaient qu'ils ne faisaient que se défendre, que personne n'attaquait, qu'ils n'avaient qu'un désir de paix. Je les ai convaincus que, si c'était bien le cas, la seule solution pour éviter des débordements qu'ils attribuaient à leurs subordonnés, dont ils refusaient de prendre la responsabilité, c'était que nous déployions sur le terrain des observateurs.

À la suite du succès de cette action, j'ai proposé à l'époque, avec l'accord de Sarajevo, du Président Izetbegovic lui-même et des Serbes, la mise en œuvre de ce que j'ai toujours annoncé comme ne pouvant être qu'un expédient, c'est-à-dire l'application dans cette zone de Srebrenica des dispositions que nous avons négociées avec les Bosniaques et les Serbes dans le cadre de la mise en œuvre possible du plan Vance-Owen. Cela consistait à démilitariser la zone, et non pas à faire des zones

Philippe Morillon

Audition du général Philippe MORRILLON
à l'Assemblée nationale française

protégées. Il était prévu - un accord a été signé en ce sens - que les combattants bosniaques présents dans l'enclave sous le commandement de Naser Oric se retireraient, que ceux qui voudraient rester devraient rendre leurs armes et que les autres devraient rejoindre les forces bosniaques déployées soit à Tuzla, soit à Zepa. A la suite de ce retrait, il était prévu également que les Serbes devaient se retirer progressivement de tous les villages avoisinants car on avait parfaitement conscience que la population de Srebrenica ne pouvait pas continuer de vivre enfermée dans cette enclave et qu'il fallait qu'elle puisse retourner dans les villages avoisinants si nous voulions lui assurer des conditions de vie décentes. Tel était le plan qui avait été accepté et qui, malheureusement, n'a pas pu être mis en

œuvre puisque Mladic s'est opposé à la mise en œuvre des accords. Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé à ce moment-là la création de ces fameuses zones protégées étendues à toutes les enclaves. Il y en avait six, Bihac, Sarajevo, Gorazde, Zepa, Srebrenica et Tuzla.

La décision prise au Conseil de sécurité des Nations unies n'a malheureusement pas été suivie de la mise en œuvre des moyens nécessaires à la mission qui était ainsi confiée à mes successeurs. Le drame s'est noué à ce moment-là. Le rapport de Kofi Annan, très courageux, reconnaît les responsabilités de l'ONU. Il y avait à New York un angélisme que j'ai dénoncé et qui faisait s'imaginer que la seule présence de forces de maintien de la paix avec les moyens les plus

| 155



L'Assemblée nationale, Paris, le 17 janvier 2023.

Photo: Shutterstock

faibles possibles pourrait assurer la mission qui nous était donnée. C'était une illusion que j'avais moi-même dénoncée et que tous mes successeurs ont dénoncée après moi. Cela a conduit à ce que ces zones protégées - à l'intérieur desquelles nous n'étions pas capables d'interdire l'action des forces bosniaques elles-mêmes - sont progressivement devenues des zones à l'intérieur desquelles les forces bosniaques pouvaient se sentir dans une relative sécurité et qu'elles utilisaient comme base pour lancer des attaques contre les Serbes. Ce qui explique la rage des Serbes, et de Mladic en particulier, contre cette décision.

Ce qui a suivi, vous le savez, c'est la réduction progressive à l'impuissance, le drame de la prise des otages à Sarajevo et ailleurs, au moment de l'Ascension en 1995. C'est aussi le sursaut, dont nous devons être fiers, de la reprise du pont de Vrbanja. M. le Ministre Léotard s'en souvient évidemment. C'est aussi la décision acceptée sur demande instante de la France de la mise en œuvre de cette Force de réaction rapide sans laquelle les chefs militaires n'avaient aucun moyen.

Je rappelle, et je l'ai publié, que, lorsqu'une première intervention avait été envisagée au moment du drame de Vukovar, donc à l'automne 1991 en Croatie, une étude avait été menée à Metz, au sein de l'état-major de la première armée dont j'étais le chef d'état-major, avec des représentants des neuf nations à l'époque de l'Union de l'Europe occidentale. 35 officiers supérieurs avaient étudié des interventions possibles dans le cadre de cette crise et proposé des plans qui, tous, passaient par la mise en œuvre d'une Force de réaction rapide. Ce plan n'a pas été mis en œuvre car l'Union européenne n'en avait pas la

volonté. Ce sont les Nations unies qui sont intervenues, avec cette tradition de quarante années d'opération de maintien de la paix où il fallait, pour éviter que les soldats se trouvent entraînés malgré eux dans le conflit, qu'ils soient le moins armés possible, mais où il fallait surtout qu'ils aient l'interdiction formelle de mettre en œuvre la force, sauf lorsque leur propre vie était en danger. Ceci était évidemment une erreur. C'était parfaitement envisageable pour la mise en œuvre de forces d'interposition, mais certainement pas pour les missions qui ont été confiées dès l'origine à la force des Nations unies.

C'est la France qui a demandé la mise en œuvre de cette Force de réaction rapide. C'est la France qui a demandé que, surtout, on aille vers cette notion de légitime défense étendue qui permettait aux responsables sur le terrain de mettre en œuvre leurs forces, non pas seulement quand la vie de leurs propres soldats était en danger, mais chaque fois que la mission pouvait l'exiger.

Pouvait-on dans ces conditions, et c'est le vrai procès qui est fait à l'action de la France et du général Janvier, arrêter Mladic sur la voie de son attaque de l'enclave de Srebrenica, puis de Zepa et de Gorazde ?

Je crois sincèrement que non. Il y avait eu une illusion développée au moment de la guerre du Golfe qu'en appuyant sur un bouton, le feu du ciel pouvait bloquer tous les méchants. Cela a été vrai dans la guerre du désert. Cela ne l'était pas dans un terrain aussi peu apte au déploiement des blindés que la Bosnie-Herzégovine en général, et la région de Srebrenica en particulier. Donc, sur ce point, sans savoir ce qu'a pu vous dire le général Janvier, je crois très sincèrement que, comme la démons-

tration a été faite a posteriori au Kosovo, l'action venue du ciel ne pouvait pas, à elle seule, bloquer les forces de Mladic. Cette action n'aurait pu être utile que dans le cadre du soutien d'une opération au sol. Or, et c'est le point le plus important à mes yeux, cette action au sol n'a pas été menée par les forces bosniaques et, comme vous le savez probablement - si vous ne le savez pas, je l'ai publié sans jamais être démenti - les forces bosniaques se sont retirées avant la chute de Srebrenica : Naser Oric a quitté l'enclave une semaine avant la chute de Srebrenica. Or, il aurait suffi à ses forces de détruire la route avec des mines pour que les chars ne pénètrent pas dans Srebrenica.

Je n'ai pas hésité à dire et à écrire que Mladic était tombé dans un piège à Srebrenica. Rappelez-vous, on était dans la perspective d'un retrait, pour ne parler que du retrait, des Casques bleus puisque toutes les voix, et en particulier à Washington à l'époque, plaidaient pour la levée de l'embargo sur les armes et que nous avions affiché très clairement que, s'il y avait levée de l'embargo sur les armes, il ne pouvait pas y avoir de Casques bleus qui restent sur le terrain.

Mladic était justifié à croire que la chute de Srebrenica entraînerait la levée de l'embargo sur les armes. Mais il s'en moquait complètement car il savait très bien que ce dont avaient besoin les forces bosniaques, c'était de matériels lourds. Personne ne les aurait laissé arriver sur le terrain, pas davantage les Croates que les Serbes, et des matériels lourds ne se parachutent pas. Donc, Mladic ne demandait que cela. Il s'attendait à une résistance qu'il n'a pas rencontrée. Il ne s'attendait pas, je pense, aux massacres, mais là, il avait complètement mésestimé les haines accumulées. Je ne crois pas que ce soit lui

qui les ait ordonnés, mais je n'en sais rien, c'est ma conviction personnelle.

Pour ma part, quand j'ai gagné mon combat contre Milosevic, c'était en annonçant cela, en disant : « Si vous prenez Srebrenica, il va y avoir des massacres et la communauté internationale prendra fait et cause contre vous ».

Je vais achever sur cette introduction pour vous dire que je suis convaincu que la population de Srebrenica est tombée victime de la raison d'Etat, mais d'une raison d'Etat qui se situait à Sarajevo et à New York, et certainement pas à Paris. Si j'avais pu évacuer tous ceux qui le demandaient au moment où je suis intervenu à Srebrenica, nous aurions certainement sauvé un certain nombre de vies humaines. Vous savez que je n'ai pu évacuer que les blessés et 2 000 à 3 000 femmes et enfants. Ce sont les autorités de Izetbegovic qui se sont opposées à ce que l'on évacue tous ceux qui le demandaient - et ils étaient nombreux - vers Tuzla. Nous ne pouvions pas le faire car nous aurions été perçus comme prêtant nous-mêmes, forces des Nations unies, main forte à la politique de « purification ethnique ». Donc, je ne fais pas de procès. Je reconnais encore une fois le courage de Kofi Annan dans le rapport qu'il a fait, prenant ses responsabilités. L'erreur fondamentale est venue de ce que personne n'a écouté les demandes. J'en témoigne en tant que commandant de la Force de réaction rapide, cette fois, puisque c'est moi qui ai reçu le général Soubirou pour lui donner sa mission au moment où il a été envoyé à Ploce d'abord et, malheureusement trop tard, à Sarajevo. La volonté de la France était bien de sortir de l'impuissance dans laquelle on se trouvait, mais, malheureusement, cette Force de réaction rapide a été déployée trop tard. Il a fallu ce drame de Sre-

brenica, il a fallu le spectacle de cette population traitée comme du bétail, indépendamment même des massacres, et avant que l'on ait connaissance de l'étendue des massacres, pour que la prise de conscience se fasse, qu'il fallait donner les moyens, donc l'appui aérien, aux forces des Nations unies et le droit de les mettre en œuvre.

Je me suis rendu à Washington au mois d'août 1995, immédiatement après la chute de Srebrenica. J'y suis arrivé le 4 août. La veille, le Congrès américain avait décrété la levée de l'embargo sur les armes. Je vous donne un témoignage que j'ai déjà cité. A mon arrivée, j'étais attendu par une journaliste américaine. J'ai pris un taxi. C'est un chauffeur de taxi noir qui, m'entendant parler, m'a demandé de quel pays j'étais. Je lui ai dit que j'étais Français. Il m'a dit : « Vous les Français, vous êtes les seuls à avoir compris. On ne peut pas laisser ce peuple être traité comme du bétail ».

Je crois très sincèrement que nous n'avons pas à rougir de l'action qui a été menée par la France là-bas, que le sursaut du pont de Vrbanja est quelque chose qui a été réellement un premier déclic, mais qu'aux Etats-Unis, le déclic n'est venu qu'après la chute de Srebrenica. J'avais écrit dès le départ que, tant que Washington ne serait pas investie dans la solution de la crise, il n'y aurait pas de solution. Clinton a eu l'intelligence politique de sentir à l'occasion de cette réaction profonde, intime de la population des Etats-Unis, qu'il pouvait affronter son Congrès. La décision de mise en œuvre de la Force de réaction rapide, la décision de déclenchement des batteries déployées sur le mont Igman, tout cela a finalement permis la défaite de Mladic et la signature des accords de Dayton. Mais il avait fallu quatre ans pour prendre conscience de cette

nécessité. Je crois très sincèrement que ce n'est pas faute que le commandement français sur le terrain, et le Gouvernement, autant que je puisse en avoir jugé, l'aient demandé.

M. Pierre Brana : Vous avez dit quelque chose qui m'a paru tout à fait essentiel, à savoir que vous aviez perçu très tôt la haine qui séparait les protagonistes et que vous avez fait remonter à l'ONU ce sentiment de haine.

Général Philippe Morillon : Je l'ai fait aussi remonter à Belgrade. Je suis allé voir Milosevic et lui ai dit : « Voilà ce qui va se produire ». Lui m'a aidé. Si j'ai gagné ce combat à l'époque, c'est par la prise de position de Milosevic. Mais New York était au courant.

M. Pierre Brana : En définitive, cette haine étant connue de New York, le drame de Srebrenica - non qu'il fût prévisible, personne ne peut dire qu'est prévisible une pareille tragédie - devenait possible, c'est-à-dire qu'au fond, on savait qu'il y avait une haine qui pouvait amener à des massacres. Donc, l'ambiance devait être telle que l'on devait savoir que la moindre erreur pouvait conduire à des choses abominables.

Vous avez tout à l'heure critiqué l'armée bosniaque.

Général Philippe Morillon : Non, pas l'armée bosniaque. Je vous ai dit que Naser Oric, à mes yeux, a obéi à un ordre qui lui est venu de Sarajevo de quitter la zone.

M. Pierre Brana : Donc, disons le Gouvernement bosniaque.

Général Philippe Morillon : Je n'ai pas peur de dire que c'est Sarajevo qui, délibérément, a provoqué le drame. C'est la présidence, c'est Izetbegovic. Naser Oric obéissait à la présidence bosniaque à Sarajevo.

M. Pierre Brana : L'avantage que l'on a avec vous, c'est que vous êtes à la fois le politique et le militaire. Vous pouvez donc faire la synthèse entre les deux.

Général Philippe Morillon : C'est l'avantage que j'ai eu et que n'a pas eu mon ami Janvier. Je n'ai pas peur de le dire : j'étais dans une situation dans laquelle on m'avait donné une mission politique. Effectivement, j'ai eu à assumer les deux rôles.

M. Pierre Brana : Croyez-vous que, militairement - là, c'est au militaire que je m'adresse - l'armée bosniaque pouvait tenir Srebrenica ?

Général Philippe Morillon : Oui. Cela aurait coûté des pertes importantes. Je crois savoir, mais c'est à vérifier, que Mladic avait accepté la perspective de laisser 7 000 morts dans cette bataille. Il y est rentré sans coup férir. Quand je vous dis qu'il est tombé dans un piège et que ce piège était délibéré, ce n'est pas une critique que je fais à Izetbegovic. A mes yeux, il n'avait pas d'autre moyen de provoquer ce qu'il voulait, c'est-à-dire la prise de position de la communauté internationale à ses côtés.

M. Pierre Brana : Et militairement, côté néerlandais ?

Général Philippe Morillon : Les Néerlandais, les pauvres, je les plains de toute mon âme, aujourd'hui encore, de s'être trouvés dans cette situation épouvantable. Ils étaient d'abord peu nombreux. Ils ont vu les combattants eux-mêmes abandonner et ils n'avaient pas le droit de tirer sauf quand leur vie était en danger. Je ne veux pas leur jeter la pierre. Ils auraient pu faire un baroud d'honneur, peut-être.

Ils ne l'ont pas fait, c'est un constat, mais je ne veux pas leur jeter la pierre.

M. Pierre Brana : Et qu'en est-il de la directive du général Janvier disant que l'accomplissement du mandat est subordonné à la sécurité du personnel des Nations unies ?

Général Philippe Morillon : Il s'en est sûrement expliqué auprès de vous. C'est la conséquence terrible de cette loi du « zéro mort » que j'ai toujours dénoncée. Si l'on n'est pas capable de supporter des pertes, ce n'est pas la peine de se payer une armée. Je l'ai dénoncée à Washington à cette époque d'ailleurs.

Je n'ai pas peur de dire que c'est Sarajevo qui, délibérément, a provoqué le drame. C'est la Présidence, c'est Izetbegovic. Naser Oric obéissait à la Présidence bosniaque à Sarajevo.

M. Pierre Brana : Lorsque nous avons reçu l'amiral Lanxade, il nous a dit que l'on pouvait sauver Srebrenica en 1994, mais pas en 1995.

Général Philippe Morillon : Je pense qu'il a raison. On aurait pu le sauver en mettant en place plus vite la Force de réaction rapide. Si la Force de réaction rapide avait été présente à Srebrenica, cela aurait traduit une volonté politique dont Mladic était conscient qu'elle n'existait pas. Dans ces conditions, je répète que Mladic n'avait qu'un objectif : provoquer le retrait de la force des Nations unies pour affronter seul à seul ses ennemis, avec la conviction qui était la sienne qu'il allait les battre sans coup férir. Nous étions des « empêcheurs de tourner en rond » à ses yeux et il n'avait que cet objectif. N'oubliez pas qu'il était le seul à avoir le pouvoir à l'époque, dès 1993, mais encore plus après. J'ai écrit, publié que, lorsque je l'ai rencontré après qu'il s'est opposé à l'application

du plan Vance-Owen, je lui ai dit : « Vous avez pris vos responsabilités, vous avez les épaules larges, j'espère que votre peuple n'aura jamais à regretter votre décision ».

M. Pierre Brana : Comment expliquez-vous cet abominable massacre ?

Général Philippe Morillon : Par la haine accumulée. Il y a eu des têtes coupées. Il y avait eu des massacres abominables commis par les forces de Naser Oric dans tous les villages avoisinants. Quand je suis allé à Bratunac à l'époque où je suis intervenu, je l'ai sentie. Il y a eu d'ailleurs de très bons livres depuis sur ce drame qui confirment ce que je vous dis.

M. François Léotard, Rapporteur : Si le Président le permet, je voulais faire allusion à une expérience personnelle antérieure à mon mandat gouvernemental, que je peux donc évoquer avec beaucoup de simplicité devant la Mission d'information. Je me suis rendu en Yougoslavie en 1991-1992. Il y avait des gens cloués sur les portes des granges à certains endroits. Il y avait des femmes violées sur les places publiques. Les rapports des consuls ou des observateurs français au Quai d'Orsay étaient extraordinairement apaisants en disant que ce n'était pas grave, qu'il n'allait rien se passer. J'ai rencontré la plupart des diplomates français à l'époque dans cette région, qui disaient que cela allait s'arranger. C'était le début de la crise.

Je rappelle que Vukovar est tombée en 1991 et que c'est la première ville européenne rayée de la carte depuis 1945.

S'agissant de la haine que mentionnait le général Morillon, elle remonte à 1389. Il y a six siècles de haine dans cette région. On peut lire *Le Couteau* de Vuk Draskovic ou *Le Pont sur la Drina*

de Ivo Andric ; la littérature elle-même, serbe ou bosniaque, est une littérature de haine. Les gens se sont empalés, coupés en morceaux, détruits les uns les autres depuis six siècles.

Général Philippe Morillon : Le seul progrès par rapport à cette époque connue est que s'ils continuaient de couper les têtes, ils ne les plantaient plus sur des poteaux, mais les enterraient.

M. Pierre Brana : Qui pourrait penser au XXème siècle à des massacres gratuits comme ceux-là ?

M. François Léotard, Rapporteur : Ceux de la dernière guerre avaient été épouvantables. C'étaient des yeux dans des corbeilles, des oreilles, des nez coupés. Malheureusement, c'est une région dans laquelle la haine ethnique et religieuse est très ancienne et répercutée de famille en famille. Nos histoires françaises sur nos voisins allemands ne sont rien à côté de ce qui se transmettait de famille en famille dans les familles yougoslaves.

Je ferme la parenthèse pour poser quelques questions au général Morillon.

Je ne veux pas du tout vous mettre en situation de contradiction avec le général Janvier, je voulais simplement vous poser quelques questions que nous lui avons posées tout à l'heure. Il est possible que vos analyses soient légèrement différentes.

Il a fait état, et tout le monde le sait, de divergences assez fortes quant aux analyses et aux comportements des alliés dans cette affaire, notamment sur le terrain, avec les adjoints ou subordonnés d'autres nationalités. Pouvez-vous confirmer cette situation et cette réalité ?

La deuxième rejoint celle que Pierre Brana a posée. A partir de quel moment avez-vous eu le pressentiment d'un désastre possible à Srebrenica et

comment l'avez-vous traduit dans vos informations destinées au siège de l'ONU ?

Sur la troisième question, que j'ai posée moi-même tout à l'heure au général Janvier, peut-être votre analyse est-elle différente, comme j'ai cru le comprendre à l'instant. Si, à la place des 400 soldats néerlandais, cela avait été 400 soldats français, quelle que soit leur unité, à votre avis, cela se serait-il passé de la même manière ?

Général Philippe Morillon : S'agissant des divergences entre militaires de nationalités différentes, j'avais une liberté d'action que jamais Janvier n'a pu avoir. Par conséquent, quand j'avais des problèmes avec les contingents, et j'en ai eus, je me tournais souvent directement vers les Gouvernements intéressés, tel ou tel contingent égyptien par exemple contestant la décision que j'avais prise de les mettre à tel ou tel endroit. Bien sûr, nous avions à tenir compte des réactions des responsables de chaque contingent. J'avais eu la chance, au moment du déclenchement de l'opération sur la Bosnie-Herzégovine, en septembre 1992, et quand le commandement m'en a été confié, de rassembler à Zagreb des représentants des états-majors et des Gouvernements des principaux contingents. J'avais proposé un plan qui avait été accepté par les Gouvernements et les états-majors et qui me permettait de dire aux responsables des différents contingents sur le terrain : « Ou vous acceptez cet ordre, ou je demande votre relève ». Je ne crois pas que Janvier n'ait jamais été dans cette position-là après moi. Plus personne après moi n'a été dans cette position puisque j'ai été le seul à avoir les initiatives. C'est probablement la raison pour laquelle a été nommé, à la fin de ma mission, un délégué civil permanent de l'ONU, M. Stoltenberg, qui était à Genève, pas

à Sarajevo. Je ne sais pas ce qu'a pu vous dire le général Janvier.

M. François Léotard, Rapporteur : Il a mis l'accent sur les Britanniques.

Général Philippe Morillon : Avec les Britanniques, j'ai toujours eu d'excellentes relations et je n'ai pas eu de problème.

M. François Léotard, Rapporteur : A quel moment avez-vous senti qu'il y aurait un désastre humanitaire ?

Général Philippe Morillon : Dans la semaine qui a précédé mon action, j'ai reçu la visite de M. Joxe qui venait faire ses adieux. Je suis intervenu par cette initiative qui a consisté à me rendre sur le terrain avec quelques hommes car je savais bien que moi seul pouvais y arriver en raison du respect que chacun des combattants avait pour moi. Donc, j'étais le seul à pouvoir me rendre là-bas. Je l'ai dit à l'époque au Ministre Joxe et je l'ai dit bien sûr au général Wahlgren, mon supérieur. Il y avait un photographe allemand et un représentant de Médecins sans frontières qui avaient réussi à pénétrer dans Srebrenica. Moi-même, je m'étais rendu avant cela à Srpska dans la semaine qui a précédé. J'ai reçu de la part de ce médecin l'information que, réellement, les gens étaient en train de mourir de faim et de froid.

M. François Léotard, Rapporteur : Vous l'avez écrit ?

Général Philippe Morillon : Oui, sûrement. J'ai mes notes.

M. François Léotard, Rapporteur : Pourrait-on les avoir ?

Général Philippe Morillon : Je vais demander qu'on les recherche. Je l'ai dit à Wahlgren, mais il venait d'arriver. Je n'ai pas pu manquer de

l'écrire puisque je faisais des rapports quotidiens à l'ONU.

Le Président François Loncle : Vous parlez du Ministre Joxe. Pour moi, cela évoque soit la fin 1992, soit le début 1993. Il a été nommé à la Cour des Comptes à ce moment-là. Je siégeais au Gouvernement et c'est Pierre Bérégovoy qui a assuré l'intérim.

Général Philippe Morillon : Il est parti en février 1993. Au moment même où j'étais à Srebrenica, c'était M. Bérégovoy. Mais j'ai vu le Ministre Joxe dans sa visite d'adieu et lui ai dit mes inquiétudes. C'était en février 1993 probablement.

Général Philippe Morillon : S'agissant de ce qui se serait passé si le contingent présent à Srebrenica avait été français, je ne veux pas rentrer dans ce sujet.

M. François Léotard, Rapporteur : On a parlé des fautes des Néerlandais. Je voudrais savoir si c'est votre sentiment en tant que militaire. Pour ma part, je ne partage pas ce sentiment. Le général Janvier a dit tout à l'heure que, si cela avait été des Français, cela se serait passé différemment.

Le Président François Loncle : C'est-à-dire qu'ils auraient attaqué alors que les Néerlandais n'ont pas attaqué.

Général Philippe Morillon : Tout le temps où j'étais sur le terrain, j'ai dit à mes chefs de contingent : « Seule la passivité est infamante. Les règles d'engagement, je ne veux pas en entendre parler. Vous « m'emmerdez » avec le mandat ». Tout le monde sait que j'ai eu cette attitude permanente. Cela m'était possible puisque j'assumais des responsabilités politiques et militaires, mais Janvier n'avait pas cette possibilité. Les Français auraient-ils fait Camerone ? C'est dans la tradi-

tion. S'il y avait eu des légionnaires, oui. Cela dit, allons au fond des choses, et là, c'est le chrétien qui va vous parler. Le baroud d'honneur est interdit par la morale chrétienne puisque la guerre étant considérée comme un mal, la mise en œuvre de l'action guerrière ne pouvant être qu'un moindre mal, elle ne peut être décidée que pour la poursuite d'un objectif dès lors qu'existe une chance qu'il aboutisse. Elle n'est pas interdite par les règlements militaires. Elle est même célébrée. J'ai été légionnaire moi-même.

On a dit que j'avais fait un baroud d'honneur à Srebrenica. Non. J'avais conscience que j'avais une chance de gagner ce combat-là, mais je n'aurais pas entraîné les quelques types que j'avais avec moi, y compris, souvenez-vous, des Américains, si cela n'avait été que pour sauver l'honneur des Nations unies. Srebrenica 1995 ? Sauver l'honneur, oui, c'est dans la tradition française. Mais je refuse de condamner les Néerlandais.

Mme Marie-Hélène Aubert : J'ai un sentiment un peu contradictoire. D'un côté, nos interlocuteurs français disent - je caricature un peu : « Nous étions les seuls à vouloir faire quelque chose ».

Général Philippe Morillon : Je crois que c'est vrai.

Mme Marie-Hélène Aubert : Et de l'autre, les Français ont toujours été considérés comme plutôt philo-Serbes. Je ne dis pas cela de façon agressive.

Général Philippe Morillon : Je ne le prends pas comme cela.

Mme Marie-Hélène Aubert : Ce qui peut se comprendre d'ailleurs : il y a des affinités culturelles, religieuses qui portaient plutôt les Français à être plus indulgents à l'égard des Serbes que des Musulmans. J'emploie le mot « Musulman » à dessein.

Général Philippe Morillon : C'était une nationalité à l'époque.

Mme Marie-Hélène Aubert : Cela peut se comprendre. Je vois donc là une certaine contradiction là-dedans. J'ai du mal à croire que ce ne soit que le complot anglo-américain qui accuse les Français d'avoir été trop indulgents avec les Serbes dans un premier temps. Il y a aussi des raisons objectives à cela. D'ailleurs, François Léotard disait à l'instant que les rapports qui émanaient du terrain semblaient minimiser l'ampleur des choses et mettaient cela sur le compte de conflits ancestraux. Quel est votre point de vue sur cette contradiction ?

Deuxièmement, concernant Sarajevo, il est manifeste - et tous nos interlocuteurs nous l'ont dit - que Sarajevo était l'enjeu majeur pour les Français. Dans les plans Vance-Owen ou le plan Juppé-Kinkel, qu'advenait-il des enclaves de l'Est ? N'y avait-il pas une espèce d'accord tacite de laisser aller les choses de façon que l'on puisse sauver Sarajevo, quitte à laisser un peu filer les enclaves, sans imaginer sans doute l'ampleur des massacres, notamment à Srebrenica ?

Le Président François Loncle : Sur le premier point, on peut aussi faire allusion à un point souvent soulevé par les commentateurs, les historiens : le poids de l'Histoire et l'engagement serbe aux côtés des alliés pendant la deuxième guerre mondiale et la tradition d'amitié franco-serbe. Cela a-t-il pesé d'une façon ou d'une autre ?

Général Philippe Morillon : Si nous avons pu donner cette impression, c'est qu'en règle générale, quand nous avons obtenu un accord des Serbes - il n'y avait qu'un seul niveau où l'on pouvait obtenir un accord : c'était Mladic - il tenait sa parole tandis que les autres ne le faisaient pas.

Le Président François Loncle : Les autres... ?

Général Philippe Morillon : Les Bosniaques, et même les Croates, à un moindre degré. Mais, cela n'avait aucune connotation sur le terrain, en tout cas quand j'étais là.

Bien sûr, l'amitié franco-serbe, les Serbes la mettaient, eux, toujours en avant. Mais, nous qui étions sur le terrain, à qui il était demandé d'être impartiaux, si nous avons pu être perçus comme ayant pris le parti des Serbes, c'est parce que nous nous en sommes tenus à l'impartialité et que nous avons dénoncé - et j'ai été le premier à le faire pendant tout le temps de mon séjour là-bas - les attaques quand elles venaient d'autres parties. La presse internationale, et l'opinion publique à travers elle, avaient pris parti pour le faible, pour les Bosniaques contre les Serbes. Nous avons eu un rôle difficile à jouer, mais, si j'ai pu gagner mon engagement de l'époque à Srebrenica, c'est parce que je crois, et j'en ai encore des témoignages aujourd'hui, que les trois communautés avaient reconnu cette impartialité. Quand j'étais sur le terrain, il n'était pas question qu'aucun de mes subordonnés puisse prendre parti. Mais, quand on ne prenait pas parti, évidemment, on n'était pas toujours compris et le procès peut peut-être venir de là. Je ne sais pas si ma réponse vous satisfait.

Mme Marie-Hélène Aubert : Vous, personnellement, au-delà de l'attitude d'impartialité qui vous était demandée, considériez-vous effectivement... ?

Général Philippe Morillon : Le jour où Mladic a trahi sa parole, cela a fait le tour des médias, j'ai refusé de lui serrer la main.

Mme Marie-Hélène Aubert : Pour vous, était-il clair qu'il y avait un agresseur et un agressé ou pas ?

Général Philippe Morillon : Quand j'ai quitté Sarajevo le 13 juillet 1993, j'ai été l'objet d'attentions

particulières de la part de tous les partis, à commencer par Izetbegovic, mais pas de Mladic.

Mme Marie-Hélène Aubert : Considérez-vous qu'il y avait un agresseur et un agressé et qu'il fallait défendre l'agressé ou pas ?

Général Philippe Morillon : Non. J'ai vécu la crise depuis son début en avril 1992 et j'ai toujours refusé de considérer qu'il y avait des agresseurs et des agressés. C'est ce qui m'a été reproché longtemps par les Bosniaques.

M. le Président : Comment peut-on définir le conflit ?

Général Philippe Morillon : Ce drame épouvantable, qui n'avait pas été prévu, est la résurgence de la peur d'être dominé. Les Serbes qui étaient dans les montagnes autour de Sarajevo y étaient car on leur avait dit que, s'ils n'y allaient pas, leurs femmes allaient porter le voile islamique. Je l'atteste. C'est la maladie de ce pays. Le Ministre Léotard vous disait que cela dure depuis sept siècles. Tant qu'ils ont au-dessus d'eux une autorité qui garantit que l'autre ne va pas dominer, le dispositif tient. Cela a été, à travers l'histoire, le rôle de l'Empire ottoman, de l'Empire austro-hongrois, de Tito. Si Tito a réussi son pacte de réconciliation, c'est sur ce thème. Et c'est le rôle qu'ils

attendent aujourd'hui de l'Europe. C'est pourquoi nous devons rester là-bas. Je continue d'entretenir avec l'ensemble des pays concernés des relations personnelles au sein de la délégation de l'Union européenne pour l'Europe du Sud-Est.

La réponse est là : c'est la maladie de la peur qui a été exploitée et on ne peut pas le pardonner à ceux qui l'ont exploitée à grand renfort de rappel des massacres précédents. Cette solidarité dans l'œuvre de mort entraîne, tout de suite, des hommes et des femmes qui, pourtant, à la veille du drame, défilaient dans les rues de Sarajevo et disaient : « Il est Serbe, je suis Musulman, jamais il ne sera possible que nous nous affrontions ». Mais, quand leurs frères tombent, il y a un engrenage infernal de la violence et de la peur, blood and vengeance, que je me suis efforcé d'enrayer pendant tout le temps où j'étais là-bas, malheureusement, sans succès. Très sincèrement, c'est comme cela que je l'ai vécu.

M. le Président : Merci beaucoup, Mon Général. C'était tout à fait intéressant.

Général Philippe Morillon : Je l'ai dit aux journalistes car, bien sûr, ils ont voulu m'entraîner dans ce débat : je refuse d'être considéré comme l'aigle blanc là où Janvier pourrait être l'aigle noir.

Sources internet

Exposé

Dejan V. Ajdačić^[1]

Université de Gdańsk,
Faculté de philologie,
Institut d'études classiques et slaves
Gdańsk (Pologne)

UDC 741.5(497.11)(049.32)

741.5(497.11)(049.32)

008(497.11:44)(049.32)

Exposé

Reçu : 20.3.2025.

Accepté : 24.4.2025.

doi : 10.5937/napredak6-57649

Les études de la bande dessinée comme un regard historico-culturel global et un modèle pour l'avenir



Stefanović, Zoran ; Topolovački, Vladimir
(bibliographe) (2023) – *Sloboda ! Jedankost ! Strip
! Srpsko-francuski odnosi u umetnosti vizuelnog
pripovedanja (Liberté ! Égalité ! Bande dessinée
! Les relations serbo-françaises dans l'art de la
narration visuelle)*, Belgrade, Institut pour l'étude
du développement culturel. Édition étendue du
livre Stefanović, Zoran ; Topolovački, Vladimir
(bibliographe) (2022) – *Liberté ! Egalité ! Bande
dessinée ! : Les relations serbo-françaises dans
l'art de la narration visuelle*. Belgrade, Institut
pour l'étude du développement culturel. Image
de couverture : Aleksa Gajić.

Le célèbre slogan de la Révolution française – Li-
berté, Égalité, Fraternité, également devise de la
République française – confirme, dans le titre de
l'ouvrage *Liberté ! Égalité ! Bande dessinée !* toute

[1] dejajd@gmail.com ; <https://orcid.org/0000-0002-4098-4660>

sa force d'évocation. D'un côté, il évoque naturellement la France ; de l'autre, en remplaçant la fraternité par la bande dessinée, il élève cette dernière au rang des valeurs suprêmes. Le sous-titre de cette précieuse publication – Les relations serbo-françaises dans l'art de la narration visuelle – indique plus précisément le cadre élargi dans lequel apparaissent, aux côtés de la bande dessinée, d'autres formes voisines de narration visuelle. L'ouvrage a été publié par l'Institut pour l'étude du développement culturel à Belgrade, avec le soutien du ministère de la Culture de la République de Serbie. Il est signé par Zoran Stefanović, homme aux multiples talents – historien et théoricien de la culture, spécialiste de la bande dessinée, fondateur de la bibliothèque numérique « Projet Rastko » et dramaturge, et par Vladimir Topolovački, bibliographe. La première édition de cette publication, en langue française, *Liberté ! Égalité ! Bande dessinée ! : Les relations serbo-françaises dans l'art de la narration visuelle* (2022), a été présentée au Centre culturel serbe à Paris en 2022. Par rapport à l'édition française, l'édition serbe est enrichie, tant par le texte que par la bibliographie. Elle a été présentée à la Galerie de l'Institut pour l'étude du développement culturel à Belgrade, le 31 mars 2023, dans le cadre d'un colloque de quatre jours intitulé « Littérature et bande dessinée ». L'ouvrage s'ouvre sur une dédicace émouvante : Dedicace aux héros d'une grande aventure – Je dédie ce livre à la mémoire des protagonistes de ce récit, mes nobles maîtres : Đorđe Lobačev (1909–2002), Srećko Jovanović (1930–2008), Žika Bogdanović (1932–2021) et Zdravko Zupan (1950–2015), ainsi qu'à la mémoire de Snježana Zupan (1957–2023) dont la noblesse d'âme est exemplaire aussi.

La vaste étude monographique de Zoran Stefanović est rédigée de manière claire, fluide et dynamique. Elle offre une vision historico-culturelle globale tout en s'attachant aux détails et en révélant des faits peu connus. Outre l'essai principal, l'ouvrage propose à la fin de chaque section une sélection d'illustrations – couvertures ou planches de bandes dessinées – qui permet au lecteur de savourer pleinement l'art du récit visuel. La bibliographie élaborée par Zoran Stefanović constitue un point de départ précieux pour de futures recherches et témoigne de la richesse des contributions consacrées à la bande dessinée et aux relations culturelles. Le répertoire de la bande dessinée serbe et yougoslave en France a été établi par Stefanović, tandis que le répertoire de la bande dessinée française en Serbie est signé conjointement par Stefanović et Vladimir Topolovački.

L'exploration des liens culturels et historiques entre deux peuples, que ce soit dans un cadre plus large ou plus restreint, exige la connaissance non seulement de leurs deux cultures respectives, mais aussi de celles qui leur sont liées. Les relations culturelles franco-serbes ont connu des périodes d'intensité variable. Leur âge d'or se situe sans doute autour du tournant des XIX^e et XX^e siècles, époque où l'influence de la culture française s'est largement et de manière fructueuse répandue en Serbie, en Bulgarie et en Roumanie. Le soutien de la France à la Serbie pendant la Première Guerre mondiale a encore renforcé ces liens sur les plans politique, culturel et social. L'auteur de la monographie met en lumière, avec clarté et discernement, les contextes sociaux dans différents types de narration transmédiatique. Le livre révèle l'existence de liens dans les deux sens, et son originalité réside dans le fait qu'il fait découvrir

au public français la présence cachée des auteurs serbes de bande dessinée, ainsi que la contribution de la bande dessinée des Balkans à la culture française. Dans l'introduction, l'auteur emploie à ce propos la métaphore d'une rivière souterraine. En présentant un aperçu des termes utilisés pour désigner la bande dessinée dans les grandes cultures bédéphiles du monde, il est souligné ici que Dušan Duda Timotijević a forgé le terme serbe « strip » en abrégant l'anglais « comic strip ». Ce terme partage une racine indo-européenne commune avec les langues slaves, perceptible dans le verbe serbe *strizati/strići* et dans le mot proto-slave *strigti* (couper, découper).

Dans le premier chapitre, intitulé « L'histoire de la bande dessinée serbe : du génome européen au trésor national », l'auteur met en évidence la présence constante de l'image en tant que forme narrative, remontant jusqu'aux peintures paléolithiques de l'Europe méditerranéenne. Il développe l'idée selon laquelle les fresques serbo-byzantines des XII^e–XV^e siècles peuvent être vues comme une forme de proto-bande dessinée. L'auteur propose une périodisation culturellement et historiquement réfléchie de la bande dessinée serbe, c'est-à-dire une périodisation enracinée dans les grands courants culturels et historiques, enrichie par les apports des créateurs eux-mêmes, à travers leurs talents et leurs idées, qui ont nourri la créativité de leur époque. Zoran Stefanović choisit des noms d'époques imagés, qui évoquent ceux utilisés par Hésiode dans la *Théogonie* — l'idée d'un monde originel de l'âge d'or se dégradant à travers les âges d'argent, de bronze et de fer. Toutefois, la périodisation de Stefanović n'est en aucun cas soumise à une construction préétablie. Bien qu'il ait mené cette entreprise avec succès, l'auteur, étonnamment, ne

précise nulle part qu'il est lui-même à l'origine de cette proposition de périodisation. L'âge de platine (1880–1934) est marqué par des figures comme Jovan Jovanović Zmaj, le peintre Josif Danilovac, Branislav Cvetković, ainsi que Stanislav Vinaver, « marqué par des traits de génie », et enfin, dans la phase de transition, par le rédacteur Dušan Timotijević qui dessine, d'un trait léger, les portraits de ses prédécesseurs, accompagnés d'éloges sur leur contribution aux débuts brillants de la narration visuelle dans la culture serbe. L'âge d'or (1930–1941) représente une époque de grands dessinateurs et scénaristes, marquée par des croisements importants avec les influences américaines – notamment la présence de Dashiell Hammett et du dessinateur Alex Raymond dans le journal *Politika* – mais aussi par des influences slaves orientales et des apports autochtones, comme ceux du scénariste Branko Vidić et des dessinateurs Đorđe Lobačev, Vlasta Belkić, Đuka Janković, Momčilo Moma Marković, entre autres. L'âge des ténèbres de la bande dessinée serbe (1941–1951) couvre les années de guerre sous le nazisme, où l'on mentionne la bande dessinée partisan et l'activité de Sergeï Soloviov, ainsi que les années de répression communiste, pendant lesquelles l'on croyait que la bande dessinée était réactionnaire et antimarxiste. L'âge argenté (1952–1970) est marqué par le retour des influences de Disney et de l'Occident, la renaissance du *Politikin zabavnik* (1952), et la prolifération de magazines comme *Dečje novine*, *Veseli zabavnik*, *Kekec*, *Plavi vjesnik* à Zagreb, et *Mali jež*. L'âge du bronze (1971–1990) correspond aux bandes dessinées des éditeurs majeurs comme *Dečje novine*, ainsi que les premiers travaux du très influent Enki Bilal, qui a rencontré un grand succès en France. Cette période a aussi vu l'essor de la

stripologie dans les grandes villes de l'ex-Yougoslavie, avec la mention particulière de l'activité de Žika Bogdanović en tant que rédacteur, théoricien, traducteur et éditeur, ainsi que l'importance de la bande dessinée humoristique *Svemirani* de Lazar Stanojević. Un autre fait marquant fut la parution du périodique théorique *Kultura*, que Ranko Munitić a édité en 1975. L'auteur mentionne également plusieurs groupes d'artistes de bande dessinée dans différentes villes, et souligne l'importance de l'exposition de la bande dessinée yougoslave organisée au Centre Pompidou à Paris en 1986. L'âge de fer (1991–2010) correspond aux années des guerres et de la transition sauvage, où Zoran Stefanović met en lumière de nombreuses activités auxquelles il a participé, aux côtés de Zdravko Zupan et d'autres dessinateurs serbes et étrangers. Il est souligné que le prix européen remporté par Goran Skrobonja, Vladimir Vesović et Dražen Kovačević pour la série *Točak* (La Roue) a constitué un encouragement pour la promotion continue de la bande dessinée serbe en France, tout comme le succès du premier long-métrage d'animation serbe, *Technotise: Edit et moi* d'Aleksa Gajić. L'ère du silicium (après 2011) a été marquée par de nombreuses publications serbes au niveau mondial et par le premier dictionnaire encyclopédique de la bande dessinée en Europe de l'Est, *Les bandes dessinées que nous avons aimées* (*Stripovi koje smo voljeli*). Les festivals de bande dessinée en Serbie et dans les pays de l'ex-Yougoslavie témoignent du succès de la scène de la bande dessinée et de la persévérance des auteurs et éditeurs de bande dessinée.

Le deuxième chapitre, intitulé *De longues fiançailles : les Serbes dans la bande dessinée française, les Français dans la bande dessinée serbe*, met en lu-

mière les contributions majeures des auteurs serbes à la célèbre bande dessinée française. Il explore les parcours et croisements artistiques et les influences de Đorđe Lobačev dans les années 1930, les méandres des influences des différentes cultures européennes, et souligne que la bande dessinée yougoslave a été profondément influencée par la scène française. Au XXI^e siècle, selon l'auteur, il y a eu une fusion des scènes française et serbe, ce qui se confirme par le grand nombre de Serbes et d'autres Yougoslaves dans la bande dessinée française. Dans le courant principal de la bande dessinée française, à côté du grand créateur européen Enki Bilal, Stevanović mentionne également les œuvres significatives de Igor Kordej, Zoran Janjetov, Rajko Milošević Gera, Vladimir Krstić Laci, Gradimir Smuđa et Dražen Kovačević. Il souligne également le rôle culturel et l'œuvre de Zoran Tucić, architecte et conservateur, qui fut l'auteur de la bande dessinée *Le Troisième Argument* basé sur la prose de Milorad Pavić et le premier président de l'Association des artistes de la bande dessinée de Serbie après sa relance.

Le troisième chapitre, intitulé *Étude de cas : Les cauchemars de l'avant-garde européenne – le roman graphique « Vampire » et l'essai « Genèse de l'art » de Miroslav Feler*, présente en détail le roman graphique insolite de Miroslav Feler, un Zagrebois, publié d'abord en 1925 dans la revue belgradoise *Svedočanstva*, dans le thème « *Notes de la Maison Obscure (la création de la folie)* ». Grâce à la traduction en français de Monny de Bouilly, un Juif de Belgrade et un avant-gardiste serbe, ce travail a été publié dans la revue surréaliste *La Révolution surréaliste*. L'auteur pose une série de questions provocatrices sur les liens entre cette œuvre et le «film en papier», les films d'avant-garde, ainsi que

l'influence de ce roman graphique sur un inceste suivi d'un parricide, dans le contexte du conflit entre les zénithistes et les surréalistes concernant la conception de la réalité et de l'idéologie.

Le grand penchant des auteurs serbes de bandes dessinées pour la bande dessinée française et leurs relations bilatérales dans le passé suscitent des réflexions sur les influences personnelles et collectives. En tant qu'individus, les artistes ont indéniablement trouvé leur chemin vers leurs modèles personnels et partenaires, tant dans la bande dessinée française que dans les bandes dessinées américaines ou italiennes. Mais comment la France a-t-elle occupé une place aussi importante ? C'est une question à laquelle répond également l'étude de Zoran Stefanović. Les relations personnelles ont été et seront importantes, mais les Français, dans leurs relations avec les autres, n'ont pas eu une attitude arrogante de colonisateurs ou d'un intermédiaire intéressé, ce qui offre une opportunité d'envisager le développement possible des liens culturels mutuels sans le fardeau du passé.

Le livre *Liberté ! Égalité ! Bande dessinée ! Les relations serbo-françaises dans l'art de la narration*

visuelle présente une image significative des relations antérieures, très fructueuses entre les artistes des deux cultures, tout en incitant à de nouvelles additions de faits et d'interprétations dans les futurs approfondissements des connaissances sur les récits transmédiatiques. Il contient des questions portant sur l'avenir et sur les trajectoires incertaines dans la quête de nouveaux modèles civilisationnels. Il s'agit de soulever des questions concernant l'avenir de l'homme dans un monde dominé par la technique qui, de plus en plus, projette son ombre et menace d'imposer des limites à son propre créateur, ainsi que des questions portant sur les valeurs dans le monde à venir. Compte tenu de la double perspective franco-serbe, le livre soulève des questions concernant non seulement la coopération future des auteurs serbes de bandes dessinées avec des éditeurs français qui jouissent d'une grande réputation, de succès et de tirages sur le marché mondial, mais il propose également une nouvelle méthodologie de recherche et de production dans tous les autres domaines bilatéraux de la culture.

Bibliographie

Stefanović, Z., Topolovački, V. (2023). *Liberty! Equality! Comics! Serbian-French Relations in the Art of Visual Storytelling*.

Beograd: Zavod za proučavanje kulturnog razvitka. [In Serbian]

Stefanović, Z., Topolovački, V. (2022). *Liberté! Égalité! Bande dessinée!: Les relations serbo-françaises dans l'art de la narration visuelle*. Belgrade: Institut pour l'étude du développement culturel.

Tamburić, Ž., Zupan, Z., Stefanović, Z. (2011). *The Comics We Loved: Selection of 20th Century Comics and Creators from the Region of Former Yugoslavia*. Beograd: Omnibus [In Serbian, English]

Topolovački, V. (2011/2018). *Infinite itinerary through the world of comic books. Book 1-4*. Zagreb: Strip-agent. [In Serbian]

